HAKIM
EL KAROUI

ISRAËL-PALESTINE, UNE IDÉE DE PAIX

Deux États sur un même territoire : la solution ?

Éditions de L'Observatoire

Hakim El Karoui

Israël-Palestine, une idée de paix

Éditions de L'Observatoire

Du même auteur

Marine Le Pen présidente. Une dystopie politique (2026-2029), avec Guillaume Hannezo et Thierry Pech, Les Petits Matins, 2025.

Les Militants du djihad : portrait d'une génération, avec Benjamin Hodayé, Fayard, 2021.

L'Islam, une religion française, Gallimard, 2018.

La Lutte des âges. Comment les retraités ont pris le pouvoir, Flammarion, 2013.

Réinventer l'Occident. Essai sur une crise économique et culturelle, Flammarion, 2010.

L'Avenir d'une exception. Pourquoi le monde a encore besoin des Français, Flammarion, 2006.

ISBN : 979-10-329-3340-4

Dépôt légal : 2025, septembre

© Éditions de l'Observatoire / Humensis, 2025

170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

« Restaurer entre les nations une paix qui ne soit pas celle de la servitude. »

Albert Camus,
Discours de Stockholm, 1957

« Le visage de l'autre est ce qui m'interdit de le tuer. »

Emmanuel Levinas,
Totalité et Infini, 1961

À mes enfants.

INTRODUCTION

Penser la paix en géographe

La paix ? La paix alors que la « guerre de cent ans » israélo-palestinienne a repris le 7 octobre 2023, plus sanglante que jamais. Plus clivante encore que les précédentes. Et plus longue dans ses opérations militaires que ce qui avait été connu. L'opinion mondiale suit avec horreur ce nouvel épisode. L'effroi et l'indignation dominent dans un camp ; la certitude de mener une guerre juste et d'être incompris dans l'autre. Partout dans le monde occidental et dans le monde arabe, les opinions se polarisent. Certains pensent qu'Israël défend la liberté et la démocratie. D'autres au contraire qu'il les détruit et décrédibilise l'Occident tout entier. La haine gagne un peu chaque jour, l'antisémitisme se répand. La mort triomphe. Et la guerre (dans la région) succède à la guerre à Gaza, guerre qui n'en finit pas.

C'est précisément parce qu'il y a la guerre que j'ai choisi ici de penser non pas la guerre, ses causes multiples, ses raisons affichées, sa longueur insupportable mais bien la paix. La paix car il y a une alternative à la guerre. La réflexion sur la paix qui nécessite d'aller à la source du conflit pour proposer une idée de paix, nouvelle sans être ni révolutionnaire ni utopique. Quoique. Pas pour aujourd'hui, bien sûr, mais pour le jour où la question de la paix reviendra à l'agenda.

Pourquoi chercher une « idée de paix » autre que la « solution à deux États dans les paramètres d'Oslo » qui semble faire consensus ? Depuis le 7-Octobre, cette dernière a été présentée par les États-Unis de Biden, et quasiment tous les pays du monde à leur suite (à l'exception – notable ! – d'Israël), comme la seule solution possible. Trump a proposé plusieurs solutions (une Riviera à Gaza, une gestion de ce territoire par les pays arabes, l'annexion partielle de la

Cisjordanie, la reconnaissance par Israël d'un État palestinien en échange de l'élargissement des accords d'Abraham) qui ont toutes une caractéristique commune : ignorer superbement l'existence même des Palestiniens. L'idée « à deux États » demeure. Il existe, certes, des divergences à la marge entre les grandes puissances sur les frontières idéales des deux États considérés : les Chinois parlent des frontières de 1967[1], de même que les Russes qui précisent au passage que Jérusalem-Est doit être la capitale de la Palestine. Les Américains, eux, se gardent bien de tracer des frontières, car ils savent que c'est une ligne rouge pour l'ensemble des Israéliens ou alors ils évoquent une annexion des territoires occupés. Mais de Paris à Washington, de Berlin à Pékin, de Moscou à Brasilia, tout le monde semble d'accord : la solution au conflit est connue.

Alors, pourquoi chercher une autre idée ? Précisément parce que celle-là fait consensus ! Quand tous les membres du Conseil de sécurité semblent d'accord en ces temps de discorde globale, il faut se méfier. Compte tenu de l'importance de la question israélo-palestinienne dans les consciences mondiales et notamment occidentales, on n'imagine pas les Russes et les Chinois avoir la même position que les Américains sur ce sujet. Quand bien même ils s'accorderaient sur la solution de règlement du conflit, il *faudra* pour des raisons politiques qu'ils fassent entendre une voix discordante. Ce qui n'a pas manqué d'ailleurs après les attaques terroristes du 7-Octobre : Vladimir Poutine a attendu le 15 octobre 2023 pour appeler le Premier ministre israélien, rompant une forme d'unanimité globale. Un peu comme Benyamin Netanyahou qui s'est longtemps tenu à l'écart de l'opprobre international qui a suivi l'attaque de l'Ukraine par la Russie, plus proche sur ce point de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis que des États-Unis ou de la France. Alors que partout prévaut la force sur le droit, ce consensus apparent dit en fait une seule chose : cette solution est morte depuis longtemps. Ce dont tous les acteurs ont conscience, à commencer par la diplomatie française qui ne manque pourtant pas de s'y rallier explicitement dans chaque communiqué.

Que prévoyaient les accords d'Oslo ? Rien de précis si ce n'est la volonté de négocier et d'aboutir à une solution. Les discussions initiées à Oslo, à la suite de la conférence de Madrid en 1991, avaient conduit à la signature, le 13 septembre 1993, sur la pelouse de la Maison-

Blanche à Washington d'un accord de reconnaissance de l'Israël d'Yitzhak Rabin par l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat sous l'égide du président Bill Clinton. Sur le fondement des principes posés à cette occasion, une série de négociations avait été engagées, toutes fondées sur celui de la *division* du territoire de la Palestine-Israël suivant un découpage savant. Revenu au pouvoir en 1999, Benyamin Netanyahou entreprit de bloquer les négociations. Avec succès. Le début de la seconde Intifada en 2002 et les attentats multiples du Hamas les ont achevées. Et elles ont été définitivement enterrées par l'expansion des colonies israéliennes qui comptent aujourd'hui plus de 750 000 personnes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Le 7-Octobre enfin, par sa barbarie, le traumatisme qu'il a suscité en Israël et la violence des représailles menées par l'armée israélienne, a porté le coup de grâce au corps déjà blessé de l'idée de paix.

Pour imaginer une voie qui mène à la paix, il faut donc oublier Oslo. Et prendre un peu de recul, suivre des chemins de traverse, regarder ailleurs qu'au Proche-Orient et penser différemment, à l'aide d'autres outils d'analyse. L'histoire divise, la théologie exclut, la diplomatie s'agite et se désespère. La géographie, elle, permet de partir d'une réalité intangible : la terre ou, pour parler comme les géographes, le territoire. Je veux donc tenter ici de penser la paix en géographe. Et partir de la réalité dans ce qu'elle a de plus tangible : les populations, les routes, les habitations, les conduites d'eau, l'appareil de production économique. Mais aussi les conditions de la sécurité. Et la régulation des conflits.

Continuer à chercher une solution : la spécificité du conflit israélo-palestinien

Je propose alors d'aller voir comment, dans d'autres situations tout aussi complexes – caractérisées par des imbrications de populations et des conflits idéologiques, religieux, identitaires qui durent parfois depuis plusieurs siècles –, on a réussi à résoudre des conflits et à apporter la paix là où prévalait la guerre. En ex-Yougoslavie, au Kosovo, au Timor oriental, à Chypre, en Irlande du Nord, en

Colombie, la communauté internationale et les autorités locales sont parvenues à surmonter les divisions, parfois pour mettre fin à une guerre souvent civile, dans d'autres cas pour geler imparfaitement la situation.

De ces cas de résolution de conflits, on peut tirer des enseignements profonds. À chaque fois, on fait face bien sûr à des situations spécifiques. Mais à chaque fois aussi, on retrouve des invariants intéressants, au moins pour penser une solution alternative au découpage du territoire. Il faut en outre inclure les réflexions menées hors du cadre de l'idée de partage du territoire. L'idée d'un État binational est réapparue récemment, presque un siècle après avoir été proposée par quelques intellectuels juifs parmi les plus célèbres : Martin Buber, Avraham B. Yehoshua, Gershom Scholem ou Hannah Arendt. L'idée d'un État fédéral ou confédéral a également vu le jour. L'initiative A Land for All a été inventée puis popularisée par de brillants esprits israéliens et palestiniens, avec le soutien d'universitaires américains. Face à toutes ces propositions, le « parti de la guerre » a, lui, une autre proposition : l'éradication de l'ennemi sous la forme de son expulsion ou de sa réduction au statut de minorité sous contrôle.

Pourquoi cela nous concerne

Reste à préciser pourquoi cette histoire nous concerne tant. C'est Henry Laurens qui constate qu'elle raisonne avec notre propre histoire[2]. Comme il le rappelle justement, « la victoire israélienne dans la guerre des Six Jours a été ressentie dans l'opinion publique française comme une revanche de la guerre d'Algérie. La cause palestinienne est devenue le combat d'une gauche anticoloniale, celle qui avait précisément milité contre la guerre d'Algérie. Cette cause est devenue enfin le symbole d'une diaspora d'origine arabe : des études ont montré que le positionnement vis-à-vis d'Israël a été un élément fort dans la construction identitaire des immigrés arabo-musulmans dans les pays occidentaux ». Avec les conséquences politiques que l'on connaît : la droite et désormais l'extrême droite sont ouvertement pro-israéliennes, la gauche socialiste, après l'avoir été longtemps, le

demeure probablement mais de façon moins ouverte. Quant à l'extrême gauche, elle a construit un monopole du soutien à la cause palestinienne en l'instrumentalisant à des fins politiques internes tout en n'hésitant pas à franchir la ligne rouge de l'antisémitisme. En Europe, le conflit raisonne aussi avec l'histoire des nations : l'Allemagne exige depuis juin 2024 de tous les nouveaux candidats à la citoyenneté allemande qu'ils reconnaissent officiellement le droit d'Israël à exister, parce que cette existence « fait partie de l'identité politique fondamentale de l'Allemagne » d'après-guerre. La Grande-Bretagne a songé un temps à interdire le drapeau palestinien dans les manifestations ; l'Irlande soutient au contraire les Palestiniens en qui elle voit des quasi-frères d'armes, elle qui a lutté contre la domination britannique.

Enfin, alors que les actes antisémites sont plus nombreux que jamais, le conflit au Proche-Orient diffuse en France et en Europe ses ondes malsaines. Comme si la guerre perpétuelle là-bas précédait le conflit ici entre Juifs et Arabes, croyants et non-croyants, musulmans et non-musulmans. Un prélude à la guerre civile non pas là-bas mais ici. Raison de plus pour tenter de trouver une idée de paix. Pour là-bas, mais aussi pour ici.

Alors, essayons d'inventer une idée de paix qui passe par une manière différente de penser la vie en commun sur la terre que l'on se dispute, cette terre divinisée par les uns, natale et vitale pour les autres, identitaire pour tous. Parce qu'un jour, proche ou lointain, après la guerre, viendra la paix. Il faudra à ce moment-là élaborer de nouveaux paramètres pour sa mise en œuvre, paramètres qui ne seront pas très différents de l'idée proposée ici, j'en fais le pari. Pourquoi cette certitude ? Parce que beaucoup d'options ont été étudiées et qu'elles ont toutes échoué. Le motif de cet échec tient sans doute au fait que le parti de la guerre a presque toujours dominé depuis un siècle, mais plus encore que l'on a toujours pensé la paix dans un cadre westphalien traditionnel. On a ainsi oublié la spécificité de ce conflit qui n'est pas une lutte pour un territoire mais une quête pour préserver non pas une mais deux identités, non pas un mais deux peuples. Pour y arriver, reste l'essentiel, le mouvement vers l'autre, vers la souffrance de l'Autre, qu'aucune des deux parties n'a réellement tenté depuis un siècle et que la guerre sans fin israélo-palestinienne semble rendre chaque jour un peu plus difficile.

1. Les frontières d'avant la guerre de 1967, qui a vu Israël étendre son territoire.

2. Henry Laurens, « Pour l'Occident, il est impensable que les Palestiniens aient aussi le droit de se défendre », *Philosophie magazine*, 24 octobre 2023.

1

La guerre comme chemin vers la paix ?

Mais avant de parler de paix, il faut comprendre la guerre. Celle qui dure depuis plus de cent ans. Celle qui a opposé des Arabes et des Perses à Israël. Celle qui met face à face des peuples, des groupes terroristes, des civils désarmés et des États surarmés. Celle qui tient en haleine les opinions occidentales et arabes. Celle qui semble condenser l'acrimonie du Sud contre le Nord, coupable de « deux poids, deux mesures » permanents. Celle enfin qui n'avait jamais vraiment cessé et que l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 a relancée avec une violence et une cruauté sans pareille. Aujourd'hui, l'idée dominante, c'est que la meilleure façon d'avoir la paix, c'est de faire la guerre : Donald Trump et Benyamin Netanyahou, reprenant une idée chère à Ronald Reagan, parlent à l'unisson de « la paix par la force ». Dans la très grande majorité des discours politiques israéliens, dans les comportements des colons et des membres des groupes paramilitaires palestiniens, dans les esprits des citoyens des deux camps, traumatisés par la violence, la paix n'existe même plus comme un espoir. « Mieux vaut Charm el-Cheikh sans la paix, que la paix sans Charm el-Cheikh », affirmait Moshe Dayan[1], le militaire le plus décoré de l'histoire d'Israël, le plus proche disciple de Ben Gourion. C'est ce que pense aujourd'hui l'extrême droite israélienne, c'est ce que pense Benyamin Netanyahou, c'est ce que pense le Hamas : jamais de concession, surtout pas territoriale.

Alors, pourquoi garder malgré tout un espoir dans la paix ? Parce que c'est ce même Moshe Dayan, lui, le héros des guerres israélo-arabes, qui a rendu le Sinaï, Charm el-Cheikh compris, aux Égyptiens comme prix de la paix de Camp David… Et parce que Yitzhak Rabin

affirmait dans son dernier discours, le 4 novembre 1995 : « J'ai fait la guerre aussi longtemps qu'il n'y avait aucune chance de faire la paix. » Quelques minutes après, il était assassiné par un extrémiste religieux qui avait décidé de faire la guerre à la paix.

Il faut tenter de comprendre comment les deux camps ont pu et peuvent encore croire que la paix ne sera jamais ni possible ni même souhaitable tant que l'ennemi sera présent sur le territoire revendiqué ou qu'il n'aura pas été totalement circonscrit.

Gagner la guerre pour avoir la paix

L'idée que la guerre serait le meilleur chemin vers la paix vient de loin. Une paix obtenue par l'expulsion de l'adversaire (droite israélienne) ou sa négation (Hamas).

La droite israélienne et Jabotinsky

Quand on considère la doctrine guerrière israélienne, il faut regarder à la fois la droite et la gauche. Les deux camps partagent l'idée que la guerre peut être une volonté, une volonté pour se défendre, une volonté pour vaincre. La gauche a gouverné jusqu'en 1977 mais c'est la droite qui domine depuis, à l'exception de quelques périodes peu nombreuses. Et pour comprendre l'idée de la guerre côté État hébreu, il faut lire ce que disait son inspirateur essentiel, Vladimir Ze'ev Jabotinsky, notamment le petit opus intitulé *Le Mur de fer*[2] – ou *Muraille d'acier* selon les traductions –, qui date de 1923.

Pourquoi est-il essentiel ? Parce que le père de Benyamin Netanyahou, Bension Netanyahou, fut le secrétaire particulier de Jabotinsky et son successeur à la tête du mouvement révisionniste sioniste après la mort de ce dernier en 1940. Menahem Begin, Premier ministre en 1977, fut l'un des dirigeants de l'Irgoun (fondé par les partisans de Jabotinsky) et plus tard du parti de droite Herout – qui absorba le parti révisionniste –, tout comme son successeur Yitzhak Shamir, chef du groupe Lehi, une dissidence du groupe Stern lui-même issu des sionistes révisionnistes. Toute la droite israélienne

procède de Jabotinsky.

Relire aujourd'hui certaines de ses déclarations est je crois très éclairant pour comprendre la conduite de la guerre du gouvernement israélien actuel, la vision du monde qui en découle et aussi sa compréhension des termes du conflit avec les Palestiniens. Cette analyse permet aussi de répondre à ceux qui pensent que Benyamin Netanyahou n'est qu'un opportuniste sans conviction. C'est à mon sens tout le contraire : un doctrinaire pétri d'une vision eschatologique de son rôle, pour qui tout est permis si cela va dans le sens de sa vision d'*Eretz Israël*, y compris changer profondément l'identité politique de son pays, son organisation judiciaire et mener bien sûr une guerre à outrance aux Palestiniens.

Né en 1880 à Odessa (Ukraine), ville de l'Empire russe à l'époque, Jabotinsky est connu pour avoir fondé et dirigé le mouvement révisionniste, une branche du sionisme qui avait une vision plus militante et nationaliste que le courant principal où dominait le socialisme. Il plaidait pour la création immédiate d'un État juif sur les deux rives du Jourdain, en opposition à l'approche graduelle prônée notamment par David Ben Gourion, et était persuadé que la seule façon de garantir un foyer national sûr pour les Juifs était de recourir à la force.

C'est la raison pour laquelle il démissionna en 1923 de l'exécutif sioniste, qu'il accusait d'être doublement « hypocrite », à la fois dans ses offres de conciliation avec la majorité arabe et dans son refus de proclamer son objectif final : « Les partisans du compromis dans nos rangs estiment que les Arabes sont assez bêtes pour être trompés par une présentation affadie de nos objectifs », alors que ces « Arabes de Palestine » combattront les sionistes « tant qu'ils auront le moindre espoir d'empêcher la transformation de la Palestine en *Eretz Israël* », déclarait-il.

Il écrit dans *Muraille d'acier* : « Les autochtones, dans aucun pays, ni à aucune époque que ce soit, n'acceptent jamais l'établissement d'étrangers sur leurs terres. Toute nation autochtone, qu'elle soit civilisée ou primitive, considère son pays comme son "foyer national" où elle veut vivre et dont elle veut rester, éternellement, le propriétaire exclusif. Elle n'acceptera jamais de son plein gré, non seulement d'autres propriétaires, mais encore de partager son droit de propriété avec d'autres. Ce principe s'applique également aux

Arabes. » Et parmi les Arabes, il faut distinguer les habitants de Palestine : « S'il était possible, ce dont je doute, de convaincre les Arabes de Bagdad et de La Mecque que la Palestine n'est pour eux qu'une petite région marginale et sans importance, il reste que, pour les Arabes palestiniens, elle n'en constituerait pas moins, non une région marginale, mais leur patrie, le centre et la base de leur existence nationale indépendante. C'est pourquoi il faut nécessairement gérer notre œuvre de peuplement sans l'accord des Arabes palestiniens, c'est-à-dire exactement de la manière dont nous le faisons actuellement. »

Certains de ses partisans – en désaccord avec la Haganah (la milice sioniste) qui prônait alors une politique de *havlagah* (« retenue »), c'est-à-dire une réponse défensive plutôt que des représailles actives – fondèrent alors l'Irgoun. En 1939, pendant la grande révolte arabe, l'Irgoun décida de se « venger » des Britanniques… en attaquant les Arabes. Le 29 mai, une bombe tua cinq personnes dans un cinéma arabe de Jérusalem, tandis qu'un village palestinien était attaqué, non loin de Haïfa, et brièvement occupé par les miliciens révisionnistes. Le drapeau de l'Irgoun fut alors hissé sur ce village où dix civils furent tués, dont quatre femmes. Jabotinsky réagit par les instructions suivantes à l'Irgoun : « L'opinion publique, juive et non juive, est en faveur de riposter aussi longtemps que l'on n'a pas l'impression que des femmes sont prises pour cibles. En situation défensive, il est impossible de différencier entre les sexes, mais lors des attaques, il faut éviter toute action pouvant donner une telle impression. »

Dans *Muraille d'acier*, il précise aussi : « Notre action d'immigration en Palestine doit se poursuivre sans nous arrêter à la position des Arabes ; de telle sorte que notre établissement puisse s'y développer sous la tutelle d'une puissance qui ne soit pas dépendante de la population locale, à l'abri d'une muraille de fer que cette population ne pourra jamais forcer. Telle doit être notre politique quant à la question arabe. » Le mur de fer n'est pas un mur de séparation, mais une capacité de dissuasion sans pareille, susceptible de prévenir toute velléité de rébellion des adversaires, « une force, en Palestine, qui ne soit influencée d'aucune façon par les pressions des Arabes ». Selon lui, tant que cette « muraille » symbolique ne sera pas construite et installée dans les esprits, il ne faut en aucun cas chercher un accord avec les Arabes : « Le seul moyen d'arriver à un accord futur est le

renoncement à la tentative d'arriver à un accord aujourd'hui. »

Jabotinsky défendait farouchement le droit de la colonisation juive à s'étendre sur les deux rives du Jourdain. Il prônait l'implantation de 40 000 immigrants juifs par an, durant vingt-cinq ans, pour la seule Palestine, voire de 50 000 à 60 000 en incluant la Transjordanie. Son obsession était de submerger démographiquement la majorité arabe de la population. Il défendait également une conception extensive d'*Eretz Israël* qui incluait la Transjordanie. En 1920, en effet, les Britanniques avaient créé une entité administrative nommée « Palestine », qui englobait la future Palestine mandataire ainsi que l'actuelle Jordanie. Ce territoire était alors reconnu par la gauche et la droite comme assimilé à la « terre d'Israël ». Mais en 1921, les Britanniques en détachèrent l'émirat de Transjordanie (l'actuelle Jordanie), ce qu'accepta la gauche sioniste mais que la droite refusa. L'Irgoun revendiquera encore officiellement la Jordanie bien après la création de l'État d'Israël. Son logo historique représentait donc une carte de la Palestine de 1920 (Transjordanie incluse) barrée d'un bras et d'un poing brandissant un fusil. Il en est de même pour le logo d'origine du Betar, le mouvement des jeunes sionistes révisionnistes qui reprend également la carte de la Palestine de 1920. Cette séparation initiale demeure encore aujourd'hui un des arguments de la droite israélienne pour dire que « la Palestine existe, c'est la Jordanie ».

À la différence des dirigeants sionistes de gauche, Jabotinsky ne croyait pas que les succès économiques permettraient l'acceptation d'Israël par les Arabes, le sujet étant d'ordre national et pas économique ou social : « La vision illusoire et puérile selon laquelle les Arabes nous donneraient de plein gré leur accord pour la réalisation des objectifs du sionisme, en contrepartie des avantages économiques et culturels que nous pouvons leur procurer, a son origine dans l'esprit de nos "Amants des Arabes" et découle d'une sorte de condescendance méprisante à l'égard du peuple arabe. Il semble que, à leurs yeux, le peuple arabe ne soit qu'une populace avide prête à vendre son patriotisme pour un réseau de chemins de fer amélioré. Une telle vision des choses est absolument dénuée de fondement. On peut, assurément, circonvenir par l'argent tel individu ou tel autre. Mais cela ne signifie pas que tous les Arabes soient disposés à vendre ce patriotisme fervent que même les Papous ne sont pas disposés à vendre. Tout peuple autochtone lutte contre les étrangers qui

s'établissent chez lui, tant que subsiste chez lui un espoir, quelque faible qu'il soit, de pouvoir écarter le danger de cet établissement. C'est ainsi que feront également les Arabes de Palestine. » Dommage que Donald Trump, qui veut installer les États-Unis à Gaza pour en faire une Riviera, n'ait pas lu Jabotinsky.

Comment ce dernier justifiait-il le droit des Juifs sur *Eretz Israël* ? En arguant d'une réalité géographique : les Juifs ont un tout petit territoire où aller là où les Arabes ont à leur disposition l'ensemble du monde arabe, voire du monde musulman ou en tout cas le monde ottoman qui va bien au-delà du monde arabe. La terre d'Israël ne peut se partager : parce qu'elle est sainte mais aussi parce qu'elle est petite. Ce qui ne signifie pas que Jabotinsky déniait tout droit aux Arabes : il proposait de leur accorder les mêmes droits civils qu'aux Juifs, de nommer un Arabe vice-Premier ministre et même de donner un statut à la langue arabe. Sa vision du conflit n'étant pas religieuse, il acceptait tout à fait l'idée que des non-Juifs vivent en *Eretz Israël*. Avec un statut de minorité dominée.

Fort du réalisme de cette doctrine, qui se voulait un retour aux objectifs initiaux du sionisme et passait par la révision de la doctrine sioniste dominante dans les années 1920 (les socialistes et les pragmatiques), Jabotinsky créa en 1925 l'Union sioniste révisionniste, en Palestine et dans la diaspora. Il encouragea les actions d'éclat et devint l'objet d'un véritable culte chez ses partisans révisionnistes, surtout au sein du Betar, leur mouvement de jeunesse. Fondé à Riga et très actif en Pologne, il recruta également chez les Sépharades de la diaspora et de Palestine, négligés par le mouvement travailliste. Selon l'hymne du Betar, « Le Jourdain a deux rives / L'une est à nous et l'autre aussi ». Et la place des Palestiniens, en Jordanie ou en Irak. Telle est la filiation idéologique de Benyamin Netanyahou.

La gauche de Ben Gourion

À gauche de l'échiquier politique israélien domine la figure de David Ben Gourion, fondateur de l'État, premier président israélien. Né en Pologne d'un père professeur d'hébreu membre des Amants de Sion, il émigre en Palestine à l'âge de 20 ans, connaît la pauvreté, milite, devient journaliste, change son nom en Ben Gourion, qui

signifie le « fils du lion », en hommage à Josef, qui combattit contre les Romains. Ben Gourion va étudier à Istanbul pour mieux connaître l'Empire ottoman et y diffuser l'idée sioniste. Loyal à l'Empire ottoman, il est pourtant arrêté en 1915 et déporté en Égypte. Il part ensuite aux États-Unis et s'engage dans les légions juives de l'armée britannique peu après la déclaration Balfour. Porteur d'un projet de socialisme révolutionnaire, désireux de hâter la révolution mondiale en instaurant en Palestine la société sans classes que rejetait Jabotinsky, il s'est opposé au leader d'origine ukrainienne, décrit comme extrémiste.

Il ne se faisait pourtant lui non plus guère d'illusions sur la possibilité ou plutôt l'impossibilité d'une paix sans la guerre avec les « Arabes ». En 1919, il écrivait déjà à son fils : « Entre nous, il n'y a aucun malentendu. Nous et eux voulons la même chose : nous voulons la Palestine entière, et eux aussi[3]. » Plus tard, cité par Nahum Goldmann, l'ancien président du Congrès juif mondial, il disait : « Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal ; nous avons pris leur pays. Il est vrai que Dieu nous l'a promis, mais comment cela pourrait-il les concerner ? Notre dieu n'est pas le leur. Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : nous sommes venus et nous avons volé leurs terres. Pourquoi devraient-ils accepter cela[4] ? »

Comme Jabotinsky, il présentait les Arabes de Palestine comme les membres d'une communauté plus vaste au sein de laquelle cette population pourrait se réinsérer, tandis que seul le peuple juif nourrissait depuis des millénaires un lien indéfectible avec *Eretz Israël*. Les immigrants sionistes avaient donc sur la Palestine davantage de droits que les Arabes de Palestine. En 1937, il écrivait à son fils : « La Palestine est gravement sous-peuplée. Elle recèle un vaste potentiel de colonisation que les Arabes n'ont ni besoin ni la capacité (faute de besoin) d'exploiter. Il n'y a pas de problème d'immigration arabe. Il n'y a pas d'exil arabe. Les Arabes ne sont pas persécutés. Ils ont une patrie, et elle est vaste[5]. » « Les talents d'innovation des Juifs, leur capacité à faire fleurir le désert, à créer une industrie, à bâtir une économie, à développer la culture, à conquérir la mer et l'espace grâce à la science et à des efforts pionniers » sont une vérité fondamentale. Et Ben Gourion de conclure : « Plus la force juive sera grande dans le

pays, plus les Arabes comprendront qu'il n'est ni avantageux ni possible pour eux de nous résister. Au contraire, ils pourront tirer d'énormes bénéfices des Juifs, non seulement matériellement, mais aussi politiquement[6]. »

Ben Gourion était un pragmatique. Au cours des années 1930, il appuya les négociations avec les Britanniques pour obtenir leur soutien à la création d'un foyer national juif en Palestine. Il accepta certaines des propositions de partage de la Palestine, même si elles étaient éloignées des aspirations sionistes maximales. En 1937, lors de la publication du rapport de la commission Peel, qui recommandait une partition de la Palestine entre Juifs et Arabes, Ben Gourion s'est montré favorable au plan, malgré l'étroitesse des frontières proposées comparées aux revendications sionistes. Il voyait celui-ci comme une première étape vers la réalisation d'un État juif plus large, considérant en privé que les frontières pourraient être étendues à l'avenir. Il a toujours pensé par étapes. En janvier 1941, Chaïm Weizmann, proche de Ben Gourion, confiait à l'ambassadeur soviétique à Londres que « dans un premier temps », pas moins d'« un demi-million d'Arabes pourraient être transférés de la Palestine vers l'Irak et la Transjordanie ». En octobre 1941, Ben Gourion estimait que seuls des groupes minoritaires, druzes ou bédouins, étaient prêts à accepter un tel « transfert » plus ou moins volontaire, tandis que la masse de la population arabe ne quitterait ses terres que sous une « contrainte brutale »[7].

Les dirigeants sionistes ne se sont en réalité jamais fait d'illusion sur la possibilité d'un accord avec les Palestiniens et donc de la paix. Ceux de droite comme Jabotinsky étaient abrupts ; ceux de gauche comme Ben Gourion ou Weizmann, plus portés au compromis, mais leurs visions du problème n'étaient pas très éloignées. Seuls quelques intellectuels, notamment de Brit Shalom – on le verra –, ont cru, dans les années 1920, à la possibilité d'un État binational et d'une paix durable. C'est Hannah Arendt qui résume probablement le mieux leur impasse sur la question palestinienne : « La Palestine et l'existence d'un foyer national juif constituent aujourd'hui le grand espoir et la grande fierté des Juifs dans le monde entier. » Il n'en reste pas moins que « la question arabe demeure, quoique inadressée, la seule question politique et morale de la politique israélienne[8] ». Dit autrement : la question arabe est la seule question que ne traitent pas les

responsables politiques israéliens, qui n'en font qu'une question militaire.

C'est pour cela qu'Arendt s'était offusquée de l'accord en 1944 entre les révisionnistes (et la droite) et les pragmatiques (ou sionistes généraux) : « Lors de leur dernière convention annuelle qui s'est tenue à Atlantic City en octobre 1944, les sionistes américains de gauche comme de droite ont adopté à l'unanimité la revendication d'un Commonwealth juif libre et démocratique comprenant "toute l'étendue de la Palestine sans division ni diminution". Il s'agit d'un tournant dans l'histoire du sionisme, car cela signifie que le programme révisionniste, si longtemps farouchement récusé, a finalement triomphé. La résolution d'Atlantic City va même plus loin que le programme Biltmore de 1942, où la communauté juive minoritaire avait accordé à la majorité arabe les droits propres à la minorité. Cette fois-ci, les Arabes n'étaient tout simplement pas mentionnés dans la résolution, ce qui ne leur laissait manifestement plus d'autre choix que l'émigration volontaire ou le statut de citoyens de deuxième classe[9]. »

Les épisodes guerriers qui suivirent furent le reflet de cette façon de voir et de ses impasses. La guerre d'indépendance de 1948 se solda par une victoire écrasante d'Israël et la Nakba (« catastrophe ») pour les Palestiniens. Ben Gourion déclara plus tard à ses ministres : « Si nous n'avions pas alors amené 700 000 Juifs sans y penser à deux fois, 700 000 Arabes seraient inévitablement revenus. Nous n'aurions rien pu faire pour l'empêcher. En amenant 700 000 Juifs, nous leur avons barré la voie[10]. » Folke Bernadotte, un diplomate suédois, avait été nommé médiateur par l'ONU pour proposer un nouveau plan de partage de la Palestine, à la suite de la guerre de 1948. Ses propositions furent rejetées à deux reprises par les deux parties et il fut assassiné par le groupe Stern le 17 septembre 1948. La condamnation internationale fut unanime. Le groupe Stern fut dissous, les commanditaires de l'assassinat furent retrouvés, condamés, emprisonnés… et libérés quinze jours plus tard. L'assassin de Bernadotte devint plus tard le garde du corps personnel de Ben Gourion. Pour les Israéliens, la négociation n'était pas à l'ordre du jour. Il fallait pousser l'avantage militaire acquis avec la guerre.

Vint alors la victoire de 1967. Jusqu'alors, les autorités israéliennes avaient suivi les principes de David Ben Gourion, selon

lequel il valait mieux un « petit Israël avec la paix » qu'un « grand Israël sans la paix », mais la guerre des Six Jours marqua un tournant décisif avec la conquête de la Cisjordanie, de Gaza, du Golan et de Jérusalem-Est. Le 6 juin, à la veille de la prise de la vieille ville, le cabinet israélien s'était réuni pour tirer les premières leçons de la guerre. Alors que les discussions précédant l'attaque israélienne s'étaient surtout concentrées sur l'Égypte et l'attitude de l'indispensable allié américain, le cours des combats offrait la perspective d'une divine surprise : le parachèvement de la conquête de la terre biblique d'Israël, de la mer à la rivière, le Jourdain.

Mené par Levi Eshkol, issu de la gauche sioniste, le gouvernement israélien se montra néanmoins hésitant quant à l'occupation des territoires et à ses implications démographiques. Le 2 juin, il avait rappelé à ses généraux : « Une victoire militaire ne mettra pas fin au problème car les Arabes ne vont pas disparaître. » Selon le journaliste Abraham Rabinovitch, le 7 juin au soir, Yitzhak Rabin posa la question soigneusement éludée jusqu'à présent : « Comment contrôler un million d'Arabes ? – Un million deux cent cinquante mille », rectifia un adjoint. Dans les semaines qui suivirent la victoire, rapporte Avi Shlaïm, le Premier ministre israélien arborait un « V » churchillien. À son épouse qui l'interrogeait, Levi Eshkol répondit avec humour : « Ce n'est pas un signe V en anglais, c'est un signe V en yiddish ! *Vi krikht men aroys*[11] *?* », qu'on peut traduire par « Comment s'en sortir ? »

Israël, nouvelle Sparte ?

La guerre d'indépendance est la matrice de toutes celles qui ont suivi. Elles ont plusieurs caractéristiques communes : une forme d'unité nationale (malgré l'Irgoun et le Lehi, dont les actions furent condamnées par la Haganah avant d'être intégrées dans Tsahal naissante) et une détermination sans pareille fondée sur le sentiment de construire enfin un refuge sur une terre d'élection divine, détermination encore raffermie après la Shoah. Plus tard, après 1967 viendra la lutte contre l'ennemi extérieur : contrôler sans l'annexer réellement la Cisjordanie, berceau d'*Eretz Israël*, mais également créer des espaces de sécurité chez les ennemis qui sont aussi des voisins et

exporter ainsi la guerre dans toute la région. Au Liban, avec une partie du territoire en théorie démilitarisée, en Syrie avec la conquête du Golan, en Égypte avec le Sinaï finalement rendu à l'Égypte en 1979.

La guerre est une volonté, une volonté de sécurité qui justifie l'extension des frontières de sécurité d'Israël. Avec une question stratégique majeure : Israël peut-il s'arrêter de faire la guerre ? Israël peut-il échapper au destin des cités guerrières, disparues faute de n'avoir pas su s'arrêter car il aurait fallu s'adapter, à l'image de Sparte ? Israël a-t-il besoin de la guerre pour assurer une forme d'unité nationale, déchirée qu'il est entre Ashkénazes et Sépharades hier, laïcs et religieux aujourd'hui, démocrates et illibéraux ? Israël peut-il considérer que les Palestiniens accepteront de faire la paix sur les décombres de leurs espoirs, malgré la perte de leurs terres, les humiliations subies et l'accumulation des morts ?

La guerre comme déni d'Israël

Pour les Palestiniens, la guerre était au départ une action défensive, pensée comme légitime face à l'agression dont ils considéraient être les victimes. Au fil du temps et des défaites, la guerre est devenue une catastrophe, une Nakba renouvelée tant ils ont enchaîné les défaites militaires, avec leurs conséquences, les divisions internes face à des stratégies qui se révélaient mauvaises. Ils ont aussi payé très cher le soutien des pays arabes « frères » qui ont souvent joué double jeu, à l'image de la Jordanie, ou ont compris comme l'Égypte qu'ils devaient se retirer d'un champ de bataille qui ne leur avait apporté que des déconvenues (1948, 1956, 1967). Puis est venue l'heure de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui a mené la guérilla contre Israël de sa création en 1956 à la fin des années 1980. Le Hamas a repris le flambeau de la guerre, avec l'opération du 7 octobre 2023 comme acmé. La guerre a toujours été un moyen pour les groupes qui en faisaient le choix de refuser le principe même d'Israël et, partant, la réalité qui se construisait peu à peu. La guerre a été un moyen de dénier Israël.

La guerre des nationalistes arabes

Tout a commencé en 1947 avec la décision des dirigeants palestiniens de rejeter le plan de partage : ils ont alors commis une profonde erreur d'analyse du rapport de force international. Encouragés par les États arabes, ils ont adopté la politique de la chaise vide, refusant toute négociation avec l'ONU. Erreur funeste pour la cause palestinienne : en s'excluant du processus diplomatique, ils laissaient le champ libre aux dirigeants sionistes, qui bénéficiaient du soutien croissant des grandes puissances.

Plusieurs éléments expliquent cette erreur. D'une part, les Palestiniens se considéraient comme victimes d'une colonisation illégitime et estimaient que l'indépendance leur revenait de droit, à l'image des autres peuples qui, au même moment, se libéraient de la tutelle européenne. D'autre part, ils sous-estimaient l'impact de la Shoah sur l'opinion publique occidentale. La découverte des camps de concentration et les procès de Nuremberg avaient modifié en profondeur la perception du sort des Juifs en Europe. Les démocraties occidentales, jusque-là hésitantes à soutenir un foyer national juif en Palestine, voulaient réparer leurs erreurs d'analyse sur l'antisémitisme génocidaire d'Hitler et leur aveuglement face à l'extermination des Juifs d'Europe. Il est vrai qu'elles avaient collaboré (la France) ou refusé d'entendre les appels à l'aide qui arrivaient d'Europe face au processus d'extermination (les États-Unis). Ces derniers, sous la présidence de Truman, soutinrent activement la création de l'État d'Israël. En Union soviétique, les autorités estimaient qu'un État juif indépendant, structuré autour des kibboutzim et influencé par le socialisme, pourrait devenir un allié stratégique au Moyen-Orient. Quant à la France, elle chercha à stabiliser la région tout en ménageant ses intérêts au Liban et en Afrique du Nord. Les Palestiniens ne perçurent pas l'évolution du contexte géopolitique et persistèrent dans leur opposition frontale. À cela s'ajouta le rôle joué par le grand mufti Amine al-Husseini, figure historique du nationalisme palestinien, que son engagement aux côtés des nazis pendant la guerre, son exil en Allemagne et ses tentatives de mobilisation des Arabes contre les Britanniques avaient discrédité sur la scène internationale.

En novembre 1947, lorsque l'ONU adopta son plan de partage, la

situation en Palestine se détériora immédiatement. Des affrontements éclatèrent entre communautés juives et arabes, marquant le début d'une guerre civile. Dans un premier temps, les forces palestiniennes, soutenues par des volontaires arabes, prirent l'initiative. Des attaques furent menées contre des colonies juives et des infrastructures stratégiques. Mais la situation bascula rapidement. À partir d'avril 1948, la Haganah, organisation militaire juive, passa à l'offensive et s'empara de plusieurs positions clés. Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclamait l'indépendance de l'État d'Israël. Dès le lendemain, les armées de plusieurs pays arabes (Égypte, Jordanie, Syrie, Irak et Liban) déclaraient la guerre au nouvel État. Mais cette intervention était mal préparée et désorganisée. Les États arabes poursuivaient des intérêts divergents et coordonnèrent mal leurs actions. L'armée israélienne, forte de combattants expérimentés formés pendant la Seconde Guerre mondiale, mieux équipée et bénéficiant d'un soutien logistique extérieur, portée par une volonté et une énergie sans égale, réussit à repousser les attaques et à s'étendre bien au-delà des frontières initialement prévues par l'ONU. À la fin du conflit, Israël contrôlait 78 % du territoire de la Palestine mandataire.

La guerre de 1948 fut une catastrophe pour les Palestiniens. Environ 700 000 d'entre eux fuirent ou furent expulsés des territoires conquis par Israël. Privés de toute structure étatique, dispersés entre Gaza, la Cisjordanie et les pays voisins, ils devinrent apatrides et sans représentation politique. Cet exode, connu sous le nom de Nakba, marque un tournant décisif dans l'histoire palestinienne. Contrairement aux espoirs palestiniens, les États arabes ne se mobilisèrent pas pour leur défense. La Jordanie annexa la Cisjordanie et Jérusalem-Est tandis que l'Égypte prit le contrôle de Gaza. Aucun ne chercha réellement à établir un gouvernement palestinien. En réalité, les Palestiniens se retrouvèrent otages des rivalités interarabes, instrumentalisés dans un jeu de pouvoir où leur sort se trouvait relégué au second plan. Nasser monopolisa leur cause dans les années 1950, mais ce fut au nom du nationalisme arabe. La guerre de 1956 fut un événement majeur dans la région mais la cause palestinienne compta peu dans le déclenchement des hostilités motivées par le changement d'alliance du raïs égyptien et son ralliement au camp soviétique.

La guerre de l'OLP

La défaite arabe et notamment égyptienne de 1967 qui sonna le glas du panarabisme ouvrit une nouvelle séquence guerrière : celle du nationalisme palestinien, mené par Yasser Arafat. Né au Caire en 1929, fils d'un riche marchand d'épices et propriétaire terrien de Gaza, il fut très tôt un militant de la cause palestinienne. Il entra à 17 ans en contact avec Hadj Amine al-Husseini, participa de loin à la guerre de 1948 et fit des études d'ingénieur à l'université du Caire. Il se rapprocha alors de la confrérie des Frères musulmans – dont il n'a jamais fait partie –, s'engagea avec l'armée égyptienne défaite en 1956 et partit un an plus tard au Koweït pour échapper à la purge lancée par Nasser contre la confrérie, bien décidé à ne pas faire dépendre la cause palestinienne des États arabes. Il créa le Fatah en 1958, dont l'objectif était l'établissement d'un État palestinien de la Méditerranée au Jourdain, « *from the river to the sea* ». En plein nassérisme triomphant, le Fatah affirmait que la libération de la Palestine était l'affaire des Palestiniens, bien davantage que celle des régimes arabes. Et ne jurait que par la lutte armée là où les leaders arabes parlaient de diplomatie. Le Fatah commença à mener des attaques de guérilla contre Israël à partir des années 1960, notamment depuis la Jordanie. Ces actions militaires, bien que symboliques, attirèrent l'attention des Palestiniens et renforcèrent la popularité d'Arafat et de son mouvement.

La défaite écrasante des États arabes lors de la guerre des Six Jours contre Israël en 1967 renforça l'idée que les Palestiniens devaient prendre leur destin en main. En 1968, à la suite d'une bataille majeure menée contre Israël à Karameh en Jordanie, où les forces palestiniennes, soutenues par l'armée jordanienne, opposèrent une résistance significative à une attaque israélienne, la popularité du mouvement monta en flèche. Sa notoriété s'étendit en Occident. Peu de temps après, il faisait la une du *Time*. Élu président du comité exécutif de l'OLP lors du Conseil national palestinien de 1969, Arafat est reconnu comme le leader incontesté de l'organisation. Le Fatah, faction la plus puissante au sein de l'OLP, s'impose alors. La décennie 1970 est ponctuée d'actes de terrorisme dont la prise d'otages des athlètes israéliens à Munich par le groupe Septembre noir, émanation probable du Fatah, même si on ne peut considérer que Yasser Arafat

ait été impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat des athlètes israéliens.

Pendant ce temps, Arafat travaille à la légitimation internationale de l'organisation palestinienne. L'idée d'une « démarche progressive vis-à-vis d'Israël » est évoquée en 1973 pour demander la libération des territoires occupés depuis 1967, alors que l'OLP est désignée comme seule représentante des Palestiniens. Peu après, Arafat réunit le Conseil national palestinien pour faire accepter cette démarche par étape à laquelle s'opposent plusieurs groupes d'extrême gauche qui craignent que cela ne conduise à une reconnaissance d'Israël. De nouvelles personnalités venues de Cisjordanie et de la bande Gaza sont cooptées au comité exécutif afin de faire pencher la balance vers un règlement politique du conflit. Parallèlement, il tenta de faire reconnaître l'OLP par les États-Unis et Israël, ce que refusa l'État hébreu en demandant à la Jordanie de représenter les Palestiniens (ce qui sera le cas jusqu'à la conférence de Madrid de 1991 incluse). Les groupes d'extrême gauche palestiniens lancèrent alors une campagne d'attentats terroristes en Israël destinés à miner ces tentatives de normalisation. L'ONU reconnut l'OLP comme instance représentante des Palestiniens en mai 1974 et Yasser Arafat y prononça un discours resté célèbre où il se présenta un rameau d'olivier dans une main et un fusil de combattant dans l'autre. Il y qualifia le sionisme d'idéologie raciste et colonialiste et rejeta toute idée de reconnaissance d'Israël.

En 1976, l'OLP fut reconnue membre à part entière de la Ligue arabe. La guerre civile avait débuté au Liban en 1975, qui opposait des Palestiniens aux forces libanaises, mais aussi les chrétiens aux musulmans alors que les forces syriennes s'établissaient dans le pays du Cèdre. Les Palestiniens continuèrent de planifier des attentats en Israël à partir du Liban et de tirer des roquettes sur le territoire hébreu. Les Israéliens intervinrent en 1978 puis à nouveau en 1982. La direction de l'OLP dut alors quitter le Liban sans gloire et sans réaction des pays arabes. Yasser Arafat revint en 1983 s'installer à Tripoli mais, combattu par des groupes palestiniens dissidents, il dut repartir, non sans avoir demandé la protection de navires soviétiques, ce qui lui fut refusé par Moscou, qui ne voulait pas d'un conflit avec les États-Unis sur ce sujet. Les attentats palestiniens se poursuivirent, auxquels répondaient les répliques israéliennes. Arafat lui-même échappa à la mort en 1985 (son habitude légendaire d'être en retard

lui aura sauvé la vie) dans le bombardement du QG de l'OLP à Tunis. Enfin, en décembre 1987 débuta la première Intifada (« soulèvement » en arabe), qui allait accélérer la normalisation de l'OLP.

Le 15 novembre 1988, lors d'une réunion historique du Conseil national palestinien (CNP) à Alger, l'Organisation de libération de la Palestine franchit une étape majeure en se disant favorable à la solution à deux États. La déclaration d'indépendance, rédigée par le poète Mahmoud Darwich, proclamait « l'établissement de l'État de Palestine sur [la] terre palestinienne, avec Jérusalem pour capitale » et affirmait l'attachement de cet État aux principes de paix et de coexistence pacifique. Lors de ce congrès, les membres du CNP adoptèrent, par 253 voix contre 46, la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui revenait à une reconnaissance implicite de l'existence d'Israël. Cette reconnaissance fut explicitement réaffirmée peu après par Yasser Arafat à la tribune de l'ONU, à Genève, marquant un tournant diplomatique. Ces déclarations ouvraient la voie à un dialogue direct entre les États-Unis et l'OLP, amorçant un processus de négociations sur la question palestinienne.

Mais au moment où l'OLP choisit bon gré mal gré le chemin de la paix, le Hamas surgit, combattant le principe d'une normalisation avec Israël et attaquant l'OLP, comme l'avaient fait avant lui les groupes d'extrême gauche palestiniens (le Front populaire de libération de la Palestine et le Front démocratique de libération de la Palestine). C'est la troisième séquence guerrière des Palestiniens qui commence, fondée comme les précédentes sur le déni du droit d'Israël à exister et porteuse du même message : nous allons gagner la guerre contre Israël. Et nous aurons la paix.

La guerre du Hamas

Le Hamas est indissociable de son leader et fondateur, Ahmed Yassine, un Palestinien né en 1937 dans un village situé près de l'actuelle ville israélienne d'Ashkelon. Devenu tétraplégique à la suite d'un accident, il étudia à l'université d'Al-Azhar au Caire, entra dans la confrérie des Frères musulmans et revint à Gaza en 1960, où il se maria et enseigna la langue arabe. Il y donna naissance à onze enfants. En 1973, il fonda une organisation caritative, Al-Moujamma al-Islami,

à la manière traditionnelle de la confrérie des Frères musulmans : cette institution construisit peu à peu un réseau de cliniques, des banques de sang, des garderies. Elle assurait des soins médicaux, distribuait de l'aide alimentaire et organisait des clubs de jeunes. Le gouverneur israélien de Gaza assista en 1973 à l'inauguration d'une mosquée d'Al-Moujamma. En 1979, son caractère caritatif fut reconnu par Israël. Elle obtint ainsi l'autorisation de créer l'université islamique de Gaza (IUG), continua à bâtir écoles, clubs, mosquées, centres sociaux et bibliothèques… et à imposer une norme islamique dans les tenues vestimentaires des femmes. La stratégie classique des Frères musulmans opérait : islamiser la société à toute force en offrant des services à une population démunie.

Le cheikh Yassine mit ainsi en pratique ce qu'il avait théorisé en 1967, après le retour de l'occupation israélienne à Gaza et la défaite arabe lors de la guerre des Six Jours. Les Palestiniens avaient alors tenté de s'unir pour organiser un front face aux successeurs des régulateurs égyptiens. Cheikh Yassine s'y était opposé parce qu'il était nécessaire, avant toute initiative, de retrouver le chemin de la foi et de la pratique de l'islam rigoriste. À ses yeux, c'est parce qu'ils s'étaient écartés de l'orthodoxie islamiste que les Palestiniens avaient été spoliés de leur terre. L'ennemi était alors bien davantage Nasser et la jeune OLP, porteurs des principes laïcs du panarabisme et du nationalisme palestinien, que les Israéliens.

Durant les années 1983-1984, lors de la crise de la dissidence pro-syrienne au sein du Fatah, le Mujamma al-Islami soutint les thèses des factions palestiniennes basées à Damas, opposées à Yasser Arafat mais sans véritable ancrage dans les territoires occupés. En 1986, le cheikh Ahmed Yassine, leader du Mujamma, décida de militariser son mouvement en créant une branche paramilitaire appelée l'Organisation du djihad et de la prédication, ou Majd (« gloire »). Cette milice, dirigée par Salah Shehadeh et son adjoint Yahya Sinwar, deux figures originaires des camps de réfugiés de Gaza, revendiquait comme mission de combattre les « proxénètes et drogués », une justification qui masquait en réalité une volonté de harceler les militants nationalistes affiliés à l'OLP. Ces tensions conduisirent à une escalade armée entre islamistes et partisans de l'OLP dans la bande de Gaza. Le pari israélien de « diviser pour régner » sembla couronné de succès lorsque les islamistes saccagèrent, en janvier 1980, le Croissant-

Rouge de Gaza, bastion des nationalistes. Les partisans du cheikh Yassine imposèrent leur ordre moral avec une agressivité croissante, notamment sur les campus universitaires de Gaza, où ils n'hésitent pas à dénoncer leurs rivaux de l'OLP aux autorités israéliennes[12].

C'est plus tard qu'il entra dans la lutte armée et qu'Israël prit peu à peu conscience de la dangerosité de ce mouvement, notamment au moment des accords d'Oslo de 1993 et des multiples attentats organisés par le Hamas pour faire dérailler le processus de paix. En 1984, l'armée israélienne découvre une cachette d'armes dans une mosquée appartenant à l'organisation. Le cheikh Yassine est arrêté mais libéré l'année suivante, car l'armée israélienne pense toujours trouver en lui une alternative au Fatah de Yasser Arafat. En 1987, après le début de la première Intifada, le cheikh Yassine crée le Hamas (Mouvement de la résistance islamique), conçu comme le bras armé de la Mujamma. Les deux organisations sont intimement liées, l'une – caritative – permettant de couvrir la collecte, le blanchiment et le transfert de fonds, l'autre fomentant des actions violentes. La première facilite la propagande et le recrutement de nouveaux membres du groupe, fournit des emplois à ses agents et sert de réseau de soutien logistique, là où la seconde exerce la violence[13].

C'est dans ce contexte que fut rédigée en 1988 la charte du Hamas, conçue pour s'opposer à celle de l'OLP honnie car laïque et imprégnée « d'idées socialistes occidentales ». Il y a débat entre historiens sur la portée de ce texte, rédigé unilatéralement par un seul individu, qui n'était vraisemblablement pas le cheikh Yassine, et sans que l'on sache vraiment quelle fut l'influence réelle de cette charte si souvent citée. Peu importe en réalité : elle donne à voir de manière crue l'idéologie dominante au sein du Hamas. L'on y retrouve sans surprise des éléments fondamentaux des Frères musulmans mais aussi d'autres points, plus spécifiques à la situation de Gaza et de la Palestine.

L'objectif affiché est global[14] : parce que « l'islam est la solution », parce que le Hamas a été créé au « moment où l'islam avait disparu de la règle de vie », l'objectif du mouvement est d'organiser la société autour des principes de la religion musulmane. Une citation de Hassan al-Banna, fondateur des Frères musulmans en 1928, figure en bonne place : « L'islam est en feu, il importe d'y verser de l'eau. » Inquiet de la désislamisation des sociétés arabes, le feu signifiait dans son langage la disparition de l'être. Puis il est écrit : « Le souffle de ses

combattants du djihad rejoint le souffre des autres combattants du djihad sur la terre de Palestine. » Le but de cette assertion est simple : dépasser le nationalisme palestinien par la ferveur islamique. La charte cite alors Mohamed Iqbal, grand poète musulman également considéré comme le père spirituel du Pakistan et plutôt adepte d'un islam modéré et proche du soufisme : « Quand la foi est perdue, il n'y a plus sécurité ni vie ici-bas pour celui qui n'a pas conservé de religion. » Et de citer un *hadith* (propos rapporté du Prophète Mohamed) sur les Juifs qui font obstacle à la lutte des Frères musulmans en Palestine : « L'Heure [du Jugement dernier] ne viendra pas avant que les Musulmans n'aient combattu les Juifs [c'est-à-dire les aient tués], avant que les Juifs ne se soient cachés derrière les pierres et les arbres et que les pierres et les arbres aient dit : "Musulman, serviteur de Dieu, un Juif se cache derrière moi, viens et tue-le." » Qu'est-ce que cela signifie ? Une forme évidente d'antisémitisme ordurier qui s'inscrit dans la vision d'un monde islamisé dont tous les ennemis doivent être bannis, les Juifs en l'occurrence mais aussi les chrétiens si ceux-ci faisaient obstacle à la vision panislamique du Hamas, voire les laïcs arabes comme les *fedayins* palestiniens nourris de socialisme et d'idéologie nationaliste.

Vient alors la partie peut-être la plus intéressante du document : une construction juridique étonnante qui vise à faire de l'ensemble du territoire palestinien sous mandat britannique un bien de mainmorte (*waqf*). Ces biens sont donnés par leurs propriétaires, de leur vivant ou après leur mort, à des fondations pieuses (souvent des mosquées) qui en ont l'usufruit et se servent des revenus engendrés pour entretenir des bâtiments, prendre en charge des actions sociales, développer des territoires sur un modèle pas si éloigné de nos monastères médiévaux. Or, suivant le droit islamique, ces biens sont inaliénables. Selon le Hamas, la Palestine ne saurait donc être divisée. Et cette « obligation [de non-division] » s'imposerait à « toutes les générations de Musulmans jusqu'au jour de la Résurrection ». Plus loin, la charte proclame : « Les initiatives de paix, les prétendues solutions de paix et les conférences internationales vont à l'encontre de la profession de foi du Hamas. Renoncer à quelque partie de la Palestine que ce soit, c'est renoncer à une partie de la Religion. » Et enfin : « Il n'y aura de solution à la question palestinienne que par le djihad. » On ne saurait mieux décrire l'islamisation totale de la question de Palestine.

À cette vision panislamiste du conflit s'ajoutent les saillies antisémites les plus caricaturales : « Tu trouves [les ennemis] sans cesse sur la brèche dans le domaine des médias et des films […]. [Ils agissent] par l'intermédiaire de leurs créatures membres de ces organisations sionistes aux noms et formes multiples, comme la franc-maçonnerie, les clubs Rotary, les sections d'espionnage, etc., qui toutes sont des nids de subversion et de sabotage » (article 17) ; « Grâce à l'argent, ils règnent sur les médias mondiaux, les agences d'informations, la presse, les maisons d'édition, les radios, etc. » (article 22). « Le plan sioniste n'a pas de limite ; après la Palestine, [les Juifs] ambitionnent de s'étendre du Nil à l'Euphrate… plus loin encore, et ainsi de suite. Leur plan se trouve dans *Les Protocoles des Sages de Sion* et leur conduite présente est une bonne preuve de ce qu'ils avancent » (article 32). Ou pire : « Ce sont eux qui étaient derrière la Seconde Guerre mondiale, qui leur a permis d'amasser d'énormes profits grâce au commerce du matériel de guerre. »

Cet antisémitisme a plusieurs sources : des passages du Coran, notamment des sourates relatant la déception du Prophète après son échec à convertir les tribus juives de Médine en qui il voyait des alliés potentiels après sa fuite de La Mecque et une vieille judéophobie arabe, renforcée chez les Frères musulmans : le thème antisémite des Juifs vecteurs et producteurs d'une modernité perçue comme un complot contre l'islam est apparu dans les années 1930 avec l'idée d'une alliance judéo-chrétienne – « les Juifs et les croisés » – contre l'islam et les musulmans. C'est très clair dans les écrits de Sayyid Qutb, l'idéologue le plus connu des Frères musulmans, revenu traumatisé d'un voyage aux États-Unis face à ce qu'il interprétait comme l'image de la perversité de la modernité : il avait vu des femmes libres et autonomes. À cela, il faut ajouter que les Juifs, c'est-à-dire les Israéliens, constituent les ennemis des Palestiniens, sans que la distinction entre Juifs et Israéliens soit véritablement faite. C'est d'ailleurs souvent le même mot qui est utilisé en arabe.

C'est donc sans surprise qu'en 1988, après le sommet d'Alger par lequel l'OLP reconnaissait de fait Israël et les résolutions 282 et 338 des Nations unies, même si l'organisation palestinienne regrette l'absence de mentions des droits nationaux des Palestiniens, le Hamas affirmait, dans un communiqué du 7 juillet : « Malgré tout cela, le peuple palestinien continuera de frapper les Juifs en tout endroit

jusqu'à obtenir son droit. Le soulèvement béni se poursuivra, quitte à ce que le peuple palestinien tout entier soit mis dans les camps de détention, et même si le sommeil des régimes arabes se poursuit pendant que le peuple palestinien se fait immoler. » Après le 7 octobre 2023, ce communiqué prend tout son sens.

Face au nationalisme arabe incarné par l'OLP, on a donc vu se dresser le panislamisme du Hamas allié dans les années 1970 avec l'extrême gauche laïque et socialiste. L'engagement d'Arafat sur la voie de la paix a permis au mouvement du cheikh Yassine d'islamiser la question de la « libération de la Palestine et de la lutte contre l'ennemi sioniste », au moment où, dans les années 1980-1990, l'islamisme se répandait dans le monde arabe. Le conflit ouvert entre les différentes factions palestiniennes resta limité jusqu'à la mort du leader palestinien en 2004. Il éclata ensuite, permettant au Hamas, à l'issue d'une vraie guerre civile, de s'imposer à Gaza après le retrait israélien de 2005.

Comme les Israéliens – à l'exception de Rabin et d'une partie de la société civile –, les Palestiniens – à l'exception d'Arafat à partir de 1987 et d'une partie de la société civile – ont choisi la guerre. Une guerre qu'ils ont menée en état d'infériorité chronique face à Israël. Avec une conséquence majeure : le souffle guerrier israélien ne s'est pas heurté à une capacité militaire forte et organisée qui aurait limité ses velléités guerrières. La guerre a duré parce que l'une des parties était très nettement supérieure à l'autre sans pouvoir pour autant l'annihiler ou l'expulser. Les divisions palestiniennes, le faible soutien soviétique, le revirement égyptien, la guerre entre les Palestiniens et les différents États frontaliers (Jordanie, Liban, Syrie), tout a contribué à faire durer la guerre jusqu'à ce que la société civile palestinienne, en 1987, s'impose, ouvrant par sa révolte le chemin vers une autre voie que la guerre. L'Intifada, la chute du mur de Berlin, la première guerre du Golfe allaient bouleverser les cartes de la région. L'idée de paix pouvait enfin émerger. Avec, à la tête d'Israël, un général, Yitzhak Rabin, qui allait se heurter très vite en Israël, au Likoud et à la force politique montante, les religieux.

La déification de la guerre par les religieux

des deux camps

Après l'assassinat de Rabin et la mort du processus de paix engagé à Oslo, deux phénomènes majeurs se sont imposés en Israël. La montée en puissance des religieux sur la scène politique d'une part et l'accélération de la colonisation (les Israéliens disent souvent « implantation ») de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, dont l'objectif était à la fois la conquête progressive de ces territoires et la séparation d'avec les Palestiniens, en Israël et… dans les territoires.

La montée en puissance des religieux

Israël revêt une dimension religieuse depuis ses origines : le mouvement sioniste ne pouvait fonctionner qu'en usant des références religieuses, même si ses fondateurs étaient laïcs et qu'ils ne dissimulaient par leur manque de considération pour les religieux, considérés comme « arriérés » et « passifs », qu'ils souhaitaient voir remplacés par des Juifs rationnels, volontaires et travailleurs, aptes à reconstruire la nation juive en terre d'Israël. Une plaisanterie de l'époque disait que les sionistes ne croyaient pas en Dieu mais croyaient que Dieu leur avait promis la Terre promise. Libéraux ou ultra-orthodoxes, les religieux voyaient, eux, l'émergence du projet sioniste comme une trahison de la tradition. Ils dénonçaient une instrumentalisation du judaïsme au service d'une religion nationale. Nombre d'entre eux avaient théorisé l'exil comme le signe de l'imperfection du monde (« l'existence est un exil ») et craignaient le retour sur la Terre sainte : la destruction du Second Temple était la conséquence d'un écart vis-à-vis des instructions divines (« À cause de son iniquité […], la maison d'Israël avait été exilée[15] »), là où le sionisme le réduisait à sa dimension terrestre et politique, une injustice faite aux Juifs à l'heure de la construction des identités nationales et des nationalités.

Les religieux ont commencé à s'imposer sur la scène politique israélienne avec l'arrivée en masse des Sépharades, venus du monde arabe, après 1951 et le pogrom de Farhoud en Irak, après 1956 et les expulsions ciblées de vingt mille Juifs égyptiens avec confiscation de leurs biens (l'expédition de Suez) et les indépendances marocaines,

tunisiennes et algériennes qui les ont chassés de ces pays où ils avaient une présence séculaire et parfois millénaire. Après 1967 et la conquête par Israël de la Cisjordanie, les religieux ont théorisé la prise de la Judée-Samarie, berceau des royaumes d'Israël. Leur récit a gagné en puissance, au fur et à mesure que la gauche disparaissait du paysage politique israélien et que les insurrections violentes palestiniennes légitimaient les partisans de la manière forte. Leurs arguments étaient simples : il n'y avait pas de partenaires pour négocier du côté des Palestiniens ; la Judée-Samarie est le cœur de l'histoire du peuple hébreu ; ils l'ont conquise en 1967 ; il est temps pour eux de se l'approprier. Pour des raisons religieuses, économiques (l'implantation dans les colonies était subventionnée par le gouvernement israélien) et pratiques (l'immobilier y est nettement moins cher qu'ailleurs et la plupart des colonies sont proches des centres urbains israéliens compte tenu de l'étroitesse du territoire), les colons ont gagné du terrain. Pour assurer leur sécurité, l'État a construit des routes de contournement des villages palestiniens et des voies spéciales pour les colons. Et, au fil du temps, il a organisé un filtrage très strict de la circulation des Palestiniens, notamment de ceux vivant en Cisjordanie désireux de se rendre en Israël : le mur de séparation a réduit les passages et les checkpoints sont devenus de véritables goulets d'étranglement pour les travailleurs palestiniens.

Plus les religieux ont fait entendre leur voix, plus la question de l'identité même d'Israël a commencé à se poser. Rabin souhaitait la réconciliation avec les Palestiniens pour lutter contre le piège de la colonisation, qui aurait remis en cause la judéité de l'État : en annexant de fait ou de droit la Cisjordanie, Israël devenait un État mi-juif mi-arabe tant qu'il restait un État démocratique. Avec la poursuite de la colonisation, la voie suivie durant les années 2000 et 2010 a été tout autre. Elle a consisté à organiser la séparation entre Juifs et Arabes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée (Judée-Samarie) et à remettre en cause l'égalité entre les citoyens en Israël. Ce processus a abouti en 2018 à l'amendement à la Loi fondamentale qui fait d'Israël « l'État-nation du peuple juif », laissant de côté 20 % de sa population, musulmane, chrétienne et druze.

La nouvelle loi déclare : « L'État d'Israël est l'État-nation du peuple juif, qui y exerce son droit naturel, culturel, religieux et historique à l'autodétermination. La réalisation de ce droit à l'autodétermination

nationale dans l'État d'Israël est réservée au seul peuple juif. » Elle précise aussi que « l'hébreu est la langue de l'État d'Israël » et fait perdre à l'arabe sa qualité de langue officielle, dans l'attente d'un « statut spécial qui sera déterminé ultérieurement ». La loi indique que « la colonisation est une valeur nationale d'Israël. L'État considère le développement de la colonisation juive comme une valeur nationale et agit pour encourager et promouvoir sa création et sa consolidation ». En 1948, la déclaration d'indépendance affirmait, elle, au contraire : « L'État d'Israël sera ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays où ils sont dispersés ; il développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture. » En soixante-dix ans, le projet national est devenu de plus en plus identitaire et religieux. Et la tension au sein de la société israélienne entre l'alliance de Benyamin Netanyahou, des religieux et de l'extrême droite d'une part et les laïcs, libéraux et centristes d'autre part n'a jamais été aussi forte.

Entre-temps, Netanyahou assortissait son ralliement à la solution à deux États en 2009, au début du mandat de Barack Obama, de l'exigence de la reconnaissance préalable du caractère juif de l'État d'Israël par l'éventuel État palestinien, exigence jamais auparavant émise par Israël, ni lors des négociations qui ont mené aux traités de paix avec l'Égypte, en 1979, et la Jordanie, en 1994, ni lors des longues années du « processus de paix » avec l'OLP.

Si les tentatives de réduction des pouvoirs de la Cour suprême par la coalition droite-extrême droite-religieux au pouvoir en 2023 ont suscité des manifestations immenses dans tout le pays, qui se sont même poursuivies depuis le 7-Octobre, la modification de la Loi fondamentale n'a pas suscité une mobilisation aussi forte du côté des citoyens israéliens. C'est de l'extérieur, des États-Unis, qu'est venue la mise en garde la plus sévère. En août 2018, le président du Congrès juif mondial, Ronald Lauder, lançait un sévère avertissement au gouvernement Netanyahou, l'accusant de « saper l'alliance entre le judaïsme et les Lumières ». « Lorsqu'il dénigre la valeur sacrée qu'est l'égalité, nombre de ses partisans sentent qu'il tourne le dos à son

héritage juif, à l'éthos sioniste et à l'esprit d'Israël, écrivait-il. Ces nouvelles politiques ne renforceront pas Israël : elles l'affaibliront et, à la longue, elles mettront en danger sa cohésion sociale, ses succès économiques et son statut international[16]. »

Le parti de la guerre domine en Israël depuis la fin d'Oslo

Le retrait unilatéral de Gaza en 2005 par Ariel Sharon avait plusieurs objectifs : s'épargner la charge du contrôle d'un territoire très complexe à sécuriser pour les quelques milliers de colons israéliens qui y vivaient, ne pas légitimer l'Autorité palestinienne, puisque Israël s'était retiré sans négocier, et poursuivre la colonisation en Cisjordanie. Le triomphe du Hamas face à l'Autorité palestinienne lors de la quasi-guerre civile avec les islamistes gazaouis de 2006 n'avait pas déplu à tous les Israéliens.

La politique de délégitimation de l'Autorité palestinienne et toute idée de paix sera poursuivie jusqu'en 2022, quand, après plusieurs années d'instabilité politique, le gouvernement dit « le plus à droite de toute l'histoire d'Israël » arriva au pouvoir assumant une ligne idéologique que résument les réflexions du père de Benyamin Netanyahou, Bension Netanyahou, secrétaire de Vladimir Jabotinsky. Spécialiste d'histoire juive médiévale, théoricien d'un antijudaïsme médiéval distinct de l'antisémitisme chrétien traditionnel (« les Juifs, peuple déicide »), il identifiait les germes de cet antijudaïsme dans des arguments économiques (« les Juifs manient l'argent ») et politiques (ils ont financé la petite noblesse de Castille à laquelle se sont opposés les princes de Castille, qui ont ensuite déchaîné les foudres de leur propagande contre eux). Il déclarait en 2009, dans un entretien conjoint avec son fils : « Nous sommes toujours menacés d'extermination. Les gens pensent que l'Holocauste est du passé ; ce n'est pas le cas[17]. » Pour lui, l'ennemi était arabe : « Cette terre est juive, elle n'est pas pour les Arabes. Il n'y a pas de place ici pour les Arabes et il n'y en aura pas. Ils n'accepteront jamais nos conditions », affirmait-il trois ans plus tard[18]. Bension Netanyahou a donné pour mission à son fils de faire en sorte que les Israéliens aient conscience de la réalité du danger : « Une des choses les plus graves chez nous, en Israël, c'est la croyance gauchiste selon laquelle les Arabes ont

renoncé à leur détermination à nous détruire[19]. » Fort de cette vision du monde (« eux ou nous »), Benyamin Netanyahou a construit des majorités de plus en plus à droite, destinées à combattre le « gouvernement des juges » et à afficher une politique violemment et officiellement anti-arabe, par la voix de ses nouveaux alliés Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir.

Originaire de la colonie de Kedoumim près de Naplouse, Bezalel Smotrich est devenu fin 2022 ministre des Finances et ministre délégué à la Défense, où il chapeaute l'administration civile de la Cisjordanie et la coordination des activités gouvernementales dans les territoires (Cogat). Ces deux structures gèrent la liaison avec l'Autorité palestinienne, contrôlant tout ce qui entre et sort des territoires palestiniens, et assurent la gestion des populations civiles. Le parcours du nouveau ministre en dit long sur l'évolution de la politique israélienne. Identifié en 2005 comme extrémiste opposé au désengagement de la bande de Gaza, il fut arrêté et retenu pendant trois semaines par le Shin Bet, le service de sécurité intérieure israélien. En 2015, il est élu à la Knesset. Ouvertement homophobe et misogyne, plaçant les commandements religieux au-dessus de la loi civile, il réclame l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza. Prenant à partie des élus arabes israéliens à la Knesset, il affirme : « Vous êtes ici par erreur, ce fut une erreur de Ben Gourion de ne pas avoir fini le boulot et de ne pas vous avoir virés en 1948. » Tout comme les journalistes, les juges et les organisations qui défendent les droits de l'homme, ceux-ci sont désormais considérés comme les ennemis de la nouvelle droite. En 2017, il publiait un plan offrant aux « Arabes de Judée-Samarie », autrement dit de Cisjordanie, la possibilité de « rester et vivre en tant qu'individus dans l'État juif » tout en posant cette condition : « Celui qui ne veut ou ne peut renoncer à ses ambitions nationales recevra une aide pour lui permettre d'émigrer vers un des nombreux États arabes. »

Itamar Ben Gvir est l'autre partenaire de la coalition dont la nomination a provoqué de forts remous. Colon, député du parti Otzma Yehoudit (« Force juive ») inspiré des thèses du rabbin Meir Kahane, il a été nommé ministre de la Sécurité nationale, à la tête de la police nationale, qui, à peine un an plus tôt, le considérait encore comme un dangereux agitateur raciste. Il milite pour que les Juifs aient le droit de prier au mont du Temple (l'esplanade des Mosquées pour les

musulmans), allant à l'encontre des autorités orthodoxes elles-mêmes, soucieuses de préserver la paix civile autour du mur des Lamentations. Il veut expulser les Palestiniens des terres bibliques. Fort du soutien de ces deux leaders partisans, c'est sans surprise que Benyamin Netanyahou écrivait dans l'accord de coalition passé à l'occasion de la formation du nouveau gouvernement en décembre 2022 : « Le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur la terre d'Israël. Mon gouvernement développera l'implantation partout, y compris en Judée-Samarie. »

Quelques mois avant l'arrivée de cette nouvelle coalition au pouvoir, des émeutes intercommunautaires avaient éclaté dans les villes « mixtes » de Lod et d'Acre, mais aussi à Tel-Aviv. Il y eut dans le même temps 256 morts à Gaza, mais ce sont les victimes en Israël, juives comme arabes, qui ont marqué l'opinion : après la seconde Intifada, qui avait ancré dans l'esprit des Israéliens l'idée que la paix avec les Palestiniens était impossible, elles ont contribué à répandre l'opinion selon laquelle le principe d'une coexistence avec les Arabes israéliens était devenu dangereux. À la question posée par ces émeutes : « Les Juifs et les Arabes peuvent-ils vivre ensemble ? », les élections de 2023 répondirent par la négative.

Alors que la colonisation se poursuit, la question démographique demeure stratégique. En avril 2023, le Bureau central des statistiques estimait que la population totale du pays s'élevait à 9,7 millions de personnes, dont 7,1 millions de Juifs (73,5 %) et 2,04 millions d'Arabes (21 %). Mais si on ajoute la population palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, les Juifs et les Palestiniens sont aussi nombreux. Le dilemme politique identifié dès 1967 reste le même : comment demeurer à la fois un État juif et démocratique tout en conservant la mainmise sur les territoires obtenus en 1967 ?

La réponse a toujours été la même : réduire l'espace disponible pour les Palestiniens en Cisjordanie et fermer Gaza autant que possible, en y laissant le Hamas prospérer pour saper la crédibilité de l'Autorité palestinienne dans sa volonté de représenter tous les Palestiniens.

La radicalisation des Palestiniens et la prise du pouvoir politique par le Hamas

Du côté des Palestiniens, le processus de radicalisation s'est accéléré. Le programme politique du Hamas affirme que « la Palestine est la Terre sainte qu'Allah a bénie pour l'humanité » et qu'il ne combat pas « les Juifs en tant que Juifs, mais les sionistes qui occupent la Palestine. Car ce sont les sionistes qui identifient constamment le judaïsme et les Juifs avec leur propre projet colonial ». Le Hamas refuse toujours de reconnaître l'existence de l'État d'Israël, notamment les résolutions de l'ONU de 1947. Quant aux Israéliens, ils pensaient que les dirigeants du Hamas allaient se notabiliser à l'image de ceux de l'OLP en Cisjordanie qui, souvent corrompus et peu actifs, bénéficiaient de conditions de vie et de circulation aménagées, un couloir VIP réservé aux dignitaires palestiniens ayant été mis en place dans de nombreux points de passage de la Cisjordanie vers Israël.

Après la seconde Intifada, la Cisjordanie et Gaza ont été soumises à un blocus très sévère dont la principale conséquence fut une hausse du chômage et une baisse significative du niveau de vie des populations : le PIB par habitant a chuté d'un tiers entre 1993 et 2010. Les Palestiniens ont survécu essentiellement grâce à l'aide internationale. L'Autorité palestinienne, elle, s'est transformée en supplétif de l'armée israélienne, chargée de lutter contre les tentatives d'attentats. Comme le note Jean-Pierre Filiu[20], la méfiance d'Arafat à l'égard d'éléments incontrôlés l'a conduit à constituer la police de l'Autorité palestinienne à l'aide de sept mille combattants palestiniens de l'étranger, n'enrôlant que deux mille hommes sur place. À Gaza, où les services israéliens avaient favorisé le Hamas contre le Fatah, les islamistes se sont peu à peu imposés, doubles vainqueurs des élections de 2006 et de la guerre civile qui suivit contre le Fatah. Le Hamas ne s'est pas embourgeoisé. Il s'est au contraire renforcé dans sa volonté d'action contre Israël. L'Autorité palestinienne avait cessé d'incarner l'avenir et 53 % des Palestiniens interrogés en mars 2023 par le Palestinian Center for Policy and Survey Research souhaitaient sa dissolution. Du côté de la Cisjordanie, la situation n'a fait qu'empirer, sous le coup des privations, d'une circulation rendue impossible par la multiplication des checkpoints de plus en plus nombreux et l'existence de routes de contournement réservées aux colonies israéliennes. L'Autorité palestinienne, gangrenée par la corruption, incarnée par un Mahmoud Abbas vieillissant et incapable de transmettre le pouvoir, a peu à peu disparu de la carte politique. Pressenti pour le remplacer,

Mohammed Dahlan, ancien dirigeant de la jeunesse du Fatah à Gaza, douze fois mis en prison par Israël, réfugié depuis longtemps aux Émirats arabes unis où il fait des affaires tout en tentant de contrôler un certain nombre de réseaux économiques et policiers de Cisjordanie, n'y fait pas l'unanimité, c'est le moins que l'on puisse dire.

La bande de Gaza, dirigée à l'intérieur par le Hamas et contrôlée à l'extérieur par l'armée israélienne, est devenue cette « prison à ciel ouvert », pour reprendre les mots de Nicolas Sarkozy prononcés en mars 2009. Les dirigeants du Hamas, Khaled Mechaal et Ismaël Haniyeh, installés à Amman, en Syrie, puis au Qatar dans des conditions de grand confort, ont construit un réseau très dense de soutiens et de donateurs dans le monde arabe. Et ils sont rentrés dans l'orbite de l'Iran, qui a vu dans le Hamas l'alter ego sunnite du Hezbollah libanais : soutenir une deuxième menace pour Israël, à son flanc sud, était une option payante pour le régime des mollahs, quand bien même ceux qu'ils soutenaient n'étaient pas chiites. « L'axe de la résistance » se mettait peu à peu en place.

Pourtant, les dirigeants gazaouis du Hamas ont pris peu à peu une importance nouvelle. Ils sont devenus financièrement autonomes grâce à la contrebande organisée dans les tunnels creusés dans le sous-sol de Gaza (le « métro de Gaza ») ainsi qu'entre Gaza et l'Égypte. Gérant seuls l'administration de Gaza, ils ont accaparé le produit des impôts levés localement tout en contrôlant l'aide qui rentrait sous forme d'argent liquide venu du Qatar et transféré à Gaza sous contrôle israélien (le Proche et le Moyen-Orient sont compliqués !). La guerre civile en Syrie a également considérablement affaibli la direction extérieure du mouvement. Khaled Mechaal s'est brouillé avec le régime de Damas en proposant une tentative de médiation avec les insurgés sunnites. Il quitta le pays en février 2012, continua à s'opposer à Bachar al-Assad et à ses soutiens iraniens. Les financements iraniens s'en trouvèrent divisés par deux. Leila Seurat parle d'une subvention annuelle de 150 millions de dollars réduites à 75[21]. Pendant ce temps, le Hamas de Gaza maintenait, lui, de bonnes relations avec les dirigeants iraniens.

À l'époque, personne n'a vu venir la montée en puissance de Yahya Sinwar, qui prit la tête du mouvement en 2017, au moment précis où Ismaël Haniyeh succédait à Khaled Mechaal. Haniyeh, qui renoua avec ses alliés et sponsors iraniens, choisit de s'installer à l'extérieur de

l'enclave de manière à ne pas dépendre des laissez-passer égyptiens pour ses déplacements, laissant ainsi la place libre à Sinwar. Celui-ci, militant islamiste radical qui avait passé vingt-deux ans dans les prisons israéliennes et parlait hébreu (il avait été à cette période sauvé d'un cancer par un médecin israélien), s'attacha à renforcer la dimension combattante du Hamas face aux tensions en Cisjordanie et à Jérusalem pour imposer aux Israéliens une négociation par la force. Il s'agissait aussi de faire une démonstration de puissance à l'usage de l'ensemble des Palestiniens, pendant que l'Autorité palestinienne perdait ce qui lui restait de crédit. Le Hamas a donc profité des affrontements réguliers avec Israël pour s'imposer comme la seule force de « résistance ». Selon certains analystes, les combattants du Hamas auraient été environ trente mille au début 2024 contre dix mille vingt ans auparavant. En 2018 et 2019, mettant à profit les « marches du retour » puis en 2020 l'expulsion des Palestiniens habitants du quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem, le Hamas réussit habilement à incarner l'opposition à Israël, d'autant que les accords d'Abraham signés en 2020 entre Israël et certains États arabes, dont les Émirats arabes unis, donnaient le sentiment à de nombreux Palestiniens qu'ils étaient abandonnés par les régimes arabes. Après avoir pris le contrôle de Gaza, le Hamas réaffirmait la raison d'être du mouvement : s'imposer à l'ensemble des Palestiniens en brandissant l'étendard de la révolte et en usant, pour ce faire, de tous les moyens à sa disposition, y compris l'ultraviolence, dans un registre emprunté à un proche voisin : l'État islamique.

Ses dirigeants n'hésitaient pas à se comparer aux dirigeants israéliens. Comme le rapporte Leila Seurat, « Oussama Hamdan, l'ancien responsable des affaires étrangères de l'organisation et aujourd'hui l'une des figures clés du bureau politique, a multiplié les conférences de presse à Beyrouth pour contrer le récit de guerre israélien après l'attaque du 7-Octobre ». Il y réaffirmait haut et fort que seule la violence pouvait faire avancer la cause palestinienne. Dans une interview accordée à la chercheuse française à Beyrouth en 2017, « il faisait valoir non sans ironie que le Hamas avait à cet égard un point commun avec les dirigeants israéliens, notant que les Premiers ministres "Netanyahou, Rabin, Barak ou Peres avaient tous été des seigneurs de guerre avant d'endosser des responsabilités politiques[22]." » Mais n'est-ce pas Bezalel Smotrich qui disait : « Traiter

l'Autorité palestinienne comme un fardeau et le Hamas comme un actif », formule reprise par Benyamin Netanyahou en 2019 devant des parlementaires du Likoud[23] ?

La guerre de l'Iran

Cette montée en puissance du Hamas et l'affaiblissement concomitant de l'Autorité palestinienne s'inscrivent dans une tendance plus générale : la présence de plus en plus massive de l'Iran – jusqu'en 2025 – dans les affaires du Levant (Syrie, Irak, Palestine, Liban) et le retrait simultané des régimes arabes, notamment après la guerre civile syrienne. Les Iraniens voulaient la guerre, les régimes arabes qu'on les laisse en paix. Les Iraniens en ont profité.

Le régime iranien poursuit une stratégie facile à comprendre si on la considère depuis son point de départ. L'Iran, comme la Corée du Nord, est dirigé par un régime qui a le sentiment d'être assiégé, depuis la révolution de 1979 suivie de la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein, alors soutenu par les puissances de la région (Arabie saoudite) et les Occidentaux. Ce sentiment obsidional vient de loin. Il date en réalité du début du XXe siècle, époque où l'Iran a tenté de s'opposer au Grand Jeu britannique, au partage du Proche-Orient entre les Français et les Anglais et aux velléités expansionnistes russes puis soviétiques. En 1982, le Hezbollah s'est formé sur les ruines encore fumantes laissées par l'OLP après sa fuite du Liban à la suite de l'intervention israélienne, dans un contexte de montée en puissance de la communauté chiite dans ce pays depuis les années 1960[24], porté par l'imam Moussa Sadr et le Mouvement des déshérités, et soutenu par l'Iran. Pour autant, l'ayatollah Khomeini s'est toujours montré réticent face à l'envoi d'une aide à cette milice naissante. Cinq cents, peut-être mille pasdarans seront finalement dépêchés dans la plaine de la Bekaa pour former les recrues chiites. Rappelons que les chiites de la Bekaa et du Sud-Liban n'ont jamais joui d'une forte considération auprès de l'élite culturelle et religieuse iranienne et que l'allié syrien ne désirait pas forcément les voir impliqués dans la mosaïque libanaise. Le Hezbollah s'est ensuite fait rapidement connaître par des attentats contre les intérêts occidentaux au Liban. En avril 1983, il organise un attentat-suicide contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth

faisant 63 morts ; en octobre de la même année, deux attentats-suicides simultanés contre la force multinationale d'interposition font 248 morts américains et 58 morts français. Il se livre également à des prises d'otages dont seront victimes notamment Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat. La milice prospère, organise l'aide sociale, prend en charge la vie des chiites libanais longtemps délaissés par l'État (comme le Hamas le fait à Gaza au même moment). Elle combat les communistes locaux mais aussi la milice chiite rivale, Amal, organise des attentats anti-israéliens à l'étranger (comme en Argentine en 1994) et construit un réseau de financement international grâce à la diaspora libanaise chiite, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne notamment. En 1997, Nasrallah assiste, stoïque, à l'assassinat de son fils par une frappe israélienne et déclare à sa femme : « Félicitations, ton fils est un martyr. » Il met en scène son ascétisme et acquiert ainsi une grande popularité. Il s'auréole du succès du départ des Israéliens du Liban en 2000 (annoncés par eux mais que le Hezbollah a accéléré en menant une campagne agressive pendant les derniers mois de leur présence) et de la résistance à Israël en 2006 quand l'État hébreu tente d'annihiler les forces de la milice chiite. L'offensive devait durer sept jours. Un mois plus tard, l'armée israélienne était toujours au Liban. Les destructions causées par la guerre furent terribles : il y eut dix fois plus de morts côté Hezbollah que du côté israélien, mais Nasrallah réussit à convaincre l'opinion que la non-victoire d'Israël constituait une défaite… et une victoire pour son armée. En 1992, la connexion avait été faite avec le Hamas au moment où la milice chiite avait pris en charge plusieurs centaines de militants du Hamas au Liban, expulsés par Israël.

Le Hezbollah se distingue sur la scène libanaise par son alliance sans faille avec la Syrie, visible lors de l'attentat contre Rafic Hariri, opposé à la mainmise syrienne sur le Liban et l'assassinat en 2005 et 2006 de nombreuses figures politiques et intellectuelles libanaises hostiles au régime de Damas. À partir de 2012, il s'engage aux côtés du régime de Bachar al-Assad dans la guerre civile syrienne et consolide son pouvoir au Liban, où il fait figure, comme le dit Karim Émile Bitar, « d'État dans un non-État[25] ». Il s'embourgeoise, participe au gouvernement mais préfère garder une direction occulte. D'autant que sa popularité baisse à mesure que son pouvoir augmente et qu'il passe du statut de mouvement de résistance à celui d'un parti qui

assassine ses opposants et occupe depuis 2011 un rôle hégémonique dans la vie politique libanaise, tout en demeurant au service d'une partie seulement de la population et d'un État étranger.

L'Iran a formé, financé et soutenu le Hezbollah depuis sa création mais particulièrement depuis 2006, quand le régime des mollahs était présidé par un pasdaran, Mahmoud Ahmadinejad, lequel avait juré de « détruire Israël ». Faut-il prendre cette promesse au mot ? Les mollahs et les pasdarans détestent Israël, mais leur objectif est-il de le détruire ? Ils savent qu'Israël est plus puissant qu'eux et détient l'arme nucléaire, qui pourrait les anéantir en quelques minutes. Après avoir prêché la révolution islamique mondiale, ils avaient modéré leurs ambitions depuis le déclenchement de la guerre avec l'Irak et perdu leurs visées anticapitalistes et internationalistes, mais continuaient à faire de « l'ennemi sioniste » la cible de discours enflammés et agressifs. Pourtant, l'objectif du régime de Téhéran, c'est d'abord et avant tout sa propre survie. C'est pourquoi il cherchait à se doter de l'arme nucléaire, ou plus précisément à arriver au seuil en enrichissant de l'uranium très au-delà des besoins de l'usage civil du nucléaire. L'attaque israélienne de juin 2025 aura démontré au régime qu'être au seuil ne suffit pas. Et il y a fort à parier que, s'ils en ont les moyens financiers et la possibilité technologique, les Iraniens retiendront la leçon des Nord-Coréens : il vaut mieux avoir la bombe qu'être seulement au seuil. Quant aux menaces agressives pour l'existence même d'un voisin très puissant, ils ont compris qu'elles menaient à la catastrophe : le régime iranien va peut-être dorénavant mettre en sourdine sa haine d'Israël. Et si le régime confirme sa décision de sortir du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), on peut s'inquiéter pour la prolifération au Moyen-Orient.

La fabrication des « proxys », le Hezbollah, les milices irakiennes, le soutien aux Houthis, le financement du Hamas, tous ces alliés n'avaient qu'un seul et même objectif : porter la guerre aux frontières de leurs ennemis pour créer un glacis sécuritaire, mener une guerre par procuration qui permette de garder la face sans mettre en jeu la viabilité du régime. Et menacer Israël de représailles en cas d'attaque massive contre l'Iran. Le soutien au Hamas était, lui, la conséquence du choix de Yasser Arafat en 1982 de se ranger (déjà !) aux côtés de Saddam Hussein : les ennemis de mes ennemis sont mes amis, comme souvent au Proche-Orient. Toute cette stratégie a été patiemment

annihilée par Israël en 2024 et début 2025, les soutiens de Téhéran dans la région tombant (Syrie d'Assad) ou étant très affaiblis (Hezbollah, pasdarans, Houthis, Hamas).

Le 6 octobre 2023, la présence iranienne pesait donc dans la région, au sud et au nord d'Israël. Elle pesait d'autant plus que les régimes arabes ne faisaient plus semblant de soutenir les Palestiniens. L'Égypte et la Jordanie étaient en paix avec Israël. La Syrie maintenait une paix froide, malgré le différend du Golan. Et les pays du Golfe, Émirats en tête, avaient pris la décision de normaliser leurs relations avec l'État hébreu via les accords d'Abraham, encouragés par Donald Trump et motivés par des raisons économiques : la technologie israélienne fait rêver dans le Golfe et Dubaï attire les Israéliens désireux d'investir discrètement en Russie, en Inde, en Afrique, où rayonne l'émirat. Mais l'alliance est aussi stratégique. Israéliens et Émiriens ont un ennemi commun : l'Iran. Bahreïn a suivi ainsi que le Soudan, encouragé par les Émirats. Le Maroc les a signés également mais pour des raisons différentes. D'une part, les Israéliens d'origine marocaine sont nombreux et ont gardé des liens étroits avec le royaume chérifien, d'autre part, le Maroc a obtenu en échange du traité de paix avec Israël la reconnaissance par les États-Unis de la marocanité des « provinces du Sud » en langage marocain, du « Sahara occidental » en termes onusiens, ce qui est un progrès fondamental pour lui, tant le sujet de ces provinces est structurant au Maroc.

Les Saoudiens laissèrent les Émiriens partir en éclaireurs et comptaient normaliser leurs relations avec les Israéliens pour les mêmes raisons que leurs voisins de l'Est. Fascinés par la réussite israélienne, ils partagent un ennemi commun et aspirent à bâtir un axe anti-révolutionnaire avec les Israéliens inquiets de la puissance potentielle des Frères musulmans, ennemis jurés du Saoudien Mohamed Ben Salman comme de Mohamed Ben Zaied, émir d'Abu Dhabi. Quant aux Turcs et à Recep Tayyip Erdogan, ils manient la rhétorique anti-israélienne depuis 2013 et l'attaque du navire *Mavi Marmara*, qui tenta de contrer le blocus de Gaza. Ami des Frères musulmans, le président turc sait aussi protéger ses intérêts économiques et financiers, et s'il a qualifié Benyamin Netanyahou à plusieurs reprises de « nouvel Hitler », il n'a jamais coupé les liens économiques avec l'État hébreu, même après le début de la brutale répression à Gaza.

La radicalisation des Palestiniens était donc inscrite dans l'évolution géopolitique de la région. Les Palestiniens étant soutenus par les seuls Iraniens et leurs organisations satellites, abandonnés à leur sort par les nouveaux leaders arabes du Golfe, menés symboliquement par les plus extrémistes des leurs, les dirigeants du Hamas (qui avaient marginalisé politiquement Mahmoud Abbas et l'Autorité palestinienne, laquelle n'a jamais réussi à s'imposer aux Israéliens), tous les ingrédients de la conflagration se trouvaient réunis. L'absence de perspective politique est dangereuse quand elle donne le sentiment à tout un peuple qu'il est désormais hors la loi puisque la loi commune, la paix, ne s'applique pas à lui.

Mais les dirigeants israéliens ne le voyaient pas. Ils ne voyaient rien parce qu'ils avaient choisi la seule voie de la guerre.

Le 7-Octobre et sa signification

Le 7 octobre 2023, à l'aube, plusieurs milliers de terroristes du Hamas, auxquels se sont joints d'autres groupes paramilitaires palestiniens du Jihad islamique, du Front démocratique de libération de la Palestine, du Front populaire de libération de la Palestine et les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, auparavant rattachées au Fatah, suivis par de nombreux civils gazaouis, franchirent la barrière de sécurité qui encercle Gaza. Ils lancèrent des milliers de roquettes, éloignèrent les lignes de défense israélienne, sabotèrent les systèmes de surveillance grâce à des drones artisanaux et défoncèrent la « barrière de sécurité » réputée intelligente, qui avait coûté un milliard de dollars. Ils attaquèrent et conquirent rapidement les bases militaires proches, dépeuplées à l'occasion de la fête de Simhat Torah : il fallait assurer la sécurité de milliers de colons extrémistes en Cisjordanie. Après s'être assurés de leur contrôle, les assaillants investirent vingt-deux localités israéliennes, massacrèrent les habitants et enlevèrent des civils de tous âges. Le festival de musique électronique Tribe of Nova a totalisé à lui seul, avec 360 victimes, près de la moitié des morts civils du 7-Octobre. Les assaillants battirent et lynchèrent, torturèrent, tuèrent, violèrent, brûlèrent les corps, vivants ou morts. Certains s'acharnèrent sur les cadavres, leur infligeant des violences *post mortem*, y compris sexuelles. Le bilan s'éleva côté israélien à

859 civils, 278 militaires et 44 policiers tués, tandis que 255 otages furent emmenés à Gaza. 118 seront libérés durant la trêve de novembre 2023. Au total, plus de morts en un seul jour que durant toute la seconde Intifada, de 2000 à 2005. Près d'un millier d'assaillants furent tués. L'armée israélienne mit quarante-huit heures à reprendre le contrôle total de la frontière.

L'attaque a été filmée par les terroristes du Hamas, qui ont utilisé les méthodes de terreur de Daech : donner un maximum de portée à l'atrocité de leurs actes en les rendant publics quasiment en direct et en les diffusant sur les réseaux sociaux ; faire des victimes des trophées de chasse que l'on exhibe en dehors de tout respect de la dignité humaine ; jouer avec l'excitation du groupe pour flatter des passions voyeuristes et grégaires ultra-violentes ; marquer l'opinion aussi puissamment qu'il est possible avec des actes de tortures ignobles dont le visionnage est proprement insoutenable. Un an et demi plus tard, la mise en scène de la restitution des corps des deux bébés Kfir et Ariel Bibas, probablement tués de sang-froid par leurs geôliers, a montré que le Hamas avait, comme le disent Perrine Simon-Nahum et Dan Arbib, « franchi un pas supplémentaire dans l'abjection[26] ».

L'armée israélienne, ses services de renseignement, son gouvernement, personne n'avait vu venir l'attaque. Tsahal a reconnu le 27 février 2025 son « échec complet face au Hamas », produit d'un « excès de confiance ». Ou plutôt les militaires israéliens avaient négligé les signaux pourtant identifiés par les équipes spécialisées, qui avaient obtenu, un an avant l'attaque, un document intitulé « Le mur de Jéricho », décrivant les opérations. Bernard-Henri Lévy évoque « l'éternelle bévue des démocraties qui, confrontées à l'impensable de la barbarie, savent mais ne croient pas, ont les données mais ne concluent pas[27] ». L'octroi des permis de travail en nombre, la non-participation du Hamas aux actions menées par le Jihad islamique en août 2022 et mai 2023, tout concourrait à faire croire que les dirigeants islamistes recherchaient comme leurs homologues de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie une forme de reconnaissance et de notabilisation.

À ce jour, aucune commission d'enquête n'a encore été mise en place, même si l'armée a fait son propre travail de reconstitution. À la suite de la victoire en demi-teinte de la guerre d'octobre 1973, la

commission Agranat avait ciblé les manquements de l'armée et des services de renseignement, et même si elle n'avait pas mis en cause les responsabilités politiques, Golda Meir fut obligée de quitter son poste et Moshe Dayan, ministre de la Défense pendant la guerre, ne fut pas reconduit. En 2006, après la « non-victoire » contre le Hezbollah, la commission Winograd avait mené un travail de fond qui permit à Israël d'apprendre de ses erreurs et de se montrer très efficace dans les premiers temps de sa nouvelle attaque contre le Hezbollah en septembre 2024. En février 2025, Benyamin Netanyahou a obtenu de bloquer la création d'une commission d'enquête.

Ces crimes montrent combien le conflit israélo-palestinien a désormais pris la forme d'une quasi-guerre civile : en 1948, en 1967, en 1973, Israël et ses voisins arabes s'affrontaient dans une guerre conventionnelle, opposant les États entre eux. Au tournant des années 2000, l'Intifada était une révolte populaire contre une armée perçue comme occupante. Aujourd'hui, la violence et la brutalité des crimes du Hamas ne sont comparables qu'aux exactions commises lors des guerres civiles. C'est en Algérie, pendant la décennie noire, que des femmes enceintes ont été retrouvées éventrées et égorgées. C'est au Rwanda que se sont produits des meurtres entre voisins. C'est en ex-Yougoslavie que Serbes, Croates et Bosniaques se sont déchirés et ont commis des atrocités inédites en Europe depuis 1945. C'est toujours contre ceux qui sont les plus proches que la violence est la plus grande quand elle s'enflamme. Paradoxalement, cette réalité démontre que Palestiniens et Israéliens vivent aujourd'hui ensemble. Et lorsqu'il faudra un jour trouver une réponse au conflit, il sera nécessaire de garder à l'esprit ce point essentiel : les Palestiniens et les Israéliens ne sont plus deux peuples distincts. Ils devront soit se réconcilier (Algérie en 1999), soit se séparer complètement (ex-Yougoslavie en 1997)… soit tenter de faire disparaître l'autre (Rwanda en 1993).

Sur le plan politique, l'attaque a des conséquences plus radicales encore car elle a brisé deux mythes essentiels à la survie d'Israël : l'idée que le pays est un refuge pour les Juifs du monde entier, et celle selon laquelle Israël est un rêve devenu réalité. *Quid* du refuge après un tel massacre ? Et comment parler de rêve à la suite d'un tel cauchemar ? L'objectif des fondateurs du sionisme était d'offrir un État aux Juifs pour qu'ils puissent y mener une vie normale. Or, chaque drame qui affecte Israël est lu au prisme de l'histoire et semble

apporter la preuve de l'échec de la normalisation. Enfin, et c'est peut-être le plus important dans notre perspective, le 7-Octobre et ses conséquences ont encore un peu plus polarisé les positions, creusé le fossé entre les Israéliens et les Palestiniens, fossé qui semble rempli d'une haine désormais inextinguible.

Le « choricide » de Gaza et le rêve d'expulsion des Palestiniens

Reconstituer la capacité de dissuasion israélienne

L'effraction ultra-violente du 7-Octobre a traumatisé la société israélienne : les mots qui sont revenus le plus fréquemment pour caractériser l'action du Hamas étaient ceux de « pogrom » et « souvenir de la Shoah ». Pour le Premier ministre Benyamin Netanyahou, le ministre de la Défense Yoav Gallant et les chefs de l'armée et des services de renseignement, il fallait laver l'affront et reprendre l'initiative. Benyamin Netanyahou a rapidement affiché ses buts de guerre : éradiquer le Hamas, démilitariser Gaza et ramener les otages. Bernard-Henri Lévy évoque « le commandement de Maïmonide qui, dans son *Mishné Torah*, fait du "rachat des captifs" la première des mitzvot, la plus sainte des prescriptions, une mission à laquelle l'on ne peut se dérober sans transgresser "sept commandements" de la Torah et désarmer une organisation terroriste dont ces captifs sont l'arme absolue[28] ». On a cependant compris que les otages n'auraient pas le poids politique qu'ils ont pu avoir dans le passé, quand en 2011 Israël pouvait échanger un otage contre mille prisonniers palestiniens. La priorité des priorités, c'était de rétablir la capacité de dissuasion. L'idée de paix avait encore reculé.

Israël a ainsi mis en œuvre une stratégie de « riposte disproportionnée » en faisant fi des précautions déployées la plupart du temps en cas de conflit asymétrique par les démocraties. Le sujet est simple mais tragique : comment une armée régulière peut-elle lutter contre une guérilla urbaine qui se cache dans des zones densément peuplées et utilise des civils et des bâtiments par définition

pacifiques (hôpitaux, écoles) pour cacher des combattants et des armes ? Leur objectif ? Ternir l'image de l'assaillant dans l'opinion publique internationale tout en obligeant les résidents à faire bloc derrière eux au péril de leur vie. Contrairement aux dictatures ou aux guerres coloniales, où les pouvoirs en place n'hésitaient pas à frapper les populations (Russes en Tchétchénie, Saddam Hussein face aux Kurdes, Hafez al-Assad à Hama) pour les inciter à se désolidariser des troupes ciblées, les démocraties recourent le plus souvent à une stratégie différente, celle de la « force minimale », inspirée par l'armée britannique et par un théoricien français, David Galula. « Il faut faire en sorte de conquérir la population, non en la martyrisant, mais au contraire en lui montrant les avantages qu'elle peut tirer du refus de soutenir les combattants. Pour cela, il faut lui donner quelque chose en échange : l'aider économiquement, socialement, la protéger sur le plan sécuritaire ou encore lui proposer une solution politique, c'est-à-dire une autonomie ou une indépendance sur le long terme. Il faut donc négocier avec elle. Autre élément capital : il faut éviter au maximum les dommages collatéraux[29]. » Apportons une nuance néanmoins à cette affirmation : les démocraties recherchent parfois à susciter une terreur maximale dans les populations civiles, quitte à utiliser des moyens réprouvés par le droit et l'éthique. La France en Algérie en sait quelque chose, les États-Unis en Irak également. Les Israéliens, eux, ont choisi de gérer l'imbrication des forces civiles et militaires par la force et de prendre par conséquent le risque de très nombreuses victimes civiles.

Depuis la guerre de 1948, la doctrine de l'armée israélienne est demeurée inchangée : l'armée avance, détruit ses objectifs et ne se préoccupe pas ou peu des civils. Que signifie envoyer des tracts par avion pour prévenir d'une attaque imminente alors que les populations au sol n'ont nulle part où aller ou qu'elles savent que leurs abris vont être bombardés ? La guerre appelle alors la guerre, la réplique encore la réplique, dans des modalités qu'énonce la doctrine Dahiya, du nom de ce quartier de Beyrouth, bastion du Hezbollah, largement détruit par les bombardements israéliens lors de la guerre de 2006 contre le Liban. Formulée par Gadi Eizenkot, alors commandant de la région nord de l'armée israélienne, cette doctrine fut formulée en 2008. Elle repose sur l'idée d'une riposte massive et disproportionnée contre des entités ennemies en cas de conflit,

notamment dans des zones urbaines contrôlées par des groupes armés. Elle préconise l'utilisation d'une puissance de feu importante pour infliger des destructions massives aux infrastructures civiles et militaires des groupes ennemis. L'objectif est de dissuader les groupes hostiles d'attaquer Israël en leur faisant comprendre que toute agression entraînera une réponse destructrice. Enfin, puisque des groupes comme le Hezbollah ou le Hamas opèrent souvent au sein de zones civiles, la doctrine considère que les infrastructures (routes, centrales électriques, immeubles résidentiels, etc.) sont également des cibles légitimes. Elle a pour objectif de saper le soutien populaire aux groupes ennemis en rendant les conséquences d'un conflit insupportables pour la population, qu'il s'agit aussi de punir pour son soutien aux actions des groupes terroristes. C'est cette doctrine qui a été utilisée dans la guerre du 7-Octobre. C'est cette doctrine qui n'ouvre aucune perspective de solutions pour le conflit.

Israël a pourtant montré qu'une stratégie alternative fonctionnait : elle a infiltré l'appareil militaire du Hezbollah, a su organiser des frappes ciblées sur ses principaux responsables avant septembre 2024, a détruit son système de communication avant de porter une estocade violente contre son chef, Hassan Nasrallah, tué par quatre-vingts bombes envoyées sur son quartier général. A suivi une opération massive sur le Sud-Liban, la plaine de la Bekaa et le sud de Beyrouth, partout où se trouvent des chiites. Dans le même temps, Israël a engagé les hostilités avec l'Iran à travers plusieurs frappes soigneusement ciblées, celles-là concentrées sur des installations militaires ou visant l'ancien leader du Hamas, Ismaël Haniyeh, abattu fin août 2024 alors qu'il se trouvait à Téhéran dans une demeure appartenant aux pasdarans pour l'intronisation du nouveau président iranien. L'Iran a attaqué Israël en avril 2024 en prévenant à l'avance tous ses alliés pour limiter les dégâts de ses frappes puis à nouveau en octobre de la même année, avec plus de violence mais en choisissant des zones militaires comme cibles. Et Israël a persévéré en menant une attaque préventive contre l'Iran en juin 2025 et en réussissant à y entraîner les États-Unis de Donald Trump, qui avait juré de ne pas faire la guerre à l'extérieur. Le programme nucléaire iranien est aujourd'hui détruit, ou seulement retardé – les experts le diront – mais le régime est toujours là, les velléités de guerre longue d'Israël ont été bloquées par le président américain et la victoire militaire ne s'est pas

traduite par une avancée politique, comme souvent avec Benyamin Netanyahou. La victoire tactique ne fait pas la victoire politique.

La stratégie israélienne a donc amélioré la position israélienne : avec une stratégie bien définie, des renseignements de qualité, l'armée israélienne a mis hors d'état de nuire pour longtemps le Hezbollah, a fait reculer l'Iran et a contribué indirectement à la chute du dictateur syrien (ce qui n'était probablement pas un objectif pour elle). La région n'est pas pacifiée, loin de là (le Hezbollah peut se reconstituer et on ne sait pas comment va évoluer le régime syrien). Elle a changé de visage mais aucun problème fondamental n'a été résolu pour les Israéliens.

Le 7-Octobre et après

Alors pourquoi cette impasse stratégique à Gaza et en Israël ? Que veut la coalition au pouvoir en Israël ? Probablement répondre à la question posée par Jabotinsky il y a un siècle, cette question qu'Hannah Arendt appelait « la seule question politique et morale de la politique israélienne, la question arabe ». Que faire avec les Palestiniens ? La coalition au pouvoir – pas tous les Israéliens ! – répond ce que disait Jabotinsky : les Palestiniens n'existent pas comme Palestiniens, ce sont des Arabes comme les autres. L'identité palestinienne est un mythe. Les Palestiniens doivent donc quitter la Palestine, devenir des Arabes comme les autres et partir, à l'image de ceux qui habitent aujourd'hui en Jordanie ou dans la région, voire ailleurs dans le monde : il y a une importante diaspora palestinienne dans les pays arabes alentour mais aussi aux États-Unis, au Canada et en Allemagne par exemple. Ils vont petit à petit perdre leur palestinité. Et le problème sera réglé.

Les discussions sur l'ouverture d'un couloir humanitaire entre Chypre et Gaza ont constitué une première étape dans ce sens. En février 2025, le ministre de la Défense a proposé au début aux pays européens les plus critiques de l'action de Tsahal à Gaza (Irlande, Espagne, Norvège…) d'accueillir les Gazaouis. Puis est venue la proposition de Donald Trump : déporter les Palestiniens de Gaza, où la vie est devenue impossible, les relocaliser par la force en Égypte et en Jordanie et construire sur les ruines de l'enclave une nouvelle

« Riviera » où l'« on pourra faire plein d'argent ». Dans une enquête menée pour le Jewish People Policy Institute, 52 % des Israéliens considéraient que ce plan était positif et devait être mis en œuvre. Et 30 % le pensaient désirable mais difficile à réaliser[30]. Cette proposition qui ne respecte pas le droit international est vulgaire dans sa formulation et humiliante pour les Palestiniens. Elle a néanmoins un mérite : poser la question du devenir des Gazaouis qui vivent sur un territoire entièrement détruit. À ce titre, je crois que l'on peut nommer ce qui vient de se passer le « choricide[31] » de Gaza.

Comme le rappelle Jean-Pierre Filiu, « le kibboutz de Nahal Oz, au nord-est de la bande de Gaza, a été une des localités martyrisées par l'offensive terroriste du Hamas, le 7 octobre. Il fut, en 1951, la première implantation de la "Jeunesse pionnière combattante", dont l'acronyme hébreu est Nahal. Ce programme Nahal, conçu par David Ben Gourion à l'issue de la première guerre israélo-arabe de 1948-1949, visait à ancrer des avant-postes, à la fois civils et militarisés, dans les zones frontalières les plus sensibles. En avril 1956, un des gardes de Nahal Oz, Roï Rothberg, fut assassiné par des Palestiniens infiltrés de Gaza. L'émotion fut telle en Israël que le chef d'état-major, Moshe Dayan, vint en personne à Nahal Oz prononcer un éloge funèbre dont les mots résonnent tout particulièrement dans la tragédie actuelle :

"Aujourd'hui ne maudissons pas ses assassins. Que savons-nous de leur haine sauvage envers nous ? Ils vivent depuis huit ans à Gaza dans des camps de réfugiés, tandis que nous nous emparons sous leurs yeux des terres et de leurs villages où ils vécurent et où vécurent leurs ancêtres. Ce n'est pas aux Arabes de Gaza qu'il faut demander le prix du sang, mais à nous-mêmes." Le chef d'état-major adjurait alors ses compatriotes de ne jamais oublier que, "au-delà du sillon qui marque la frontière, s'étend un océan de haine avec un désir de revanche". En novembre 1956, les troupes israéliennes occupaient la bande de Gaza avec l'objectif affiché d'y liquider la présence des fedayins, terme par lequel on désignait les combattants palestiniens. Les quatre mois d'occupation firent un millier de morts dans la population de Gaza, soit un habitant sur trois cents[32] ». Soixante-sept ans après, les mêmes causes ont eu les mêmes conséquences. Et tout le monde est perdant.

L'attaque du 7 octobre 2023 montre une nouvelle fois que la guerre comme réponse à la guerre est une stratégie inefficace : Israël

voulait détruire l'OLP au Liban en 1982, l'OLP a évacué le Liban mais le Hezbollah est né sur les ruines de la présence palestinienne qui s'est reconstituée ailleurs, et toutes les guerres contre le Hamas et le Hezbollah ont conduit depuis aux mêmes destructions, aux pertes civiles et à la reconstitution de nouvelles milices armées, toujours aussi déterminées. Ce qui a fonctionné, c'est soit la séparation avec le mur édifié du temps d'Ariel Sharon, qui a diminué le nombre d'attentats, soit les négociations, du temps d'Oslo. La droite israélienne répondra que sans ces attaques la situation aurait été pire. C'est peut-être vrai, tant que la seule stratégie reste la guerre qui s'ajoute à la guerre.

L'autre limite de cette stratégie tient dans le problème moral et démocratique qu'elle pose. Parmi les partisans d'Israël, beaucoup s'étonnent que la solidarité pour les Palestiniens soit plus forte que celle pour les Syriens massacrés par Bachar al-Assad ou les Soudanais victimes des ambitions contraires de deux généraux de Khartoum. Et on voit dans ce « deux poids deux mesures » une preuve d'antisionisme, voire, pire, d'antisémitisme. Cette analyse repose sur un fondement erroné : elle met sur le même plan Israël et de la Syrie d'Assad, un État démocratique allié des pays occidentaux et une dictature sanguinaire prête à assassiner son peuple pour rester au pouvoir. De même que l'usage de la torture avait été dénoncée par des intellectuels français au moment de la guerre d'Algérie, l'ampleur de la « riposte disproportionnée » à Gaza, le nombre des victimes (plus de 56 000 décomptés fin juin 2025), le nombre d'enfants tués (16 000), le nombre d'orphelins (probablement plus de 22 000 qui ont perdu au moins l'un de leurs deux parents) sont extrêmement élevés, d'autant que les otages ne sont pas tous revenus et que le Hamas n'a pas été éradiqué. Pire, si l'on peut dire, depuis mars 2025 l'armée israélienne fait de la famine une arme de guerre : elle bloque systématiquement les convois d'aide pour Gaza, tire dans certains cas semblent-ils volontairement sur les Gazaouis[33] qui tentent de trouver de quoi ne pas mourir de faim auprès d'une organisation montée par le gouvernement israélien (la « Fondation humanitaire pour Gaza ») qui rationne les vivres et désorganise la distribution. Les rares médecins humanitaires qui apportent du lait infantile, qui manque cruellement, dans leurs bagages sont bloqués[34]. Une cinquantaine d'enfants sont morts de faim entre mars et juin 2025. La liste des atrocités est longue

et on ne compte plus les écoles et les hôpitaux bombardés, les journalistes tués, les travailleurs humanitaires ciblés. La Cour pénale internationale se prononcera sur l'accusation de « génocide » lancée par plusieurs pays : en janvier 2024, elle avait demandé à l'État hébreu d'empêcher d'éventuels actes de « génocide » et de « prendre des mesures immédiates » pour permettre la fourniture « de l'aide humanitaire à la population civile de Gaza ».

Les partisans de la réponse forte d'Israël comparent les représailles sur Gaza à l'attaque de la coalition internationale contre Daech sur Mossoul en 2015 et 2016. Dans les deux cas, des démocraties doivent répondre à des attaques terroristes ultra-violentes ; dans les deux cas des populations civiles sont utilisées comme boucliers humains. À Mossoul, les troupes de la coalition n'auraient pas hésité à tuer de nombreux civils pour venir à bout de Daech. L'histoire est néanmoins plus compliquée. D'abord, les civils pouvaient fuir Mossoul et la coalition menée par les États-Unis n'avait pas enfermé et cadenassé dans un territoire réduit les populations civiles. Ensuite, elle a ouvert régulièrement des corridors humanitaires pour leur permettre de fuir. Le nombre de civils tués est sans commune mesure avec Gaza puisque l'on parle de quelques milliers de victimes (entre mille deux cents selon la coalition et dix mille selon Airwars). Surtout, à aucun moment la coalition n'a voulu donner le sentiment qu'elle s'attaquait aux civils. À Gaza, la communication du gouvernement israélien, de l'armée et des principaux ministres était moins claire puisque certains parlaient de vengeance, « d'animaux humains » (Yoav Gallant), de reconquête de Gaza et de colonisation à venir (« on est chez nous », a déclaré Bezalel Smotrich), quand d'autres évoquaient la nécessaire expulsion des Gazaouis (Itamar Ben-Gvir et le ministre de l'Agriculture par exemple, Avi Dichter, qui qualifiait la guerre du 7-Octobre de nouvelle Nakba pour les Palestiniens). Enfin, la coalition occidentale contre Daech n'a pas affamé la population civile ni bloqué l'accès aux médicaments et aux soins.

La population israélienne est encore sous le choc des attaques terroristes du Hamas et de la prise d'otages qui ont ravivé le traumatisme des massacres antisémites passés. Elle est solidaire de ses soldats, elle est solidaire de ses enfants partis combattre à Gaza. Dans ce cas, les souffrances de l'ennemi deviennent invisibles. On ne le voit plus, il n'existe pas, il n'est plus que l'Ennemi. Durant la Première

Guerre mondiale, les plus grands intellectuels français comme Bergson ont traité les Allemands de barbares quasiment *par nature*[35]. Placer l'ennemi hors de la civilisation, hors de l'humanité, est classique en temps de guerre. Il faudrait étudier le phénomène de stress post-traumatique qui a saisi la population israélienne après le 7-Octobre. Mais il faut la prévenir des conséquences de ce choc qui se traduisent par l'incapacité à prendre du recul, l'impossibilité de prendre en compte la partie palestinienne, l'impossibilité de voir, tout simplement, les victimes si nombreuses de cette guerre, même si les otages sont toujours captifs du Hamas. Avec comme conséquence tragique le piège que tend le terrorisme : tirer vers le bas les victimes, qui sont bientôt accusées d'être des bourreaux.

Joe Biden avait mis en garde Benyamin Netanyahou : « Ne faites pas la même erreur que nous après le 11-Septembre. » Las, les Israéliens sont tombés dans le piège[36]. Après l'attaque terroriste du Bataclan du 13 novembre 2015, une des victimes avait écrit un livre intitulé *Vous n'aurez pas ma haine*. Les Israéliens font l'inverse : ils donnent en ce moment leur haine aux Palestiniens qu'ils confondent avec le Hamas, ce qui est aussi bien dramatique pour les civils que pour l'image d'Israël dans le monde, mais aussi pour la portée morale du projet sioniste : Israël doit demeurer un refuge, pas être synonyme d'un État qui bloque l'acheminement de l'aide alimentaire aux enfants.

Dans *Le Premier Homme*[37], Albert Camus met en scène deux personnages, Cormery – qui évoque le père de l'auteur – et un de ses camarades, Levesque. Ils découvrent deux camarades sauvagement assassinés par le FLN. Face à cette barbarie, un débat s'ensuit sur ce qu'est un homme, Levesque voulant trouver des excuses aux assassins. Camus écrit : « Cormery avait pris son air buté. "Peut-être. Mais ils ont tort. Un homme ne fait pas ça. " Levesque avait dit que pour eux, dans certaines circonstances, un homme doit tout se permettre et [tout détruire]. Mais Cormery avait crié comme pris de folie furieuse : "Non, un homme ça s'empêche. Voilà ce qu'est un homme, ou sinon…" Et puis il s'était calmé. "Moi, avait-il dit d'une voix sourde, je suis pauvre, je sors de l'orphelinat, on me met cet habit, on me traîne à la guerre, mais je m'empêche." "Il y a des Français qui ne s'empêchent pas, avait dit Lévesque. Alors, eux non plus, ce ne sont pas des hommes." »

Qu'est-ce qu'un vainqueur militaire qui a perdu sa capacité à

discerner l'échelle des valeurs ? Qu'est-ce qu'un vainqueur qui s'oublie lui-même dans la violence ? On a beaucoup reproché la mobilisation de jeunes Occidentaux contre la guerre à Gaza. On a souvent mal compris le sens de leur révolte.

Comme le dit Olivier Roy, « la mobilisation des jeunes pour Gaza n'est pas révolutionnaire, elle est morale[38] ». Elle touche d'ailleurs les élites étudiantes beaucoup plus que les quartiers pauvres où vivent concentrés un grand nombre de jeunes musulmans, quartiers où il n'y a pas de manifestations pro-palestiniennes, ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne. Olivier Roy constate que la très grande majorité des jeunes manifestants ne veulent pas la révolution mondiale des opprimés. Ils veulent juste qu'Israël se comporte dans sa gestion de sa contre-guérilla en milieu densément peuplé comme une démocratie soucieuse de la vie des civils. C'est complexe, bien sûr, et la tentation est forte de justifier l'injustifiable. Mais c'est ce qui sépare une démocratie d'une dictature : le maintien d'un certain nombre d'exigences morales.

Cette analyse n'empêche pas la nécessaire lucidité sur les actes et les intentions antisémites. De nombreux étudiants criaient aussi sur certains campus américains, et probablement français : « Le 7-Octobre tous les jours ! » Et on y cible les étudiants juifs. Partout en Europe et singulièrement en France, des Juifs sont obligés de cacher leur nom, leur religion, leur pratique. Ils ne donnent pas leur vrai patronyme au restaurant ou à un taxi, ils doivent se taire sous peine de représailles. Des personnalités qui portent haut le souci de la morale publique se taisent quand il s'agit de dénoncer les massacres du 7-Octobre. Quant à Rima Hassan, qui semble se considérer plus comme une leader palestinienne que comme une députée européenne, elle crache sa haine d'Israël partout où elle peut. Et ne trouvait pourtant rien à redire des massacres de Bachar al-Assad. Le « double standard » n'est le monopole de personne !

Pour conclure cette séquence, ce mouvement historique où la guerre s'est ajoutée à la guerre sans presque jamais s'arrêter, j'aimerais citer ici *in extenso* ce poème de Victor Hugo, écrit en 1829, publié dans le recueil *Les Orientales* :

> Les Turcs ont passé là. Tout est ruine et deuil.
> Chio, l'île des vins, n'est plus qu'un sombre écueil,

Chio, qu'ombrageaient les charmilles,
Chio, qui dans les flots reflétait ses grands bois,
Ses coteaux, ses palais, et le soir quelquefois
Un chœur dansant de jeunes filles.

Tout est désert. Mais non ; seul près des murs noircis,
Un enfant aux yeux bleus, un enfant grec, assis,
Courbait sa tête humiliée ;
Il avait pour asile, il avait pour appui
Une blanche aubépine, une fleur, comme lui
Dans le grand ravage oubliée.

Ah ! pauvre enfant, pieds nus sur les rocs anguleux !
Hélas ! pour essuyer les pleurs de tes yeux bleus
Comme le ciel et comme l'onde,
Pour que dans leur azur, de larmes orageux,
Passe le vif éclair de la joie et des jeux,
Pour relever ta tête blonde,

Que veux-tu ? Bel enfant, que te faut-il donner
Pour rattacher gaîment et gaîment ramener
En boucles sur ta blanche épaule
Ces cheveux, qui du fer n'ont pas subi l'affront,
Et qui pleurent épars autour de ton beau front,
Comme les feuilles sur le saule ?

Qui pourrait dissiper tes chagrins nébuleux ?
Est-ce d'avoir ce lys, bleu comme tes yeux bleus,
Qui d'Iran borde le puits sombre ?
Ou le fruit du tuba, de cet arbre si grand,
Qu'un cheval au galop met, toujours en courant,
Cent ans à sortir de son ombre ?

Veux-tu, pour me sourire, un bel oiseau des bois,
Qui chante avec un chant plus doux que le hautbois,
Plus éclatant que les cymbales ?
Que veux-tu ? fleur, beau fruit, ou l'oiseau merveilleux ?
— Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus,
Je veux de la poudre et des balles.

J'ai enseigné pendant deux années au Caire, au collège jésuite. Ce poème était au programme. Mes élèves l'apprenaient par cœur et me demandaient si, déjà du temps de Victor Hugo, le Moyen-Orient était à feu et à sang. Ils ne comprenaient pas pourquoi on n'avait pas tiré les leçons du passé. Il dit tout, je crois, des affres de cette région du monde. La guerre n'est pas une solution.

La guerre mène à la guerre, pas à la paix

Juste avant de quitter son poste de secrétaire d'État américain, Antony Blinken reconnaissait que « le Hamas a recruté presque autant de militants qu'il n'en a perdu ». Et d'ajouter que c'est « la recette d'une insurrection durable et d'une guerre perpétuelle. […] Chaque fois qu'Israël termine ses opérations militaires et fait reculer le Hamas, les militants se regroupent et réapparaissent parce qu'il n'y a rien d'autre pour combler le vide ». Comment mieux illustrer l'impasse de la stratégie de « la guerre pour avoir la paix » que cet aveu du diplomate américain qui a soutenu autant qu'il le pouvait l'offensive israélienne contre Gaza ?

Comment aussi ne pas voir que cette stratégie réjouit les dictateurs de la planète, à commencer par Vladimir Poutine, qui a condamné tardivement l'attaque du Hamas ? Le conflit a été pour lui une bénédiction : il a freiné l'aide militaire américaine à Kiev et accru la tension sur les marchés pétroliers. Accessoirement, il a apporté de l'eau au moulin de la thèse du Kremlin sur la fracture entre « l'Occident global » et le reste du monde. C'est une autre conséquence majeure de cette guerre à outrance : la mise en accusation de l'Occident. Le Sud global n'existe pas en effet… sauf quand il s'agit de dénoncer l'Occident. Dans ce cas, Russie, Chine, Brésil, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan sont alignés avec les pays africains et arabes. Mis à part l'Inde de Modi, qui soutient Israël par sa détestation des musulmans et dans une vision ethnique de la nation, tous ont condamné l'État hébreu, quelques jours après le début des représailles et avec d'autant plus de cœur que tous les pays occidentaux soutenaient Israël « sans conditions ». Quand les dirigeants occidentaux disaient qu'Israël avait le droit de se défendre, ils auraient

aimé qu'ils ajoutent que les Palestiniens aussi. Mais surtout, la réponse israélienne à Gaza a anéanti la crédibilité du discours européen face à l'agression de l'Ukraine par la Russie. Alors que les dirigeants européens expliquaient leur opposition à la tentative d'annexion russe par des raisons morales et juridiques, Israël bombardait des écoles et des hôpitaux exactement comme la Russie… et avec les mêmes arguments : « C'est la faute des terroristes qui s'y cachent. » Bien sûr, la Russie n'a pas été agressée par l'Ukraine, c'est le contraire qui s'est passé. Mais la puissance des images est telle et le déséquilibre des forces entre l'armée israélienne et les civils de Gaza si criant que Tsahal a probablement perdu la guerre médiatique et du récit : si derrière chaque civil se cache un terroriste, que faut-il faire ? C'est la question morale à laquelle Israël ne sait pas répondre. C'est celle-là qui affaiblit sa position pour une part importante de l'opinion internationale.

Vus du Sud global, deux autres arguments s'imposent : le non-respect du droit international par la Russie rappelle l'occupation israélienne illégale de la Cisjordanie depuis 1967 et le blocus de Gaza, lui aussi contraire au droit international. Quant à la conduite de la guerre par les Israéliens, rares sont ceux hors d'Israël qui pensent qu'elle est conforme au droit international. Le discours de Tsahal sur « l'armée la plus morale du monde » sonne plus comme une antiphrase que comme une vérité face au nombre d'enfants tués et amputés, à l'organisation de la quasi-famine et aux assassinats ciblés de journalistes. C'est cet argument qui a conduit le procureur de la Cour pénale internationale à inculper Benyamin Netanyahou et Yoav Gallant. Ce n'est pas le droit d'Israël à se défendre qui est mis en cause mais la manière dont il l'a exercé. La stratégie exclusivement belliqueuse affaiblit donc la position de l'Occident sur la scène internationale et celle d'Israël dans le concert des nations.

Enfin, la guerre du 7-Octobre a des conséquences massives hors de Gaza, d'Israël et du Proche-Orient. Elle agite les consciences étudiantes. Mais surtout, elle est devenue un objet politique et produit des effets majeurs sur la vie en société, notamment si on se limite à la France, pour deux groupes sociaux : les Juifs de France et les Franco-Maghrébins auxquels on peut ajouter l'ensemble des musulmans. Le second groupe a eu le sentiment de ne pouvoir exprimer son empathie pour les Palestiniens, tellement le débat était polarisé face à

l'obligation de se situer du côté en faveur de la défense d'Israël de façon absolue, la moindre critique de la stratégie de riposte étant interprétée comme un signe probable d'antisémitisme. Le meilleur exemple de ce sentiment a été donné par un humoriste de grand talent, Malik Bentalha, dans son sketch *L'Heure de trop*[39], qui pastiche l'émission de Pascal Praud, *L'Heure des pros*. Dans ce sketch, un intellectuel musulman fait face à trois archétypes de l'extrême droite, ne peut pas parler et doit finalement s'incliner devant un imam qui reprend le discours de l'extrême droite, inspiré par l'imam Chalghoumi, auteur d'un livre qu'il présente à l'antenne : *Les Musulmans : Stop !* Pour une partie de la population franco-maghrébine, le débat politique post-7-Octobre a envoyé un message clair : « Taisez-vous ou partez. » Quelques mois plus tard, le Rassemblement national gagnait haut la main les élections européennes et était sur le point de s'imposer à l'Assemblée nationale.

La seconde population évidemment concernée au premier chef, c'est la communauté juive, qui s'est sentie lâchée, incomprise et menacée. Lâchée parce que dès la deuxième semaine d'octobre, les actes antisémites ont brutalement augmenté. Les condamnations sont venues de partout, sauf de l'extrême gauche, prétendument antiraciste[40]. La première manifestation de soutien à Israël au Trocadéro a surtout réuni des figures de la communauté juive. Ensuite est venu le sentiment d'incompréhension. Parce que les liens entre les Juifs de la diaspora sont évidemment structurants, parce qu'un très grand nombre de familles juives françaises ont des parents en Israël (ce qui n'est pas le cas des Américains par exemple), parce qu'il est compliqué aussi de se désolidariser de la réaction d'Israël alors que l'État juif est attaqué, il y a eu peu de critiques sur la stratégie de « représailles disproportionnées » au sein de la communauté juive. Et beaucoup à l'extérieur. Ce qui a créé un hiatus entre les uns et les autres. Enfin, la conscience qu'une menace pesait sur la vie des Juifs de France s'est répandue à la suite de la multiplication des agressions antisémites, dans un contexte où, comme le formule Bernard-Henri Lévy, « la France des droits de l'homme et de Voltaire redevenait un pays où l'on pouvait mourir d'être juif[41] ». L'antisémitisme s'est mué en antisionisme alors que la distinction entre les deux devient de moins en moins possible. Beaucoup de Juifs ont le sentiment, comme le dit Ron D. Feldman dans son introduction des *Écrits juifs* d'Hannah

Arendt, « qu'en devenant souverain, le peuple juif n'a pas cessé d'être un paria – il a créé un État paria[42] ».

Il en résulte une angoisse massive : où aller si on n'est en sécurité ni en France ni en Israël ? Pour la France, c'est une question existentielle. Pour notre pays comme pour l'Allemagne, la sécurité des Juifs fait partie de l'identité politique nationale. Parce que la France n'a pas su protéger les Juifs pendant l'Occupation, elle se doit d'être irréprochable. Or, ce pacte a été symboliquement rompu après le 7-Octobre, notamment par La France insoumise et Jean-Luc Mélenchon qui n'ont pas voulu qualifier de « terroriste » l'attaque du Hamas.

Cela est d'autant plus tragique que la promesse de refuge israélien était brisée au même moment par l'attaque la plus meurtrière jamais connue par Israël. Non seulement Israël n'était plus un refuge, mais Israël – sa politique – devenait d'une certaine manière un danger pour la diaspora puisque l'action de l'armée israélienne était le prétexte pris par les antisémites pour justifier directement ou indirectement leur haine et leurs actes. Comme le dit étrangement Bernard-Henri Lévy, « le 7-Octobre marque l'alignement, pour le pire, d'Israël sur la diaspora. Pas un lieu en ce monde où les Juifs soient saufs, voilà le message. Pas une terre, sur cette planète, qui soit un abri pour les Juifs, voilà ce qu'énonce l'événement[43] ».

Résumons : les Franco-Maghrébins ont eu le sentiment d'être placés à la périphérie de la communauté nationale après le 7-Octobre. Les Juifs de France aussi. Et un certain nombre de membres de ces deux groupes sociaux ont considéré que le théâtre militaire gazaoui était une prolongation de la situation sociale française. Les Palestiniens seraient une métaphore des Arabes de France maltraités par les dirigeants du pays. Tandis que les Juifs de France, victimes d'attaques qui se multiplient depuis 2012 et d'une atmosphère antisémite aggravée depuis le 7-Octobre, s'identifient aux Israéliens. Et, comme en Israël, les regards des deux communautés ne se croisent pas : les Franco-Maghrébins ne voient pas l'angoisse des Juifs de France, les Juifs de France ne comprennent pas le sentiment de relégation des Franco-Maghrébins.

Fort heureusement, à ce stade, les groupes djihadistes internationaux ne se sont pas emparé du sujet. Le Hamas n'a jamais commis d'attentats hors d'Israël, contrairement aux groupes palestiniens « laïcs » (OLP, FPLP, FDLP) des années 1970 et 1980. Il y

a eu des attentats depuis le 7 octobre 2023 en France, mais ils ont été commis au nom du djihad global plutôt qu'en celui des Palestiniens. L'idée d'un conflit en France entre les Juifs et les Arabes marginalisés est pour l'instant un fantasme. Pour autant, il est inquiétant de constater que, contre l'antisémitisme, on s'en tient aux proclamations et aux condamnations. Très rares sont les travaux sérieux destinés à comprendre le phénomène et surtout à le combattre. Jusqu'à présent, toutes les actions menées visent à convaincre les convaincus. Pas à parler aux antisémites. C'est pourtant eux qu'il faut désarmer idéologiquement. La stratégie qui consistait à rappeler le souvenir de la Shoah pour combattre l'antisémitisme d'extrême droite ne fonctionne pas avec le « nouvel antisémitisme » venu de l'extrême gauche et des enfants de l'immigration maghrébine et africaine. Pourquoi ? Parce qu'ils ne se sentent pas concernés. C'est malheureux mais c'est ainsi. Il faut donc trouver d'autres éléments et probablement ne pas utiliser seulement le canal des institutions, qui ne fonctionne pas. Pour les convaincre, il faut des arguments qui viennent de leurs pairs.

Résumons : la droite et la gauche israélienne n'ont pas répondu à la « question arabe », pourtant « la seule question politique et morale de la politique israélienne », pour reprendre les mots d'Hannah Arendt. Cette question est simple : que veut faire Israël des Palestiniens ? Veut-elle les expulser ? Les intégrer ? Veut-elle restituer les territoires occupés comme le lui demande l'ONU ? Rabin avait esquissé une réponse. Aujourd'hui, la guerre semble être la seule issue proposée par les gouvernements israéliens depuis longtemps. À Gaza, mais aussi dans les territoires occupés. Mais les Palestiniens ne partiront pas : parce qu'ils ne le veulent pas, et – c'est au moins aussi important – parce que les pays arabes environnants ne veulent pas d'eux. Quant aux perspectives de paix et de création d'un État palestinien viable – idées qui n'ont plus que peu de supporters en Israël[44] –, elles sont en juillet 2025 à peu près nulles. La « question arabe et palestinienne » n'est donc pas réglée pour Israël.

Côté palestinien, c'est le déni qui a dominé. Le système tribal des grandes familles palestiniennes, le rapprochement avec les nazis, la certitude d'avoir le droit pour soi, le panarabisme triomphant puis le nationalisme de l'OLP, enfin l'islamisme du Hamas, toutes les idéologies dominantes dans le monde arabe se sont emparées de la

question palestinienne avec un point commun : le déni de la situation, le refus de l'existence d'Israël, l'incompréhension du malheur juif et du remords occidental. Seul Yasser Arafat a reconnu Israël, mais la négociation a tourné court après la mort de Yitzhak Rabin. Les religieux des deux camps sont montés en puissance, le conflit s'est théologisé, il est devenu de plus en plus identitaire avant d'arriver au 7 octobre 2023. Et à la haine qui domine. La guerre mène à la guerre, la guerre mène à la haine.

« Que peut-on faire d'autre ? » disent les esprits qui ne se résignent pas. Regarder l'histoire, tout simplement. En 1973, l'Égypte et Israël s'étaient fait la guerre. Quatre ans après, Anouar el-Sadate était à la Knesset, porteur d'un message de paix. Quand la guerre devient insupportable pour les populations civiles des deux camps (suivant en l'occurrence des modalités différentes), il y a toujours un chemin vers la paix.

Puisque la guerre n'est pas une solution, comment Israéliens et Palestiniens pourraient-ils faire la paix ? Commençons par étudier des cas de résolution de conflits. Car d'autres pays, d'autres religions, d'autres ethnies, d'autres groupes sociaux se sont fait la guerre. Et ils ont réussi à en sortir.

1. Voir *Le Monde*, « Israël : Ne “jamais rendre le Golan”, mais… », 18 juin 1992.

2. Vladimir Jabotinsky, *Le Mur de fer. Les Arabes et nous*, La Bibliothèque sioniste, 2022.

3. David Ben Gourion, lettre à son fils.

4. Nahum Goldmann, *Le Paradoxe juif. Conversations en français avec Léon Abramowicz*, Stock, 1976

5. Sous-entendu, c’est le reste du monde arabe.

6. David Ben Gourion, Lettre à son fils, 5 octobre 1937 (voir https://www.jewishvoiceforpeace.org/2013/04/06/the-ben-gurion-letter/)

7. Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue. Et pourquoi Israël n’a pas gagné*, Seuil, 2024.

8. Hannah Arendt, *Écrits juifs*, Fayard, 2011.

9. *Ibid.*

10. Tom Segev, *A State at Any Cost: The Life of David Ben-Gourion*, Farrar, Straus and Giroux, 2019.

11. Abraham Rabinovitch, *The 1967 Arab-Israeli War : Origins and Consequences*, Cambridge University Press, 2012

12. Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue*, *op. cit.*

13. *Ibid.*

14. « Charte du Mouvement de la résistance islamique – Palestine » (traduction de Jean-François Legrain), à lire sur https://iremam-base.cnrs.fr/voix/voix15.htm.

15. Livre d’Ézéchiel, 39:23.

16. Ronald Lauder, « Israel : This Is Not Who We Are », *The New York Times*, 13 août 2018.

17. Entretien donné à la chaîne Aroutz 2, le 7 février 2009.

18. Sur la même chaîne Aroutz 2, le 30 avril 2012.

19. Extrait d’un article paru dans *Haaretz* en 1998 (republié le jour du décès de Bension Netanyahou, le 30 avril 2012).

20. Jean-Pierre Filiu, *Pourquoi la Palestine a perdu*, *op. cit.*

21. Leila Seurat, « Le Hamas revendique désormais le leadership du mouvement palestinien », *Le Monde diplomatique*, janvier 2024.

22. *Ibid.*

23. Tal Schneider, « For years, Netanyahou propped up Hamas. Now it’s blown up in our faces », *The Times of Israel*, 8 octobre 2023.

24. Voir Christophe Ayad, *Géopolitique du Hezbollah*, PUF, 2024.

25. Nicolas Barré, « Le Hezbollah est un État dans le non-État libanais », *Les Échos*, 16 octobre 2023.

26. Dan Arbib et Perrine Simon-Nahum, « Le 20 février, le Hamas a franchi un pas supplémentaire dans l’abjection », *FigaroVox*, 21 février 2025.

27. Bernard-Henri Lévy, *Solitude d’Israël*, Grasset, 2024.

28. Bernard-Henri Lévy, *Solitude d’Israël*, *op. cit.*

29. Voir Samy Cohen, « Tsahal ou la stratégie de la “riposte disproportionnée” », *Les Cahiers de l’Orient*, « Existe-t-il encore un espoir au Proche-Orient », 2009/4.

30. « JPPI Israeli Society Index, February 2025 : The War in Gaza, Social Cohesion, and The Judiciary », The Jewish People Policy Institute, 23 février 2025.

31. De *chora* qui signifie « terre, territoire » en grec ancien.

32. Jean-Pierre Filiu, « Moshe Dayan, Yitzhak Rabin et l'avenir d'Israël », *Le Monde*, 5 novembre 2023. Voir aussi Jean-Pierre Filiu, *Histoire de Gaza*, Fayard, 2012.

33. Nir HassonYaniv KubovichBar Peleg, « "It's a Killing Field" : IDF Soldiers Ordered to Shoot Deliberately at Unarmed Gazans Waiting for Humanitarian Aid », *Haaretz*, 27 juin 2025.

34. Laure Stephan, « Guerre à Gaza : alors que des bébés meurent de faim dans l'enclave côtière, Israël continue de restreindre l'entrée du lait infantile », *Le Monde*, 1er juillet 2025.

35. En ouverture de la séance de l'Académie des sciences morales et politiques, il déclara à l'été 1914 accomplir un « simple devoir scientifique en signalant dans la brutalité et le cynisme de l'Allemagne, dans son mépris de toute justice et de toute vérité, une régression à l'état sauvage ».

36. 4 % seulement des Juifs israéliens pensent que la guerre « est allée trop loin » (Laura Silver et Maria Smerkovich, « Israeli Views of the Israel-Hamas War », Pew Research Center, 30 mai 2024.)

37. Albert Camus, *Le Premier Homme*, Gallimard, 1994.

38. Olivier Roy, « La mobilisation des jeunes pour Gaza n'est pas révolutionnaire, elle est morale », *Le Monde*, 5 juin 2025.

39. « Malik Bentalha – L'heure de trop sur TNEWS », disponible sur YouTube.

40. Voir la tribune collective parue dans *Le Monde* le 1er mars 2025 (« Nous, Français juifs, n'avons rencontré que le silence, le déni ou l'indifférence de la gauche extrême face à l'antisémitisme »).

41. Bernard-Henri Lévy, *Solitude d'Israël*, *op. cit.*

42. Ron H. Feldman, *Le Juif comme paria : le cas de Hannah Arendt (1906-1975)* dans Hannah Arendt, *Écrits juifs*, *op. cit.*

43. Bernard-Henri Lévy, *Solitude d'Israël*, *op. cit.*

44. 26 % des Israéliens pensent qu'il est possible de trouver un moyen pour Israël et un État palestinien indépendant de coexister pacifiquement. Ce chiffre est en baisse par rapport aux 35 % qui ont déclaré la même chose en 2023, avant la guerre, et environ la moitié de ceux qui ont adopté cette position lorsque la question a été posée pour la première fois en 2013 (Laura Silver et Maria Smerkovich, « Israeli Views of the Israel-Hamas War », art. cit.).

2

Dix cas de résolution de conflits

La théorie des jeux, développée en économie et en mathématiques appliquées, représente les conflits comme des interactions stratégiques entre acteurs rationnels. Dans un conflit, chaque partie cherche à maximiser ses gains tout en minimisant ses pertes. Considérons deux pays (ou simplement deux parties au sein d'un même pays) rivaux. Chacun peut choisir de maintenir ou non une armée. Si tous deux ont une armée (de force à peu près équivalente), la guerre est moins « tentante », car très coûteuse ; c'était la situation de la guerre froide. Les dépenses militaires et la course aux armements sont alors une perte nette pour les deux pays. Si un seul a une armée, il peut évidemment conquérir l'autre sans coup férir, ce qui est pire. Enfin, si aucun n'a d'armée (ou si elles sont réduites à une taille minimale), la paix règne et les pays n'ont pas de dépenses militaires. La situation de coopération permettant à chacun de ne pas avoir d'armée est évidemment préférable à la situation où les deux pays en entretiennent une, mais elle est instable : chacun des deux pays est fortement incité à se doter unilatéralement d'une armée pour dominer l'autre. Tous les cas de figure sont possibles mais les modèles de résolution de conflit présentent un grand intérêt : ils permettent de comprendre pourquoi certains conflits restent bloqués et comment des mécanismes de confiance et de garanties peuvent favoriser une résolution négociée.

Les conflits présentés comme insolubles ne manquent pas dans l'histoire récente. Certains d'ailleurs ne sont toujours pas résolus : la partition de Chypre ou les guerres soudanaises par exemple. Certaines situations qui en revanche semblaient désespérées ont fini par trouver

un règlement, la Bosnie ou l'Irlande du Nord. Des situations de fait – l'apartheid en Afrique du Sud – ont fini par disparaître, balayées par le vent de l'Histoire et la prescience de dirigeants conscients que la réconciliation était non seulement nécessaire mais indispensable. Que nous disent ces conflits, que nous dit la théorie des jeux de la situation israélo-palestinienne, qui n'est après tout qu'un conflit parmi les milliers qui ont jalonné l'Histoire ?

Commençons par deux situations fondamentales dans la situation actuelle, au regard des discours de Benyamin Netanyahou : l'éradication d'un mouvement terroriste au Pérou et le protectorat américain de fait sur l'Afghanistan. Pourquoi ces deux cas ? Parce que la guerre de Gaza a pour objectif, côté israélien, « l'éradication du Hamas », et parce que l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est s'apparente à un protectorat de fait. La guerre peut-elle être une solution à la guerre ?

Éradiquer un mouvement terroriste ? Le cas du Sentier lumineux au Pérou

Les dirigeants israéliens affirment, depuis le 7 octobre 2023, à qui veut l'entendre que leur objectif est d'« éradiquer » le Hamas. L'histoire récente du Pérou nous offre un exemple d'élimination d'un mouvement nationalisto-terroriste auquel pourrait s'apparenter le mouvement islamiste palestinien.

Le Sentier lumineux (Sendero luminoso) est un mouvement maoïste fondé en 1970 sous la direction d'Abimael Guzmán. L'organisation refusait les inégalités foncières et les discriminations dont étaient victimes les indigènes. Cette faction dissidente du Parti communiste péruvien rejetait toute implication dans les institutions politiques traditionnelles et prônait une révolution violente visant à instaurer une dictature du prolétariat. Composé de quelques centaines de membres, le Sentier lumineux a déclenché à partir de 1980 une guerre contre l'État péruvien. Le groupe utilisait des méthodes particulièrement brutales : massacre des populations civiles soupçonnées de ne pas soutenir la révolution, assassinats des

opposants politiques, lapidations ou encore sabotages. Au sommet de sa puissance, le Sentier lumineux comptait environ trois mille combattants actifs et contrôlait de vastes zones du pays. Toute ressemblance avec le Hamas n'est donc pas fortuite.

Pour le gouvernement péruvien, les défis étaient multiples. Il s'agissait non seulement de restaurer l'ordre public, mais aussi de contrer l'influence idéologique d'un mouvement extrémiste et de gagner pour cela le soutien des populations locales, particulièrement dans les régions rurales. D'abord inefficace car mal préparée aux tactiques de guérillas – ce qui donna lieu à de nombreux abus (exécutions extrajudiciaires et disparitions forcées) qui ont souvent frappé des populations paysannes innocentes –, l'armée est progressivement parvenue à améliorer ses modalités d'action. Elle a adopté des mesures de contrôle strictes dans les zones sous l'influence du Sentier lumineux et a initié les premières opérations de renseignement militaire. À son arrivée au pouvoir en 1990, le président Alberto Fujimori lança une campagne militaire agressive, combinant la répression et des opérations de contre-insurrection très violente. Le gouvernement péruvien arma des milices rurales pour défendre les communautés contre les guérilleros.

En 1992, la capture du leader du Sentier lumineux, Abimael Guzmán, et l'ouverture de négociations de paix furent un tournant : le mouvement ne cessa ensuite de décliner. Certains combattants, notamment dans la vallée des rivières Apurimac, Ene et Mantaro (Vraem), se constituèrent en Parti communiste militarisé du Pérou (MPCP), refusant les actions violentes : ils étaient passées à l'action civile et politique. Aujourd'hui, de petites factions résiduelles du Sentier lumineux (quelques centaines de membres au total) demeurent encore actives, principalement dans cette région du Vraem, zone stratégique pour la culture de la coca et du trafic de drogue, considérées par le gouvernement comme des sous-groupes du narcotrafic. Le gouvernement multiplie les opérations militaires et policières en vue de les neutraliser, tout en cherchant à réduire la culture de la coca par des programmes de substitution agricole et de développement alternatif.

Entre 1980 et 2000, le conflit entre le Sentier lumineux et l'État péruvien a fait plus de 70 000 morts et 22 295 disparus, dont une grande majorité de civils. Les infrastructures de nombreuses régions

rurales ont été détruites ou gravement endommagées. De vastes zones agricoles ont été dévastées, et le climat de terreur a freiné les investissements étrangers et le développement rural. La militarisation de nombreuses régions a laissé des séquelles, en particulier dans les Andes et l'Amazonie.

Quels enseignements tirer de la lutte entreprise par l'État péruvien contre le Sentier lumineux dans le cas du conflit israélo-palestinien ? Le Sentier lumineux a été partiellement vaincu par une combinaison d'approches militaire et sociale sans qu'un véritable dialogue ait jamais pu s'engager. Actions militaires d'abord, à travers d'intenses offensives, la capture des cadres de guérilla et l'implication des milices d'autodéfense locales. Sociales ensuite, grâce aux mesures de démobilisation volontaire comme la loi de repentance offrant des réductions de peine aux guérilleros repentis. La commission de vérité et de réconciliation a également joué un rôle important en enquêtant sur les violations des droits humains commises des deux côtés, afin de reconnaître les responsabilités et d'apaiser les tensions. Surtout, le gouvernement s'est efforcé de maintenir une forte présence dans les zones rurales pour conserver le soutien populaire, tout en investissant dans le développement des infrastructures et l'amélioration des conditions de vie, affaiblissant l'influence des insurgés.

On ne peut cependant pas tout à fait transposer le cas péruvien aux Palestiniens ni à la lutte contre le Hamas. D'une part, le conflit proche-oriental va bien au-delà du seul partage des ressources économiques ; il a pour objet la préservation de l'identité palestinienne, le contrôle d'un territoire et le fait de pouvoir vivre souverainement chez soi. Une autre différence tient au fait que les Palestiniens de Gaza sont enfermés dans le territoire palestinien, sans possibilité d'en sortir. C'est l'une des raisons de la stratégie des tunnels, le sous-sol étant le seul moyen d'étendre son territoire et de fabriquer des caches. Enfin – et c'est le plus important –, c'est le statut politique même des Palestiniens de Gaza, leur liberté et leur indépendance qui sont en question. Le Hamas s'est imposé en islamisant le conflit et a interdit toute concession à Israël, avant d'adopter les méthodes de Daech. Enfin, Yahya Sinwar n'est pas Abimael Guzmán : après la mort de Sinwar, le Hamas continue d'exister comme l'OLP perdure sans Arafat. Dans un cas un homme entraîne un ensemble de groupuscules dans la voie de la violence ;

dans l'autre, nous sommes en présence d'un peuple tout entier confronté à la question de son avenir.

Quelles leçons retenir alors du cas péruvien pour le conflit israélo-palestinien ? Le fait qu'un État fort a la capacité d'annihiler une guérilla régionale fortement idéologisée et puissamment incarnée. Mais aussi *a contrario* que cela ne suffit pas pour éteindre un conflit long d'un siècle qui déchire les populations et se transmet de génération en génération : le Sentier lumineux a été vaincu parce que l'État a aussi su écouter les revendications des populations. Israël est-il prêt à répondre à la demande d'État et de territoire des Palestiniens ?

Les protectorats ne durent jamais longtemps : le cas de l'Afghanistan

Un autre conflit récent porte avec lui des enseignements. Il s'agit de la guerre d'Afghanistan. En 1979, l'invasion soviétique a marqué le début d'une guerre prolongée, opposant les forces soviétiques et le régime communiste afghan soutenu par Moscou aux diverses factions de moudjahidines, unies dans une commune opposition à l'occupation soviétique. Ces groupes ont été soutenus par les États-Unis, trop heureux de trouver un théâtre d'opérations susceptible d'affaiblir l'Armée rouge. Après le retrait soviétique en 1989 et la chute du gouvernement pro-soviétique trois ans plus tard, une guerre civile a éclaté, opposant cette fois les différentes factions moudjahidines entre elles. Ce climat de violence et d'instabilité, accentué par des rivalités ethniques et la destruction des infrastructures du pays, a facilité la montée des talibans, groupe fondé par des étudiants en théologie islamique, souvent des réfugiés ayant grandi dans les camps, après avoir fui les combats en Afghanistan. Contrairement aux moudjahidines, divisés et souvent corrompus, les talibans se présentaient comme une force puritaine. Ils promettaient de mettre fin à la guerre civile, de désarmer les factions et de rétablir la loi islamique pour restaurer l'ordre : les tribunaux islamiques talibans ont eu un rôle majeur dans leur conquête du pouvoir car ils étaient perçus comme intègres : « En insistant sur le respect des procédures, l'impartialité des juges et l'application des verdicts, ce système s'est

imposé comme une des rares sources de prévisibilité dans le quotidien des Afghans[1]. » En 1996, ils instaurèrent un régime fondamentaliste islamiste qui dura jusqu'à l'invasion américaine de 2001, consécutive à l'attaque du 11-Septembre. Les talibans se replièrent alors dans des régions rurales ou trouvèrent refuge au Pakistan.

Une période de vingt ans s'est alors ouverte au cours de laquelle les États-Unis ont exercé un protectorat de fait sur l'Afghanistan. Washington a supervisé la mise en place d'un nouveau gouvernement, a déployé ses forces militaires et celles de l'OTAN afin de sécuriser le pays et a massivement investi dans la reconstruction des institutions et de l'armée afghane ainsi que dans les politiques publiques du pays, la santé et l'éducation notamment. Mais l'insurrection talibane a rapidement repris. En réponse, les États-Unis ont accru leur présence militaire dans les zones les plus instables, cherché à consolider les forces de sécurité afghanes et à gagner le soutien des populations locales par des initiatives de reconstruction. À partir de 2014, la guerre s'est enlisée, les talibans regagnant du terrain dans de nombreuses provinces.

En 2020, l'accord de Doha (Qatar) signé entre les États-Unis de Donald Trump et les talibans a eu pour objectif de mettre fin au conflit. Il prévoyait un retrait progressif des troupes américaines en échange de garanties des talibans, leur engagement notamment à ne plus offrir refuge à des groupes terroristes comme Al-Qaïda, ainsi que leur participation à des pourparlers de paix avec le gouvernement afghan. L'accord n'a pas tenu ses promesses. En août 2021, après près de deux décennies de présence, les forces américaines ont finalisé leur retrait d'Afghanistan, conformément à l'accord de Doha. Ce qui n'était pas prévu, c'est que le gouvernement officiel tombe si peu de temps après leur départ. Le retour des talibans au pouvoir laisse aujourd'hui l'Afghanistan aux mains de dirigeants islamistes ultra-réactionnaires dont l'une des premières décisions a été d'interdire l'école aux filles et d'empêcher aujourd'hui les femmes de communiquer entre elles. Les talibans leur ont déclaré la guerre ! Vingt ans de protectorat américain et plusieurs centaines de milliards de dollars pour en arriver là…

Ce conflit revêtait plusieurs facettes. Sur le plan idéologique, il opposait l'islamisme radical des talibans à l'idéal de démocratie libérale soutenu par l'Occident. Sur le plan politique, plusieurs ethnies se trouvaient en lutte les unes contre les autres pour l'exercice du

pouvoir. Sur le plan territorial, il concernait la domination des zones stratégiques, les talibans concentrant leurs efforts sur la reconquête des régions rurales et des grandes villes. Enfin, le conflit était asymétrique dans la mesure où les talibans menaient une guérilla contre une coalition internationale dotée d'une force militaire conventionnelle très puissante. Autant de thématiques que l'on retrouve dans le cas israélo-palestinien. Comme les talibans, le Hamas cherche à imposer un fondamentalisme islamique aux populations locales. Comme eux, il aspire à reconquérir la Palestine mandataire (ou au moins celle des frontières de 1967) en recourant aux moyens terroristes inspirés de Daech.

La guerre d'Afghanistan est riche d'enseignements au sens où elle met également en évidence les erreurs qui sont venues compromettre les perspectives de paix. La première a consisté à écarter les talibans des premières discussions politiques au prétexte qu'on ne discute pas avec des terroristes ou avec ceux qui en ont abrité (Al-Qaïda et Ben Laden). Cette exclusion a contribué à leur radicalisation et permis leur retour en force. Ils n'y ont été associés que plus tard lorsque les États-Unis ont engagé des négociations avec les talibans (ainsi que les consultations avec le gouvernement de la république islamique d'Afghanistan) pour trouver une issue diplomatique et préparer le retrait des troupes américaines. L'arrivée de Donald Trump au pouvoir a marqué la fin du *statu quo* : son administration a levé toute condition préalable aux négociations avec les talibans, faisant de la fin du conflit une priorité face à une guerre coûteuse et impopulaire. Les Américains ont ainsi abandonné le principe d'un processus de paix plus structuré, sans même consulter leurs alliés pour entamer des discussions avec les talibans à l'insu du gouvernement afghan.

Le cas afghan soulève donc la difficile question de la négociation avec une partie opposée qui recourt à des méthodes terroristes. Les Américains se sont montrés intraitables avant de s'y rallier, avec la médiation des Qatariens. C'est ce qu'ont tenté les Israéliens et le Hamas en novembre 2023, avec la médiation qatarienne et l'appui américain, pour dénouer la crise des otages capturés à Gaza le 7 octobre 2023 : après un cessez-le-feu de quatre jours, 105 otages avaient été libérés le 30 novembre 2023.

Deuxième enseignement majeur : la gestion de la transition. Elle n'avait pas été préparée en 2005 au moment où Israël s'est retiré de

Gaza, laissant la place au Hamas, pas plus qu'en 2021 lorsque les Américains se sont retirés, abandonnant le pouvoir aux talibans. Cette impréparation a entraîné la fin de l'encadrement militaire et politique occidental, précipitant la chute du pays. Mais le maintien du *statu quo* n'était pas non plus viable : pendant deux décennies, le conflit s'était enlisé, plaçant la population afghane dans une dépendance complète à l'égard de l'aide étrangère, à l'image de la population gazaouie aujourd'hui. Enfin, alors que l'engagement des populations locales et la légitimité des institutions sont essentiels au maintien de la paix, la population afghane n'a perçu aucune amélioration et a perdu confiance dans un gouvernement de plus en plus marginalisé. Cette situation n'est pas très éloignée du cas du Sahel, où la France a joué un rôle majeur entre 2013 et 2022, luttant contre les djihadistes et en promouvant le dialogue avec des personnalités politiques choisies par elle. Face à la poursuite du terrorisme et aux manipulations russes, face également au refus du protectorat de fait qui s'était installé, les populations ont rejeté la présence de la France et les putschistes en ont profité.

Un protectorat ne peut fonctionner que si les populations locales en tirent un bénéfice tangible, constant et indiscutable. Si ce n'est pas le cas, le protectorat – contraint ou souhaité – ne résiste pas à la poussée des groupes nationalistes. Et pas seulement parce que ces mouvements ont recours à des méthodes terroristes : une occupation doit être temporaire. Et se justifier par des raisons objectives. Quand c'est le fruit de la guerre et de la contrainte, le protectorat n'a pas d'avenir. Israël maintient une forme de protectorat, externe à Gaza, interne à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Il sait que ce n'est pas une situation qui conduit à la paix. L'exemple afghan, même si comparaison n'est pas raison, montre que ce cas de figure laisse toujours une place à des groupes nationalistes capables d'actions terroristes.

Réconciliation ou conciliation

Si la stratégie d'éradication d'un groupe terroriste pas plus que

l'imposition d'un protectorat de fait ne conduisent à la paix, comment imaginer une solution au conflit ? Chacun des cas présentés ci-après éclaire l'une des problématiques du conflit israélo-palestinien, qu'il s'agisse du partage du territoire, du désarmement des milices ou de la possible réintégration de rebelles. Ils gagnent à être étudiés, d'autant que tous ont abouti à une réconciliation. Trois cas, très différents, retiendront notre attention : l'Irlande du Nord, la fin de l'apartheid et la paix après les FARC.

Irlande du Nord – accord du Vendredi saint

Les « Troubles » qui ont mis l'Irlande du Nord à feu et à sang entre 1968 et 1998 plongent leurs racines dans des siècles de conflits religieux, politiques et sociaux. La conquête de l'Irlande par l'Angleterre au XIIe siècle a marqué le début de siècles de domination britannique. Celle-ci s'est intensifiée au XVIIe siècle avec le système des « plantations d'Ulster », programme de colonisation de peuplement mené par les Anglais et les Écossais dans le nord de l'Irlande, qui a conduit une population protestante britannique (principalement écossaise) à s'installer dans une région majoritairement catholique. La colonisation a été massive : entre 100 000 et 200 000 colons au XVIIe siècle. Au conflit religieux s'est ajoutée une lutte politique opposant les unionistes-loyalistes, principalement protestants, partisans du maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni, et les nationalistes-républicains, principalement catholiques, qui voulaient voir l'Irlande du Nord rejoindre la république d'Irlande[2]. Entre-temps, des discriminations sociales, économiques et politiques avaient été mises en place envers les catholiques[3]. Lorsqu'en 1800, l'Irlande a rejoint le Royaume-Uni, 90 % des terres étaient la propriété des colons protestants britanniques.

Les réformes agraires de la fin du XIXe siècle ont restitué une partie des propriétés des terres aux Irlandais. En 1914, ils en possédaient les deux tiers. Le mouvement nationaliste a changé alors de forme et la création du Sinn Féin en 1905 s'est fondée sur des revendications plus culturelles qu'économiques. À sa création, c'était un petit parti opposé à la violence. La cause de l'identité culturelle irlandaise progressait : le *Government of Ireland Act* accorda une forme d'autonomie à l'Irlande

au sein du Royaume-Uni en 1914. Le 24 avril 1916 eut lieu l'« insurrection de Pâques », au cours de laquelle sept cent cinquante militaires irlandais proclamèrent la République irlandaise à Dublin et s'emparèrent de plusieurs bâtiments stratégiques. La répression fut sanglante et le Sinn Féin accusé à tort d'avoir fomenté la révolte. Lourdement réprimé, il prit fait et cause pour l'établissement d'une République en Irlande, gagna les élections de 1919 mais refusa de siéger au Parlement britannique. Vingt-six de ses cent cinq députés se réunirent à Dublin pour proclamer l'indépendance irlandaise le 21 janvier 1919. Une série de conflits internes, un début de guerre civile intra-irlandaise, la militarisation de la révolte accompagnée de la constitution de l'Ireland Republican Army (IRA) s'ensuivirent. La population se rallia progressivement aux idées des insurgés, suite notamment à la violente répression au cours de laquelle la plupart des chefs de la rébellion furent exécutés. En 1920, l'Irlande fut divisée par le deuxième *Government of Ireland Act*, donnant naissance à l'Irlande du Nord (partie du Royaume-Uni) et à l'État libre d'Irlande, future république d'Irlande. Cette partition fut farouchement contestée par les nationalistes, dans la mesure où elle consacrait la mainmise britannique sur le nord de l'Irlande tout en maintenant une minorité catholique dans une Irlande du Nord à majorité protestante.

C'est donc bien une question d'identité qui se trouve ici au cœur du conflit. Les unionistes-loyalistes s'identifient aux Britanniques et aspirent à demeurer partie intégrante du Royaume-Uni, tandis que les nationalistes-républicains se pensent comme Irlandais et réclament l'unification du pays. Au milieu des années 1960 débuta ce qu'on appelle la période des « Troubles ». Inspirés par le mouvement américain des droits civiques, les catholiques d'Irlande du Nord ont commencé de revendiquer l'égalité des droits. Ces revendications ont été violemment réprimées par les autorités et les communautés loyalistes. Des groupes paramilitaires des deux camps se sont affrontés, l'IRA (Irish Republican Army) côté nationaliste, l'UVF (Ulster Volunteer Force) côté unioniste. D'escarmouches en meurtres de policiers, d'attentats comme celui du Bloody Sunday qui fit 14 morts civils le 30 janvier 1972 en arrestations arbitraires de milliers de personnes, de règlements de compte en périodes plus calmes (l'accord de Sunningdale en 1973), les années 1970-1980 ont été marquées par des déchaînements de violence. Le conflit s'est

ensuite progressivement apaisé jusqu'au cessez-le-feu décidé par l'IRA en 1994 et à l'accord de paix signé le 10 avril 1998, au moment de Pâques, d'où son nom d'« accord du Vendredi saint. »

On a ainsi assisté pendant des siècles, en plein cœur de l'Europe, au développement d'un conflit politique et religieux impliquant des colons et leurs descendants, un État très puissant face auquel se dressaient des opposants nationalistes et un phénomène d'accélération de la violence à la fin du XXe siècle. Quelques points communs, donc, avec le Proche-Orient. Alors, quels enseignements en tirer pour notre réflexion sur les conditions de la paix dans le cas israélo-palestinien ?

Citons quelques éléments clés, sans que l'on sache très bien les hiérarchiser. L'essentiel réside sans doute dans la volonté de paix de la partie irlandaise républicaine, laquelle avait appelé au cessez-le-feu en 1994 et fut rejointe par le nouveau Premier ministre britannique, Tony Blair, qui avait explicitement annoncé dans sa campagne électorale victorieuse son souhait de mettre un terme à la guerre civile irlandaise. Cette dynamique rappelle celle enclenchée par Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Autre élément central, le rôle joué par un médiateur, en l'occurrence George Mitchell, envoyé spécial des États-Unis, dont le travail fut suivi en personne par le président Bill Clinton. À la différence des discussions de Camp David, où les Américains avaient un biais pro-israélien, les analystes qui se sont penchés sur les accords du Vendredi saint s'accordent à reconnaître que les États-Unis n'ont jamais cherché à imposer à l'une des parties les solutions de l'autre et sont demeurés réellement neutres. Enfin, l'implication de l'ensemble des parties concernées, y compris celles qui avaient été dans un premier temps exclues ou marginalisées, a été une troisième condition majeure pour l'avancée des négociations. Les principaux partis nationalistes comme le Sinn Féin, associé à l'IRA, et les partis unionistes se sont retrouvés autour d'une même table, ce qui a été rendu possible par l'appel à la fin de la violence des parties concernées, à l'image de la position adoptée par l'OLP à la fin des années 1980.

La quatrième composante, qui fut l'une des plus controversées, a consisté dans la mise en place de mécanismes de désarmement graduel, essentiels pour réduire la violence, tout comme la libération progressive des prisonniers liés aux activités paramilitaires, indispensable au processus de paix. Une commission internationale

indépendante sur le désarmement (IICD) a vu le jour en 1997, avant même la signature de l'accord, pour superviser le processus de destruction des armes. Présidée par le général canadien à la retraite John de Chastelain, elle comprenait les membres de plusieurs pays neutres. Les unionistes exigeaient un désarmement complet et immédiat de l'IRA avant d'envisager un partage du pouvoir politique. De leur côté, les républicains redoutaient que le désarmement ne les mette à la merci des unionistes et ne les désavantage sur le plan politique, d'autant qu'il ne concernait ni les forces de sécurité britanniques ni les groupes loyalistes. Le processus de désarmement n'a donc pas été linéaire. Il a commencé par un blocage, l'IRA refusant de rendre ses armes en l'absence d'une assurance politique, alors que les unionistes excluaient toute avancée politique sans désarmement préalable. En 2001, l'IRA annonça pour la première fois son intention de remettre certaines de ses armes hors d'usage sans pour autant accepter leur complète destruction. Il a fallu attendre 2005 pour qu'elle déclare officiellement la fin de la campagne armée et accepte de coopérer pleinement avec la IICD. Des témoins indépendants, y compris des personnalités religieuses, se sont portés garants du fait que les armes avaient effectivement été détruites. Le désarmement des groupes loyalistes a pris davantage de temps et il fallut attendre 2009 pour que les principaux groupes paramilitaires loyalistes, dont l'UVF et l'UDA, renoncent à la lutte armée. Ce point – le désarmement – sera central dans le cadre du conflit israélo-palestinien, le jour où s'engageront les pourparlers de paix. Le cas irlandais est là pour témoigner qu'il est toujours possible de désarmer les milices, même si cela prend du temps.

Sur le plan symbolique, la reconnaissance officielle de la possibilité pour les résidents d'Irlande du Nord d'adopter l'identité nationale de son choix a permis à chacun de s'identifier comme britannique, irlandais, ou les deux. L'accord du Vendredi saint a appuyé ce dispositif en créant une Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord dans le but de veiller à l'égalité et à l'absence de discrimination. Dans le cas israélien et palestinien, c'est une procédure qui s'avérera nécessaire pour définir et protéger les droits des Arabes israéliens et ceux des colons de Cisjordanie.

L'accord du Vendredi saint a fonctionné car il a adopté un cadre flexible de « consensus et compromis », plutôt que d'imposer une

solution rigide. Les négociations se sont déroulées au sein de trois « structures » interconnectées : les arrangements internes d'Irlande du Nord (gouvernance partagée, droits et protections) ; les relations entre l'Irlande du Nord et la république d'Irlande, favorisant la coopération Nord-Sud ; les relations entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, renforçant les liens Est-Ouest. Mener une négociation globale est essentiel : à l'époque des accords d'Oslo, Israéliens et Palestiniens négociaient sur quatre fronts différents, étroitement reliés les uns aux autres : le partage du territoire, le cas de Jérusalem, le retour des Palestiniens expulsés et le cas des colons implantés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Mais aucun n'avançait !

Ce qui distingue la résolution du cas irlandais des accords d'Oslo repose sur le fait que c'est le partage du pouvoir et non du territoire qui a fait l'objet d'un règlement. D'où la nécessité de mettre en place des institutions communes nouvelles, comme l'Assemblée d'Irlande du Nord, qui a permis de partager le pouvoir entre unionistes et nationalistes. Ces institutions ont été cruciales pour assurer une gouvernance inclusive et stable. Au sein d'un gouvernement décentralisé, le poste de Premier ministre et celui de vice-Premier ministre ont été respectivement dévolus à des dirigeants unionistes et nationalistes. L'accord prévoyait en outre que l'Irlande du Nord demeurerait partie intégrante du Royaume-Uni tant qu'une majorité de la population le souhaiterait, tout en reconnaissant la possibilité d'un futur référendum sur la réunification de l'Irlande. En parallèle, la république d'Irlande a modifié sa Constitution pour mettre fin aux revendications territoriales concernant l'Irlande du Nord. Un système de coopération transfrontalière a également été mis en place, notamment grâce au North-South Ministerial Council et au British-Irish Council, destinés à encourager la coopération entre l'Irlande du Nord, la république d'Irlande et les autres régions du Royaume-Uni. Une réforme de la police, basée sur le rapport Patten, a remplacé la Royal Ulster Constabulary (RUC) par le Police Service of Northern Ireland (PSNI), afin de créer une force de police plus représentative et fondée sur un code éthique entièrement revu, intégrant la Convention européenne des droits de l'homme dans sa pratique. Enfin, des mécanismes destinés à régler les différents historiques ont été mis en place, tels que la Commission indépendante pour la réconciliation et la récupération de l'information (ICRIR), et l'Unité d'enquêtes

historiques (HIU). Ces structures ont permis aux différents protagonistes de reconnaître les torts du passé et fourni une base pour la réconciliation.

Que retenir de ce processus ? Que rien ne se fera en Palestine s'il n'y a pas une volonté politique forte des deux parties et des discussions qui incluent l'ensemble des acteurs, même ceux qui ont pris les armes. Rien ne se fera non plus sans la médiation des États-Unis, s'ils acceptent de jouer un vrai rôle de médiateur, ce qui signifie qu'ils renoncent à adopter le point de vue d'une des parties[4]. Ensuite, que tout est possible : la volonté trace le chemin. En Irlande du Nord, le désarmement des milices a été obtenu, la réintégration des dirigeants « terroristes » dans des structures partisanes civiles aussi. L'invention de nouvelles institutions a découlé du processus de paix qui n'a jamais été remis en cause depuis son lancement. Le niveau de violence et de haine entre les parties, la longueur du conflit, l'intrication des dimensions politiques, religieuses, ethniques, économiques étaient absolues. Et pourtant, ils ont réussi. Alors, pourquoi pas les Israéliens et les Palestiniens, si bien sûr la proposition de paix qui est mise sur la table est la bonne ?

Apartheid en Afrique du Sud (1948-1994)

L'Afrique du Sud constitue un autre cas récent de réconciliation entre deux groupes antagonistes au XXe siècle. Il ne s'agit pas de rentrer dans le débat sémantique pour savoir si la situation des Palestiniens et des colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem peut être qualifiée d'« apartheid » : c'est le genre de débat qui, comme la discussion juridique sur l'existence d'un « génocide » à Gaza, en déplaçant la question vers le droit et la sémantique, obscurcit la réalité politique et géographique.

Le terme *apartheid*, signifiant « séparation » en afrikaans, fait référence aux lois et aux politiques racistes mises en œuvre pour maintenir la domination des Blancs sur la majorité noire et d'autres groupes raciaux. Bien que l'Afrique du Sud ait connu une longue histoire de discrimination raciale dès l'époque coloniale, l'apartheid n'a pas constitué un cadre légal avant 1948. Les lois instaurées officialisaient la ségrégation raciale au détriment des Noirs mais

également des métis et des populations d'origine asiatique. Elles excluaient également les populations noires du champ social et politique en interdisant les grèves, la création de syndicats, de partis politiques ou encore leur participation au processus électoral. L'apartheid a été violemment combattu par l'African National Congress (ANC), fondé en 1912 pour défendre les droits des Noirs. Initialement non violent, l'ANC s'est progressivement radicalisé et a fait à son tour l'objet d'une forte répression. Dès son institutionnalisation en 1948, le système de ségrégation a été condamné sur la scène internationale, alors que la notion de « race » venait d'être rejetée par l'Unesco et que les anciennes colonies britanniques gagnaient progressivement leur indépendance, à l'instar de l'Inde en 1947.

Les critiques internationales contre l'apartheid se sont intensifiées en 1960 après le massacre de Sharpeville, où la police a ouvert le feu sur une foule de manifestants non armés, tuant 69 personnes. La brutalité de la répression a conduit la communauté internationale à adopter des sanctions économiques et commerciales contre l'Afrique du Sud. À cela s'est ajoutée une pression diplomatique croissante : exclusion du Commonwealth, de l'Organisation mondiale de la santé, du Bureau international du travail et du Comité international olympique, ainsi que le retrait du mandat sur le Sud-Ouest africain. Les sanctions internationales se sont encore renforcées (embargo sur les ventes d'armes) après les émeutes de Soweto en 1976.

C'est l'élection de Frederik de Klerk à la présidence de l'Afrique du Sud en 1989 qui a ici marqué un tournant décisif vers la résolution du problème de l'apartheid. Convaincu que le maintien du régime mènerait à l'effondrement du pays, celui-ci a aboli les dernières lois ségrégationnistes, ordonnant également la libération de Nelson Mandela. Ce geste symbolique a ouvert la voie à des négociations constitutionnelles entre le gouvernement et les mouvements de résistance, aboutissant à l'élaboration d'une Constitution intérimaire. En 1994 se sont tenues les premières élections démocratiques non raciales, qui ont porté Nelson Mandela à la présidence.

L'enclenchement du processus de paix en Afrique du Sud ne fut pas le fruit d'un seul événement, mais la conséquence d'une dynamique complexe, portée par un enchevêtrement de facteurs politiques, économiques et humains. À la fin des années 1980, le régime de

l'apartheid vacillait. Dans les *townships*, la révolte grondait. Les violences entre forces de l'ordre et jeunes militants de l'ANC s'étaient multipliées, rendant le pays quasiment ingouvernable en raison d'affrontements quotidiens, marqués par des châtiments féroces qui, loin d'éteindre la contestation, la nourrissaient encore davantage. La répression systématique, les arrestations massives et les assassinats politiques radicalisaient une partie de la jeunesse noire sud-africaine, tandis que des factions plus modérées cherchaient une voie de sortie négociée. La situation devenait intenable : une paix durable ne pouvait émerger sans une transformation radicale du système.

Frederik de Klerk, président de la République depuis 1989, comprit que la survie du pouvoir blanc ne pouvait plus reposer sur une domination brutale et un contrôle total de la société. La réalité démographique parlait d'elle-même : un Blanc pour six Noirs. Maintenir le régime de l'apartheid dans ces conditions relevait de l'aveuglement politique. De Klerk savait que, tôt ou tard, le système s'effondrerait sous le poids de ses contradictions. Mais au-delà de ce déséquilibre démographique, c'est toute l'économie sud-africaine qui souffrait. Les politiques de ségrégation et d'exclusion avaient figé le développement du pays, enfermant l'Afrique du Sud dans une stagnation dangereuse. L'exclusion de la majorité noire de l'économie moderne entravait la croissance et accentuait les inégalités, rendant l'avenir de plus en plus incertain. Un changement s'imposait.

À cette crise interne s'est ajoutée une pression internationale croissante. L'Afrique du Sud était devenue un État paria, isolé sur la scène diplomatique et puni par de sévères sanctions économiques. Les investissements étrangers s'étaient taris, les entreprises internationales se retiraient et les boycotts commerciaux asphyxiaient peu à peu le pays. Même les États-Unis, longtemps protecteurs du régime en raison de la guerre froide, durcissaient leur position sous la pression des mouvements anti-apartheid et de l'opinion publique mondiale. L'interdiction de participer aux événements sportifs internationaux et aux grandes compétitions culturelles achevait de faire de l'Afrique du Sud un pays coupé du reste du monde. Cet isolement, aussi politique que symbolique, ne pouvait plus durer.

Au cœur de cette transformation, une figure incarnait l'espoir d'un avenir pacifié : Nelson Mandela. Emprisonné depuis près de trois décennies, il était devenu un mythe vivant, une légende portée par des

millions de Sud-Africains. Mais au-delà du symbole, Mandela était un stratège, un négociateur hors pair. Depuis sa cellule, il avait su construire une vision de l'après-apartheid qui ne repose ni sur la revanche ni sur la violence, mais sur la réconciliation et le dialogue. Cette posture lui permettait d'être entendu non seulement des opprimés, mais aussi par une partie de l'élite blanche qui, inquiète pour son avenir, commençait à voir en lui un interlocuteur crédible. Lorsqu'il fut libéré en 1990, sa stature dépassait largement les frontières de l'Afrique du Sud. Il ne s'agissait plus seulement de mettre fin à un système ségrégationniste, mais de construire un pays nouveau, où l'égalité ne se ferait pas au prix de la destruction de l'ancien ordre.

La conjonction de ces éléments précipita l'ouverture du dialogue. De Klerk et Mandela entamèrent des négociations, marquées par des tensions, des avancées et des reculs, mais ils étaient conscients que l'histoire ne leur laissait d'autre choix. Entre la pression internationale, l'effondrement économique, la montée de la violence interne et la nécessité de trouver une solution politique viable, le processus de paix s'imposa comme une évidence. L'issue, aussi incertaine fût-elle, passait par la fin de l'apartheid et la construction d'un nouvel État fondé sur la démocratie et l'égalité des droits entre tous les citoyens.

Quelles leçons en tirer pour le cas israélo-palestinien ? Une fois encore, le rôle joué par quelques « grands hommes ». Il faut des personnalités prêtes à prendre des risques, dotées d'un capital politique suffisant pour convaincre les récalcitrants. Mais cela ne suffit pas : Mandela, sans la pression internationale, l'opprobre qui pesait sur le régime sud-africain et les campagnes de boycott, n'aurait jamais pu obtenir de de Klerk la levée de ce système inique. De Klerk n'aurait pas bougé s'il n'avait lui-même considéré que les données démographiques rendaient invivables à long terme la situation de ségrégation absolue qui était celle des non-Blancs en Afrique du Sud. Il faut donc du réalisme sur les rapports de force, une pression extérieure, un charisme spécifique et puis, surtout, une volonté de paix. Cette volonté ne trouve pas forcément son origine dans l'idéalisme mais plutôt, dans le cas sud-africain, dans l'épuisement d'un conflit sans fin, destiné à durer car fondé sur des paramètres insupportables à accepter pour les Noirs.

Tout en rappelant que je ne compare pas la situation de l'apartheid sud-africain et le cas palestinien mais seulement le processus de paix, on peut se demander s'il se trouve aujourd'hui un Mandela et un de Klerk en Palestine et Israël ? Marwan Barghouti pourrait l'être, Rabin en prenait le chemin. La perspective d'une guerre sans fin peut-elle refroidir les ardeurs des extrémistes ? Probablement pas. De même les pressions internationales ne sont pas suffisantes sur les Israéliens et les Palestiniens pour que la guerre s'arrête, mais ce cas montre que le chemin vers la paix est possible dès lors que la volonté est là.

Colombie – la paix après les FARC (de 1964 à nos jours)

Le cas colombien est différent mais lui aussi très significatif. Le conflit armé dans ce pays trouve ses origines dans « la Violencia », une guerre civile qui a opposé de 1948 à 1958 le parti conservateur et le parti libéral. Cette période a laissé derrière elle des divisions profondes, des inégalités sociales importantes et des tensions autour de la répartition des terres. C'est dans ce contexte que se forment en 1964 les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Leur objectif est de renverser le gouvernement colombien pour instaurer un régime communiste. Le conflit se transforme alors en guerre civile qui oppose au gouvernement central une guérilla ultra-violente.

Au fil du conflit, les FARC deviennent l'organisation rebelle la plus importante de Colombie. Dans les années 1980, des groupes paramilitaires, soutenus par les grands propriétaires, se constituent en forces de contre-insurrection, exacerbant encore la violence. Les nombreuses tentatives de paix échouent les unes après les autres. En 2000, le président Andrés Pastrana lance avec le soutien des États-Unis le Plan Colombie, un programme d'investissement de plusieurs milliards de dollars qui vise à renforcer les capacités militaires de l'armée et à affaiblir les opposants. Sous la présidence d'Álvaro Uribe, le gouvernement adopte une stratégie militaire plus agressive, cherchant à démobiliser les groupes paramilitaires. À partir de 2008, les FARC connaissent des revers majeurs, notamment avec la mort de certains de leurs leaders historiques dont Manuel Marulanda et du commandant militaire Jorge Briceño Suárez, considéré comme le chef

militaire de l'organisation.

Une nouvelle génération de dirigeants plus ouverte à la négociation émerge alors. L'accord de paix signé en 2016 représente une étape décisive vers la résolution du conflit. Cet accord se structure autour de plusieurs axes. Tout d'abord, l'instauration d'un cessez-le-feu, suivi du désarmement et de la démobilisation des FARC, supervisés par l'ONU. En parallèle, on crée un tribunal spécial pour traiter des crimes commis durant le conflit, incluant des mécanismes de réparation et de réconciliation. Les anciens combattants sont incités à retourner vers la vie civile et les FARC deviennent un parti politique légal. L'accord prévoit également des réformes socio-économiques répondant aux revendications du mouvement séparatiste (tels qu'une réforme agraire, la redistribution des terres et le développement des zones rurales) s'attaquant ainsi aux causes structurelles du conflit. Pour autant, sa mise en œuvre a été lente et entravée par de nombreux obstacles politiques. Sous la présidence d'Iván Duque, élu en 2018, le processus a même été sévèrement remis en question avec l'affaiblissement des organismes de conciliation alors que se poursuivaient les assassinats d'ex-combattants des FARC et de leaders sociaux. Dans le même temps, les bandes criminelles avaient investi les territoires autrefois occupés par les FARC et développé des activités de narcotrafic. Cela n'a pourtant pas empêché les quelques factions dissidentes de déposer les armes lors de l'élection d'un président favorable à une « *paz total* » en 2022.

Que retenir du cas colombien pour le sujet qui nous occupe ? Ce qui frappe d'abord est le nombre de problématiques communes, qu'il s'agisse de la violence terroriste, de la lutte idéologique, de la question du contrôle du territoire, des frustrations économiques et sociales. Ensuite, la présence de plusieurs réalités, toutes complémentaires. L'importance de la réponse armée dans l'affaiblissement des FARC peut être mise en parallèle avec les événements qui ont précédé la tentative de paix israélo-palestinienne de 1993 : l'OLP était affaiblie militairement et politiquement par ses échecs précédents, par la fin du soutien soviétique et la limitation des aides venues du monde arabe. L'Intifada de 1987 a aussi contribué à décrédibiliser son modèle d'engagement fondé sur la violence. Yitzhak Rabin a alors tenté d'engager un processus de paix qui a finalement échoué. Retenons néanmoins que l'affaiblissement d'une des parties peut être un moyen

de parler de paix, surtout lorsque – c'est le deuxième enseignement majeur – des dirigeants appartenant aux deux camps sont prêts à s'engager dans cette voie. Ce fut le cas en Colombie avec Juan Manuel Santos, le président colombien et Rodrigo Londoño, alias Timochenko, chef des FARC en 2016, comme en Israël avec Rabin et Arafat.

Le troisième élément significatif tient dans le rôle joué par la communauté internationale, à savoir Cuba et la Norvège, avec en soutien le Venezuela et le Chili, soit des États incarnant une gauche teintée de marxisme-léninisme et d'influence bolivarienne (Cuba et le Venezuela), tandis que d'autres, comme le Chili et la Norvège, étaient des régimes d'inspiration libérale. Le point essentiel tient à la complémentarité idéologique des médiateurs qui permettait de maintenir un équilibre entre les camps opposés. Tel n'est pas le cas dans le conflit israélo-palestinien, où le médiateur naturel, les États-Unis, a toujours entretenu un biais en faveur d'un camp.

Quatrième point fondamental : la conduite éclairée du processus de désescalade qui a commencé par un contrôle de la violence par les deux camps, fondée sur le désarmement. Il s'est poursuivi par la réintégration sociale et politique des ex-combattants, sous supervision internationale. Une justice transitionnelle a été mise en place pour favoriser la réconciliation. Enfin, des réformes socio-économiques, comme la redistribution des terres, ont été essentielles au processus : pour faire la paix, il faut aussi faire droit à des revendications reconnues comme légitimes.

Le cas colombien démontre qu'en dépit de l'ultra-violence, deux parties opposées sont susceptibles de trouver les bases d'un accord. D'après la Commission de la vérité (CVR), sur l'ensemble de la période de conflit, ce sont près de quatre cent cinquante mille personnes qui ont trouvé la mort. La responsabilité en incombe pour 45 % aux groupes paramilitaires, pour 27 % à la guérilla et pour 12 % aux forces de l'ordre (16 % ont une cause indéterminée). Le conflit a entraîné le déplacement de près de 7,7 millions de personnes, faisant de la Colombie l'un des pays qui a connu le plus grand nombre de déplacés internes. Des centaines de milliers de femmes ont été victimes de violences sexuelles. Des milliers de personnes ont été enlevées. Et pourtant, l'expérience colombienne démontre qu'une réconciliation demeure possible dès lors qu'elle s'attaque aux racines du conflit.

Guerre civile sud-soudanaise : un cas d'échec d'un processus de réconciliation

Le Soudan est un pays marqué par la récurrence de guerres civiles tout au long de la deuxième moitié du XXe siècle, principalement en raison des revendications d'autonomie du Soudan du Sud. Les deux principaux conflits se sont déroulés entre 1955 et 1972, ainsi qu'entre 1983 et 2005, ce dernier s'étant conclu par la reconnaissance de l'autonomie complète du Soudan du Sud. En 2011, un référendum officialise la séparation du pays en deux États : la république du Soudan et la république du Soudan du Sud. Toutefois, cette scission n'a pas suffi à apporter la paix et la stabilité. Dès 2013, deux ans après l'indépendance du Soudan du Sud, une nouvelle guerre civile éclate, alimentée par des tensions politiques et ethniques. Le conflit oppose les partisans du président Salva Kiir (de l'ethnie Dinka) à ceux du vice-président Riek Machar (de l'ethnie Nuer). Des luttes de pouvoir éclatent au sein du gouvernement, le président Kiir accusant Machar de fomenter un coup d'État. Les affrontements dégénèrent rapidement en un conflit généralisé entre les Dinkas (majoritaires) et les Nuers. En arrière-plan, le contrôle des ressources naturelles – en particulier le pétrole – constituait un enjeu majeur pour les différentes factions.

Ce n'est qu'en 2017, après plusieurs tentatives infructueuses de réconciliation, qu'un accord de cessez-le-feu fut signé. Cet accord ne constituait pas un traité de paix complet, mais plutôt un cessez-le-feu temporaire, établi entre le gouvernement et certains des groupes rebelles. Les deux parties conviennent de suspendre les hostilités afin de créer un environnement favorable à des négociations de paix plus larges. L'un des aspects essentiels consistait dans la promesse d'ouvrir un accès humanitaire aux zones affectées par le conflit. En 2018, cet accord fut renforcé par un cessez-le-feu permanent. Riek Machar devait retrouver son poste de premier vice-président et un gouvernement de transition et d'unité nationale, représentatif des deux principales ethnies rivales, devait être formé. L'accord de paix final a été signé à Addis-Abeba la même année, avec le soutien de la communauté internationale (notamment les Nations unies, l'Union africaine et des médiateurs régionaux). Riek Machar a bien été nommé vice-président. Les deux leaders ont décidé de fusionner leurs forces en une seule armée pour assurer la protection de la population. Un

cessez-le-feu permanent a été instauré pour mettre fin aux hostilités, avec des mécanismes de surveillance. L'accord a également établi des principes pour faciliter l'accès à l'aide humanitaire dans les régions touchées et mis en place un fonds spécial de reconstruction pour financer la réhabilitation des infrastructures. Des réformes économiques et financières ont été mises en œuvre pour promouvoir la transparence et la bonne gouvernance, prévoyant un partage équitable des ressources naturelles et des revenus entre les différentes régions, apaisant les tensions et soutenant le développement national. La justice transitoire fut assurée par la création d'une commission pour la vérité et la réconciliation et d'une cour hybride, toutes deux chargées de traiter les crimes passés. Enfin, l'élaboration d'une Constitution permanente après la période de transition devait établir un cadre juridique pour le pays, garantissant un ordre institutionnel et démocratique ainsi qu'une commission conjointe de suivi et d'évaluation pour la surveillance de la mise en œuvre de l'accord.

L'application de l'accord s'est heurtée à de nombreuses difficultés sur le terrain. Et la guerre civile ne s'est jamais vraiment arrêtée, même si elle était moins violente que celle qui a repris au Soudan au printemps 2023. Comment expliquer cet échec et quelles leçons en tirer ? Les causes sont nombreuses de la mauvaise intégration des forces armées du fait d'une méfiance persistante entre factions aux différends sur les quotas ethniques en passant par les rivalités entre groupes qui ont continué de fragmenter la politique. La persistance des violences et des abus des droits de l'homme, le retard dans la mise en place de la justice ont renforcé la culture de l'impunité et sapé la confiance dans le processus de paix. Les ajournements répétés de la formation d'un gouvernement unifié et la création d'une nouvelle Constitution ont érodé la confiance. Enfin, l'insuffisance des financements, le manque de services de base, l'insécurité alimentaire et la détérioration économique ont maintenu une grande partie de la population dans une profonde détresse.

Il a manqué au Soudan une autorité faîtière, composée de représentants de la communauté internationale, pour faire appliquer les accords, veiller à la fin des discriminations, à la juste répartition de la rente, à la mise en application des réformes juridiques et institutionnelles. Bref, un médiateur puissant. Au lieu de cela, de nombreuses interférences chinoise, émirienne, saoudienne, égyptienne

sont venues perturber le processus. Le cas soudanais illustre une réalité : un accord de paix n'est pas une fin en soi, il doit être prolongé par un long travail de suivi et les parties prenantes ne doivent pas être laissées en tête à tête trop brutalement. Quelle leçon en tirer pour le cas israélo-palestinien ? D'abord et avant tout que sans médiateur puissant et impartial, on n'arrivera à rien.

Expulser l'occupant ? Le cas du Timor oriental

Les cas envisagés jusqu'à présent avaient abouti à une réconciliation – ou à une tentative de réconciliation comme dans le cas soudanais – entre anciens ennemis fondée sur le partage non pas du territoire mais du pouvoir. Ils témoignent de la possibilité de la réconciliation suivant un processus souvent similaire : la rencontre de deux personnalités, le soutien, voire la pression internationale d'acteurs qui doivent rester neutres, un processus contrôlé de démilitarisation des milices, l'intégration des rebelles dans le cadre politique et des changements institutionnels et économiques. Ces exemples ne peuvent à eux seuls cependant fournir la voie d'un règlement du conflit israélo-palestinien dans la mesure où, à l'évidence, un partage du pouvoir sur l'ensemble du territoire est inenvisageable. Voilà pourquoi il nous faut prendre en compte d'autres types de solutions à des conflits longs et coûteux.

Le Timor oriental, situé dans la partie orientale de l'île de Timor, à l'extrémité orientale de l'Indonésie, était une colonie portugaise depuis le XVIe siècle. La chute de la dictature portugaise en 1974 amorça la décolonisation de la région. Plusieurs partis politiques émergèrent, dont le Fretilin (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor oriental). Après une période de tensions dues à l'instabilité politique, celui-ci déclara unilatéralement l'indépendance de la partie est de l'île en novembre 1975. Les Portugais évacuèrent alors l'archipel. Cette proclamation entraîna une réaction immédiate de l'Indonésie sous la présidence de Suharto : moins de dix jours plus tard, l'armée indonésienne envahit le territoire, invoquant la menace d'une montée du communisme dans la

région. Rapidement, un gouvernement provisoire fut formé avec le soutien des États-Unis. Malgré la condamnation de l'ONU, le Timor oriental fut annexé par l'Indonésie en 1976, devenant ainsi sa vingt-septième province, marquant le début de l'occupation sous la dictature du général Suharto. Le Fretilin lança à ce moment-là un appel à l'aide internationale, demeuré sans réponse. Ses forces, bien que peu nombreuses, réussirent à freiner l'avancée indonésienne. Une campagne dite « d'encerclement et d'annihilation » fut alors menée : l'armée indonésienne bombarda les zones montagneuses où s'étaient réfugiés les Timorais pour les déloger, puis les forces occupantes exécutèrent ou internèrent les survivants dans des camps. L'Indonésie bénéficiait notamment d'un soutien diplomatique et militaire de l'Occident (États-Unis, Australie, France, Pays-Bas, Afrique du Sud, Allemagne et Taïwan). Enfin, les miliciens du Fretilin ayant échappé aux purges se regroupèrent en mouvement clandestin. Jusqu'à la chute de Suharto en 1998, l'idée d'une indépendance semblait utopique.

Dans ce conflit, la question centrale est celle de l'autodétermination du Timor oriental, c'est-à-dire du statut politique du territoire et, dans une moindre mesure, l'identité de ses habitants. Tandis que les Timorais aspiraient à l'indépendance et à l'autodétermination, l'Indonésie cherchait à maintenir son contrôle sur le territoire, annexé, en adoptant une politique d'annihilation totale ou d'assimilation forcée. Pendant les vingt-quatre ans d'occupation indonésienne et malgré la violence des forces armées, la population timoraise, soutenue par les groupes de résistance locaux, continua de revendiquer son droit à l'autodétermination.

Au début de l'invasion, les condamnations des Nations unies restèrent lettre morte. L'ONU avait notamment dénoncé l'intervention militaire des forces armées indonésiennes et demandé sans succès leur retrait immédiat. Elle appelait également au respect de l'intégrité territoriale du Timor oriental et de son droit à l'autodétermination. Ces résolutions restèrent sans conséquence, probablement en raison du contexte de la guerre froide. Avec la détente et la chute de Suharto, l'Indonésie accepta finalement l'organisation d'un référendum pour consulter la population sur son autodétermination. Grâce aux efforts diplomatiques des Nations unies, un accord fut signé en 1999 entre l'ONU, l'Indonésie et le Portugal. Il prévoyait une consultation populaire pour déterminer l'avenir du Timor oriental, offrant la

possibilité aux Timorais de choisir l'indépendance que l'Indonésie s'engageait à respecter si l'autonomie était rejetée. Le peuple timorais se prononça en faveur de l'indépendance, mais l'annonce des résultats fut suivie d'une répression violente par les forces indonésiennes et les milices locales. Une crise humanitaire éclata : des centaines de milliers de personnes fuirent les violences ou furent déportées. Face à cette situation, et avec l'accord de l'Indonésie, les Nations unies prirent en charge l'administration du pays et déployèrent une force multinationale (INTERFET) pour restaurer l'ordre. En d'autres termes, la communauté internationale exerça des pressions sur l'Indonésie pour qu'elle respecte les résultats des urnes et mette fin aux exactions. Les Nations unies mirent également en place une administration transitoire visant à permettre au Timor oriental d'établir une gouvernance et une administration publique. Environ 500 fonctionnaires, rémunérés par l'ONU, furent déployés. Sur le plan sécuritaire, 1 640 policiers furent envoyés dans la région pour deux ans, ainsi que 8 950 Casques bleus. L'élection démocratique d'un premier président en 2002 marqua l'indépendance effective du Timor oriental. Le bilan humain fut néanmoins tragique, avec près de deux cent mille morts, soit environ un quart de la population de l'époque. Pendant longtemps, les Timorais furent abandonnés par la communauté internationale, alors même que les massacres frôlaient le génocide, accompagnés de viols et d'assassinats, y compris d'enfants et de femmes. Outre les partisans du Fretilin, les migrants chinois furent également ciblés. Enfin, durant l'occupation, près de trois cent mille personnes furent déplacées.

L'histoire du conflit au Timor oriental est importante car elle donne un exemple de ce que les Palestiniens souhaiteraient : le retrait israélien des territoires occupés. Elle montre une nouvelle fois le rôle de l'ONU et de la médiation. Dans le cas du Timor, l'abandon des Timorais par la communauté internationale a prolongé le conflit et exacerbé les souffrances des populations, y compris après l'intervention des Nations unies après le référendum de 1999. À l'inverse, la création d'une administration transitoire financée par la communauté internationale a permis au Timor oriental de réussir sa transition démocratique et de mettre en place une gouvernance ainsi qu'une administration publique fonctionnelle. L'accompagnement par la communauté internationale, à moyen et long terme, s'avère donc

décisif pour instaurer une paix durable. Ce d'autant plus que la démocratie ne signifie pas la paix pour autant : en 2006, des troubles internes au Timor oriental provoquèrent des heurts, poussant les Nations unies à intervenir de nouveau pour assurer l'ordre.

Alors que les Palestiniens (et les Nations unies) réclament le retrait des Israéliens des territoires occupés de 1967 (Jérusalem-Est, la Cisjordanie et Gaza aujourd'hui), le cas du Timor est riche de deux enseignements majeurs : la communauté internationale peut jouer un rôle positif de médiateur, si elle le souhaite ; une administration internationale peut être nécessaire pour aider les nouvelles autorités locales à prendre en charge le destin de leur population (on songe là aux difficultés de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie après 1995). Mais la communauté internationale – à commencer par les États-Unis – est-elle prête à demander le retrait d'Israël des territoires occupés ? La réponse est clairement non.

Séparation ou partition

Il est d'autres cas essentiels pour notre sujet : ceux qui concernent la séparation ou la partition de territoires entiers. Car si la résolution du conflit israélo-palestinien passe par une forme de réconciliation (comme en Irlande du Nord ou en Afrique du Sud), ne serait-ce que pour nouer le dialogue et construire une forme de confiance entre les parties, les discussions de paix menées jusqu'à présent reposent sur une seule et même idée : « la paix contre le territoire », la création d'un État palestinien qui n'a finalement jamais vu le jour contre sa reconnaissance par Israël qui se désengagerait d'un certain nombre de territoires occupés. Avec, en échange, la confirmation de la reconnaissance d'Israël mais aussi des nouvelles frontières d'Israël par les autorités palestiniennes.

Intéressons-nous à ce que nous apprennent les cas de partition et de séparation des populations : partition car il faudrait désenclaver les deux territoires israéliens et palestiniens profondément imbriqués depuis 1967 ; séparation car cela suppose que les colons israéliens quittent tout ou partie de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

La partition de Chypre (1974-aujourd'hui)

Le premier exemple se situe non loin du théâtre israélo-palestinien. Majoritairement peuplée de Grecs, Chypre subit la tutelle ottomane pendant trois siècles, période durant laquelle une communauté turque s'installa sur l'île jusqu'à y former la deuxième communauté ethnique. En 1878, l'Empire ottoman céda l'île aux Britanniques. Entre 1955 et 1959, l'île connut une guerre d'indépendance menée par les Chypriotes grecs, encadrés par l'Église orthodoxe, qui réclamaient son rattachement à la Grèce. Pour les contrer, les Britanniques recrutèrent des miliciens chypriotes turcs. En 1960, Chypre obtint son indépendance avec une Constitution garantissant un partage du pouvoir entre les Chypriotes grecs (80 % de la population) et les Chypriotes turcs (18 %) auxquels étaient réservés 30 % des postes dans la fonction publique et 40 % dans la police. Ils disposaient aussi d'un droit de veto sur les décisions du Parlement. L'équilibre constitutionnel était garanti par Londres, Athènes et Ankara. Mais les tensions intercommunautaires reprirent rapidement : les nationalistes grecs continuaient de réclamer l'unification avec la Grèce, tandis que les Chypriotes turcs soutenaient le principe de la partition. Le système institutionnel s'est alors bloqué, les deux communautés bénéficiant chacune d'un droit de veto. En 1963, les Chypriotes turcs ont pratiqué la politique de la chaise vide tandis que les Chypriotes grecs poussaient leur avantage en faisant voter des lois qui rééquilibraient les pouvoirs conformément à la démographie. Les milices chypriotes turques provoquèrent à plusieurs reprises les milices grecques qui répondirent par une politique de représailles massives justifiant aux yeux des Chypriotes turcs l'appel à la Turquie. En mars 1964, les Nations unies durent déployer une force de maintien de la paix pour limiter les affrontements d'une extrême violence qui eurent lieu tout au long de l'année, du fait des deux parties. En 1974, le coup d'État de la junte grecque au pouvoir à Athènes visant à annexer Chypre provoqua en retour l'invasion turque du nord de l'île afin de protéger ses ressortissants. Cette opération aboutit à l'occupation de 37 % du territoire nord par les forces turques, scellant ainsi la division physique et ethnique de l'île. En 1983, la partie nord s'est déclarée république turque de Chypre du Nord (RTCN), mais n'a

obtenu de reconnaissance internationale que celle de la Turquie.

Les efforts diplomatiques ont commencé immédiatement après l'invasion turque et se sont concrétisés avec l'adoption de la résolution 353 du Conseil de sécurité des Nations unies. Inquiet des répercussions de cette escalade pour la paix régionale, le Conseil exigeait le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de Chypre, un cessez-le-feu immédiat et la fin des ingérences militaires. Il appelait également au retrait des troupes non autorisées, à l'ouverture de négociations entre les pays garants, ainsi qu'à la coopération avec la force de maintien de la paix de l'ONU. Malgré cette pression, l'invasion turque s'est poursuivie, consolidant son emprise sur le nord de l'île. L'île fut alors divisée, avec une « ligne verte » – une zone tampon de l'ONU – démilitarisée séparant le nord, contrôlé par les Turcs, du sud de l'île, toujours sous l'autorité de la république de Chypre. Dans le prolongement des nombreux déplacements de population qu'avaient déjà connus la Turquie et la Grèce au cours du XXe siècle – on se souvient que l'une des conséquences du traité de Lausanne en 1923 fut le transfert d'un million et demi de chrétiens d'Anatolie et de Thrace orientale vers la Grèce (la « grande catastrophe ») alors que cinq cent mille musulmans de Macédoine et d'Épire quittaient la Grèce pour la Turquie – environ deux cent mille Chypriotes grecs furent expulsés du Nord, tandis que cinquante mille Chypriotes turcs s'y trouvaient déplacés, la Turquie encourageant également l'immigration de cent vingt mille Turcs venus d'Anatolie.

Le conflit chypriote, notamment la partition toujours d'actualité aujourd'hui, présente certaines similitudes avec celui entre Israël et la Palestine : l'impasse des négociations, les divisions territoriales imposées par les interventions militaires et le processus de colonisation. Comme dans le cas israélo-palestinien, les tentatives de résolution par des accords internationaux se sont heurtées à des divergences profondes sur la nature d'une solution politique, du fait de communautés profondément divisées incapables de s'entendre malgré les tentatives avortées des médiateurs internationaux (Kofi Annan mais aussi les Européens puisque depuis 2004 Chypre fait partie de l'Union européenne). Comme dans le cas israélo-palestinien, des populations extérieures sont venues s'installer dans un territoire occupé, non reconnu par l'ONU (la partie chypriote turque dans un cas, la Cisjordanie et Jérusalem-Est dans l'autre). Et comme dans le

cas israélo-palestinien, des divisions territoriales ont été imposées.

Le conflit chypriote apporte plusieurs enseignements. Il montre d'abord comment une partition peut *de facto* s'installer quand un État et des communautés refusent de transiger. Il révèle l'usage fait des déplacements de populations, forcés ou organisés, dans les cas de conflits territoriaux. Il démontre aussi que la surveillance internationale, notamment à travers la présence de la Force des Nations unies, peut être utile pour éviter les surenchères militaires ou celles des milices. Il rappelle enfin une évidence essentielle pour l'avenir de la relation israélo-palestinienne : les efforts diplomatiques sont nécessaires mais jamais ils ne remplacent la consultation populaire. Le rejet du plan Annan en 2004 par les Chypriotes grecs fut brutal et sans appel. Bonne leçon pour le Proche-Orient car, le moment venu, il faudra une consultation en Israël et chez les Palestiniens.

Le découpage de la Bosnie (1992-1995)

Au début des années 1990, la république fédérative socialiste de Yougoslavie était l'un des pays les plus vastes et les plus diversifiés des Balkans. Le pays comptait plusieurs groupes ethniques et religions, principalement le christianisme orthodoxe, le catholicisme et l'islam. La Bosnie-Herzégovine, au cœur de la Yougoslavie, reflétait la diversité de sa population : 43 % de Bosniaques musulmans, 33 % de Serbes orthodoxes, 17 % de Croates catholiques et 7 % d'autres. Après la mort de Tito en 1980, la fédération yougoslave commença à se désintégrer sous l'effet de tensions ethniques, politiques et économiques. La chute du communisme et la montée du nationalisme en Europe de l'Est, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, plongèrent la Yougoslavie dans une crise profonde, encouragée par les idéologues qui défendaient l'unité de tous les Serbes. Le pouvoir central s'est peu à peu effondré tandis que le nationalisme militant progressait rapidement. Slobodan Milosevic, arrivé au pouvoir en Serbie en 1986, et Franjo Tudjman, qui dirigeait la Croatie depuis 1990, virent dans l'éclatement de la Yougoslavie l'opportunité d'atteindre de vieux objectifs nationalistes, la Grande Serbie et la Grande Croatie, des États-nations élargis et ethniquement

purs. Bien qu'ennemis, leur objectif commun était de se partager la Bosnie. Pour y parvenir, ils présentaient les musulmans bosniaques comme des dangereux fondamentalistes qu'eux seuls seraient susceptibles de contenir.

En 1991, la Slovénie et la Croatie déclarèrent leur indépendance. L'année suivante, la Bosnie-Herzégovine organisait un référendum où les électeurs, majoritairement Bosniaques et Croates, se prononcèrent pour l'indépendance. Les Serbes de Bosnie boycottèrent le vote, souhaitant demeurer au sein d'une Yougoslavie dominée par la Serbie. En réponse, ils proclamèrent la création d'une république serbe de Bosnie (*Republika Srpska*), soutenue par la Serbie de Milosevic et s'opposèrent par la violence à l'indépendance, justifiant leurs actions par la défense des Serbes orthodoxes de Bosnie. Les Croates de Bosnie ont d'abord combattu aux côtés des Bosniaques. Mais l'alliance s'est vite révélée artificielle, le but des Croates étant leur rattachement à la Croatie. En quelques mois, une grande partie de la Bosnie était occupée. Entre 1992 et 1995, la capitale, Sarajevo, encerclée par les forces serbes, subit un siège prolongé et des violences atroces.

Face à l'intensification du conflit, les Nations unies adoptèrent plusieurs résolutions pour tenter d'apaiser la guerre, exigeant entre autres la fin des ingérences extérieures, le retrait des formations militaires illégitimes ou l'intégration de ces forces dans l'armée légale. Aucune ne fut respectée. Face à son aggravation, l'ONU imposa des sanctions économiques contre la Yougoslavie et mit en place la Force de protection des Nations unies (Forpronu), initialement déployée pour maintenir la paix en Croatie dont le mandat a ensuite été étendu à la Bosnie. Elle était chargée de protéger les civils et d'assurer l'acheminement de l'aide humanitaire. Mais ces forces se révélèrent rapidement incapables de répondre à l'escalade de la violence. L'ONU avait établi des « zones de sécurité » dans certaines villes bosniaques (dont Srebrenica), censées les protéger contre toute attaque. Les forces déployées ne furent pas suffisantes, comme en témoigne le massacre de Srebrenica en 1995, où des milliers de Bosniaques musulmans furent tués en dépit de la présence de Casques bleus. Vint alors le temps de l'OTAN dont le rôle avait d'abord été restreint par la volonté des Nations unies. Avec le temps, l'organisation transatlantique devint de plus en plus active. Cependant, la lenteur des réactions et les tensions entre diplomatie et action militaire (les États-Unis étaient en

faveur d'une intervention militaire, tandis que le Royaume-Uni, la France et la Russie privilégiaient les négociations) entravaient l'efficacité des efforts. À partir de l'été 1995, une série d'offensives réussies permit aux forces croates et bosniaques de reprendre des territoires sous contrôle serbe. Peu après, l'OTAN lança l'opération *Deliberate Force*, une campagne de frappes aériennes ciblant les positions serbes en Bosnie. Ces bombardements obligèrent les Serbes à envisager des négociations.

Les négociations de Dayton ont été précédées d'un cessez-le-feu décidé en octobre 1995 qui a permis de stabiliser temporairement la situation militaire et de créer les conditions nécessaires pour des négociations sérieuses. Plusieurs plans avaient échoué, le plan Vance-Owen de 1993, qui proposait de diviser la Bosnie en dix provinces autonomes, mais également le plan du « Groupe de contact » de 1994, qui proposait de partitionner la Bosnie en deux entités, dans un cas à cause des divisions ethniques, dans l'autre pour des considérations de continuité territoriale. En novembre 1995, les accords de Dayton furent finalement conclus, signés par Alija Izetbegovic, président musulman de Bosnie, Franjo Tudjman, président de la Croatie, au nom des Croates de Bosnie, et le président serbe, Slobodan Milosevic, représentant les Serbes de Bosnie. Leur application a mobilisé la communauté internationale au plus haut niveau pendant plusieurs années. L'intensité de la haine entre les parties était sans égale.

Les accords de Dayton ont divisé la Bosnie-Herzégovine en deux grandes parties à peu près égales : la fédération de Bosnie-Herzégovine (croato-bosniaque) et la *Republika Srpska* (serbe). La Bosnie-Herzégovine est aujourd'hui un État à part entière, et non une confédération : aucune entité ne pourra jamais s'en trouver séparée, sauf par une procédure légale en bonne et due forme. Le volet militaire des accords a permis l'établissement de l'IFOR, une force de maintien de la paix dirigée par l'OTAN, pour superviser la mise en œuvre des aspects militaires. Un haut représentant est désigné pour coordonner les aspects civils du règlement de paix tandis que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) fut chargée de l'organisation des premières élections libres en 1996. La frontière entre les deux entités, la ligne de démarcation inter-entités, est gravée dans le marbre et doit demeurer inchangée à moins d'un

accord mutuel entre les parties.

Sur le plan politique, la Bosnie-Herzégovine a conservé une structure de gouvernance centralisée, bien que ses deux entités disposent d'une autonomie considérable. Le pouvoir est réparti entre les différentes composantes : la présidence – composée de trois membres représentant chacun un des trois groupes ethniques principaux – fonctionne selon un principe de rotation tous les huit mois. L'Assemblée parlementaire bosnienne est divisée en deux chambres, reflétant également la représentation ethnique. En matière de justice et de droits de l'homme, une Cour constitutionnelle a été créée, destinée à arbitrer les conflits entre les différentes entités et à veiller au respect de la Constitution comme à la protection des intérêts nationaux vitaux des trois composantes ethniques du pays. Une Commission des droits de l'homme a également été mise en place, avec pour mission de protéger les droits des individus et d'assurer le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs foyers. Enfin, les accords de Dayton ont reconnu au district de Brčko le statut de zone neutre indépendante de la fédération de Bosnie-Herzégovine comme de la *Republika Srpska*. Initialement divisée entre les deux entités, la ville de Brčko a fait l'objet d'un arbitrage international et est aujourd'hui administrée de manière indépendante. Situé sur l'axe reliant l'est et l'ouest de la *Republika Srpska*, le district est un point névralgique pour l'équilibre territorial du pays. Il est doté d'un statut unique issu des accords d'arbitrage inte nationaux de 1999. Intégré ni à la fédération de Bosnie-et-Herzégovine ni à la *Republika Srpska*, Brčko relève directement de l'autorité de l'État central, tout en disposant de ses propres institutions exécutives, législatives et judiciaires. Ce modèle vise à garantir la neutralité politique du district, préserver son caractère multiethnique et assurer la libre circulation des personnes et des biens entre les différentes entités du pays. La ville bénéficie d'un gouvernement local et d'une assemblée qui régulent les affaires internes, sous la supervision de structures nationales.

À l'issue de ces accords, l'État bosniaque est ainsi devenu une fédération administrée internationalement et la Bosnie-Herzégovine un exemple de « fédéralisme imposé ». Cette structure politique a permis d'éviter une reprise des combats, mais n'a pas éliminé les causes profondes du conflit. La paix (dite « négative ») est maintenue

en grande partie grâce à la présence continue de forces internationales. Plus encore, la Bosnie-Herzégovine est perçue par certains observateurs comme évoluant vers un « protectorat déguisé » : c'est à un haut représentant (étranger) que revient en effet de prendre des décisions contraignantes, ce qui conduit les responsables politiques locaux à éviter les compromis. Cette situation soulève donc de nombreuses interrogations quant à la capacité de la Bosnie-Herzégovine à survivre politiquement sans la présence des Occidentaux.

On peut tirer plusieurs enseignements du processus de paix bosniaque pour le cas israélo-palestinien. Tout d'abord, le fait qu'un cessez-le-feu préalable est indispensable pour engager des négociations vers un accord de paix. Ensuite, l'aspect décisif de l'intervention et de la médiation internationale, ce que la communauté internationale s'est révélée incapable de faire, que ce soit pour Gaza entre décembre 2023 et janvier 2025 – quand Donald Trump a imposé au gouvernement israélien d'arriver à un accord avec le Hamas pour obtenir le retour des otages encore vivants – et pour la Palestine en général depuis le début du conflit, il y a plus d'un siècle. Enfin, le fait que l'imposition par la force d'un système de gouvernance (fédéral, confédéral ou autre) rend toute solution institutionnelle fragile si les acteurs locaux n'y adhèrent pas pleinement.

Autre enseignement notable : les accords (à l'image de Brčko) qui ont permis d'établir des frontières claires entre les deux entités de Bosnie – tout en maintenant l'unité de l'État – peuvent servir de sources d'inspiration, notamment pour les sujets les plus sensibles comme Jérusalem et les colonies. En outre, la gestion internationale pendant la transition est une voie essentielle pour accompagner la Palestine dans sa transition vers la souveraineté : ce pourrait être une solution pour la bande de Gaza.

Enfin, l'expérience bosniaque témoigne de l'importance de la justice transitionnelle pour favoriser la réconciliation et une paix durable. Parce que la guerre de Bosnie a été en effet l'un des conflits les plus sanglants en Europe depuis 1945, la question des modalités de justice rendue aux victimes s'est posée de façon centrale. Environ cent mille personnes ont été tuées, et plus de deux millions ont été déplacées. La guerre fut aussi marquée par une campagne brutale de

nettoyage ethnique menée par les forces serbes, visant à expulser ou exterminer les populations non serbes. Le point d'orgue de cette violence fut, on l'a dit, le massacre de Srebrenica en juillet 1995, qualifié après coup de génocide, au cours duquel plus de huit mille hommes et garçons bosniaques musulmans furent exécutés par les forces serbes (les femmes avaient été séparées du reste du groupe avec l'autorisation des Casques bleus néerlandais de l'ONU). Le conflit a entraîné également la destruction de villes et villages, l'incendie de biens culturels et religieux, ainsi que l'emprisonnement de dizaines de milliers de civils dans des camps de concentration, où les violences, y compris la torture et les viols collectifs, ont été systématiques. C'est pour juger les responsables des crimes de guerre que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a été créé en 1993 par les Nations unies. Il a joué un rôle majeur dans la lutte contre l'impunité en matière de crimes de guerre et de ce qui a été qualifié de crimes contre l'humanité.

La Bosnie montre donc que, malgré une violence indescriptible et une haine entre les communautés très profonde, on peut arriver à trouver des solutions pour séparer des belligérants en divisant un territoire, en imaginant des solutions spécifiques pour des villes symboliques (Brčko) si et seulement si la communauté internationale s'implique, en l'occurrence, au plus haut niveau.

Nettoyage ethnique au Kosovo (1998-1999)

La guerre du Kosovo s'inscrit dans le cadre plus large des guerres de l'ex-Yougoslavie. Le conflit a cette fois opposé essentiellement les forces serbes de la république fédérale de Yougoslavie dirigées par Slobodan Milosevic à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), un groupe armé albanais luttant pour l'indépendance du Kosovo. En 1989, Slobodan Milosevic, alors président de la Serbie, avait aboli l'autonomie du Kosovo. Cette province, à plus de 90 % albanaise, est historiquement et symboliquement importante pour les Serbes, qui la considèrent comme le berceau de leur nation. La mesure a été perçue comme une tentative de renforcer son pouvoir central et mobiliser le nationalisme serbe. Elle a provoqué des tensions ethniques qui se sont

intensifiées dans le contexte de l'effondrement de la Yougoslavie. L'UCK a alors commencé à mener des actions de guérilla avec le soutien de l'Albanie auxquelles les forces serbes ont répondu par une répression sévère. La brutalité de la situation a alerté la communauté internationale. En mai 1998, des sanctions économiques ont été imposées à la Serbie par les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne. En parallèle, un rapport de l'ONU pointait les atrocités commises par les forces serbes, menées par Milosevic, contre les Albanais du Kosovo. Les tentatives de négociation – qui incluaient la proposition d'une autonomie partielle proposée par la Serbie – ont échoué, ce qui a conduit à une opération militaire : l'OTAN est intervenue pendant soixante-dix-huit jours pour contraindre Milosevic à retirer ses troupes. L'opération fut beaucoup plus longue que prévu. Le conflit, qui était d'abord une guerre civile, s'est ainsi transformé en un affrontement international. Les Serbes cherchaient à préserver leur emprise sur un territoire qu'ils considéraient comme sacré, tandis que les Albanais du Kosovo revendiquaient leur droit à l'autodétermination. Pour Milosevic, l'enjeu était aussi politique, sa survie reposant sur l'exploitation du nationalisme serbe.

En juin 1999, les accords de Kumanovo ont finalement été conclus entre la république fédérale de Yougoslavie (devenue la Serbie-et-Monténégro en 2003), l'OTAN et la Russie. L'accord a organisé le retrait progressif des forces yougoslaves du Kosovo et le démantèlement des infrastructures militaires (mines, obstacles, etc.). Une force de sécurité a été créée autour du Kosovo, sous le contrôle d'une force internationale opérant sous mandat des Nations unies, chargée d'assurer la protection des civils. Enfin, une Commission d'application conjointe a été créée pour surveiller sa mise en œuvre et résoudre tout différend. En parallèle, un mécanisme de justice transitionnelle a été instauré avec la mise en place du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), chargé de poursuivre et juger les responsables des crimes de guerre perpétrés durant le conflit, renforçant ainsi les efforts de réconciliation post-conflit. Slobodan Milosevic, considéré comme l'un des principaux instigateurs des atrocités commises pendant la guerre, a été arrêté en 2001 puis jugé pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité devant le TPIY. Au Kosovo, le bilan de la guerre fut, il est vrai, extrêmement lourd : plus

de treize mille cinq cents personnes ont perdu la vie ou sont portées disparues, tandis que plus de 1,2 million d'Albanais du Kosovo ont été déplacés (dont plus de huit cent mille hors du territoire). Après la guerre, environ deux cent mille Serbes, Roms et autres non-Albanais ont fui le Kosovo et nombre des civils restants ont été victimes d'abus. Malgré l'accord de Kumanovo, la situation politique au Kosovo est restée fragile. La province est demeurée sous administration internationale jusqu'en 2008, année où le Parlement kosovar a proclamé unilatéralement l'indépendance, avec le soutien des États-Unis et de nombreux pays européens et la ferme opposition de la Serbie.

L'accord de Kumanovo offre plusieurs leçons utiles à la réflexion sur les conditions d'une paix possible entre Israéliens et Palestiniens. L'accord a montré une nouvelle fois qu'une intervention militaire internationale peut être nécessaire pour arrêter des violations massives des droits de l'homme, comme ce fut le cas avec l'intervention de l'OTAN. Cette intervention – qui peut être pacifique – manque depuis très longtemps en Israël-Palestine. Autre point intéressant : la mise en place d'une administration transitoire sous la supervision des Nations unies a permis de stabiliser la région du Kosovo et de préparer le terrain pour une solution politique plus durable. Dans le contexte israélo-palestinien, un tel mécanisme pourrait être envisagé – pour Gaza principalement – en mettant en place une administration internationale neutre pour assurer une transition pacifique et éviter les confrontations directes entre les parties. Enfin, l'importance des symboles et du sentiment national résonne aussi avec la situation israélo-palestinienne. Le Kosovo, avec son poids historique et religieux pour les Serbes, a compliqué les négociations, tout comme Jérusalem reste un enjeu majeur du conflit. Toute solution devra prendre en compte cette dimension symbolique.

Quelles leçons tirer de ces cas ?

Les cas ici présentés permettent de répondre à la question : comment fait-on la paix, à défaut de savoir *pourquoi* on la fait ?

Quelques enseignements se dessinent au fil des situations. Tout d'abord, les solutions militaires, si elles ne sont pas accompagnées, sont insuffisantes pour assurer une paix durable, car elles ne traitent pas les causes profondes des conflits. En Afghanistan, les offensives américaines n'ont pas empêché la résurgence des talibans en l'absence de réformes politiques et de développement économique. Au Pérou, le gouvernement a compris qu'il ne pouvait vaincre le Sentier lumineux uniquement par la force et a donc lancé des programmes de développement rural pour regagner la confiance des populations locales. En Irlande du Nord, les efforts militaires n'ont pas suffi à mettre fin au conflit ; c'est une approche politique holistique, prévue par l'accord du Vendredi saint, qui a permis de pacifier le pays.

Les seuls cas finalement où l'approche militaire a triomphé seule, ce sont des situations que personne ne souhaite à mon sens pour le cas israélo-palestinien, à part peut-être les plus extrémistes des deux camps, qui se contenteraient certainement d'une simple expulsion : l'extermination des Aborigènes en Australie, la conquête de l'Ouest américain et les guerres amérindiennes, la quasi-élimination des Aïnous de l'île d'Hokkaido par le Japon impérial, la quasi-extermination des Dzoungars en Mongolie par la dynastie Qing entre 1755 et 1757, pour ne pas parler d'exemples plus contemporains…

Les différents cas enseignent également qu'un cessez-le-feu est un préalable indispensable au lancement des négociations de paix. En Bosnie comme en Irlande du Nord, le cessez-le-feu a stabilisé la situation et conduit aux accords de paix. De même au Soudan du Sud, où des cessez-le-feu successifs ont mené à la paix en 2018. En, Afghanistan, il a également facilité l'accord de Doha entre les États-Unis et les talibans. L'inclusion de toutes les parties en présence est essentielle pour garantir un processus de paix durable. En Colombie, le dialogue avec les FARC a conduit à l'accord de paix de 2016. En Irlande du Nord, l'inclusion du Sinn Féin et de l'IRA a mené à l'accord du Vendredi saint. Enfin, en Bosnie, les trois principaux groupes ethniques ont participé aux accords de Dayton.

Autre point majeur : une médiation internationale impartiale et soutenue par des acteurs neutres est souvent nécessaire pour débloquer des situations complexes. En Irlande du Nord, l'envoyé spécial américain a joué un rôle déterminant dans l'accord du Vendredi saint. En Afghanistan, le Qatar a aidé à organiser les

négociations entre les États-Unis et les talibans à Doha, tandis qu'en Colombie, la Norvège et Cuba ont facilité les pourparlers entre le gouvernement et les FARC. En Bosnie, l'OTAN et l'ONU ont permis la signature des accords de Dayton. Enfin, au Soudan du Sud, l'Union africaine et l'ONU ont été impliquées dans les négociations de paix.

Un désarmement progressif (et le contrôle des milices) constitue souvent la première étape dans la mise en œuvre d'un accord de paix. L'IRA en Irlande du Nord, les combattants de la Sierra Leone ou encore les FARC colombiens : tous ont accepté de désarmer pour que la paix soit instaurée. Le plus souvent avec l'encadrement de la communauté internationale, à la fois pour superviser la bonne mise en œuvre du désarmement, mais aussi pour s'assurer que les anciens combattants ne soient pas victimes de persécution systématique. Force est de constater qu'au Soudan du Sud, le conflit se poursuit en sourdine, alimenté par des factions rebelles qui n'ont pas déposé les armes, faute d'un mécanisme efficace et malgré l'embargo des Nations unies sur les ventes d'armes.

Car même après un accord de paix, des groupuscules peuvent continuer à perturber le processus. En Irlande du Nord, certaines factions de l'IRA ont refusé de se conformer à l'accord du Vendredi saint. En Colombie, des dissidents des FARC ont poursuivi des activités criminelles malgré la signature de l'accord de paix, nécessitant une attention continue. D'où le travail permanent s'agissant de la neutralisation des factions dissidentes, lequel peut relever de la communauté internationale (dans un premier temps, si l'autorité d'un pays n'est pas tout à fait rétablie) ou de l'autorité officielle de ce pays.

La transformation des groupes armés en entités politiques est essentielle pour favoriser une paix durable en remplaçant la lutte armée par l'engagement politique. Par exemple, en Colombie, l'intégration des FARC dans le processus politique après l'accord de paix de 2016 a permis à l'ancien groupe rebelle de se muer en parti politique, ce qui l'a encouragé à déposer les armes. Plus généralement, assurer la réintégration des anciens combattants – avec des garanties de sécurité pour eux comme pour leurs anciens ennemis – dans la vie civile est nécessaire pour éviter un retour aux armes.

La justice transitionnelle pour traiter les violences passées et la réconciliation jouent également un rôle majeur pour éviter la reprise des hostilités. Nombreux sont les cas de création d'organes dédiés

pour se prémunir contre de nouvelles violences : au Pérou avec la commission de la vérité et de la réconciliation, en Colombie avec la commission de la vérité ou encore en Irlande du Nord. L'exemple le plus connu étant sûrement l'instauration du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, qui a produit une importante jurisprudence contre les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide.

Parfois, le partage du pouvoir est essentiel. Il permet à la fois de satisfaire les revendications de l'ensemble des parties et les demandes d'inclusion dans les processus politiques, ce qui évite la reprise des conflits. Ainsi, l'accord du Vendredi saint a établi une répartition du pouvoir clair dans le gouvernement de l'Irlande du Nord. L'accord de paix au Sud-Soudan a abouti à la création d'un gouvernement d'unité nationale. Enfin, en Bosnie, les accords de Dayton ont instauré un système de gouvernance partagé entre les trois groupes ethniques. Cette approche garantit non seulement une représentation politique équitable, mais réduit aussi les tensions, puisqu'une fois intégrés à la vie politique, les adversaires n'ont plus d'intérêt à poursuivre la voie des armes, au risque sinon de se voir exclus de celle des urnes.

Il ressort également que des réformes institutionnelles et constitutionnelles profondes sont nécessaires pour corriger les inégalités à l'origine du conflit. En Irlande du Nord, la réforme de la police a été un élément clé de l'accord, pour créer une force plus représentative. En Bosnie, une nouvelle Constitution a été mise en place dans les accords de Dayton pour garantir une représentation équitable des trois communautés. L'accord de paix en Colombie contenait une réforme agraire complète, et c'est d'ailleurs la faiblesse de sa mise en place qui a poussé quelques groupes à reprendre les armes. Ces nouvelles institutions créées à la suite d'un accord de paix doivent être perçues comme légitimes pour garantir la stabilité. En Bosnie, la Constitution issue des accords de Dayton puisait sa légitimité dans la représentation équitable des trois groupes ethniques parties au conflit : les institutions politiques conçues pour représenter équitablement chacun d'eux ont aidé à maintenir la paix. Après le conflit au Kosovo, une administration internationale a supervisé la mise en place d'institutions qui se voulaient légitimes. En Irlande du Nord, l'accord du Vendredi saint a établi un gouvernement partagé afin de rallier les unionistes et les nationalistes. Après l'indépendance

du Timor oriental, l'administration transitoire sous l'égide des Nations unies a veillé à l'établissement d'institutions démocratiques crédibles, incluant l'adoption d'une nouvelle Constitution, des élections démocratiques et la mise en place d'un gouvernement perçu comme légitime par la majorité de la population.

Autre point fondamental, un processus de paix ne peut réussir sans traiter, à la racine, les causes profondes du conflit. En Afghanistan, l'absence de développement économique dans les zones rurales a permis aux talibans de regagner du terrain et a fait reculer le pouvoir parrainé par les États-Unis. En Colombie, les accords de paix avec les FARC ont inclus des réformes agraires pour répondre aux revendications de justice sociale. En Afrique du Sud, le processus de paix qui a mis fin à l'apartheid a traité les causes profondes de l'injustice raciale et de la ségrégation. Reconnaître la diversité identitaire des populations est fondamental pour désamorcer les tensions nationalistes. En Irlande du Nord, l'accord du Vendredi saint a permis aux citoyens de s'identifier comme britanniques, irlandais ou les deux, respectant ainsi la diversité culturelle. En Bosnie, la division du pays en deux entités (fédération de Bosnie-Herzégovine et *Republika Srpska*) a satisfait les revendications des différentes communautés ethniques. Cette approche a également été adoptée pour le Kosovo et le Timor oriental, où l'autodétermination a mené à leur indépendance. En outre, il est essentiel d'offrir des garanties de sécurité aux populations et communautés les plus vulnérables. Et il est non moins essentiel d'y faire participer la société civile pour garantir leur légitimité. En Irlande du Nord, les mouvements pour les droits civiques ont ainsi facilité la mobilisation populaire en faveur du processus de paix.

Dans de nombreux cas, une supervision internationale après la signature des accords a aidé à stabiliser les régions après le conflit. En Bosnie, les forces de l'OTAN ont eu la charge de superviser la mise en œuvre des accords de Dayton. Au Kosovo, une force de sécurité internationale a surveillé le retrait des troupes yougoslaves et la protection des civils après les accords de Kumanovo. Au Timor oriental, les Nations unies ont pris en charge l'administration temporaire du pays après son indépendance. Ces initiatives assurent la crédibilité du processus de transition et son contrôle, y compris par la force.

Ensuite, la reconstruction économique des zones dévastées par le conflit est indispensable pour maintenir la paix. Un plan de gestion des réfugiés et des déplacés est non moins essentiel pour stabiliser les zones post-conflit. En Bosnie, les accords de Dayton ont permis aux réfugiés de retourner dans leurs foyers. Au Kosovo, un mécanisme similaire a été mis en place après la guerre (il n'a pas empêché les déplacements forcés de populations serbes). Enfin, les accords de paix doivent être flexibles pour s'adapter à des réalités changeantes. En Bosnie, l'exception faite avec un arbitrage international pour le district de Brčko a permis d'éviter des tensions locales. En Irlande du Nord, le partage du pouvoir a évolué en fonction des résultats électoraux, assurant la stabilité. En Colombie, les accords de paix avec les FARC ont prévu des mécanismes flexibles (notamment des assouplissements du régime pénal dans le but de mettre fin à un conflit armé) pour surmonter les défis liés à leur mise en œuvre.

Rapportés à la question israélo-palestinienne, ces cas permettent d'imaginer des jalons menant à la paix : une pression internationale neutre, le choix de faire la paix fait par des leaders exigeants capables de se défaire des plus extrémistes, la démilitarisation des milices (Hamas, Jihad islamique et colons extrémistes), la supervision des opérations sous contrôle international, la mise en place de nouvelles institutions, le partage du pouvoir sur le territoire concerné, la prise en compte des revendications légitimes des belligérants, la séparation des populations quand il n'y a pas d'autre choix. Et éventuellement le partage du territoire comme l'envisageaient les accords d'Oslo, même s'ils n'évoquaient en fait qu'un processus à mettre en place et pas les modalités de l'accord.

Mais ces accords ont-ils jamais eu une chance d'être mis en œuvre ? L'idée de la « terre contre la paix » a-t-elle eu un jour la possibilité de devenir réalité ? Car c'est sur ce principe que quasiment toutes les options de paix entre Israéliens et Palestiniens ont été envisagées. Avant donc d'imaginer les étapes nécessaires à la mise en œuvre d'un accord de paix, il faut revenir sur les fondements mêmes de la paix : le partage du territoire.

1. Adam Baczko, *La Guerre par le droit*, CNRS Éditions/Biblis, 2024.

2. Cette division historique trouve ses racines dans la colonisation de l'Irlande par les Anglais et les Écossais au XVIe siècle, où les terres ont été redistribuées aux colons protestants, marginalisant la population catholique.

3. Le contexte colonial, qui combine une discrimination systématique en matière de logement, d'emploi et de représentation politique envers la communauté catholique, a posé les bases du conflit qui a éclaté à la fin des années 1960.

4. Avec Donald Trump réélu en 2024, on en est loin…

3

Un siècle de tentatives de paix

Le 7-Octobre, ses mille deux cents morts, sa violence et le traumatisme qu'il a engendré ont éloigné encore un peu plus si cela était possible l'idée de la paix en Israël. Côté palestinien, la destruction de Gaza, les cinquante-six mille morts parmi lesquelles seize mille enfants[1], le déplacement forcé des populations, la déshumanisation des victimes ne peuvent que renforcer les extrémistes. Raymond Aron affirmait dans les années 1950, en décrivant le schéma instauré par la dissuasion : « Paix impossible, guerre improbable. » On pourrait aujourd'hui reformuler la chose de façon plus pessimiste encore : « Paix impossible et guerre certaine. » Pourtant, parce que la guerre mène à la guerre et que la population palestinienne n'a aucunement l'intention de quitter la Palestine, même rendue invivable par les Israéliens, il y aura bien la paix un jour. Comment ? Selon quelles modalités ? Quelle forme prendront le partage du pouvoir, le découpage territorial ? Revenons sur les propositions de paix qui ont jalonné l'histoire du conflit. Et essayons de comprendre pourquoi elles ont toutes échoué.

Le rêve binational

On l'a oublié aujourd'hui, mais le premier projet de paix en Palestine fut porté par des intellectuels juifs, minoritaires mais influents car très renommés. En novembre 1925, l'association Brit Shalom, « l'alliance pour la paix », vit le jour à travers l'idée que la

solution en Palestine passait par la création d'un État binational. Alors qu'il était de bon ton parmi l'élite sioniste de nier le nationalisme arabe et la réalité de l'existence des Palestiniens, Arthur Ruppin et Haïm Margaliot-Kalvarisky, chargés par l'Agence juive de l'achat de terres, cherchèrent à alerter l'opinion publique juive sur l'irréalisme d'une telle conception et la nécessité de trouver une voie d'apaisement et de conciliation.

Le premier, brillant sociologue, avait été envoyé en Palestine en 1907 pour le compte de l'Agence juive, afin d'y étudier les possibilités d'implantation sioniste. En 1908, il s'installe définitivement à Jaffa. Il s'investit alors corps et âme dans l'acquisition de terres et la création de villages agricoles et de villes urbanisées. Il pensait que l'implantation juive permettrait à terme la création d'un État. Il acquit ainsi les terrains qui ont permis plus tard de bâtir la ville nouvelle de Tel-Aviv. Il fut l'un de ceux qui rendirent l'existence des kibboutzim possibles et fit partie en 1925 des animateurs de Brit Shalom. Appartenant à une génération antérieure, Haïm Margaliot-Kalvarisky émigra en Palestine dès 1895, se mit au service de la cause sioniste, créant des villages, achetant des terrains avant de militer pour la coexistence pacifique entre Juifs et Arabes. En 1919, il présenta au Congrès général syrien un plan en vue d'arriver à un accord judéo-arabe, déclarant à cette occasion : « La Palestine est la patrie de tous ses citoyens : musulmans, chrétiens et juifs sont tous citoyens avec des droits égaux. »

Les positions pacifistes de Brit Shalom ont été soutenues et relayées par Judah Magnes, le chancelier de la toute nouvelle université hébraïque de Jérusalem, et le philosophe allemand Martin Buber, très respecté dans le mouvement sioniste, lequel affirmait : « Le Juif, resté un Oriental, a pour mission universelle de relier l'Orient et l'Occident dans une réciprocité féconde[2]. » Les partisans de ce mouvement pensaient que la Palestine devait être la patrie de tous, juifs, musulmans et chrétiens. Le 25 novembre 1929, Albert Einstein, sympathisant, écrivait à Chaim Weizmann : « Si nous ne trouvons pas la voie d'une coopération sincère avec les Arabes, nous n'aurons rien appris de notre chemin de calvaire bimillénaire, et nous aurons mérité le sort qui nous est promis[3]. » Martin Buber déclarait au même moment que le projet sioniste reposerait inévitablement sur une « injustice » à l'égard du peuple palestinien, injustice dont seule la

portée pouvait être limitée : « En Palestine, il faudrait imaginer, au plus profond de nous-mêmes, que nous sommes les habitants originels du pays et que les autres sont des nouveaux venus, arrivés tout récemment dans le pays et qui, d'année en année, en prennent possession de plus en plus. Comment aurions-nous appréhendé une telle situation ? Comment y aurions-nous réagi nous-mêmes ? Ce n'est que lorsque nous aurons saisi cela que nous apprendrons à ne pas commettre d'injustice plus grande que celle que nous ne pouvons éviter du fait d'une nécessité vitale[4]. » Hannah Arendt était elle aussi partisane d'une solution binationale.

En 1930, l'organisation publia une liste de propositions prévoyant une collaboration potentielle entre Juifs et Arabes au sein d'un État binational accordant aux deux communautés les mêmes droits politiques indépendamment de leur importance numérique respective. Ses adhérents étaient prêts à des concessions majeures, telles que la limitation de l'émigration juive. Ils militaient pour l'enseignement de l'arabe dans les établissements scolaires juifs au même titre que l'hébreu. Mais l'initiative fut dénoncée comme élitiste, surtout après les émeutes de 1929. Et Ben Gourion déclara : « Il serait faux de dire qu'*Eretz Israël* signifie la même chose pour le peuple arabe que pour le peuple hébreu. Si le concept binational envisage cette égalité-là, c'est une contre-vérité qui récuse notre but final[5]. »

Une des impasses de l'idée binationale était alors identifiée : puisque l'identité des uns et des autres perdurait, les Juifs voulant rester juifs et les Arabes arabes et palestiniens, la question de l'équilibre entre majorité et minorité était posée. Il est probable que les Arabes dans les années 1930 et même encore en 1947 étaient prêts à accepter de faire une place aux Juifs dans un État à construire. Mais une telle chose était inacceptable pour Ben Gourion : l'idée sioniste consistait à donner un État aux Juifs, et non à leur faire une place sur la terre d'Israël, dominée par les Arabes. De plus les Juifs voyaient bien que la cohabitation était compliquée : il est vrai qu'à aucun moment une négociation n'avait posé entre les deux communautés la question de la vie commune.

Brit Shalom cessa ses activités en 1933, sans être jamais parvenu à susciter un courant d'opinion en faveur d'une Palestine pleinement judéo-arabe, où l'ensemble de ses habitants bénéficieraient de droits égaux. Mais l'idée binationale fut réactivée quelques années plus tard

avec le Livre blanc britannique à la suite de la « grande révolte arabe » de 1936-1939. Les Britanniques prévoyaient l'établissement d'un « État palestinien indépendant » dans un délai de dix ans. Le projet de partition du plan Peel de 1936 y était abandonné au profit d'un État binational où Arabes et Juifs « devaient apprendre à pratiquer la tolérance, la bonne volonté et la collaboration mutuelle ». Le Livre blanc fut catégoriquement rejeté par les Juifs de Palestine. Et la fermeture de l'immigration, en 1939, eut lieu au pire moment, alors que la violence antisémite nazie prenait une ampleur dévastatrice.

L'idée d'un État binational avait fait long feu. Elle est revenue dans certains esprits à la fin des années 1980 et durant la décennie 1990, décennie prolixe en idées de paix. Puis plus récemment parce que la guerre sans fin ne peut être un projet politique. Gideon Levy, longtemps correspondant de *Haaretz* dans les territoires occupés, s'est joint en 2014 à Meron Benvenisti, ancien maire adjoint de Jérusalem, pour appeler à la solution binationale. Leur argument était simple : l'État binational existe déjà. Il faut juste transformer un État qui sépare et discrimine en un État égalitaire, fondé sur l'égalité des droits.

Autre tentative, peut-être la plus intéressante, celle de Reuven Rivlin, président d'Israël de 2014 à 2021, figure politique singulière dans l'histoire récente de l'État hébreu. Parlementaire, membre du Likoud, partisan du Grand Israël, fils d'un rabbin traducteur du Coran en hébreu, il s'est opposé à la solution à deux États qu'il considérait comme une impasse dangereuse et refusait toutes concessions territoriales envers les Palestiniens. Il a toujours été par ailleurs un ardent partisan de la colonisation. Toutefois, pour lui, diviser la terre entre deux peuples ne pouvait garantir la sécurité, mais alimenterait au contraire les tensions et les divisions. Rivlin a ainsi défendu l'idée d'un État unique, s'étendant de la mer Méditerranée au Jourdain, où Juifs et Arabes partageraient une citoyenneté commune et jouiraient d'une stricte égalité des droits. Lorsqu'on lui opposait que cette vision pourrait transformer les Juifs en minorité au sein de leur propre État, il répondait que la peur de vivre en harmonie avec les Arabes n'est rien d'autre que la racine du racisme. Pour Rivlin, la véritable sécurité ne résidait pas dans la séparation, mais dans la construction d'une société commune, capable de transcender les antagonismes historiques. Ce principe d'unité, Rivlin l'a illustré de manière éclatante

lors de sa visite au village arabe israélien de Kafr Qassem en octobre 2014. Là, il déclara sans détour que « les Arabes israéliens sont le sang et la chair d'Israël ». Par ces mots, il appelait à dépasser les divisions ethniques pour embrasser une identité commune, où chaque communauté, qu'elle soit juive ou arabe, est pleinement intégrée au projet national. En mai 2015, recevant un prix des « Amis internationaux de Givat Haviva » pour son travail en faveur de la coexistence, Rivlin renouvela son appel à l'ensemble des camps politiques d'Israël : défendre la réconciliation n'est pas une option, mais une nécessité pour l'avenir du pays. Il évoqua l'urgence d'une « identité israélienne partagée », où Juifs et Arabes vivraient non comme des voisins séparés, mais comme des partenaires égaux engagés dans un destin commun. Il insista également sur le rôle de la langue comme pont entre les peuples, encourageant les Arabes à maîtriser l'hébreu et appelant les Juifs à apprendre l'arabe dès leur plus jeune âge. Mais Rivlin n'était pas aveugle aux défis que comportait une telle vision. Il reconnaissait que même si tous les États arabes venaient à reconnaître le droit des Juifs à l'autodétermination, le fondamentalisme islamiste, qui nie ce droit en bloc, continuerait de constituer un obstacle majeur à la paix. Il a fini sa carrière en 2021, mis à l'écart du Likoud.

Pourquoi l'idée d'un État binational a-t-elle été écartée ? Pour deux raisons principales : les militants sionistes n'en voulaient pas car ils souhaitaient donner un État aux Juifs et pas seulement un lieu où s'installer (et se réfugier après la Seconde Guerre mondiale). Et cet État devrait préserver leur identité. L'enjeu n'était pas seulement matériel (le territoire, la sécurité), il était ontologique. Il s'agissait de donner aux Juifs le droit d'exister, librement et indépendamment des décisions politiques échappant à leur volonté. L'idée a été rendue encore plus impossible après 1967 : l'occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est avait conduit Juifs et Arabes à être aussi nombreux sur la terre de l'ancienne Palestine mandataire. Avec un risque (du point de vue israélien) que les Arabes deviennent majoritaires en Israël. Les projets généreux de vie commune et de coexistence pacifique n'ont ainsi jamais vraiment été considérés.

La bombe oui, mais pas la dissuasion

La paix aurait pu advenir par un autre intermédiaire : la capacité de dissuasion israélienne depuis que l'État hébreu s'est doté de la bombe atomique, probablement en 1966. C'est un fait rarement souligné concernant Israël : la possession de la bombe nucléaire aurait pu lui assurer la paix. Tel était d'ailleurs l'objectif de Ben Gourion, qui considérait la possession de l'arme atomique comme indispensable à la sécurité d'Israël : « Quand l'État d'Israël sera créé, il sera attaqué de toutes parts par ses voisins ; cet État aura besoin de jeunes Juifs de la diaspora et de moyens de défense efficaces[6]. » Mais ce n'est pas suffisant, ou plutôt, c'est trop : la bombe joue son rôle de protecteur ultime de la sécurité d'Israël mais elle ne permet pas d'assurer sa sécurité au quotidien.

Le programme fut lancé dès 1949. En 1952, la Commission israélienne pour l'énergie atomique voyait le jour et commençait la construction de la centrale nucléaire de Nahal Soreq, centre de recherche mis en service en 1960 avec l'aide des Américains bientôt rejoints par les Français. Dans le contexte du déclin de l'influence française au Levant (Syrie, Liban) et de la montée des ambitions panarabistes de l'Égypte de Nasser, le gouvernement français partageait avec les Israéliens la détestation de Nasser, héraut du nationalisme arabe et principal support du FLN algérien. La France considérait Israël comme son principal allié dans la région et regardait avec beaucoup de suspicion les volontés de contrôle britanniques et américaines sur les hydrocarbures de la région. Au moment de la crise de Suez qui a scellé l'alliance franco-israélo-britannique contre l'ennemi égyptien commun, le Premier ministre David Ben Gourion et Shimon Peres, alors directeur général du ministère de la Défense, avaient obtenu en secret, dans le cadre des protocoles de Sèvres, l'aide de la France pour ouvrir la voie à l'édification d'une capacité nucléaire militaire. La seule condition était qu'Israël ne franchisse le « seuil » qu'avec l'autorisation de la France. C'est ainsi que fut lancé le programme de construction du premier réacteur nucléaire à Dimona. Shimon Peres obtint également la livraison de plusieurs Mirage III, avions de combat à réaction produits par Dassault et indispensables pour crédibiliser la capacité atomique israélienne. En 1961, le général

de Gaulle, inquiet des répercussions possibles de l'engagement aux côtés d'Israël dans la région, mit fin à l'aide concernant l'usine de séparation du plutonium mais autorisa la construction du réacteur de Dimona. Les Britanniques ont aussi de leur côté beaucoup contribué au programme nucléaire israélien en fournissant du matériel et des équipements pour la centrale. Ces coopérations ont probablement permis à Israël de commencer la production d'ogives nucléaires dès 1966.

La relation entre les États-Unis et Israël en matière nucléaire a, elle aussi, débuté dans les années 1950, principalement dans le cadre du programme « Atomes pour la paix » lancé par le président américain Dwight D. Eisenhower en 1953. Ce programme visait à promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et à partager des technologies nucléaires civiles avec des pays alliés. Israël fut l'un des premiers à le rejoindre mais sous une forme civile et non militaire. Élu en 1960, Kennedy ne souhaitait pas voir Israël se doter de l'arme nucléaire. En 1958, des avions de reconnaissance américains de type U-2 avaient survolé le site de Dimona et confirmaient les soupçons – démentis par les autorités israéliennes – de l'existence d'un programme de recherche nucléaire. Contrairement au désir des Américains de voir Israël accepter les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), seules les inspections américaines furent autorisées. La situation évolua avec la guerre des Six Jours. En 1969, Golda Meir et Richard Nixon passèrent un accord secret qui prévoyait qu'Israël ne ferait pas « d'introduction visible d'ogives nucléaires et qu'elle n'entreprendra pas [officiellement] d'essais nucléaires », en échange de quoi les États-Unis lui livreraient des armes conventionnelles. L'accord garantit également que les États-Unis ne feraient pas pression sur Israël pour qu'elle adhère au traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). La coopération nucléaire militaire israélo-américaine était ainsi implicitement reconnue. Israël prenait rang parmi les puissances nucléaires. Elle avait même commencé à exporter son savoir-faire. En 1979, un satellite américain détectait un double flash possiblement lié à une explosion nucléaire atmosphérique dans les eaux sud-africaines, confirmant les rumeurs d'une possible coopération nucléaire entre Israël et l'Afrique du Sud, ce que reconnaîtra plus tard Nelson Mandela. Israël refuse toujours aujourd'hui que ses installations

nucléaires militaires soient contrôlées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), laquelle a par ailleurs rejeté à plusieurs reprises la résolution de dix-huit pays appelant Israël à se placer sous sa supervision. L'État hébreu posséderait aujourd'hui quatre-vingt-dix ogives nucléaires et pourrait rapidement en disposer d'environ deux cents. Cette capacité nucléaire militaire lui a permis d'anticiper le risque qu'un de ses voisins agressifs se dote de telles capacités. Son avance en la matière l'a protégé. L'arme atomique devrait donc assurer la sécurité d'Israël. Elle a rempli son office, même si régulièrement des groupes, palestiniens comme le Hamas ou le Jihad islamique ou extérieurs comme le Hezbollah, promettent sa destruction. Et quand le président iranien Mahmoud Ahmadinejad déclara en 2005 vouloir « rayer Israël de la carte » (il semblerait d'ailleurs qu'il n'ait pas prononcé cette phrase, résultat d'une traduction fautive en anglais d'un de ses discours), il savait que l'Iran serait frappé en retour avant Israël s'il déclenchait une attaque massive contre l'État hébreu.

Pourtant, contrairement à la plupart des pays dotés de l'arme nucléaire, Israël n'est pas en paix. Pourquoi ? Probablement d'abord parce que le Proche-Orient est trop petit pour rendre l'arme atomique réellement dissuasive : une explosion nucléaire dans un pays voisin d'Israël entraînerait immanquablement des répercussions en Israël même. Les Russes sont dans une situation quasi similaire en Ukraine. Vladimir Poutine agite régulièrement la menace d'une frappe nucléaire mais il sait que l'impact sur l'Ukraine – et la Russie limitrophe – serait trop important. La toute-puissance nucléaire dissuade de son emploi – c'est la dissuasion de la dissuasion – et laisse la place aux guerres conventionnelles, d'autant que les guerres menées par Israël depuis qu'il a édifié sa capacité militaire nucléaire n'ont jamais mis en danger son existence, au point qu'il doive y recourir. En 1967, son armée s'est très rapidement imposée. En 1973, après un certain flottement, elle a repris le dessus et n'a plus jamais été mise en difficulté. Quant au 7-Octobre et à sa barbarie, il s'agissait d'une attaque de guérilla avec des méthodes terroristes, aux fortes répercussions symboliques mais qui n'a pas réellement mis l'existence d'Israël en danger.

Si l'État binational n'est plus une perspective crédible et que la possession par Israël de l'arme atomique ne lui a pas procuré la paix,

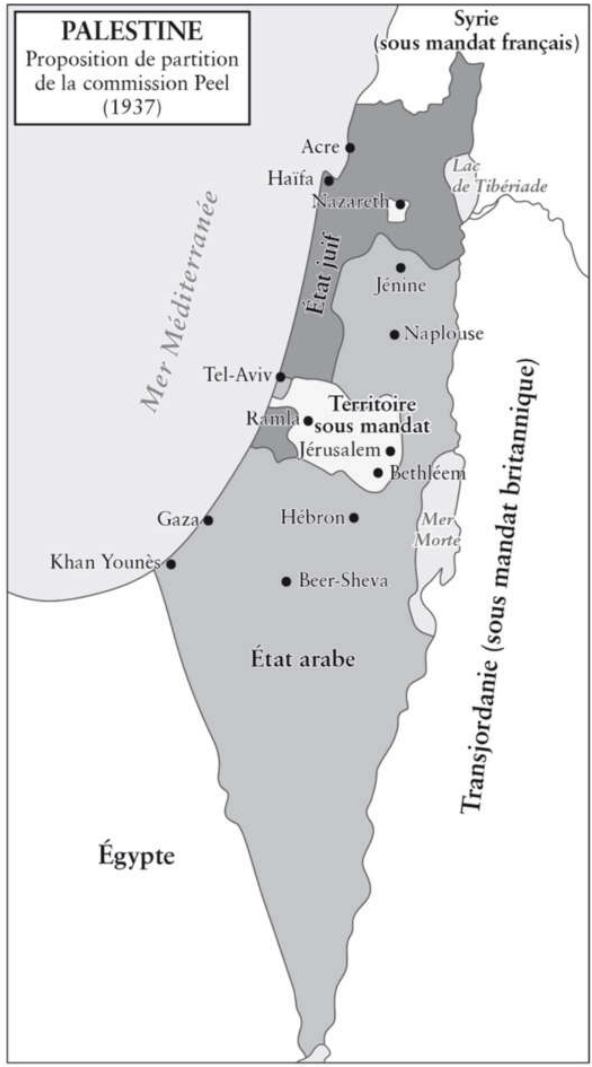
la question demeure entière : comment arrêter le conflit ? La séparation est-elle une meilleure option ?

Partition géographique puis partage du territoire

C'est l'hypothèse qui a occupé les esprits avant même la création d'Israël, période où la séparation a été imaginée sous forme de partition en trois blocs de la Palestine mandataire.

Le plan Peel : partition et transfert

De 1933 à 1936, de trente à cinquante mille Juifs d'Europe émigraient chaque année en Palestine. Les promoteurs du sionisme souhaitaient qu'ils y deviennent majoritaires et accèdent ainsi à la souveraineté. L'explosion populaire arabe de 1936, la grève générale et la violence qui s'ensuivit s'expliquent par le refus de cette immigration juive dans le « foyer national juif » attribué par les Britanniques dont les Palestiniens récusaient la validité. Pour arrêter le mouvement, les Anglais firent intervenir les États arabes indépendants – dont les chefs exercèrent des pressions sur les révoltés palestiniens – et lancèrent une commission d'enquête royale conduite par Lord William Peel. Le 11 novembre 1936, la commission arrivait en Palestine pour enquêter sur les raisons de la révolte. Elle y passa deux mois et proposa début juillet 1937 sa solution. Comme le rappelle Jean-Pierre Filiu, son constat était sans appel : « Le mandat ne peut être pleinement et loyalement exécuté à moins que, d'une manière ou d'une autre, on n'arrive à apaiser l'antagonisme national existant entre Arabes et Juifs. Or c'est le mandat qui a créé cet antagonisme et qui le maintient en vie[7]. » La Commission royale proposa alors une partition en trois : le maintien du mandat britannique sur un corridor autour de Jérusalem s'étirant jusqu'à la côte de la Méditerranée au sud de Jaffa, un État arabe au sud et un État juif au nord.



Pour la mise en œuvre du plan, il fallait expulser deux cent mille Arabes de la partie juive et mille Juifs de la partie arabe. Quant à l'immigration juive, elle devait être plafonnée à soixante-quinze mille personnes pour les cinq années à venir. Les responsables juifs acceptèrent le plan à contrecœur avec nombre de réserves, Churchill le critiqua vertement, y voyant une « répudiation » de la déclaration Balfour, et les Arabes le rejetèrent catégoriquement. La guérilla reprit.

Le plan Peel fut une étape importante pour le mouvement sioniste. Jean-Pierre Filiu raconte que « le congrès sioniste, réuni à Zurich en

août 1937, s'était bien gardé d'entériner les frontières d'un tel État juif, mais a soutenu le principe même de la partition d'une Palestine toujours arabe aux deux tiers ». Tandis que Jabotinsky rejetait le plan, « l'idée sioniste progressait puisque la perspective d'un État juif en Palestine se [substituait] à celle d'un simple "foyer national"[8] ». En outre, la Commission britannique faisait référence aux « échanges de population » entre la Grèce et la Turquie, en 1922-1924, pour évoquer l'avenir des deux cent vingt-cinq mille Arabes qui résideraient sur le territoire du futur État juif. En dépit du fait qu'il n'y ait quasiment pas de Juifs du côté arabe, c'est la notion de « transfert » que le plan Peel légitimait aux yeux de Ben Gourion. Et c'est en ce sens qu'il s'exprima devant le Congrès sioniste d'août 1937 : « Le transfert de population est ce qui rendra possible un programme intensif de colonisation. Il est heureux que les Arabes disposent de vastes territoires inhabités. La puissance croissante du peuplement juif de Palestine nous aidera ainsi à organiser un transfert massif. » Le chef de l'Agence juive pensait à la Transjordanie, voire à l'Irak. Quelques mois plus tard, il était encore plus explicite : « Je suis favorable au transfert obligatoire et n'y vois rien d'immoral[9]. »

Le plan de partage de 1947

Le Livre blanc britannique en juillet 1939 succéda au plan Peel, après que la Commission Woodhead eut échoué à le mettre en œuvre (elle n'y avait d'ailleurs jamais cru). Il appelait à l'établissement d'un foyer national juif dans un État palestinien indépendant dans un délai de dix ans, rejetant l'idée de partition de la Palestine proposée par la Commission Peel, et limitait l'immigration juive à soixante-quinze mille personnes pendant cinq ans tout en précisant que la poursuite de l'immigration serait ensuite déterminée par la majorité arabe. Les Juifs ne pouvaient en outre acheter des terres arabes que sur 5 % du territoire du mandat. Les représentants arabes officiels rejetèrent le plan, contrairement à l'opinion arabe, plus modérée. Quant aux groupes sionistes de Palestine, ils le refusèrent sans surprise. Hitler avait accéléré la mise en œuvre de sa politique antisémite en 1935, privant cinq cent mille Juifs allemands de leur nationalité. Ils ne pouvaient accepter que la porte de la Palestine se fermât. Jabotinsky

appela à la révolte contre les Britanniques. Et l'Irgoun débuta une campagne d'attaques contre les biens du gouvernement britannique qui dura jusqu'en 1947.

Plusieurs tentatives de résolution du conflit entre Juifs et Arabes furent menées par les Britanniques. Aucune n'aboutit. En juillet 1946, le rapport britannique de Morrison et Grady proposait un plan de division de la Palestine en provinces autonomes dont les intérêts collectifs seraient gérés par une puissance mandataire. Refus des deux parties. La pression sur les Britanniques augmenta. Ceux-ci devenaient incapables d'assumer les coûts financiers et humains que nécessitait la gestion de la situation : cent mille soldats britanniques était stationnés en Palestine, soit 10 % des effectifs totaux de l'armée ! Pendant ce temps, les attentats de l'Irgoun et du Lehi faisaient de nombreuses victimes et, après la libération des camps de concentration, il leur était moralement de plus en plus difficile de réprimer les activistes juifs comme le réclamaient leurs militaires sur le terrain : comment être des adversaires des Juifs après ce que leur avait fait subir l'Allemagne nazie ? Le 14 février 1947, le Premier ministre britannique Clement Attlee annonça que le Royaume-Uni allait remettre son mandat sur la Palestine à l'ONU.

Les discussions pour le partage de la Palestine et la création de l'État d'Israël débutèrent. Une commission composée de onze États fut mise en place (Australie, Canada, Guatemala, Inde, Iran, Pays-Bas, Pérou, Suède, Tchécoslovaquie, Uruguay, Yougoslavie). Le 14 mai, Andreï Gromyko, ambassadeur de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU, annonça que les Soviétiques soutenaient une position antibritannique et pro-israélienne, ce qui prit de court tout le monde. Le représentant soviétique reconnaissait le droit des Juifs à l'autodétermination et suggérait, au cas où la solution d'un État unifié serait impraticable, de recourir à la partition. En juillet 1947, la commission rendit ses recommandations, adoptées par sept voix (Canada, Tchécoslovaquie, Guatemala, Pays-Bas, Pérou, Suède et Uruguay) contre trois (Inde, Iran et Yougoslavie) et une abstention (Australie) : elle avait tranché en faveur de la partition. Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU adopta la résolution 181, proposant la fin du mandat britannique et la partition de la Palestine en deux États indépendants : un État juif et un État arabe, plaçant Jérusalem sous contrôle international en tant que

corpus separatum.

L'État juif tel qu'il était envisagé s'étendait sur environ 55 % de la superficie totale de la Palestine mandataire, les Juifs représentant environ 33 % de la population. L'État arabe, lui, couvrait 45 % du territoire pour 67 % de la population. Jérusalem et Bethléem étaient placées sous administration internationale : les deux villes, considérées comme sacrées par les trois monothéismes, devaient être administrées par les Nations unies de manière à garantir un accès équitable aux lieux saints. Les territoires attribués au futur État juif incluaient la plaine côtière, le nord de la Galilée, et une partie du désert du Néguev. L'État arabe englobait, lui, les montagnes centrales, la région de Gaza et une partie du Sud. Une union économique entre les deux États était prévue pour favoriser les échanges commerciaux ainsi que l'utilisation partagée des infrastructures.

Cette solution était soutenue par Truman. Contrairement à son prédécesseur, Franklin D. Roosevelt, favorable à une tutelle internationale sur l'ensemble de la Palestine, Harry S. Truman, chrétien évangélique, considérait que les Juifs possédaient un droit historique sur la Palestine et que le Livre blanc britannique constituait une capitulation devant Hitler. Son administration fit par ailleurs pression sur l'ONU pour transformer la structure qui venait en aide aux réfugiés palestiniens de 1949 en un « Office de secours et de travaux des Nations unies », l'UNRWA. Exit donc l'idée que les Palestiniens seraient des réfugiés, malgré la résolution 194 du 11 décembre 1948, qui consacrait leur droit au retour en affirmant qu'« il y [avait] lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins », et que « des indemnités [devaient] être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui [décidaient] de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage [devait] être réparé par les gouvernements ou autorités responsables ».

La résolution de l'ONU ne fut pas mise en œuvre puisque son refus par la partie arabe déclencha la « guerre d'indépendance » d'Israël. Une nouvelle fois donc, un plan de partition de la Palestine destiné à établir la paix déclencha la guerre. Pourquoi ? Parce que la partition n'est pas la solution au conflit. C'est ce qu'a encore une fois démontré

à son corps défendant le processus d'Oslo.

La terre contre la paix, la parenthèse refermée d'Oslo

Les Israéliens ont progressé grâce à la guerre : celles de 1948 et 1967 leur ont permis de gagner des territoires. Celles de 1956 et 1973 se sont soldées par des *statu quo* mais jamais par des défaites. Les Palestiniens, ayant été dépassés sur le plan militaire, ont fait avancer leur cause par d'autres moyens : la grève générale de 1936, cassée par les régimes arabes, avait conduit au Livre blanc de 1939 qui était clairement en leur faveur ; la révolte des jeunes en 1987 (et l'affaiblissement de l'OLP) a conduit par étapes à l'accord d'Oslo qui a ouvert pour la première fois pour eux et les Israéliens des perspectives de normalisation.

Ces deux modalités de progrès disent le rapport du fort au faible qui s'est progressivement installé. La victoire de 1948 a été la matrice de la politique militaire israélienne, théorisée dès les années 1920 par Ze'ev Jabotinsky : la « muraille d'acier » de la dissuasion, la nécessité de passer en force, la reconnaissance de la difficulté pour l'adversaire de reconnaître la légitimité de son ennemi. Certains considéreront que cette politique est cynique et inhumaine. D'autres, qu'elle est nécessaire. Le fait est qu'elle est efficace. Peut-elle pour autant conduire à la sécurité, la vraie, celle que procure la paix ? Ce n'était pas l'idée de Yitzhak Rabin et de Shimon Peres. Ni probablement celle de Yasser Arafat, converti à la reconnaissance d'Israël et à une forme de réalisme après la perte de ses soutiens – jamais très enthousiastes – extérieurs (soviétiques et arabes). Mais pourquoi le processus de paix a-t-il échoué ?

1967 rebat les cartes de la paix

Après la guerre des Six Jours et l'occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est par les soldats israéliens, la diplomatie s'est démultipliée. Les Français ont condamné la décision israélienne de

déclencher les hostilités puis de rentrer dans Jérusalem, une fois la victoire assurée. Ils souhaitaient qu'Israël évacue les territoires occupés et que les États arabes reconnaissent enfin le droit à l'existence d'Israël. Les Américains acceptaient le principe du retrait mais réclamaient un plan global pour un retour à une paix durable. Les Soviétiques, eux, dénonçaient « l'agression israélienne » et réclamaient un retrait immédiat des « territoires occupés ». Les pays du tiers monde condamnaient l'acquisition de territoires par la force, un précédent susceptible de déstabiliser l'équilibre atteint après la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

La résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 22 novembre 1967, constitue un texte fondamental pour le conflit israélo-arabe. Adoptée après la guerre des Six Jours, elle visait, conformément à la demande américaine, à établir une base pour une paix durable et équitable dans la région. Ce texte reposait sur deux principes majeurs : le retrait d'Israël des territoires occupés lors du conflit et la reconnaissance de tous les États de la région dans des frontières sûres et acceptées par tous. Rédigée en anglais et en français, la résolution appelait au « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit » (en anglais « *withdrawal of Israeli armed forces from territories occupied in the recent conflict* »). La formulation anglaise, par l'absence de l'article défini *the* devant *territories* peut être interprétée comme n'exigeant pas un retrait de *tous* les territoires occupés. En revanche, la version française, plus explicite, mentionne « des territoires occupés », suggérant un retrait intégral[10]. Cette ambiguïté a engendré une divergence d'interprétation notable entre la France et les États-Unis, reflétant une vision géopolitique différente. Fidèle à une tradition diplomatique alignée sur le droit international, la France a interprété la résolution comme exigeant le retrait total d'Israël des territoires occupés en 1967, notamment la Cisjordanie, Gaza, le plateau du Golan et Jérusalem-Est. Cette lecture s'inscrit dans une conception stricte du caractère inadmissible de l'acquisition de territoires par la guerre, principe également affirmé dans le préambule de la résolution. Les États-Unis, pour leur part, ont mis en avant l'ambiguïté de la version anglaise pour soutenir une interprétation plus flexible. Selon eux, le texte n'exige pas nécessairement un retrait complet d'Israël des territoires

occupés, mais laisse place à des ajustements territoriaux dans le cadre de négociations bilatérales. C'est évidemment la position du gouvernement israélien depuis lors. En pratique, cette divergence d'interprétation a eu des répercussions profondes sur les négociations de paix ultérieures. Israël a souvent invoqué la version anglaise pour justifier son maintien dans certains territoires, tandis que les pays arabes ont insisté sur l'interprétation française pour exiger un retrait total.

Cette résolution est fondamentale pour deux raisons. D'abord parce qu'elle déplace le sujet : la question en jeu, ce n'est plus Israël dans ses frontières de 1948 mais dorénavant les territoires occupés (la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est). Ensuite parce qu'elle pose un nouveau cadre pour les négociations. Alors que le monde s'était habitué au *statut quo* issu de la guerre de 1948, il n'est plus question pour les Palestiniens de recouvrer les territoires qui leur étaient dévolus par la résolution de 1947. Le sujet s'est déplacé vers les territoires conquis par Israël et abandonnés par la Jordanie et l'Égypte d'un côté et sur la question de la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens et les États arabes de l'autre. Le principe de « la terre contre la paix » est affirmé : ce sera la matrice de tous les plans de paix futurs.

Oslo et l'espoir de la paix

Le point de départ du processus qui a mené à Oslo n'est, une fois n'est pas coutume, ni institutionnel ni diplomatique ; il s'est déroulé dans la rue. Le 9 décembre 1987, à la suite d'une succession d'incidents dans la bande de Gaza, des affrontements éclatèrent entre des très jeunes émeutiers – sans affiliations politiques connues – et l'armée israélienne. Le 10 décembre, les soldats israéliens furent accueillis par une pluie de pierres : les travailleurs palestiniens qui avaient l'habitude de se rendre en Israël restèrent chez eux, les étudiants de l'université de Gaza appelèrent à la mobilisation. Dans les jours qui suivirent, la mobilisation des jeunes Palestiniens se propagea en Cisjordanie : l'Intifada avait commencé. Rabin, mal informé, revint de New York et attribua les troubles à une manipulation téléguidée par la Syrie et l'Iran. Yitzhak Shamir affirma quant à lui que l'OLP

était la responsable de la mobilisation. Les deux se trompaient ; le mouvement était spontané.

Les causes étaient multiples : les humiliations de la population palestinienne, deux fois moins payée que les Israéliens pour un même travail, les difficultés pour franchir la frontière, la complexité d'accès à Jérusalem, les réquisitions de terre et d'eau au profit des colonies… La direction en exil de l'OLP était jugée lointaine, les « alliés » arabes se détournaient de la question palestinienne. La rue criait son désespoir. Et les Israéliens ne surent pas y répondre : la « révolte des pierres » mettait en scène des enfants et des femmes désarmés – lesquels représenteront un tiers des victimes – face à des soldats israéliens surarmés. Les images furent catastrophiques pour Tsahal, devenu le Goliath des temps modernes qui écrasait un David au visage d'adolescent palestinien. Le système de répression israélien fut par la suite mis en cause par les institutions judiciaires israéliennes elles-mêmes (rapport Landau paru en 1987 sur des événements datant de 1984 ; commission Ben Porat de la Knesset sur les actes du Shabak, le contre-espionnage israélien, qui utilisa pendant l'Intifada des méthodes d'interrogation assimilable à la torture).

L'idée de désobéissance civile n'était pas nouvelle mais elle fut popularisée en Palestine par un psychologue vivant aux États-Unis, Moubarak Awad, revenu vivre à Jérusalem en 1983. Considéré comme un original par la direction de l'OLP, accusé d'être proche de la CIA, il diffusa des idées qui gagnèrent du crédit avec l'affaiblissement des institutions palestiniennes à la fin des années 1980. Il inventa cent vingt méthodes d'action, parmi lesquelles le boycott des cigarettes et des boissons gazeuses, puis des taxes pour atteindre, en plusieurs étapes, la rupture totale avec le système israélien. Les attaques contre les soldats israéliens, les civils des colonies et les Palestiniens accusés d'être des collaborateurs de l'armée israélienne se multiplièrent en parallèle : l'Intifada fut aussi un mouvement violent. C'est pendant la première Intifada que fut créé le Hamas. Réticent au départ à s'engager contre l'armée israélienne et désireux d'abord et avant tout de contrôler le comportement des Palestiniens pour les remettre dans la « voie de l'islam », le fondateur du Hamas, Cheikh Yassine, comprit qu'il ne pouvait laisser son organisation à l'écart de la mobilisation de la société civile qui commençait.

Les Arabes d'Israël s'associèrent aux Palestiniens des territoires

occupés. Ils organisèrent des manifestations et des grèves, envoyèrent de la nourriture, des médicaments, organisèrent des protestations, collectèrent des fonds pour eux et donnèrent même du sang. Les députés arabes à la Knesset intervinrent en faveur des détenus palestiniens. Pour la première fois, les actions politiques des Palestiniens d'Israël et des territoires occupés étaient coordonnées. D'après l'organisation de défense des droits de l'homme B'Tselem, 1 162 Palestiniens (dont 241 mineurs) et 277 Israéliens (dont 19 mineurs) trouvèrent la mort durant ce soulèvement qui prit fin avec l'élection en 1992 d'Yitzhak Rabin.

L'Intifada est à l'évidence un tournant majeur dans le conflit israélo-palestinien et dans l'organisation palestinienne. D'abord parce qu'elle a permis d'éveiller dans le monde une sympathie pour les Palestiniens, au-delà du monde arabe et des cercles issus en général de l'extrême gauche en Occident. Le fait que l'on parle des Palestiniens et de leur résistance à l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza autrement que dans les pages « terrorisme » des journaux a eu un effet majeur, d'autant que les images leur étaient favorables. La montée en puissance de la société civile contribua également à changer la stratégie de l'OLP, qui déclara l'indépendance de l'État palestinien en novembre 1988, mais surtout rompit officiellement avec le terrorisme, annonça la fin de la lutte armée et reconnut de fait l'État d'Israël. La voix vers les accords d'Oslo était ouverte.

Il est vrai que la situation internationale avait profondément changé entre le début de l'Intifada et sa fin. Le mur de Berlin était tombé en 1989, précédant de peu la disparition de l'Union soviétique en 1991. Quelques mois auparavant, Saddam Hussein avait envahi le Koweït. Les États-Unis avaient répondu en bâtissant une coalition internationale très large qui avait défait l'armée irakienne en quelques semaines en janvier 1991. Pour les Palestiniens, ce sont deux années clés : ils perdirent leur allié soviétique et se mirent à dos l'essentiel des régimes arabes, notamment ceux du Golfe, leurs principaux bailleurs de fonds. En 1992, l'OLP était proche de la faillite. Pourquoi Arafat a-t-il choisi de soutenir Saddam Hussein dans son action contre le Koweït, l'État où il fonda le Fatah ? Parce que l'opinion publique arabe – et notamment palestinienne – était massivement derrière le leader irakien, qui promettait de venger l'honneur arabe (en attaquant un État arabe), récit développé au moment de la formation de la

coalition occidentale et saoudienne.

George Bush saisit l'occasion ouverte par la nouvelle donne au Proche-Orient consécutive à la défaite de Saddam Hussein pour mettre en place son « nouvel ordre mondial ». Pour y parvenir, le règlement de la question israélo-palestinienne était essentiel. Avec son secrétaire d'État, James Baker, il prit l'initiative de lancer la conférence de Madrid en octobre 1991.

Avant Oslo

James Baker était à la manœuvre. En mai 1989, il avait déclaré lors d'une conférence de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), la principale organisation de soutien à Israël aux États-Unis : « Pour Israël, le moment est venu de mettre de côté, une fois pour toutes, la vision irréaliste d'un Grand Israël […]. Renoncez à l'annexion, arrêtez les activités de colonisation, autorisez les écoles à rouvrir, tendez la main aux Palestiniens en tant que voisins qui méritent des droits politiques. » Il s'agissait d'un changement radical de vues par rapport au soutien dont la colonisation avait bénéficié sous la présidence Reagan.

Au moment de la conférence de Madrid, Benyamin Netanyahou était vice-ministre israélien des Affaires étrangères et le protégé du Premier ministre Yitzhak Shamir. Il avait exaspéré le secrétaire d'État américain en affirmant que les États-Unis faisaient preuve de naïveté dans le cadre de leurs relations avec les Palestiniens. « Il est étonnant qu'une superpuissance comme les États-Unis, qui était censée être le symbole de l'équité politique et de l'honnêteté internationale, bâtisse sa politique sur la base de déformations et de mensonges », avait-il déclaré. Furieux, Baker informa ses officiels que Netanyahou ne serait pas autorisé à entrer au département d'État. Et il refusa de le rencontrer personnellement tout au long de son mandat[11]. Le programme israélien de construction de colonies dans les territoires occupés constituait une source constante d'irritation pour Baker et Bush. Quand le Premier ministre israélien déclara à Bush, lors d'une visite à la Maison-Blanche au début de l'année 1989, que « les colonies ne devraient pas être un tel problème », le président crut à tort qu'Israël s'engageait à mettre un terme aux constructions. Lorsque d'autres extensions furent annoncées deux semaines plus tard, Bush

estima que Shamir lui avait menti. Il ne le lui aurait jamais pardonné. Lorsque, deux ans plus tard, à la veille de la conférence de Madrid, Shamir demanda aux États-Unis de garantir des prêts immobiliers d'une valeur de 10 milliards de dollars pour financer une nouvelle vague d'immigration de Juifs venus d'Union soviétique, ceux-ci, craignant que l'argent ne fût utilisé pour des colonies en Cisjordanie et à Gaza, refusèrent.

C'est dans ce contexte que Yitzhak Shamir répondit à l'invitation pour la conférence de Madrid, assortissant sa réponse positive de plusieurs conditions : seule la délégation jordanienne serait habilitée à représenter les Palestiniens. Il n'y aurait ni délégation de l'OLP, pas plus que des représentants des réfugiés palestiniens et de résidents de Jérusalem-Est. C'était une manière originale de commencer une négociation : refuser comme interlocuteurs les principaux concernés par le problème qui allait être discuté. Il avait en outre refusé au préalable toute perspective d'État palestinien, même après le renoncement à la violence de l'OLP et la reconnaissance de fait d'Israël par l'organisation palestinienne.

La conférence permit néanmoins que se tiennent des discussions de paix entre les Israéliens et leurs trois pays voisins arabes, d'où émergea l'idée d'une solution en deux étapes : une première avec la mise en place d'une gouvernance intérimaire palestinienne, puis une seconde pour régler les statuts définitifs des points bloquants. La première étape aboutit aux accords d'Oslo, qui établirent l'Autorité palestinienne en 1993. L'autre élément important de la conférence fut la reconnaissance par la partie israélienne de la nécessité de parler directement avec les Palestiniens en général et l'OLP en particulier.

Le Hamas réagit à la conférence de Madrid en annonçant la création de sa branche armée, les brigades Ezzedine al-Qassam. La référence au cheikh syrien, tué en 1935 par l'armée britannique, avait deux objectifs : rappeler que l'histoire de la résistance palestinienne à Israël avait commencé avant l'OLP et réaffirmer la force de l'organisation islamiste à Gaza. Le Hamas assassina ainsi dans les années qui suivirent deux cents Palestiniens, accusés d'être des collaborateurs d'Israël et de « mauvais musulmans ».

Yitzhak Rabin avait fait de l'avancée des négociations de paix l'axe majeur de sa campagne. Son idée était à cette époque de négocier l'autonomie pour une partie des territoires occupés. Une fois élu, il se

donna de l'espace politique en expulsant (pour deux ans) 417 islamistes vers le Liban fin 1992, malgré les condamnations internationales : cette décision était contraire aux conventions de Genève. C'était aussi le cauchemar des Libanais : l'installation des Palestiniens chez eux. Il fit abroger la loi de 1986 qui criminalisait les relations avec l'OLP. Il affirma alors qu'« Israël [devait] négocier comme s'il n'y avait pas de terrorisme, mais aussi combattre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de négociation », une formule pas si éloignée dans son esprit de celle de Yasser Arafat à l'ONU, deux décennies avant, qui évoquait « le rameau d'olivier dans une main et le fusil du combattant dans l'autre main ». Rabin dira d'ailleurs en décembre 1992 : « La main que nous tendons vers ceux qui veulent la paix est la même qui appuiera sur la détente contre les meurtriers. »

Pourquoi Oslo ?

Pourquoi Rabin s'est-il engagé dans les négociations de paix ? Il dira en 1995, quelques minutes avant son assassinat : « J'ai fait la guerre aussi longtemps qu'il n'y avait aucune chance de faire la paix. » La période était favorable sur le plan géopolitique avec l'affaiblissement des Palestiniens. Cela n'explique pas tout. Après plusieurs décennies de conflits, Rabin était convaincu que la guerre conventionnelle avec les États arabes, bien qu'encore possible, était moins probable qu'auparavant. Il a donc cherché à réduire les risques de conflit direct en trouvant une solution diplomatique, d'autant que le traité de paix israélo-égyptien de 1979, signé par Menahem Begin, montrait qu'il était possible de négocier des accords de paix avec des pays arabes. Il voyait la paix non comme un compromis, mais comme un prolongement de la stratégie de sécurité nationale, et considérait les révoltes populaires comme des signes de l'impossibilité de conjuguer occupation prolongée de la Cisjordanie et de Gaza et sécurité d'Israël à long terme. Un autre élément essentiel est souvent occulté : la démographie. Rabin craignait qu'en l'absence d'une solution à deux États, Israël se retrouve submergé par une population palestinienne grandissante. Il savait que maintenir le contrôle sur des millions de Palestiniens dans les territoires occupés risquait de poser des problèmes moraux, politiques et sécuritaires pour Israël. Enfin, malgré une bonne entente entre eux, il était entré dans une sorte de

compétition pour la paix avec Shimon Peres, son ministre des Affaires étrangères et adversaire historique au sein du parti travailliste. Rabin était discret, peu disert et obsédé par les questions de sécurité ; Peres était plus volubile et portait volontiers une vision globale pour le Proche-Orient. Peres a supervisé les négociations secrètes avec les Palestiniens en Norvège, et il a souvent été perçu comme le moteur intellectuel et diplomatique derrière ces pourparlers. Mais c'est Rabin qui a pris la responsabilité politique de cet accord.

Le 19 janvier 1993, la Knesset vota la levée de l'interdiction pour les citoyens israéliens de rencontrer des membres de l'OLP. Les discussions avaient commencé discrètement, à l'initiative d'Ahmed Qoreï, chef du département économique de l'OLP en janvier 1992, qui proposa à son ami Terje Roed-Larsen de coordonner des rencontres. Le canal de discussion s'élargit après l'élection d'Yitzhak Rabin : le vice-ministre israélien des Affaires étrangères du nouveau gouvernement, Yossi Beilin, et ses proches, deux professeurs d'université, Ron Pundak et Yair Hirschfeld, rencontrèrent alors pour la première fois le 20 janvier 1993 des lieutenants de Yasser Arafat, choisis parmi les « pragmatiques » : Mahmoud Abbas, Ahmed Qoreï, Yasser Abed Rabbo. Il fut question de l'évacuation de la bande de Gaza, d'un plan d'investissement et de grands principes sur l'amélioration de la qualité de vie en Cisjordanie. Le 9 février, Peres informa Rabin des pourparlers (dont ce dernier est déjà au courant via les services israéliens qui avaient infiltrés l'OLP à Tunis).

Les deux accords

Des sessions de discussions officielles furent organisées par les Américains (une dizaine pendant l'année 1993), mais c'est la voie norvégienne qui fut la plus rapide (douze réunions eurent lieu), tant et si bien que Peres d'abord, Rabin ensuite, s'impliqua directement dans les négociations et qu'un texte fut secrètement signé le 19 août à Oslo. Il existe en réalité deux accords d'Oslo : le premier était une reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP ; le second établissait une autorité palestinienne dotée d'une « puissante force de police » sur les territoires évacués par Israël (Gaza et Jéricho d'abord) pendant une période de cinq ans, sur le modèle de l'accord israélo-égyptien de 1978. Les redéploiements de l'armée et de la police israélienne

devaient être mis en œuvre progressivement. Et c'est seulement à l'issue des cinq années que les questions les plus difficiles (le statut de Jérusalem, les frontières, les colonies, les réfugiés) devraient être traitées, Israël n'ayant pris aucun engagement sur ces derniers sujets, et notamment pas sur la colonisation. La question de Jérusalem ne figurait pas dans l'accord, ni même l'idée d'un État palestinien : aucune garantie n'était donnée sur ce qui succéderait à la période intérimaire.

Le 30 août, Rabin présenta les accords à la Knesset, insistant sur l'absence de concession faite par Israël, ce qui n'empêcha pas le nouveau leader du Likoud, Benyamin Netanyahou, de les comparer aux accords de Munich de 1938. L'angle de la droite israélienne opposée à la paix était trouvé : pour elle, en mettant en danger la sécurité des Israéliens par ses idées de paix, Rabin était un nouvel Hitler. Bill Clinton soutenait Rabin et obtint de donner aux accords une portée universelle en accueillant à Washington le 13 septembre 1993 la cérémonie de leur signature. La poignée de main sous le regard protecteur du président américain des deux leaders israélien et palestinien qui se faisaient la guerre depuis trente-cinq ans entra dans l'Histoire. Le Hamas réagit à la signature des accords d'Oslo en perpétrant ses premiers attentats-suicides, d'abord à Gaza puis en Cisjordanie, où les brigades Ezzedine al-Qassam bénéficiaient dorénavant d'une solide implantation. Deux ans plus tard, le 28 septembre 1995, Rabin et Arafat signaient, toujours à Washington, les accords dits « Oslo II », conclus cette fois grâce à la médiation américaine. Le territoire de la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est demeurait exclu, était divisé en trois : 3 % de ces territoires constituaient la zone A (sous le seul contrôle de l'Autorité palestinienne), 24 % la zone B (d'administration palestinienne et de sécurité israélienne) et 73 % la zone C (sous l'autorité exclusive d'Israël).

La voie choisie par Rabin était donc prudente. Ce qui n'empêcha pas le Likoud de Netanyahou et les milieux évangéliques américains de continuer à hurler à la trahison. Netanyahou participa, en mars 1994, au nord de Tel-Aviv à une marche symbolique d'enterrement de « l'assassin du sionisme ». Des appels au meurtre furent lancés le 5 octobre 1995, au moment où la Knesset approuvait les accords d'Oslo II de justesse, grâce aux partis arabes (qui

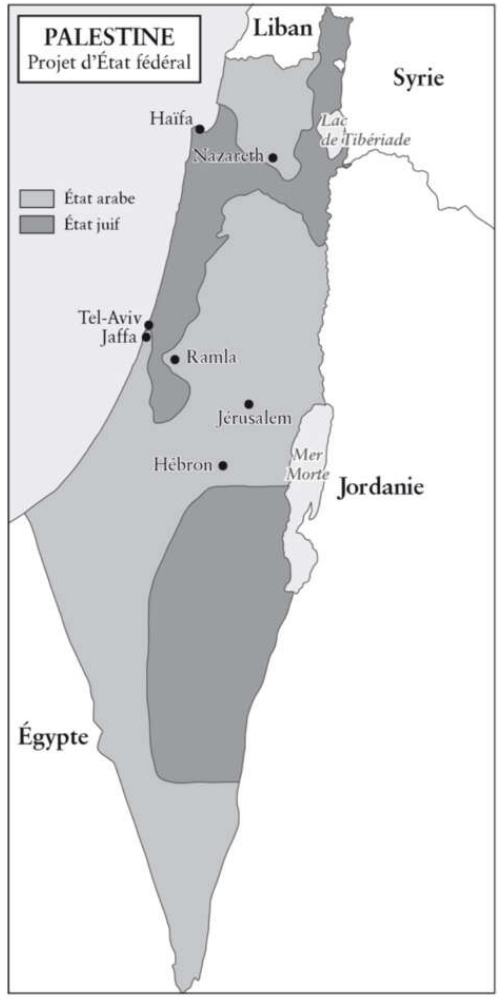
n'appartenaient pas à sa coalition). Les religieux du Shas s'abstinrent de voter pour le processus de paix. Les portraits de Rabin en officiel nazi ou en keffieh palestinien fleurirent un peu partout en Israël. Le 4 novembre, alors qu'il réunissait cent mille personnes à Tel-Aviv pour un meeting de soutien au processus de paix, Rabin était assassiné à l'issue de son discours par un étudiant suprémaciste religieux.

Les limites des accords

Les accords d'Oslo ont suscité un espoir phénoménal de par le monde. Rabin reconnaissait la légitimité du nationalisme palestinien, Arafat, le droit à l'existence d'Israël et la fin du terrorisme. Les limites des accords étaient pourtant évidentes : aucune mention de la possibilité d'un État palestinien, aucun engagement à arrêter la colonisation, rien concernant les réfugiés palestiniens. Pour Arafat, l'Autorité palestinienne était un embryon d'État destiné à grandir et à construire sa propre souveraineté. Il pensait recouvrer l'ensemble du territoire perdu en 1967, conformément aux résolutions de l'ONU, comme cela avait été le cas pour l'Égypte en 1979 avec la rétrocession du Sinaï par Israël. Pour Rabin, l'Autorité palestinienne était une force de police supplétive. Pour lui, l'enjeu était la sécurité des Israéliens, notamment à Gaza. Arafat dut d'ailleurs négocier pied à pied pour élargir à Jéricho la partie du territoire occupé par Israël qui devait être rétrocédée à l'Autorité palestinienne. Quant à la sécurité extérieure, elle restait entièrement à la charge d'Israël. Rabin affirmait que les frontières demeureraient celles de 1967, délimitant un territoire allant jusqu'au Jourdain et comprenant Jérusalem unie « à tout jamais ». Lui et Peres considéraient la zone palestinienne comme négociable et pensaient que le droit serait dit *à l'issue* des négociations : l'accord final s'imposerait alors aux résolutions de l'ONU, notamment à celle de 1967. Chaque « redéploiement » fut le fruit de très longues négociations, pour régler le cas de Hébron notamment, où cent vingt mille Palestiniens vivaient aux côtés de cinq cents religieux juifs fondamentalistes. La ville fut découpée en deux districts, à la suite de l'accord de janvier 1997 : l'un, géré par l'Autorité palestinienne, comptait cent mille habitants. Le second restait à la main d'Israël, avec trente mille Palestiniens soumis à de

sévères restrictions de mobilité pour assurer la sécurité des cinq cents colons. Des observateurs internationaux devaient s'assurer du respect des accords. Le malentendu sur les objectifs finaux du processus était total entre les deux parties.

Le découpage de la Cisjordanie en « peau de léopard » rendait par ailleurs impossible l'idée de « la paix contre le territoire ». Elle entérinait la présence des colonies israéliennes, rendant impraticable la circulation au sein de la Cisjordanie et surtout laissait ouverte la voie à la poursuite de la colonisation, la zone C ne se réduisant pas au périmètre des colonies d'alors. Ni Rabin ni par la suite Netanyahou n'arrêtèrent la colonisation. Au contraire. Résultat ? La violence ne cessa pas. Le Hamas poursuivit ses attentats et l'assassinat le 29 février 1994 de vingt-neuf Palestiniens par un extrémiste juif au tombeau des Patriarches mit en lumière les risques encourus par les Israéliens et les Palestiniens face aux extrémistes religieux des deux camps.



La mort d'Oslo

Qui est responsable de l'échec ? Les deux parties se rejettent les torts. Les Israéliens étaient divisés, tout comme les Palestiniens, et le Hamas multipliait les attentats pour faire capoter le processus de paix. Les deux parties s'accusèrent mutuellement de déloyauté : les propos rapportés d'Arafat à la télévision jordanienne en septembre 1993 dans lesquels il parle des accords comme d'un « tremplin pour procéder à d'autres gains territoriaux jusqu'à obtenir la libération de la totalité de la Palestine », un discours de Rabin à la Knesset affirmant que « la frontière de sécurité de l'État d'Israël [serait] située dans la vallée du Jourdain, dans le sens le plus large du terme », englobant ainsi

les territoires palestiniens dont les accords d'Oslo devaient établir la future autonomie, furent brandis comme preuve de leur mutuelle insincérité.

Par la suite, Wye River, Camp David, Taba furent le lieu de nouvelles discussions destinées à poursuivre le redéploiement israélien. En 1998, Arafat réclama 30 % des territoires occupés et en obtint 13 %, Netanyahou ayant proposé 9 %. En juillet 2000, Clinton en fin de mandat tenta d'obtenir un accord global avec cette fois Ehud Barak, élu Premier ministre d'Israël en mai 1999. Arafat ne voulait pas y aller, les termes de la négociation à venir n'étant pas clairs. Soucieux de reprendre la main en politique intérieure, notamment face aux religieux, Barak fixa ses lignes rouges : pas de division de Jérusalem, pas de retour aux frontières de 1967, pas de retour des réfugiés, maintien des colons (regroupés dans des blocs contigus de colonies). Clinton proposa que l'esplanade des Mosquées soit divisée entre musulmans et juifs pour que ces derniers disposent d'un lieu de prière sur le mont du Temple. L'idée était toujours la même : peu importait que ce territoire fût occupé illégalement au regard du droit international, l'accord entre Palestiniens et Israéliens validerait *a posteriori* cette occupation. Barak refusant le contact direct avec Arafat, Bill Clinton se transforma en porte-parole des Israéliens. Chacun ferait ensuite porter la responsabilité de l'échec sur les autres, les Israéliens arguant du fait que « Yasser Arafat ne perd[ait] jamais l'occasion de rater une occasion », les Palestiniens, qu'il n'y avait jamais eu de négociation mais seulement la volonté des Israéliens de les faire capituler.

Le processus s'acheva à Taba en janvier 2001. Des cartes furent présentées pour la première fois, les Israéliens acceptèrent d'envisager « l'application de la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies » sur le droit au retour et les Palestiniens de ne pas réclamer le retour de *tous* les réfugiés. Mais aucun progrès ne fut réalisé s'agissant des frontières et des colonies, pas plus que sur le partage de l'esplanade des Mosquées (mont du Temple pour les Israéliens). La dimension religieuse a bloqué les discussions, les Américains n'étant pas les moins littéralistes dans leur lecture de la Bible en raison du poids des évangéliques protestants. Quelques mois auparavant, en septembre 2000, la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées avait déclenché une échauffourée qui allait

donner naissance à la seconde Intifada. Le processus de paix enclenché en 1993 était mort, les attentats avaient repris. Israël réoccupait la majeure partie des territoires palestiniens de Cisjordanie. Sharon, devenu Premier ministre en février 2001, commençait à bâtir le mur de séparation entre la Cisjordanie et Israël et se retirait unilatéralement de Gaza en 2005, laissant le Hamas prendre le contrôle du territoire.

Quelles leçons tirer du processus d'Oslo ? D'abord que les Israéliens doivent clarifier leur objectif final, cette question qui agitait déjà Jabotinsky et Ben Gourion, qui n'avaient pas la même stratégie, même s'ils avaient la même conviction : « tout *Eretz Israël* est à nous ». Si c'est le cas, les Palestiniens n'y ont pas de place. Et les discussions ne servent à rien. En revanche, s'il y a, du point de vue des Israéliens, de la place pour les Palestiniens sur le territoire de l'ancienne Palestine mandataire, d'une façon ou d'une autre (partition, séparation des populations, État binational…), alors il est nécessaire de discuter. Il faut donc commencer par la question fondamentale : quelle place pour les Palestiniens, cette « question arabe » relevée par Hannah Arendt ? Les questions du retour des réfugiés, des territoires occupés, du statut de Jérusalem, toutes ces questions sont secondaires.

La deuxième leçon d'Oslo, c'est que les négociations par étapes, qui s'étalent sur plusieurs années, ne sont pas une bonne idée : face à des enjeux aussi compliqués, il faut aller vite pour éviter que les oppositions multiples s'organisent, y compris pour lancer des campagnes de violence extrême.

La troisième, c'est que le processus de paix n'existera pas s'il n'est pas incarné par des dirigeants volontaires, visionnaires et légitimes. Tout s'est arrêté à la mort de Rabin.

Les plans arabes

Si Oslo a échoué, *quid* des plans arabes ? Le plan Fahd, proposé en 1981 par le prince héritier d'Arabie saoudite Fahd (le roi Khaled n'ayant pas souhaité s'exposer) lors du sommet arabe de Fès, visait à établir une solution au conflit israélo-palestinien dans le contexte postérieur aux accords de Camp David de 1978 entre Israël et l'Égypte. Il prônait le retrait total d'Israël des territoires occupés en

1967, incluant Jérusalem-Est, ainsi que le démantèlement des colonies israéliennes dans ces zones. Il appelait à la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination, accompagnée de la création d'un État palestinien indépendant ayant Jérusalem-Est pour capitale. En outre, il garantissait la liberté de culte pour toutes les religions et insistait sur le droit au retour des réfugiés palestiniens ou une compensation financière pour ceux qui ne souhaitaient pas revenir. Le plan prévoyait également des garanties de paix pour l'ensemble des États de la région. Soutenu par certains États arabes, il fut rejeté par Israël ainsi que par des pays arabes plus radicaux qui refusaient toute reconnaissance implicite d'Israël. Il demeure toutefois un symbole des premières tentatives modérées de compromis au sein du monde arabe.

Vingt ans après, le plan Abdallah, proposé par le prince héritier Abdallah lors du sommet arabe de Beyrouth en 2002, fut élaboré dans un contexte marqué par la seconde Intifada. Également connu sous le nom d'initiative de paix arabe, il visait à relancer le processus de paix au Moyen-Orient. Le plan insistait sur un retrait israélien complet des territoires occupés en 1967, y compris le plateau du Golan syrien, et plaidait en faveur de la création d'un État palestinien souverain avec Jérusalem-Est comme capitale. Par ailleurs, il prévoyait une solution équitable à la question des réfugiés palestiniens, conformément à la résolution 194 de l'ONU. En contrepartie, il offrait à Israël une normalisation totale des relations avec l'ensemble des pays arabes, marquant ainsi une ouverture historique de la part de l'Arabie saoudite. Bien que salué par la communauté internationale pour son potentiel de résolution du conflit, il fut là encore rejeté par Israël, opposé au droit au retour des réfugiés et à un retrait total des territoires occupés.

Parmi ces initiatives arabes, le plan Abdallah en particulier demeure une référence dans les discussions internationales sur le conflit israélo-palestinien. Ces plans furent suivis par l'initiative de Genève, qui reprenait les mêmes principes.

Les idées alternatives à « la paix contre la terre »

D'autres initiatives ont été prises, fondées sur des prémisses très différentes. L'expulsion des Palestiniens dans un cas, l'achat de leur silence dans l'autre.

L'expulsion des Palestiniens

La proposition fracassante de Donald Trump le 4 février 2025 de déporter les Palestiniens de Gaza en Égypte et en Jordanie puis de faire de ce territoire une grande station balnéaire a choqué jusque dans son propre camp. Restent deux choses : en soulignant que Gaza n'était plus vivable, il a mis le doigt sur une vérité incontestable. Et il s'est inscrit dans une tradition discrète mais très forte en Israël. L'idée de transfert des Palestiniens, formulée ouvertement ou dissimulée sous des termes plus neutres, a traversé les décennies comme une ombre, portée par des intellectuels, des leaders politiques et certaines des voix influentes de la droite israélienne. Cette vision, à la fois radicale et controversée, s'enracine dans la conviction que la coexistence entre deux peuples sur une même terre est un rêve impossible, une chimère vouée à l'échec. Dès les premiers balbutiements du sionisme politique, Theodor Herzl, dans son ouvrage fondateur *L'État des Juifs* (1896), évoquait de manière prudente l'idée de « déplacement des populations » pour résoudre les questions de minorités dans un futur État juif. Quelques décennies plus tard, Vladimir Jabotinsky, dans *La Muraille d'acier* (1923), jetait les bases d'une vision où le rapport de force deviendrait la seule condition d'une paix fragile. Bien qu'il ne fût pas un défenseur explicite du transfert, son idéologie a inspiré ceux qui prôneraient, plus tard, des solutions unilatérales.

L'idée prit une forme plus concrète sous l'impulsion de figures telles que celle de Yossef Weitz, l'un des architectes de la colonisation sioniste durant le mandat britannique. Dans ses écrits, Weitz note sans détour : « Il ne peut y avoir de rédemption de la Terre sans l'évacuation des Arabes. » Ces mots, dénués d'ambiguïté, reflètent une pensée où la présence de l'Autre était perçue comme un obstacle à l'accomplissement du projet sioniste. Plus récemment, certains, comme Rehavam Zeevi, leader du parti Moledet, ont porté cette idée à son paroxysme. Il plaidait pour l'expulsion des Palestiniens, non comme un mal nécessaire, mais comme une condition *sine qua non* de

la sécurité et de l'identité juive d'Israël. Avigdor Lieberman proposa des plans d'échange de territoires, une stratégie maquillée d'un pragmatisme apparent, mais qui portait en elle les germes d'une séparation ethnique totale. Cette idée, soutenue par des intellectuels comme Martin Sherman, est souvent exprimée sous une forme détournée d'un « transfert volontaire » ou d'une « relocalisation financée ». Elle prétend offrir une solution « humaine » à un problème insoluble, mais son essence demeure inchangée : pas de vie possible à proximité entre Juifs et Palestiniens. Avant l'annonce de Donald Trump, certains au sein du gouvernement israélien rêvaient à haute voix d'une bande de Gaza réoccupée dans le Nord par des colons israéliens, administrée pour le reste par l'Égypte et l'Arabie saoudite, avec autant que possible des Gazaouis rassemblés dans un gigantesque camp de réfugiés dans le désert du Sinaï, rejoints de guerre lasse par ceux de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, désireux de se protéger contre les violences et les brimades quotidiennes de l'armée israélienne et des colons messianiques. Mais ce rêve ne saurait devenir réalité : parce que les pays arabes ne veulent pas des Palestiniens et parce que les Palestiniens ne veulent pas quitter leur terre.

Du côté palestinien, le Hamas à Gaza et le parti allié Hezbollah au Liban n'ont pas changé de discours : ils veulent l'expulsion des Juifs de Palestine.

La paix contre l'argent

Lors de son premier mandat, Donald Trump avait eu une autre idée. « L'accord du siècle » ne reposait pas sur le concept « la paix contre le territoire », mais plutôt sur l'idée de troquer « la paix contre l'argent ». Il proposait une vision asymétrique, dans laquelle l'ordre politique et économique semblait se substituer à l'équité historique. Sous l'intitulé « Vision pour la paix, la prospérité et un avenir meilleur », il promettait une Palestine remodelée, un État sans continuité territoriale réelle, imbriqué tel un archipel dans les terres israéliennes, mais compensé par une manne économique. L'avenir qu'il esquissait brillait de promesses : 50 milliards de dollars investis dans les infrastructures, le commerce, et les emplois, un projet d'essor industriel et agricole qui, dans ses projections, portait le mirage d'une

prospérité nouvelle. Sur le plan territorial, l'accord consacrait l'annexion par Israël de vastes parties de la Cisjordanie, incluant les blocs de colonies déjà existants, tout en accordant à l'État palestinien proposé des terres dans le désert du Néguev. Jérusalem, quant à elle, restait au cœur des ambitions israéliennes, déclarée leur capitale « indivisible », tandis que les Palestiniens érigeaient leur propre capitale dans la banlieue éloignée d'Abu Dis. Ainsi, les symboles mêmes d'une cohabitation partagée s'effaçaient sous l'ombre d'un rapport de force manifeste.

La question des réfugiés palestiniens, si centrale dans tout espoir de réconciliation, y était traitée avec distance : le retour sur les terres perdues, cet espoir porté par des générations, était formellement exclu. À la place, des mécanismes d'intégration dans les pays d'accueil, accompagnés d'une compensation financière, étaient proposés, comme si l'argent pouvait panser les plaies de l'exil. Sur le plan sécuritaire, l'accord assignait à Israël la prérogative absolue. L'armée israélienne conservait la mainmise sur les frontières et les zones stratégiques palestiniennes, tandis que l'État palestinien envisagé demeurait démilitarisé, réduit à une souveraineté sous tutelle. Mahmoud Abbas rejeta l'idée, qui s'évanouit vite, même si Benyamin Netanyahou menaça d'annexer un tiers de la Cisjordanie. Les réactions palestiniennes, arabes, européennes et des démocrates américains furent catégoriques et définitives. Il était inimaginable à leurs yeux d'accepter l'annexion de la Cisjordanie.

Trump s'en sortit par une pirouette. Le 7 août 2020, il annonça qu'Israël avait renoncé à l'annexion de territoires palestiniens en échange de la normalisation des relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis. Israël n'évoqua alors qu'un report de l'annexion. Ce fut pour les Émiriens l'occasion de se poser en soutien des Palestiniens puisque leur décision de reconnaître Israël avait évité l'annexion de la Cisjordanie. Les accords d'Abraham allaient pouvoir être signés, qui ne concernaient pas les Palestiniens mais la reconnaissance d'Israël par les Émirats et Bahreïn, et plus tard le Soudan et le Maroc. La paix avec Israël, oui mais sans les Palestiniens.

Les idées d'État fédéral ou confédéral

Sur un mode beaucoup plus collaboratif, les idées d'un État fédéral ou d'un système confédéral ont fleuri, suivant les circonstances et les moments de l'histoire.

L'autre plan de partage de 1947

L'initiative la plus importante a eu lieu en 1947, avec l'autre plan proposé par la Commission de l'ONU chargée de réfléchir à l'avenir de la Palestine, trop souvent oublié. Sur les onze États qui votèrent en juillet 1947 à cette occasion, sept se prononcèrent pour la partition. Trois préfèrent l'autre solution : une fédération de deux États, l'un juif et l'autre arabe, ayant Jérusalem pour capitale. Examinons-en les détails, ils sont mal connus.

Cette proposition rejetait la notion de partition, la jugeant irréaliste et comme telle non viable. La construction d'un État fédéral y était, au contraire, décrite comme une méthode permettant de reconnaître et de combiner les aspirations nationalistes des Arabes et celles des Juifs, tout en encourageant une loyauté et un patriotisme uniques. Décrit comme l'option la plus démocratique, l'État fédéral présentait trois avantages : éviter un contrôle économique non démocratique, empêcher la création de groupes nationaux minoritaires et assurer la participation pleine et effective de chaque citoyen au gouvernement représentatif. Compte tenu de la taille limitée du territoire et de l'importance vitale du maintien de l'unité économique et sociale, la solution de l'État fédéral était présentée comme la seule approche réalisable répondant à la complexité de la situation.

La résolution prévoyait aussi un processus politique. La responsabilité de l'administration de la Palestine et la préparation de l'indépendance se voyaient confiées à une autorité choisie par l'Assemblée générale des Nations unies. Pendant la période de transition, le peuple de Palestine devait élire une assemblée constituante, à charge pour elle d'élaborer la Constitution de l'État fédéral indépendant de Palestine et de convoquer des élections. Cet État fédéral aurait eu un gouvernement fédéral et deux gouvernements séparés, l'un pour l'État arabe et l'autre pour l'État juif. Il y aurait eu une nationalité et une citoyenneté palestiniennes uniques exerçant une

pleine autorité sur la défense nationale, les relations étrangères, l'immigration, la monnaie, la fiscalité à des fins fédérales, les voies navigables étrangères et interétatiques, les transports et les communications, les droits d'auteur et les brevets.

L'État arabe et l'État juif devaient tous deux se gouverner localement. Chaque gouvernement aurait contrôlé, sur son territoire, l'éducation, les impôts locaux, le droit de résidence, les licences commerciales, les permis fonciers, les droits de guidage, les migrations interétatiques, la colonisation, la police, la répression de la criminalité, les institutions et services sociaux, le logement, la santé publique, les routes, l'agriculture et les industries, ainsi que les aspects des activités économiques et toute autre autorité susceptible d'être attribuée aux États par la Constitution. Les organes du gouvernement comprenaient un chef d'État et un organe exécutif, un organe législatif fédéral représentatif et une Cour fédérale.

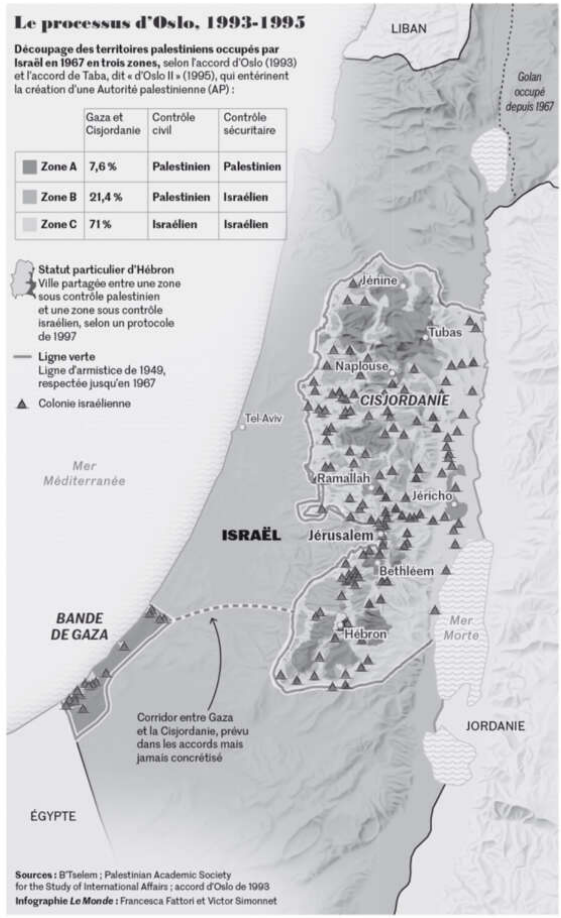
Le corps législatif fédéral devait être composé de deux chambres : l'une élue sur la base d'une représentation proportionnelle de la population ; l'autre avec une représentation égale des citoyens arabes et juifs de Palestine. Le chef de l'État fédéral indépendant de Palestine aurait été élu par un vote majoritaire des deux chambres de l'organe législatif fédéral. Il aurait eu un adjoint, issu de l'autre communauté. Quant au tribunal fédéral, il devrait être composé d'un minimum de quatre membres arabes et de trois membres juifs, élus lors d'une session conjointe des deux chambres de l'organe législatif fédéral. La Cour fédérale, elle, aurait (a) décidé si les lois et règlements fédéraux et étatiques étaient conformes à la Constitution ; (b) résolu les conflits entre les lois fédérales et étatiques ; (c) interprété la Constitution dans tous les autres cas. Le projet de Constitution interdisait toute législation discriminatoire, qu'elle soit le fait du gouvernement fédéral ou des gouvernements des États, et garantissait à tous les citoyens de Palestine l'égalité des droits et des privilèges, y compris les droits politiques, civils et religieux.

Jérusalem, enfin, capitale de l'État fédéral de Palestine, aurait été pourvue de deux municipalités autonomes, l'une arabe et l'autre juive. À charge pour celles-ci de gérer leurs propres zones locales et de travailler ensemble au sein d'institutions communes créées ou approuvées par le gouvernement fédéral. Elles auraient collaboré pour la collecte des ordures, les égouts, la protection des incendies, la

distribution d'eau, les transports et les communications. Dans ces institutions, l'ensemble des communautés religieuses de la région auraient été équitablement représentées.

Pourquoi ce plan n'a-t-il pas été retenu ? En 1945, on comptait environ six cent mille Juifs pour un million deux cent mille Arabes en Palestine, tandis que deux cent cinquante mille Juifs, survivants de l'Holocauste, attendaient dans les camps de réfugiés en Europe et à Chypre. Aux États-Unis, le juriste Earl G. Harrison travailla début 1945 à un rapport sur les camps de personnes déplacées en Europe après la Seconde Guerre mondiale à la demande de Truman. Celui-ci fut rendu public en juillet. Il préconisait que cent mille Juifs retenus dans les camps puissent s'installer en Palestine et dénonça le blocage britannique. Truman fit parvenir le rapport à Clement Attlee, Premier ministre du Royaume-Uni – encore mandataire de la Palestine – avec ce commentaire : « D'après ce document et d'autres informations qui me sont parvenues, je rejoins l'avis voulant qu'aucun sujet n'est plus important, pour ceux qui ont connu les horreurs des camps de concentration depuis plus d'une décennie, que l'avenir des possibilités d'immigration en Palestine[12]. »

L'Agence juive et des principales personnalités sionistes plaidaient pour la partition plutôt que la fédération. Le revirement soviétique d'un côté, le soutien américain de l'autre allaient dans le sens d'une solidarité internationale avec les victimes de l'extermination. Quant aux Palestiniens, ils furent absents des discussions à l'ONU. Menés par Hadj Amine al-Husseini, ils refusèrent de reconnaître le droit aux Nations unies de trancher la question. Ils réclamaient la fin de l'immigration juive et l'indépendance de la Palestine en tant qu'État arabe tout en garantissant que la minorité juive serait protégée, du moins celle des descendants des Juifs établis avant le début de l'immigration sioniste. Ils n'avaient pas compris l'impact de l'Holocauste sur la communauté internationale. La solution de la partition l'emporta. Et échoua à construire la paix.


Le processus d'Oslo, 1993-1995
Découpage des territoires palestiniens occupés par Israël en 1967 en trois zones, selon l'accord d'Oslo (1993) et l'accord de Taba, dit « d'Oslo II » (1995), qui entérinent la création d'une Autorité palestinienne (AP) :
Gaza et Cisjordanie
Contrôle civil
Contrôle sécuritaire
Zone A 7,6 % Palestinien Palestinien
Zone B 21,4 % Palestinien Israélien
Zone C 71 % Israélien Israélien
Statut particulier d'Hébron
Ville partagée entre une zone sous contrôle palestinien et une zone sous contrôle israélien, selon un protocole de 1997
Ligne verte
Ligne d'armistice de 1949, respectée jusqu'en 1967
Colonie israélienne
LIBAN
Golan occupé depuis 1967
Jénine
Tubas
Naplouse
CISJORDANIE
Tel-Aviv
Mer Méditerranée
Ramallah
Jéricho
ISRAËL
Jérusalem
Bethléem
BANDE DE GAZA
Hébron
Mer Morte
Corridor entre Gaza et la Cisjordanie, prévu dans les accords mais jamais concrétisé
JORDANIE
ÉGYPTE
Sources : B'Tselem ; Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs ; accord d'Oslo de 1993
Infographie Le Monde : Francesca Fattori et Victor Simonnet

© *Le Monde*

L'État fédéral

Il existe une troisième option, encore différente : celle de l'État fédéral, inspiré du modèle helvétique. Proposée à l'initiative de Metin Arditi, écrivain suisse d'origine turque, elle s'inspire du modèle des cantons suisses, dotés des compétences aussi larges que possible, notamment en matière religieuse. « Ils auraient pleine liberté de définir les conditions du droit au retour. Cela vaudrait pour les cantons à majorité juive, maîtres des règles d'immigration de Juifs de la diaspora, comme pour les cantons à majorité palestinienne. Surtout, les deux problèmes majeurs d'une solution à deux États seraient réglés par avance. Il n'y aurait aucun démantèlement de colonies en Cisjordanie. Certaines d'entre elles sont habitées par des citoyens

israéliens juifs depuis trois générations. Les déplacer serait non seulement une faute politique mais aussi une injustice. Je veux croire que dès lors, se sentant chez eux, ces ex-colons auront, à l'égard des cantons voisins (palestiniens), un comportement apaisé. Enfin, dans l'hypothèse d'un seul État fédéral, la question épineuse de Jérusalem serait résolue naturellement. Un État, une capitale[13]. »

La confédération

Une quatrième piste, encore différente, regarde, elle, du côté de la confédération. C'est celle portée par l'association A Land for All[14]. Elle affirme que le pays est une entité historique et géographique unique, où deux peuples ont vocation à réaliser leur droit à l'autodétermination nationale. Au cœur de cette proposition réside la reconnaissance des liens profonds que chaque peuple entretient avec cette terre. Israéliens et Palestiniens, tout en conservant leurs structures politiques indépendantes, partageraient des institutions communes chargées de gérer les ressources naturelles, les infrastructures et les questions économiques. Cette gouvernance symboliserait une collaboration fondée sur le respect et l'équité, dans laquelle chaque voix trouverait sa juste place, celle de deux États souverains, Israël et Palestine, unis dans une confédération qui transcende les divisions tout en respectant les identités distinctes. Concernant Jérusalem, ville aux résonances sacrées pour les trois grandes religions monothéistes, A Land for All propose une administration conjointe, garantissant un accès libre et égalitaire à tous les fidèles, tout en préservant le caractère unique de la cité. Pour les réfugiés palestiniens, des options de retour, de réinstallation ou de compensation, dans le respect des aspirations individuelles et des équilibres démographiques, seraient instaurées.

La « ligne verte » constituerait la frontière entre les deux États démocratiques[15]. Chacun disposerait du droit à l'immigration et à la citoyenneté : les « réfugiés de 1948 » pour la Palestine, et les « immigrants juifs » pour Israël. Toutefois, il est prévu que « les citoyens des deux États auront le droit de se déplacer et de résider dans n'importe quelle partie du pays ». Les citoyens voteront dans leur État national, mais ils pourront résider en permanence dans l'État

voisin. Jérusalem sera la capitale des deux États, qui auront des institutions communes : tribunaux pour les droits de la personne, établissements économiques, offices pour la gestion des ressources naturelles, etc. Les Palestiniens citoyens israéliens jouiront des droits d'une minorité nationale, et il en ira de même pour les Israéliens qui préféreraient résider dans l'État palestinien.

L'ensemble formerait une confédération. La différence entre confédération et fédération réside dans le fait que la première est fondée par « des États souverains ou des entités politiques ayant droit à l'autodétermination ». Israël est une entité juridique légitime, qui ne saurait être contestée. Dans une fédération, il n'y a qu'une nationalité : jamais les Israéliens n'accepteront un État binational. La confédération, contrairement aux autres options – État démocratique unique ou fédération binationale –, est un projet graduel, qui conserve deux espaces nationaux sans y porter atteinte.

Qu'en conclure ? En son essence, ce conflit semble essentiellement territorial. La Terre promise, revendiquée avec ferveur par des peuples aux histoires entrelacées, est au cœur d'un drame incarné par Jérusalem et sa charge sacrée. Mais il est aussi idéologique, un affrontement entre deux nationalismes : le sionisme qui cherche une terre sûre et la lutte palestinienne qui se bat pour l'autodétermination. À cela s'ajoute une dimension religieuse, puisque ce même sol est sanctifié par le judaïsme, le christianisme et l'islam, rendant tout compromis douloureusement symbolique. Et ce n'est pas qu'un conflit de foi ou de culture ; il est également ethnique – à travers la quête identitaire de Juifs et d'Arabes – et économique, avec une bataille inégale pour les ressources rares que sont l'eau, les terres arables ou les infrastructures vitales. Enfin, il est profondément politique, car il s'agit pour les Palestiniens de défendre leur droit à l'autodétermination face à un État israélien qui privilégie sa sécurité, sa pérennité mais aussi, de façon plus large, la sécurité des Juifs.

Le conflit mêle enfin les affrontements internes – à l'image des tensions fratricides entre le Hamas et le Fatah, incarnées par la division entre Gaza et la Cisjordanie et celles qui opposent en Israël les laïcs, les religieux et les suprémacistes – aux rivalités entre Israël et ses voisins arabes. Il dessine une géographie de l'éclatement : un territoire morcelé, fragmenté en enclaves, Gaza, la Cisjordanie,

Jérusalem-Est et les colonies israéliennes.

Dans cette longue histoire, on l'a dit, bien des hypothèses de paix ont été envisagées : l'État binational, deux États imbriqués l'un dans l'autre avec un accord fondé sur le principe « la terre contre la paix » (Oslo), le protectorat (celui d'Israël sur la Palestine), la séparation (avec le plan Peel), la réconciliation avec les idées de confédération, l'échange de la paix contre de l'argent (le plan Trump/Kushner), le transfert des Palestiniens vers la Jordanie ou l'Égypte.

Pourtant, chacun a résisté. Palestiniens et Israéliens n'ont jamais trouvé le chemin vers la paix. Proposons alors une solution alternative pour essayer de trouver une voie qui permettrait d'imaginer un rétablissement du dialogue.

1. Chiffre établi au 1er juillet 2025, selon le ministère de la Santé de Gaza, corroboré par les services de renseignement américains.

2. Michel Abitbol, *Histoire des Juifs. De la Genèse à nos jours*, Perrin, 2013.

3. https://historical.ha.com/itm/autographs/inventors/albert-einstein-historically-important-autograph-letter-signed-a-einstein-in-german-one-page-875-x-1125-berli/a/692-35243.s

4. Denis Charbit, *Sionismes. Textes fondamentaux*, Albin Michel, 1998.

5. Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue*, *op. cit.*

6. Michael I. Karpin, *The Bomb in the Basement : How Israel Went Nuclear and What That Means for the World*, Simon & Schuster, 2006.

7. Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue*, *op. cit.*

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

10. Dans ses versions espagnoles, arabes, russes et chinoises (autres langues officielles de l'ONU), le texte est le même que dans la version française.

11. Peter Baker, Susan Glasser, *The Man Who Ran Washington*, Penguin Random House, 2021.

12. « Harry Truman Administration : Letter to Attlee Concerning Resettlement of Jewish Refugees in Palestine », à lire sur le site de Jewish Virtual Library (https://www.jewishvirtuallibrary.org/president-truman-letter-to-attlee-concerning-resettlement-of-jewish-refugees-in-palestine-november-1945).

13. Alexandre Devecchio, « Metin Arditi : "Dans le conflit israélo-palestinien, la solution à deux États n'est plus réaliste" », *FigaroVox*, 18 juillet 2024.

14. www.alandforall.org

15. Voir Shlomo Sand, *Deux peuples pour un État ? Relire l'histoire du sionisme*, Le Seuil, 2024.

4

La solution « *One land, two states* », une utopie réaliste

Après le 7 octobre 2023 et les représailles israéliennes, les cinquante-six mille morts palestiniens, les mille deux cents morts israéliens, l'idée de paix a disparu. La haine domine. Ainsi que la peur. Deux identités, deux légitimités se croisent mais ne se voient pas, se haïssent mais s'ignorent, s'inquiètent l'une de l'autre mais ne s'écoutent pas, s'anathémisent l'une l'autre sans jamais parvenir à échanger. Les religieux sont venus ajouter des interdits théologiques au blocage politique. Tout débat est interdit. Jürgen Habermas définit la démocratie à partir de l'éthique de la communication entre les parties, qui fixent les conditions minimales du dialogue, dialogue qui peut permettre de construire une décision commune. Dans le cas israélo-palestinien, il n'y a plus eu d'échange digne de ce nom depuis presque trente ans. Et l'éthique a disparu.

Alors, que doivent faire les belligérants ? Se résigner au fait que des acteurs de plus en plus extrémistes emportent le soutien populaire, les uns et les autres expliquant à leur camp que la paix n'est décidément pas possible, et que la guerre est la seule option ? Ou bien accepter la spécificité du conflit et en déduire des pistes de solution pour le résoudre ? Prenons au mot Hannah Arendt en 1942 : « Il est ridicule de penser qu'une partition supplémentaire d'une si petite bande de terre […] pourra résoudre le conflit entre les deux peuples […]. Le transfert de tous les Arabes de Palestine ne modifiera pas non plus la situation, et le futur État juif, qui se trouvera face à un monde arabe hostile, s'appuiera en permanence sur l'aide des grandes puissances pour se défendre contre un environnement hostile[1]. »

L’identité ne se partage pas

George Shultz, secrétaire d’État américain de l’époque, déclarait en juin 1988 : « Qu’est-ce que le conflit israélo-arabe ? C’est la compétition entre deux mouvements nationaux pour la souveraineté sur une seule terre. Le conflit n’est pas la faute d’une partie ou de l’autre. Aucune partie n’a la seule responsabilité de le résoudre. Il n’y a pas de solution à bon marché ou sans douleur […]. La continuation du conflit aujourd’hui vient de l’incapacité des Arabes et des Israéliens à mettre de côté leurs préjugés, leurs haines et leurs rêves exagérés en faveur d’un règlement négocié. Le destin du sionisme et du nationalisme palestinien sont interdépendants, bien que nombreux soient ceux des deux côtés qui refusent de le reconnaître. » Deux mouvements nationaux font face, deux mouvements nationaux porteurs d’une identité à la fois blessée et menacée.

Alors quelle solution trouver ? Nous pouvons nous appuyer sur les cas de résolution de conflit évoqués jusqu’à présent à condition de ne pas chercher une comparaison terme à terme. Au Kosovo, on a séparé les populations. Imagine-t-on aujourd’hui comme en 1936 avec le plan Peel séparer Juifs et Palestiniens ? Ils vivent ensemble en Israël, ils vivent ensemble mais séparés en Cisjordanie, ils vivent séparés par la frontière à Gaza. Certains extrémistes des deux camps rêvent encore probablement d’une terre nettoyée de la présence de l’autre. On sait que ce n’est pas ce qui arrivera, George Schultz a raison. En Bosnie, on a créé un État avec une gouvernance complexe pour partager le pouvoir sur le territoire. Le système a fonctionné bon gré mal gré, sous tutelle internationale. Les populations bosniaques vivent sur place depuis longtemps, elles ont des caractéristiques religieuses et ethniques différentes. Elles ont en commun la même terre : le conflit ne portait pas sur la volonté d’appropriation absolue de cette terre mais sur la domination des uns sur les autres : ils ont été arrêtés dans leur volonté éradicatrice. La guerre s’est arrêtée par une séparation des populations.

En Irlande du Nord, le conflit était religieux, communautaire, politique, social : il a été résolu par la force du médiateur américain, par l’engagement du nouveau Premier ministre britannique Tony Blair et par le partage du pouvoir. Le processus a commencé par la reconnaissance de la légitimité des deux parties. À aucun moment, les

catholiques ou les protestants, les unionistes ou les loyalistes n'ont voulu expulser l'autre partie, réclamant un droit exclusif sur la terre nord-irlandaise. En Irlande du Nord, les parties belligérantes ont décidé de faire la paix pour vivre ensemble et gérer leur terre en commun. Elles ont accepté l'existence de l'autre. En Palestine-Israël, ce n'est pas le cas.

Le retrait, comme au Timor oriental, est-il envisageable ? C'est le cas de Gaza, où il a d'ailleurs eu lieu. En Cisjordanie, ce n'est plus imaginable du fait des plus de cinq cent mille colons installés là-bas. Et à Jérusalem-Est, encore moins, compte tenu de la force symbolique de la ville sainte pour les Juifs. L'annexion comme à Chypre ne fonctionne pas davantage : les populations ne se sépareront pas. C'est le deuxième élément spécifique du conflit israélo-palestinien : le territoire est trop exigu et les pays limitrophes trop méfiants à l'égard de la présence palestinienne pour croire qu'une séparation (ou une expulsion) serait possible. Les Palestiniens sont bloqués là où ils sont, les Israéliens aussi. Les deux peuples sont intriqués l'un dans l'autre, dans le malheur, la guerre, l'impasse… sous le regard du monde entier. Et la proposition de Donald Trump d'achat de Gaza par les États-Unis pour en faire une nouvelle « Riviera » après l'expulsion des Palestiniens vers la Jordanie et l'Égypte ne fonctionnera pas non plus, parce que ces pays ne veulent pas les accueillir et parce que les Palestiniens ne veulent pas partir. Et gageons que jamais les États-Unis – même dirigés par Donald Trump – n'oseront organiser la déportation de deux millions de personnes.

Alors, quelle solution trouver si le cas israélo-palestinien est finalement si différent ? Revenons en arrière. À la fin XIXe siècle, le sionisme était une idée neuve en Europe. Un peu comme le bonheur pour Saint-Just au moment de la Révolution française. Il a permis aux Juifs du monde entier de construire leur identité politique au-delà et indépendamment de leur identité religieuse. Avec le sionisme s'est construite la judéité qui s'est distinguée du judaïsme. Le sionisme a été un espoir autant qu'un combat. Après la Seconde Guerre mondiale, il est devenu une nécessité absolue. L'État né du mouvement sioniste, *Eretz Israël*, était plus qu'un territoire administré par un peuple ; c'était une promesse de sauvegarde d'une identité : la judéité. L'histoire du peuple juif explique que ce qui est en jeu, c'est la possession d'un territoire et au moins autant la préservation d'une identité. Israël doit

être un État juif dont la judéité ne peut être ni contestée ni menacée par l'agressivité des États arabes ou le droit au retour des réfugiés palestiniens. À cette dimension historique et identitaire s'ajoute une dimension religieuse, hier assez faible, aujourd'hui très prégnante, qui renforce l'indivisibilité d'Israël. Avant d'être un État, Israël est une idée, une identité, une totalité. Et cette identité, cette totalité ne se partagent pas, ne se négocient pas, d'autant qu'elles sont intimement mêlées à l'exigence de sécurité : Israël doit être le refuge du peuple juif.

Côté palestinien, la Charte nationale de 1964, celle de l'OLP, affirmait le lien indissoluble entre patrie et nation : « La Palestine est la patrie du peuple arabe palestinien (article 1) […]. L'identité palestinienne constitue une caractéristique authentique, essentielle et intrinsèque : elle est transmise des parents aux enfants (article 4) […]. L'existence d'une communauté palestinienne, qui a des liens d'ordre matériel, spirituel et historique avec la Palestine, constitue une donnée indiscutable (article 7). » Comment interpréter ce texte ? C'est un document d'affirmation d'une identité en construction, qui montre comment les Palestiniens sont devenus palestiniens dans la lutte contre le sionisme et Israël. Hier, ils étaient peut-être avant tout des Arabes (leur identité était d'ailleurs probablement citadine bien plus qu'arabe). Ils sont aujourd'hui des Palestiniens. Parce qu'un siècle de guerre, de défaites, d'attaques, de morts, de sentiment d'injustice, de traitements inhumains, d'attentats subis et commis ont forgé l'identité palestinienne qui est désormais tout à fait distincte de l'arabité, de la jordanité, de l'égyptianité, de la libanité. Les Palestiniens sont devenus palestiniens… grâce (ou à cause) des Israéliens. Ils le seraient probablement devenus sans eux d'ailleurs. Les Libanais, les Jordaniens n'existaient pas plus qu'eux avant la Première Guerre mondiale. Et personne ne leur dénie aujourd'hui leur identité.

Le conflit israélo-palestinien peut ainsi être interprété comme une tentative des deux parties de préserver une identité blessée et constamment menacée, qui passe par une lutte continue pour la reconnaissance et qui a besoin d'un territoire pour asseoir sa légitimité et sa sécurité. Dans les deux cas, c'est l'identité qui exige un territoire, et pas l'inverse, comme c'est le cas partout ailleurs. Le point commun premier des Français, avant la langue, avant l'histoire partagée, avant hier la religion ou le système monarchique, c'est leur territoire. Pareil

pour les Allemands, les Américains ou les Sri Lankais. Pour les Israéliens et les Palestiniens, le point commun initial, c'est leur identité, cette identité qui leur a permis de survivre en tant que peuple malgré l'absence de territoire.

Dès lors, Israéliens, Palestiniens, chacun voit dans l'existence de l'autre une menace pour la sienne propre. Pourquoi, pour les extrémistes des deux camps, l'enjeu n'est-il pas de dominer l'autre mais de l'expulser ? Parce que l'identité doit être pure, pure du sang de l'autre, pure de la souffrance de l'autre, pure du visage de l'autre que l'on ne veut pas voir. Il n'y a pas davantage de place pour les Israéliens dans la palestinité née du conflit avec Israël qu'il n'y en a pour les Palestiniens chez les Israéliens soutenant les projets de Netanyahou. Les Juifs qui vivaient en Palestine, encore présentés comme Palestiniens dans la charte de l'OLP de 1964 – qui appelait à la destruction d'Israël ! – ne sont plus désignés comme tels aujourd'hui. Et les Juifs du monde arabe, si consubstantiels à l'histoire de cette partie du monde, ont été obligés de quitter les pays arabes. Ils ne sont plus algériens, égyptiens, tunisiens, irakiens, syriens[2]… Le conflit les a obligés à choisir. Ou plutôt on a choisi pour eux, détruisant au passage des siècles, voire des millénaires, d'enracinement et d'échanges avec les populations arabes et berbères.

Le territoire est le lieu d'expression de la rivalité identitaire, mais il n'est pas son enjeu premier, ce qui ouvre un petit espace pour une solution originale.

Une piste d'action alternative : dissocier la souveraineté sur le peuple de la souveraineté sur le territoire

Alors, que faire ? Peut-être chercher une solution tierce : ni l'État binational, ni deux États séparés, ni l'expulsion des Palestiniens. Mais un modèle qui parte de la réalité très spécifique de ce conflit, de cet entrecroisement des destins où l'affirmation de l'identité de chacun est érigée en absolu, le tout sur un territoire minuscule, où histoire et religion se disputent pour légitimer la présence de l'une ou de l'autre partie. Et où, à l'intérieur des deux camps, les laïcs et les religieux se

disputent la prééminence.

Il faut je crois, pour l'imaginer, rompre avec les instruments hérités de l'histoire européenne et notamment la conception westphalienne de la souveraineté, qui constitue encore une pierre angulaire de l'ordre international moderne. Les traités de Westphalie mirent fin à la guerre de Trente Ans en Europe et posèrent les bases d'un système d'États souverains qui reposait sur trois principes clés : l'autorité exclusive d'un État sur son territoire, l'égalité en droit entre les États et la non-ingérence dans les affaires intérieures. Au cœur donc de l'invention de l'État moderne se trouve l'idée de souveraineté sur un territoire. Or, ce principe ne fonctionne pas dans le cas du conflit israélo-palestinien, où il y a un territoire mais *deux* peuples, chacun ayant une légitimité indiscutable pour revendiquer une souveraineté sur le territoire contesté, chacun étant porteur d'une identité dont la préservation est l'objectif premier des populations. Le partage du territoire ne peut pas résoudre cette querelle de légitimité. C'est pour cela que l'idée d'un État unique, binational, fédéral ou confédéral, ne fonctionne pas : parce qu'il y a deux peuples, parce qu'il y a deux identités à la fois très fortes mais aussi très fragiles, il faut deux États.

La solution proposée part de la réalité de la commune légitimité des deux peuples sur le territoire disputé. Elle prend en compte l'exigence de préservation de l'identité. Elle regarde la réalité géographique enfin et constate l'imbrication des populations. Deux identités donc deux États, un seul territoire et pas de fongibilité envisageable. Comment résoudre cette équation impossible ?

La seule solution, c'est de suivre une piste nouvelle qui consiste à *dissocier la souveraineté territoriale et de la souveraineté politique* afin de préserver l'identité politique des deux États et notamment d'Israël. Nommons cette solution « Une terre, deux États », « *One land, two states* ». Ni séparation ni unification. Une terre unique où les citoyens seraient citoyens d'États distincts. Un État pour les Juifs, un État pour les Arabes. Sur un seul territoire, non divisé. Et un système de coordination, ni fédéral ni confédéral.

Dans cette proposition, la terre n'est plus divisée par des frontières, mais demeure un espace commun aux deux nations. Les citoyens, en revanche, conserveraient des identités politiques séparées. Un Juif israélien resterait citoyen de l'État d'Israël, un Palestinien serait

rattaché à l'État de Palestine, et les Arabes israéliens, tout comme les druzes, devraient choisir leur citoyenneté. Chaque État préserverait ses outils de souveraineté. Les systèmes de sécurité, les institutions éducatives, les organisations religieuses et sociales seraient propres à Israël ou à la Palestine, respectant ainsi les particularités culturelles et historiques de chaque peuple. Cependant, au-delà de ces distinctions, un socle commun serait édifié : les infrastructures, les systèmes de santé, et les collectivités locales seraient partagés, affirmant une interdépendance vitale où les réseaux de télécommunications, les réseaux d'énergie, les réseaux d'eau sont communs. Cette dualité entre séparation et union symbolise une volonté de dépasser les logiques exclusives pour bâtir un avenir fondé sur la collaboration. La politique étrangère serait distincte. La politique de défense probablement, au moins au début, dans les mains d'Israël, compte tenu du rapport de force actuel. On dira que ce n'est pas acceptable pour les Palestiniens ? Mais avec cette solution, les Israéliens et les Palestiniens seront en paix et les pays arabes voisins seront tous en paix avec les Israéliens et les Palestiniens, à part peut-être l'Iran. Mais les mollahs prendraient-ils le risque d'aller contre la volonté des Palestiniens ?

L'un des piliers de cette solution est la liberté d'installation. Chaque citoyen, qu'il soit israélien ou palestinien, pourrait résider là où il le souhaite, des plaines de Galilée aux collines de Cisjordanie. Ainsi, un colon israélien demeurant en Cisjordanie conserverait sa citoyenneté israélienne, tandis qu'un Palestinien résidant à Haïfa deviendrait (s'il le veut) citoyen de l'État palestinien. Et s'il ne le veut pas, il restera citoyen israélien, en toute connaissance de cause (Israël est depuis 2018 « l'État-nation du peuple juif » et laisse donc les musulmans, les chrétiens et les druzes à l'écart du projet national). Cette liberté briserait les carcans territoriaux tout en respectant les identités politiques de chacun, offrant une réponse à la complexité des revendications historiques. Sur le plan politique, ce modèle introduirait une distinction entre élections nationales et locales. Les citoyens voteraient pour les dirigeants nationaux de leur propre État : un Arabe ex-israélien vivant à Haïfa élirait le président palestinien, tandis qu'un colon israélien en Cisjordanie continuerait de voter pour le Premier ministre d'Israël. En revanche, les élections locales, communes à tous les résidents, permettraient une gestion partagée des villes et villages, affirmant ainsi l'importance d'une gouvernance

commune à l'échelle locale.

Pour garantir l'équilibre et prévenir les abus, une Haute Autorité commune jouerait le rôle d'arbitre suprême. Composée de représentants des deux États, elle régulerait les différends les plus sensibles, empêcherait l'appropriation des terres par l'une ou l'autre partie et veillerait à rééquilibrer les disparités économiques. Cette institution, loin d'être un simple organe bureaucratique, incarnerait une vision de justice partagée, indispensable pour éviter que les tensions identitaires ne cèdent la place à des conflits sociaux.

Il ne faut pas nier les divergences historiques et culturelles. Il faut les transcender, cherchant un chemin qui rende possibles l'unité et la diversité.

Les avantages de cette solution

La solution « *One land, two states* » pourrait lever plusieurs obstacles majeurs qui entravent aujourd'hui toute possibilité de négociation entre Israéliens et Palestiniens. D'abord et avant tout, ce serait un chemin vers la paix, la fin des hostilités (après une période de sécurisation et de désarmement des milices), la reconnaissance finale et complète d'Israël par les Palestiniens et les États voisins et la construction de perspectives d'avenir, enfin, pour les Palestiniens. Autre élément essentiel : avec une paix durable, Israël gagnerait en indépendance puisque sa sécurité ne dépendrait plus des États-Unis. Ensuite, cette solution permettrait de préserver la judéité – un des principaux défis du conflit –, souvent perçue comme menacée par un éventuel retour massif des réfugiés palestiniens. Elle écarterait cette inquiétude en dissociant citoyenneté et territoire : quel que soit le nombre de réfugiés revenant dans les frontières historiques de 1948, leur intégration ne mettrait plus en péril l'identité juive de l'État d'Israël. Les réfugiés palestiniens, citoyens de l'État de Palestine, seraient ainsi accueillis sans compromettre la souveraineté israélienne. La dimension politique de cette question, qui paralyse depuis longtemps les négociations, serait levée, ne laissant en suspens que des considérations techniques, telles que les modalités d'indemnisation ou un éventuel quota, sachant que la Haute Autorité viendrait réguler les

retours de réfugiés palestiniens et les arrivées de colons israéliens dans les territoires anciennement dits « occupés ». La palestinité serait elle aussi préservée puisque l'errance des Palestiniens prendrait fin, ils auraient un État, un système éducatif, judiciaire et religieux à eux. Avec des systèmes de sécurité indépendants les uns des autres, la police israélienne et la police palestinienne aurait des objectifs communs : la paix, le désarmement des milices, le maintien des garanties données aux populations.

Dans ce modèle, les frontières entre Israël et la Palestine perdraient leur importance politique et symbolique. Deux États coexisteraient sur un territoire unique, rendant caduque l'obsession des tracés frontaliers. La frontière véritable deviendrait celle qui entoure l'ensemble, notamment avec la Jordanie, le Liban, la Syrie et l'Égypte. Ce système offrirait une satisfaction inédite aux partisans des deux camps : les défenseurs de la Judée-Samarie pourraient revendiquer un élargissement des frontières israéliennes, tout comme les Palestiniens, pourraient voir les leurs s'étendre. Plus besoin de déplacements forcés ou de partitions contestées ; cette solution intègre la diversité des populations dans une unité territoriale partagée.

La solution « *One land, two states* » ouvrirait, en outre, la voie à une coopération économique transformant la région en une véritable zone de prospérité. Dans le contexte actuel, la perspective semble lointaine et presque vulgaire, l'objectif de la paix n'étant pas économique. Mais, dans un environnement plus apaisé, l'intérêt social d'une telle perspective apparaîtra évident. Actuellement, les territoires occupés (sans parler de Gaza, détruite) souffrent d'une densité humaine excessive, de problèmes de transport insurmontables et d'un manque criant de ressources. La solution proposée encouragerait la collaboration entre deux économies complémentaires : les Palestiniens, forts d'une main-d'œuvre jeune et qualifiée, et les Israéliens, dotés d'une expertise technologique hors pair et de moyens financiers importants. Cette dynamique renouerait avec l'esprit des accords d'Oslo, où une prospérité commune, fondée sur le développement mutuel, était envisagée. Avec un État palestinien qui aurait le mérite d'exister mais surtout d'être viable.

Dans ce système, la coexistence pacifique deviendrait une nécessité structurelle, car les deux peuples partageraient non seulement une terre, mais des intérêts communs. La reconnaissance de l'État

palestinien dans ce cadre apaiserait les tensions, en offrant une souveraineté réelle et viable à la population palestinienne. Plutôt que d'attendre que la sécurité précède la paix, cette solution propose une logique inverse : la paix, fondée sur la reconnaissance mutuelle et la collaboration, deviendrait le fondement de la sécurité pour les deux peuples. La question de Jérusalem, souvent considérée comme insoluble, trouverait ici une solution pragmatique. La ville resterait un espace partagé, tout en nécessitant un compromis sur la gestion des lieux saints, tels que l'esplanade des Mosquées et le mont du Temple. Si la géographie impose des contraintes incontournables, elle pourrait aussi inspirer un arrangement où ces lieux deviendraient des symboles de respect et de coexistence.

La solution « *One land, two states* » permettrait ainsi de dépasser les barrières qui ont longtemps entravé les négociations. En dissociant citoyenneté et territoire, en partageant les ressources et en intégrant les besoins des deux peuples, elle offre un cadre où la paix ne serait plus un simple rêve, mais un objectif réalisable. Plus qu'une solution technique, elle propose un pacte moral et politique, basé sur la reconnaissance mutuelle et l'interdépendance.

Comment lever l'objection sécuritaire ? Par une longue période de transition et le choc de la paix

Reste bien sûr l'objection sécuritaire : comment penser que deux peuples qui se font la guerre depuis cent ans aient envie de faire la paix ? Comment imaginer un territoire partagé, sans frontières internes, alors que la stratégie d'Israël depuis 2003 consiste à séparer les populations (barrière de sécurité, roquettes qui tombent sans interruption sur Gaza, mur de Gaza, routes séparées en Cisjordanie) et que le Hamas attaque Israël autant qu'il le peut ? Comment espérer encore la paix alors que la guerre du 7-Octobre n'est pas finie et que les traumatismes sont majeurs dans les deux camps ?

Ma conviction première, c'est que la sécurité viendra de la paix et pas de la guerre. Mais cette idée ne peut prévaloir que si des « preuves

de sécurité » sont données. C'est ce qui a échoué après Oslo : l'Autorité palestinienne s'est transformée en supplétive d'Israël et a monnayé son pouvoir auprès des Palestiniens privilégiés en se laissant corrompre. Mais elle n'a pas obtenu la reconnaissance symbolique et identitaire qu'aurait donnée un État palestinien. La guerre s'est poursuivie, la sécurité n'a pas été établie. Rien de tel dans l'hypothèse « *One land, two states* » car les Palestiniens qui choisiront la paix recevront une véritable récompense : on pourra très vite créer un État palestinien. Plus encore, l'impact de la décision consistant à *faire la paix*, le fait de donner de l'espoir à des populations qui désespèrent, d'améliorer très vite et dans des proportions significatives leurs conditions de vie et de leur ouvrir des perspectives à moyen terme plus attrayantes encore devraient changer radicalement l'état d'esprit côté palestinien, sauf bien sûr dans le camp du Hamas qui sera catégoriquement opposé à cette solution. Côté israélien, la méfiance prévaudra bien sûr. Les partisans de la guerre feront entendre leur opposition. Mais les arguments qui leur sont favorables pourront leur être opposés : judéité de l'État, espace sans frontière, paix enfin possible… et maintien des colonies.

Reste le plus compliqué : mettre en place un processus qui assurera la sécurité. Pour réussir, il faudra des garanties internationales, une coopération bilatérale et des initiatives locales pour répondre aux besoins spécifiques des deux peuples. Voici comment une telle vision pourrait se dessiner, mêlant pragmatisme et aspirations à une paix durable, avec un ingrédient essentiel : la patience. Il faudra plusieurs années pour y arriver. Peut-être dix ans. Peut-être plus. À l'image des forces de maintien de la paix déployées en Bosnie ou de la KFOR au Kosovo, une présence internationale neutre serait un pilier fondamental de ce dispositif. Cette force, composée de contingents issus de nations non impliquées dans le conflit – par exemple la Norvège, le Canada ou le Japon –, assurerait une surveillance des zones sensibles, telles que Jérusalem, les colonies de Cisjordanie et les points de passage entre zones plutôt juives et zones plutôt arabes. Son rôle ne serait pas seulement celui d'un arbitre silencieux, mais aussi d'un acteur engagé dans la désescalade des tensions et la protection des civils. Placée sous l'égide des Nations unies ou plutôt d'une coalition internationale (compte tenu de la détestation de l'ONU en Israël après la guerre du 7-Octobre), elle incarnerait l'impartialité et la

stabilité nécessaires à la construction d'une confiance mutuelle.

La coopération entre les deux parties serait orchestrée par un Conseil israélo-palestinien de sécurité, un organe mixte où siégeraient des responsables des forces israéliennes et palestiniennes. Ce conseil, à la manière des structures établies en Irlande du Nord, se verrait chargé de gérer les enjeux transfrontaliers : contrôle des flux migratoires, lutte contre le terrorisme et supervision des zones sensibles. Un mécanisme de communication directe entre les deux parties permettrait de prévenir les escalades accidentelles, d'instaurer un dialogue constant et d'endiguer les suspicions mutuelles. Ce dialogue, s'il est fragile au départ, deviendrait progressivement un outil de coopération quotidienne.

Dans les colonies israéliennes de Cisjordanie, un modèle hybride pourrait être mis en place : les colons conserveraient leur citoyenneté israélienne, et leur sécurité serait assurée par les forces israéliennes, en collaboration avec les autorités palestiniennes locales. Dans les zones à forte densité palestinienne, dans certains endroits d'Israël, dans les territoires occupés et à Gaza, ce serait l'inverse : des forces de sécurité palestinienne, avec une coopération israélienne et un soutien international.

Un processus progressif de désarmement serait essentiel pour transformer les acteurs armés en partenaires du dialogue. Le modèle nord-irlandais est un bon exemple à suivre. Il a été graduel et volontaire, afin de permettre aux groupes paramilitaires de conserver une certaine dignité tout en s'engageant dans la paix. Les étapes ont inclus la définition d'un calendrier prévoyant des délais réalistes s'agissant du dépôt des armes, évitant ainsi toute pression excessive. Les armes ont ensuite été détruites sous le contrôle de la commission de désarmement, garantissant la transparence. Enfin, la confidentialité pour les parties a été préservée pour éviter l'humiliation publique des groupes armés. Dans le cas israélo-palestinien, les groupes armés palestiniens (comme le Hamas ou le Jihad islamique) pourraient être sommés de déposer leurs armes suivant des étapes définies, avec des garanties sur leur sécurité, sauf peut-être pour les auteurs des attentats du 7-Octobre (ce sera l'objet d'une négociation). Les armes seraient collectées dans des dépôts sécurisés, puis détruites en présence d'observateurs internationaux, évitant tout risque de réutilisation.

En Irlande du Nord, le désarmement de l'IRA a, en outre, été

accompagné de garanties politiques et sécuritaires pour les anciens combattants. Les accords prévoyaient leur réintégration sociale et politique, les anciens membres de l'IRA ont pu s'impliquer dans des organisations politiques, comme le Sinn Féin, renforçant leur transition vers une activité pacifique. Des changements significatifs ont en outre été apportés dans les forces de police locales pour refléter la diversité des communautés.

Ainsi, les anciens membres des milices palestiniennes pourraient être réintégrés dans des structures civiles ou sécuritaires, comme des unités de police locales sous supervision internationale. Israël devrait réduire sa présence militaire dans les territoires majoritairement palestiniens en parallèle du désarmement, garantissant une diminution des tensions. L'État palestinien lui-même serait démilitarisé, le temps d'installer la paix entre Israël et la Palestine et d'instaurer une forme de confiance entre les parties. Enfin, un organisme de suivi pourrait être institué pour vérifier que les engagements sont respectés, avec des rapports périodiques transmis aux parties et à la communauté internationale.

Le renforcement des capacités locales serait enfin un pilier central de ce processus. Des experts internationaux formeraient les forces israéliennes et palestiniennes aux techniques de gestion des conflits, à la protection des droits humains et à la coordination inter-agences. Cette coopération renforcerait non seulement les compétences techniques, mais aussi la confiance mutuelle, indispensable à une sécurité partagée. Un réseau d'observateurs internationaux garantirait que les engagements pris par chaque partie soient respectés. En cas de litige ou de violation des accords, une Haute Autorité commune – composée de représentants des deux camps et de médiateurs internationaux – arbitrerait les différends et proposerait des solutions équilibrées.

Contrairement aux approches traditionnelles, qui exigent une sécurité totale avant d'envisager la paix, ce processus repose sur une logique inverse : la paix elle-même, fondée sur des collaborations et des compromis, engendrerait une sécurité durable. En intégrant les dimensions militaire, politique et sociale, ce dispositif ne vise pas seulement à prévenir les violences, mais aussi à offrir aux populations des deux côtés un sentiment de justice et d'équité. Quant au désarmement des milices, inspiré du processus nord-irlandais, il ne

peut réussir qu'en combinant garanties politiques, encadrement international et progression par étapes. Il ne s'agit pas seulement de déposer les armes, mais de transformer les relations entre les parties, pour que le dialogue et la confiance remplacent la violence comme moyen d'expression.

Les Israéliens ont toujours refusé l'immixtion d'observateurs extérieurs, y compris américains. Pourquoi accepteraient-ils ici ? Pour deux raisons. La première, c'est qu'ils auront compris que c'est la seule manière pour eux d'obtenir une montée en puissance des capacités sécuritaires palestiniennes, les Palestiniens devant prouver à leur population que leur police n'est pas, comme celle de l'Autorité palestinienne, la supplétive d'Israël. La seconde raison est performative : faire la paix, la vraie, mérite bien quelques adaptations d'une ancienne doctrine.

Une Haute Autorité pour régler les conflits

Dans le cas où la paix viendrait enfin apaiser les blessures des Israéliens et des Palestiniens, l'existence d'une Haute Autorité, gardienne exigeante de cette fragile réconciliation, serait nécessaire. Inspirée par les leçons tirées des processus de paix en Irlande du Nord et en Bosnie, cette institution transcenderait les clivages, incarnant à la fois un arbitre neutre, un médiateur éclairé et un architecte patient de la coexistence.

La Haute Autorité serait composée de figures respectées et inattaquables, choisies non seulement pour leur compétence, mais aussi pour leur intégrité et leur impartialité. Ses membres incluraient des représentants israéliens et palestiniens, et peut-être des observateurs internationaux issus de nations reconnues pour leur neutralité. À l'image des médiateurs nord-irlandais, elle ne serait inféodée ni à un camp ni à un autre, mais se tiendrait à égale distance des passions et des revendications, portant en elle la promesse d'un équilibre juste. Son siège serait à Jérusalem, dans un bâtiment où se mêleraient des influences architecturales des deux cultures, qui deviendrait un symbole de cette paix en devenir, un lieu où les

tensions viendraient chercher l'apaisement, et non plus l'affrontement.

La mission première de la Haute Autorité serait de désamorcer les conflits qui continueront inévitablement d'éclater. Inspirée par l'exemple du Conseil de mise en œuvre de la paix en Bosnie, elle aurait pour rôle d'arbitrer les litiges liés à des questions sensibles : partage des terres, accès aux ressources naturelles, régulation des lieux saints. Face à chaque désaccord, elle agirait comme une Cour suprême de la paix, où les décisions, après un examen rigoureux et impartial, seraient prises pour garantir la justice et l'équité. Si, par exemple, un différend venait à éclater sur la gestion des eaux souterraines partagées ou l'extension d'une colonie, la Haute Autorité interviendrait pour écouter les parties, analyser les faits et rendre un jugement contraignant, qui devra être respecté de tous, sous peine de contraintes financières et judiciaires. La Haute Autorité ne sera pas seulement un tribunal ; elle aura également un rôle essentiel pour apaiser la mémoire blessée des deux peuples. À l'image des commissions de réconciliation en Irlande du Nord, elle organisera des rencontres entre anciens adversaires, des dialogues où chacun pourrait exprimer ses peurs, ses espoirs, et surtout sa vérité. Elle créera des espaces où la mémoire, si souvent instrumentalisée, pourrait être partagée et réconciliée. Un citoyen palestinien ayant perdu sa maison et un colon israélien craignant pour sa sécurité pourront, sous l'égide de cette institution, chercher ensemble des solutions respectueuses de leurs droits et de leurs aspirations.

Au-delà de la gestion des conflits, la Haute Autorité sera un laboratoire d'idées pour bâtir un avenir commun. Inspirée par le modèle nord-irlandais, elle supervisera des projets conjoints entre Israéliens et Palestiniens : écoles bilingues, réseaux d'infrastructures partagés, ou encore des zones industrielles où les deux peuples travailleraient main dans la main. Elle veillera également à ce que les ressources économiques et les aides internationales soient distribuées équitablement, pour éviter que des tensions sociales ne viennent remplacer les tensions identitaires. Elle portera aussi la responsabilité sacrée de protéger les lieux saints, ces espaces où l'histoire, la religion et les passions s'entremêlent. À Jérusalem, elle mettra en place un régime de gouvernance partagée, garantissant un accès équitable aux fidèles des trois religions monothéistes. Elle sera, en cela, l'héritière des accords de Dayton, où les lieux de mémoire en Bosnie furent

placés sous une supervision internationale pour éviter leur instrumentalisation. C'est ainsi qu'elle deviendra un symbole vivant de la paix. Chaque année, elle pourrait publier un rapport sur l'état des relations israélo-palestiniennes, un miroir des progrès accomplis et des défis encore à relever. Elle organisera également des cérémonies de réconciliation, où des représentants des deux camps viendraient renouveler leur engagement envers cette paix fragile, mais précieuse.

Cette Haute Autorité, inspirée des réussites et des tâtonnements d'autres régions déchirées par la guerre, ne serait pas seulement une institution administrative mais l'incarnation d'un idéal : celui d'une paix qui transcende les différences.

Une utopie concrète ou une possibilité politique ?

Le lecteur doit me prendre pour un doux rêveur, à moins qu'il n'ait déjà abandonné la lecture, offusqué que l'auteur n'ait pas choisi son camp. Je revendique cette utopie concrète qui ne peut être pensée que si l'on cherche une forme d'équilibre. Je sais bien que ce n'est pas une idée de paix pour aujourd'hui. Mais je crois fermement que la paix, si elle est un jour conclue, prendra une forme proche de cette solution.

D'ici là, quels sont les obstacles à son avènement ? Il faudrait d'abord réussir à mettre l'idée sur la table. Tel est l'objectif de ce livre. Contrairement à d'autres initiatives, il ne s'agit pas, comme le promeut par exemple A Land for All, de créer une confédération israélo-palestinienne, mais bien deux États séparés et unis par l'imbrication des populations qui vivent sur un seul territoire. A Land for All propose deux États dans les frontières de 1967, avec des frontières ouvertes. Dans la solution « *One land, two states* », les frontières sont symboliques mais réelles ; elles séparent politiquement les Israéliens des Palestiniens.

Depuis la mort clinique du processus de paix ouvert à Oslo, au tournant des années 2000, aucune solution de paix n'a vu le jour. Les tenants de la force, du refus de l'existence de l'autre, dominent dans les deux camps. Et la dynamique a été encore renforcée par le 7-

Octobre. Sauf que l'attentat terroriste perpétré par le Hamas pourrait aussi conduire à envisager la paix : il est la preuve, on l'a dit, que la guerre ne conduit pas à la paix. Et que ni les Israéliens ni les Palestiniens ne quitteront leur terre.

La droite domine en Israël, où la gauche a quasiment disparu. Il faut donc une solution de droite pour être entendu. « *One land, two states* » peut être perçue comme venant de la gauche du spectre politique dans la mesure où rares sont les responsables de droite qui continuent encore d'envisager la paix. Mais c'est aussi une solution de droite. Tout simplement parce qu'elle reconnaît la légitimité d'Israël sur *l'ensemble* d'*Eretz Israël*. Elle permet aux colons de demeurer là où ils sont. Elle met au cœur de son avènement le principe de la sécurité.

Rappelons ce que proposait Menahem Begin, lui qui niait le droit des Palestiniens à l'autodétermination nationale et refusait l'idée même d'un État palestinien. C'est pourtant lui qui, nommé Premier ministre en juin 1977, présenta un projet d'autonomie des « territoires libérés » le 28 décembre 1977 à la Knesset. Il proposait tout simplement d'offrir la citoyenneté israélienne (ou jordanienne, mais sur ce point il n'était pas décisionnaire) aux habitants de « Judée-Samarie et de Gaza ». Pas de Palestine donc mais l'insertion dans l'État juif. Ils auraient alors eu le droit de voter et d'être éligibles à la Knesset. Aux paragraphes 21 à 23 du plan, Begin complétait sa vision en proposant que les habitants israéliens aient le droit d'acquérir des terres et de s'installer en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza. Quant aux Arabes habitant en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza et ayant librement choisi d'être citoyens israéliens, ils auraient pu acquérir des terres et s'installer en Israël. Digne héritier de Jabotinsky, Begin combattait les Arabes mais voulait leur donner une place, c'était un début. Aujourd'hui, ses successeurs s'y refusent. Ils veulent les expulser ou à tout le moins leur rendre la vie impossible, à Gaza mais aussi dans en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est. Qui l'emportera ? Jabotinsky ou Netanyahou, Begin ou Ben Gvir ?

Côté palestinien, le Hamas a été décrédibilisé par les conséquences du 7-Octobre : Gaza est détruite, la vie des Gazaouis également. Mais le Hamas demeure et avec lui la volonté de vengeance. La violence a montré qu'elle appelait encore plus de violence : la « muraille d'acier » israélienne, théorisée par Jabotinsky, a décimé l'existence des Palestiniens. Alors, pourquoi continuer si une autre solution que la

guerre se présente ?

Quelles seraient les conditions pour sortir de l'état de guerre permanent ? Un militaire en Israël (il faut un général pour faire la paix), une personnalité politique légitime en Palestine – Marwan Barghouti ? – émergeront-ils bientôt dans l'un et l'autre camp ? Que va-t-il se passer en Israël une fois la guerre de Gaza définitivement terminée ?

Aujourd'hui, la société israélienne penche à droite, beaucoup plus à droite que trente ans auparavant. Nombreux sont ceux qui disent que « la guerre, c'est la paix », qu'il n'y pas d'autres solutions, qu'il faut avancer, avancer encore, en Cisjordanie maintenant que Gaza est détruite et partout dans la région. Est-ce l'opinion dominante ? Un Gadi Eizenkot, qui ne semblait pas dupe de la stratégie « choricidaire » du cabinet de sécurité, pourrait-il proposer une voix dissonante, lui, l'auteur de la doctrine Dahiya qui a théorisé la guerre asymétrique et la destruction des infrastructures civiles au nom de la lutte contre le terrorisme ? Avec en écho la parole de Marwan Barghouti, qui incarne à la fois un mythe pour les Palestiniens et la seule chance sérieuse de paix ? Et si c'étaient eux les prochains leaders pour la paix ?

1. Hannah Arendt, « Réexamen du sionisme », dans *Écrits juifs*, *op. cit.*

2. Seul le Maroc leur fait encore une place. Le Préambule de la Constitution de 2011 affirme : « État musulman souverain, attaché à son unité nationale et à son intégrité territoriale, le royaume du Maroc entend préserver, dans sa plénitude et sa diversité, son identité nationale une et indivisible. Son unité, forgée par la convergence de ses composantes arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, s'est nourrie et enrichie de ses affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen. »

5

Exister dans le regard de l'autre

La guerre mène à la guerre. Les tentatives de paix ont échoué. Une nouvelle solution, « *One land, two states* », pourrait répondre à l'exigence de préservation de l'identité tout en organisant une quasi-cohabitation entre les deux nations. Mais rien n'arrivera, la paix ne sera pas possible tant que le problème initial ne sera pas réglé. Ce problème est simple, évident et pourtant toujours évité : les Israéliens ne voient pas les Palestiniens et les Palestiniens ne voient pas la douleur des Israéliens. J'ai évoqué précédemment le déni palestinien face à la réalité israélienne. Je vais ici plus longuement revenir sur l'aveuglement des Israéliens sur l'existence des Palestiniens.

Une promesse sioniste aveugle aux Palestiniens

Israël, une promesse pour les chrétiens

La promesse sioniste vient de loin… et d'abord des protestants anglo-saxons, lointains descendants des « Pères pèlerins du *Mayflower* », puritains anglais, partis aux États-Unis fonder une nouvelle Jérusalem, suivant le chemin de l'Exode, avec à l'esprit l'exemple du peuple d'Israël. Les protestants allemands, suédois, français qui les suivirent étaient, eux aussi, façonnés par leur lecture de la Bible. Les douze colonies britanniques américaines rappelaient

les douze tribus d'Israël et le roi d'Angleterre était comparé au pharaon hostile, incapable de faire traverser l'Atlantique, nouvelle mer Rouge, à ses troupes. Le retour des Juifs en Palestine appartient donc à la prophétie biblique, notamment pour les évangéliques, celle de la croyance en la « Seconde Venue » (*Second Coming*) de Jésus à Jérusalem pour y établir le Royaume céleste, une fois les Juifs « restaurés ».

Le paradoxe, c'est que ces amis d'Israël pouvaient aussi être antisémites : ils considéraient que les deux tiers du peuple juif seraient exterminés à la fin des temps, le dernier tiers ne devant sa survie qu'à sa conversation au christianisme. Du point de vue politique, les sionistes chrétiens anglo-saxons et américains du XIXe siècle et du début du XXe siècle étaient favorables à l'émigration des Juifs en Palestine aussi parce que c'était une façon de ne pas avoir à les accueillir en Angleterre ou aux États-Unis. Leur sionisme était à usage interne en quelque sorte – leur permettre d'être sauvés ; il ne relevait en aucune manière d'un philosémitisme. Les Juifs d'Europe centrale étaient nombreux en effet à trouver refuge outre-Atlantique. Après 1881 et l'assassinat du tsar Alexandre II, qui fut le point de départ de plusieurs pogroms en Russie, six cent mille Juifs émigrèrent vers les États-Unis. Et sur les 1,6 million de Juifs qui quittèrent l'Europe orientale de 1901 à 1914, seuls 2 % rejoignirent la Palestine, où la plupart d'entre eux ne restèrent pas, alors que 90 % s'installèrent aux États-Unis et au Canada. Au total, entre 1880 et 1924, 2 millions de Juifs sont partis en Amérique. En 1924, la loi Johnson-Reed mit un coup d'arrêt à cette immigration avec la très forte limitation de l'immigration sud et est-européenne (ainsi qu'asiatique) aux États-Unis. La loi limitait le nombre d'immigrants d'une nationalité donnée à 2 % de la population de celle-ci présente sur le territoire des États-Unis en 1890. Elle touchait donc particulièrement les personnes venant de l'est et du sud de l'Europe, encore relativement peu nombreuses trente ans avant 1924. L'intention antisémite et raciste des promoteurs de la loi était en outre évidente : le représentant Johnson, son auteur, était proche des idées du Ku Klux Klan.

Herzl, l'antisémitisme et les sionismes

Le sionisme est apparu dans un contexte de persécutions croissantes contre les Juifs en Europe, avec notamment les pogroms en Russie et en Europe de l'Est, ainsi que la montée de l'antisémitisme dans les pays européens. Dans le même temps, le nationalisme était en plein essor, des peuples et des groupes ethniques cherchant à établir leurs propres États-nations.

Pour certains Juifs d'Europe, souvent privés de droits et marginalisés, le retour à la terre ancestrale de Palestine est devenu un objectif. L'espoir que l'assimilation des Juifs dans les sociétés européennes ferait baisser l'antisémitisme avait volé en éclats avec l'affaire Dreyfus. Bien que cette aspiration ait eu des racines religieuses profondes dans le judaïsme (le retour sur la Terre promise après la destruction du Temple), le sionisme moderne est né de la confrontation avec le développement de l'antisémitisme. Le sionisme politique est fondé par Theodor Herzl, journaliste austro-hongrois qui, après avoir assisté à l'affaire Dreyfus, en vint à penser que l'émancipation et l'intégration des Juifs en Europe étaient vouées à l'échec. En 1896, il publia son ouvrage *Der Judenstaat* (*L'État juif*), dans lequel il appelait à la création d'un État juif indépendant pour assurer la sécurité de ses coreligionnaires. En 1897, il organisa le premier Congrès sioniste à Bâle, en Suisse, où il formula le projet sioniste dans une déclaration : « Le sionisme vise à établir pour le peuple juif un foyer en Palestine garanti par le droit public. » Il créa dans la foulée l'Organisation sioniste mondiale, qui devint l'institution dirigeante du mouvement sioniste.

Pour Herzl, l'antisémitisme n'était pas une pathologie isolée, mais une réponse presque mécanique des nations à la présence diasporique des Juifs en leur sein. Face à ce constat, sa solution s'imposait avec une logique implacable : pour mettre fin à la haine et à la persécution, il fallait transformer les Juifs en « une nation comme une autre », ancrée dans la réalité du monde tel qu'il est. Ce monde, aux yeux de Herzl, était structuré par le modèle dominant de l'État-nation, une entité homogène, autonome, et protégée des influences extérieures. Dans cet esprit, il rêvait d'un refuge où les Juifs pourraient vivre à l'abri, loin des tumultes des sociétés plurielles, une « terre sans peuple » pour un « peuple sans terre ». Cette quête d'un isolement protecteur témoignait, selon Hannah Arendt, d'une vision qui confine presque à une « fuite hors du monde[1] », une tentative d'échapper à la

condition humaine partagée, à la pluralité irréductible des sociétés et à la complexité du monde commun. Issu d'une époque hantée par l'idéal de l'homogénéité nationale, le sionisme herzlien était une tentative de trouver un îlot d'immuabilité dans un océan de pluralité. À aucun moment, Herzl ne s'est préoccupé des habitants de la Palestine.

Dans le même temps, le sionisme pratique, porté par des leaders tels que Menachem Ussishkin et d'autres pionniers, prônait l'immigration juive immédiate en Palestine et le développement de colonies agricoles, avant même que le sionisme ne reçoive un soutien international officiel. Pour ce faire, ils créèrent le Fonds national juif (*Keren Kayemeth LeIsrael*). Leur objectif était d'acheter des terres, de fonder des kibboutzim et de revitaliser l'hébreu en tant que langue parlée. David Ben Gourion, Berl Katznelson et d'autres leaders du mouvement sioniste socialiste allaient dans le même sens et prônaient une approche combinant sionisme et idéaux socialistes. Ils cherchaient à établir une société juive en Palestine basée sur l'égalité sociale, le collectivisme et le travail manuel. Ce courant, majoritaire parmi les pionniers du Yichouv, la communauté juive en Palestine avant la création de l'État d'Israël, influença fortement la politique de l'État d'Israël après sa création. Mais elle ne fit pas de place aux travailleurs arabes locaux qui ne purent adhérer à la Histadrout, la confédération des syndicats israéliens, qu'en 1962.

La construction d'un récit national juif

C'est entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe que le mouvement sioniste a construit son roman national, sur le modèle des nationalismes européens du XIXe siècle : drapeau, langue, histoire mythifiée, personnalités majeures, grandes batailles… tous les ingrédients ont été utilisés, même si le récit national israélien repose sur un fondement biblique, la terre d'Israël étant considérée comme la terre promise par Dieu à son peuple dans la Torah. Dans l'Europe de la première moitié du XXe siècle, le nationalisme était encore à son apogée. Les Allemands étaient persuadés d'être les descendants des chevaliers teutons et les Français des tribus gauloises, vaincues par les ancêtres des Italiens, les Romains. Les nationalistes juifs ont mené ce

travail de construction de l'identité nationale avec l'idée suivante, théorisée par Marcel Mauss : « C'est la tradition qui fait la nation et pas la nation qui fait la tradition. »

Prenons quatre exemples typiques : la langue, le drapeau, l'histoire et la légitimation religieuse. L'hébreu moderne est né grâce à Eliezer Ben Yehouda (1858-1922), qui a joué un rôle central dans la transformation de l'hébreu, d'une langue principalement liturgique et biblique en une langue vivante, parlée quotidiennement. Ben Yehouda, installé en Palestine dès 1881, a construit un dictionnaire de l'hébreu moderne, inventé des mots nouveaux et a obligé sa famille à parler la nouvelle langue qu'il forgeait. Le drapeau israélien a été imaginé, lui, à la fin du XIXe siècle. Le dessin initial a été proposé en 1891 par David Wolffsohn, un dirigeant sioniste qui a conçu le drapeau définitif pour le premier Congrès sioniste en 1897, en s'inspirant directement du *tallit* – le châle de prière juif traditionnel, blanc à bandes bleues – comme base allégorique pour représenter le peuple juif. Au centre du drapeau figure l'étoile de David (ou *Magen David*), un symbole juif ancien. L'idée de l'alliance des bandes bleues et de l'étoile de David traduit la volonté de faire du drapeau un emblème des racines religieuses et culturelles du judaïsme.

S'agissant de l'histoire, c'est le siège de Massada qui a été érigé en moment mythique de la conscience juive. La forteresse fut érigée par le roi Hérode le Grand entre 37 et 31 av. J.-C. comme refuge en cas de révolte ou d'invasion. Hérode choisit l'emplacement en raison de sa position imprenable, située sur un plateau escarpé et isolé dans le désert de Judée. La forteresse comportait des palais luxueux, de vastes entrepôts, des citernes d'eau et des systèmes défensifs élaborés pour résister à un siège prolongé. Au cours de la Grande Révolte juive (66-73 apr. J.-C.) contre l'occupation romaine, un groupe de résistants juifs, les zélotes (ou sicaires, une faction extrême des zélotes) s'empara de Massada après en avoir chassé la garnison romaine qui s'y trouvait. Ce groupe de résistants, dirigé par Éléazar Ben Yaïr, fit de la forteresse son dernier refuge après la destruction du temple de Jérusalem en 70 apr. J.-C. En 72 apr. J.-C., les Romains, sous les ordres du gouverneur Lucius Flavius Silva, construisirent une immense rampe de terre et de pierre pour accéder à la forteresse jusque là protégée par ses parois abruptes. Le siège dura plusieurs mois, et, en 73, ils parvinrent à briser les murs. Avant que les Romains ne pénètrent dans la forteresse,

les 960 défenseurs juifs de Massada, hommes, femmes et enfants, préférèrent se donner collectivement la mort plutôt que de tomber entre leurs mains. L'historien juif Flavius Josèphe raconte comment les zélotes tirèrent au sort pour choisir ceux qui exécuteraient les autres, afin que personne ne soit capturé vivant. Seuls deux femmes et cinq enfants auraient survécu en se cachant. Massada est ainsi devenue un symbole éclatant de la résistance juive et de la lutte pour la liberté. Dans l'Israël moderne, la forteresse incarne le courage face à l'oppression et le sacrifice ultime pour la liberté. Pendant des années, les recrues des Forces de défense israéliennes (Tsahal) faisaient le serment que « Massada ne tombera plus » lors de cérémonies à la forteresse.

La légitimation religieuse a fait partie de la construction de cette identité. La Bible affirme : « C'est un peuple qui a sa demeure à part et qui ne sera pas compté parmi les Nations » (*Nombres* chapitre 23, verset 9). Dans ce passage, le prophète Balaam (*Bilam* en hébreu) est appelé par le roi moabite Balak pour maudire les Israélites, qui approchent de son territoire. Cependant, au lieu de les maudire, Balaam finit par les bénir à plusieurs reprises, sous l'inspiration de Dieu. Le verset 9 fait partie de la première bénédiction prononcée par Balaam en faveur d'Israël. Le verset entier est souvent interprété comme une reconnaissance de l'exceptionnalité du peuple d'Israël. Dans la vision biblique, Israël est choisi par Dieu et se voit confier une mission particulière, ce qui le rend différent des autres peuples. Ce verset fut interprété comme l'affirmation de la destinée singulière du peuple juif dans l'histoire, illustrant sa survie, sa résilience malgré l'exil, la dispersion et les persécutions, tout en conservant une identité distincte parmi les nations du monde.

Quant au territoire d'Israël, il apparut rapidement que, outre Jérusalem, la Judée-Samarie, actuelle Cisjordanie, jouait un rôle central, bien plus important que la Galilée ou le Néguev. Le roi David est né à Bethléem (en arabe *Bayt Lahm*) et le tombeau de Rachel « notre mère » est situé à l'entrée de la ville. Jéricho (*Arīḥā*) fut la première ville libérée par Josué fils de Noun, aidé par un miracle divin et Chékhem (Naplouse) devint, un temps, la capitale du royaume d'Israël.

La construction d'un nationalisme juif s'est inscrite dans ce contexte d'élaboration d'une identité nationale fondée sur la commune

appartenance à un peuple, doté d'une culture – par-delà les différences – et d'une religion, construction portée par des personnalités provenant toutes d'Europe centrale où prospérait un nationalisme des nations minoritaires qui tentaient de se départir de l'emprise de l'Empire russe d'un côté et de celle de l'Empire austro-hongrois de l'autre. Comme le remarque Shlomo Sand, « le nationalisme hégémonique en Europe centrale et orientale a toujours été, du fait de ses faiblesses, un nationalisme ethnocentrique, et non inclusif et politique, englobant tous les citoyens. Le sionisme est né dans un espace territorial où prospérait pleinement le nationalisme ethnique. La plupart des penseurs, des dirigeants et des militants du nationalisme juif provenaient de territoires situés entre Vienne et Varsovie, ou Odessa et Vilnius. Ils rejetaient totalement les positions du parti autonomiste Bund, qui défendait l'idée de la formation d'un peuple yiddish d'Europe de l'Est, doté d'une langue et d'une culture spécifiques et ouvertes aux autres[2] ». Difficile dans ces conditions de s'ouvrir à l'altérité arabe et palestinienne dans la construction de son récit national. Seuls quelques intellectuels juifs l'ont fait, on l'a vu, à travers l'idée d'un État binational. Et peu importe que le sionisme ait été combattu à ses débuts par les religieux qui considéraient que seul Dieu pouvait rassembler les exilés, que le Talmud interdit de hâter la rédemption et condamne l'usage de la force pour entrer en masse ou de façon organisée en Israël.

L'alliance avec l'Occident contre « l'Orient barbare »

Alors même que le mouvement sioniste est né d'une défiance à l'égard d'une Europe gangrenée par l'antisémitisme, très tôt – et c'est intéressant – le sionisme s'est établi comme un poste avancé de l'Occident en Orient. Herzl, dans sa brochure *L'État des Juifs*, écrivait : « Pour l'Europe, nous constituerions là-bas un morceau du rempart contre l'Asie, nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie. Nous demeurerions, comme État neutre, en rapports constants avec toute l'Europe, qui devrait garantir notre existence. » Changer « Asie » en « monde arabe » ou « islam » et l'on trouve un discours qui sonne de façon très contemporaine, notamment dans le spectre de droite de la politique israélienne et parmi les néo-

conservateurs européens et américains.

L'alliance politique et militaire avec l'Europe a été un choix fondamental pour les sionistes des débuts. La Palestine appartenait à l'Empire ottoman, allié à l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Même si Ben Gourion et Ben Zvi avaient un temps hésité à s'engager dans le camp turc, ils se sont ralliés au projet d'une Légion juive sous drapeau britannique, porté par Jabotinsky. Ce dernier, déjà organisateur d'un premier bataillon juif intégré à l'armée britannique en 1915 (*Zion Mule Corps*), actif lors de la bataille de Gallipoli, mit en place la Légion juive qui compta cinq mille combattants, originaires pour un tiers de Palestine, un deuxième tiers des États-Unis et un troisième du Royaume-Uni. Formée après la déclaration Balfour de 1917, elle ne participa que tardivement aux combats en Palestine mais se distingua, en septembre 1918, dans la bataille du Jourdain, où les Britanniques repoussèrent l'armée ottomane vers le nord, ce qui leur permit de prendre le contrôle de la Palestine. Elle joua un rôle politique majeur : pour la première fois depuis des siècles, une unité militaire juive combattait activement au Proche-Orient. Pour la première fois, les Juifs prouvaient qu'ils pouvaient jouer un rôle actif dans la libération de leur patrie historique tout en étant des partenaires fiables des Britanniques dans la région. Et leur ennemi était turc et musulman.

La suite de l'histoire allait être un temps conflictuelle avec les Britanniques, après la fin de la grande révolte arabe de 1936-1939 et la suspension de l'immigration juive en Palestine, alors que la Seconde Guerre mondiale commençait et que la haine anti-juive submergeait l'Allemagne. Après mai 1945, les sionistes prirent les armes contre les Britanniques pour accélérer leur départ et les obliger à changer d'attitude. À partir du transfert du mandat britannique à l'ONU en 1946, la relation entre les dirigeants sionistes et bientôt israéliens et l'Occident allait se normaliser. L'alliance avec l'Occident ne devait plus être démentie.

Au début du sionisme, les paysans palestiniens employés sur les terres acquises par le Fonds national juif étaient renvoyés au profit de métayers juifs. La Histadrout, la centrale syndicale établie par les immigrants, décida, en 1920, d'exclure les travailleurs non juifs de ses rangs. Des affiches fleurirent sur les murs de Jérusalem et de Tel-Aviv, appelant à boycotter les commerces arabes. Officiellement, ces

mesures visaient à remettre au premier plan le travail manuel, en particulier le travail de la terre, longtemps interdit aux Juifs dans les pays européens. Dans la pratique, elles paupérisèrent la population arabe[3].

L'écart entre les deux communautés se creusa, d'autant plus que la direction palestinienne pratiquait la politique de la chaise vide. Elle s'opposa à la mise en place d'un « conseil législatif unifié », composé de Juifs et d'Arabes, et d'une « agence arabe », équivalent de l'Agence juive, dirigée par Chaïm Weizmann et devenue le bras exécutif du Yichouv. Hors de question pour les Arabes de Palestine de donner le moindre signe d'acceptation de la déclaration Balfour. Pendant que les sionistes se rapprochaient des Britanniques et tournaient le dos aux Arabes, ces derniers campaient sur leur position et refusaient de reconnaître le fait sioniste. Probablement une occasion manquée, avant la création d'Israël, pour qu'un dialogue s'engage, fondé sur autre chose que la violence.

Le ralliement des Juifs au sionisme et l'accélération avec le nazisme

Jusqu'aux années 1920, la Palestine, on l'a dit, n'attirait pas les Juifs d'Europe centrale : seuls soixante-cinq mille d'entre eux s'y étaient installés, loin, très loin de la vague d'émigration vers le Nouveau Monde. Il est vrai que les Juifs des pays européens ne voyaient pas le projet sioniste d'un bon œil. Ils lui opposaient deux arguments : « le judaïsme oblige ses fidèles à servir la patrie à laquelle ils appartiennent » et le retour à Jérusalem, décidé par les hommes, « contredit les promesses messianiques du judaïsme ». Les rabbins de Munich avaient empêché Herzl de tenir le premier Congrès sioniste dans leur ville. Les Juifs antisionistes, assimilés dans leurs sociétés (on parlait en France des « Israélites »), espéraient que l'intégration dans les sociétés européennes réduirait l'antisémitisme. Certains groupes comme le Bund (le mouvement ouvrier juif socialiste en Europe de l'Est) et les Juifs orthodoxes d'Europe orientale considéraient le sionisme avec méfiance, voire hostilité. Aux États-Unis, avant 1933, les opinions juives vis-à-vis du sionisme étaient partagées. Une partie des Juifs américains, surtout ceux issus de l'immigration d'Europe de

l'Est, soutenaient activement le mouvement, mais beaucoup de Juifs, notamment ceux d'origine allemande et d'Europe occidentale, étaient davantage préoccupés par leur intégration en Amérique et voyaient en lui un danger potentiel pour leur statut dans la société américaine.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne en 1933 et la montée du nazisme changèrent du tout au tout l'attitude des Juifs envers le projet sioniste. Le chancelier nazi mit rapidement en place des lois et des politiques antisémites en Allemagne, marquant le début d'une persécution systématique des Juifs. De plus en plus de Juifs allemands, qui jusque-là ne se considéraient pas nécessairement sionistes, ont commencé à voir la Palestine comme un refuge potentiel. La fuite hors d'Allemagne et d'autres pays européens dominés par les régimes fascistes devint une priorité. Cette migration fut facilitée par l'Alya des Jeunes, un mouvement sioniste qui aida des jeunes Juifs à immigrer en Palestine pour s'y installer et y travailler. En 1933, les sionistes négocièrent l'accord de transfert (*Haavara*) avec le régime nazi, permettant à environ cinquante-cinq mille Juifs allemands d'émigrer en Palestine en échange de la possibilité pour eux de transférer une partie de leurs biens via des achats de produits allemands. Cet accord, bien que très controversé au sein de la communauté juive mondiale, a contribué à renforcer l'immigration juive vers la Palestine et à sauver des milliers de Juifs de l'Allemagne nazie.

Pour de nombreux Juifs, le sionisme était devenu une question de survie. Ils cherchaient à échapper aux pogroms, aux lois raciales et à l'enfer qui se profilait. C'est l'histoire de l'*Exodus*. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des centaines de milliers de survivants juifs de l'Holocauste, souvent appelés pudiquement « personnes déplacées » (DP), se sont retrouvés dans des camps de réfugiés en Europe, sans possibilité de rentrer chez eux ni de trouver un nouveau pays d'accueil. Pour beaucoup, la Palestine constituait la seule terre où s'installer. Mais le Livre blanc britannique de 1939 imposait de sévères restrictions sur l'immigration juive en Palestine pour maintenir un équilibre démographique entre les Arabes et les Juifs, face à la pression des nationalistes arabes. En conséquence, l'immigration légale se trouvait limitée, et de nombreux Juifs cherchèrent à entrer clandestinement en Palestine sous les auspices de l'organisation Haganah, qui soutenait l'immigration juive illégale. L'*Exodus 1947*, vieux bateau à vapeur américain, fut acheté par l'organisation sioniste

pour transporter des réfugiés juifs vers la Palestine. Le navire quitta le port de Sète, près de Marseille, en juillet 1947, avec à son bord environ quatre mille cinq cents réfugiés juifs, dont de nombreux enfants et survivants de l'Holocauste. Alors qu'il approchait des côtes de Palestine, il fut intercepté par la marine britannique, qui imposait un blocus maritime pour empêcher l'immigration clandestine. Après une brève bataille au cours de laquelle trois passagers furent tués et plusieurs autres blessés, les Britanniques prirent le contrôle du navire et décidèrent de renvoyer les passagers vers l'Europe, ce qui provoqua un tollé international. L'*Exodus* et ses passagers furent ramenés à Hambourg, en Allemagne, où les réfugiés furent contraints de débarquer. Les images et les reportages sur le retour forcé des survivants de l'Holocauste en Allemagne choquèrent l'opinion publique mondiale et l'épopée de l'*Exodus* contribua à la prise de conscience en Europe et aux États-Unis de la nécessité de permettre aux Juifs de retourner sur la Terre promise.

Cette période est celle d'un traumatisme profond et d'une quête désespérée pour les survivants des camps de la mort. Après l'horreur indicible de la Shoah, la Palestine incarnait pour des centaines de milliers de rescapés le dernier espoir de salut, un refuge face à un monde qui semblait avoir tourné le dos à leur souffrance. L'Europe de l'Est, jadis le foyer vibrant du Yiddishland, s'était transformée en un immense désert humain : partout, les communautés juives ont été systématiquement anéanties. Avec elles, une culture millénaire a disparu, laissant un vide immense et un poids écrasant de deuil et d'errance.

Pour ces survivants, les perspectives de vie ailleurs étaient sombres. Les États-Unis, symboles d'un avenir possible, fermaient presque hermétiquement leurs portes, n'accordant des visas qu'au compte-gouttes. Quant à un retour dans leurs pays d'origine, il était souvent impensable. Ces territoires, qui furent parfois complices des crimes nazis, étaient hantés par la trahison et la haine. Les rares qui osèrent revenir se heurtaient à une hostilité brutale : leurs maisons avaient été spoliées, leurs voisins devenaient des ennemis. En Pologne, où 90 % de la population juive (trois millions de personnes !) avait été exterminée, l'antisémitisme persistait avec une violence glaçante. Le massacre de Kielce, survenu le 4 juillet 1946, où quarante-deux Juifs rescapés furent assassinés après une émeute déclenchée par des

rumeurs infondées d'enlèvements d'enfants et de crimes rituels, illustre tragiquement cette haine qui refusait de s'éteindre.

Dans ce contexte, la question de la présence des Palestiniens en *Eretz Israël* ne se posait toujours pas. Encore moins qu'avant pour être précis.

Des Palestiniens qui n'ont pas d'existence politique et symbolique…

La dynamique sioniste a démarré lentement, pour s'accélérer sous le coup de l'antisémitisme nazi et de la Shoah. Hormis l'épisode du Livre blanc de 1939, elle a toujours bénéficié de la bienveillance occidentale. Ensemble, promoteurs du sionisme et gouvernements occidentaux ont considéré que la Palestine devait devenir le « foyer national juif ». Et, dès le début, ses habitants, qu'on les appelle « Arabes » ou « Palestiniens », ont eu une existence toute relative dans le regard des promoteurs et des alliés du projet sioniste.

Or, ils étaient bien présents et plus nombreux que les Juifs. Comme le rappelle Jean-Pierre Filiu, « la population de Palestine était évaluée en 1881 par les sources ottomanes, qui excluaient les nomades bédouins, à quatre cent soixante-cinq mille habitants, dont quatre cent cinq mille musulmans, quarante-cinq mille chrétiens et quinze mille Juifs. Ces statistiques, recueillies à des fins fiscales, distinguent les sujets par confession sans prendre en compte les quelque neuf mille Juifs qui détiennent une nationalité étrangère ou ont choisi la protection d'un des consulats européens[4]. » Comme le précise encore le diplomate historien, « la Sublime Porte craint que la première *alya*, lancée en 1882, ne facilite les interventions étrangères, d'où l'exigence que les nouveaux immigrants prennent la nationalité ottomane et les obstacles bureaucratiques opposés à leur implantation. Du fait de cette fermeté ottomane, il faut attendre 1891 pour que soit émise la première protestation de responsables palestiniens contre le projet sioniste. Elle prend la forme d'une pétition de notables musulmans et chrétiens de Jérusalem, qui pressent la Sublime Porte de brider l'immigration des Juifs étrangers et de leur interdire l'acquisition de terres[5]. » En 1904, le consulat de France à Jérusalem estimait à

quarante mille le nombre de Juifs habitant la Ville sainte, dont quinze mille de nationalité ottomane, dix mille immatriculés dans les consulats et quinze mille en situation irrégulière, demeurés sur place au-delà de leur séjour légal de trois mois, parfois de longue date[6]. La population juive augmentait donc, mais le déséquilibre démographique restait patent.

… NI POUR LES SIONISTES CHRÉTIENS

Il est vrai que l'idée d'une terre sans peuple venait de loin. Dès 1838, Anthony Ashley-Cooper, le 7e comte de Shaftesbury (1801-1885), plaidait pour un rétablissement des Juifs en Terre sainte, y voyant l'accomplissement de la prophétie biblique. Il fut l'un des premiers grands hommes politiques britanniques à défendre l'idée d'un retour des Juifs en Palestine. Connu pour son engagement en faveur des réformes sociales et humanitaires au Royaume-Uni au XIXe siècle, en particulier pour ses efforts visant à améliorer les conditions de vie des pauvres et des travailleurs, Shaftesbury était profondément religieux et ses réformes sociales largement inspirées par sa foi chrétienne évangélique. Il joua un rôle dans la pression exercée sur le gouvernement britannique pour nommer un consul en Palestine, en partie pour protéger les Juifs sur place. En 1854, il affirmait : « Il est un pays sans nation. Et Dieu maintenant nous dirige dans Sa sagesse et Sa miséricorde vers une nation sans pays. » Comment comprendre cette phrase ? Shaftesbury n'était pas un expert du Proche-Orient mais il savait que des habitants vivaient en Palestine. Ce n'est donc pas d'eux qu'il parle mais de leur « nation » potentielle entendue au sens d'une collectivité dont l'existence serait attestée par une histoire forte et une destinée biblique, à la différence des Juifs dont le retour sur la Terre promise constituerait un accomplissement des Prophéties, ouvrant la voie à l'établissement du Royaume de Dieu. Lord Balfour était un fervent évangélique. Chamberlain, ministre des Colonies de l'époque, aussi.

On ne comprend pas l'attitude britannique puis américaine envers Israël si l'on n'a pas à l'esprit l'importance du schéma biblique dans la lecture des événements politiques de cette région du monde. Et plus encore le rôle des Juifs dans l'accomplissement de la destinée des

chrétiens.

… NI POUR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la déclaration Balfour, ce courrier envoyé en 1917 par Lord Balfour, ministre des Affaires étrangères britanniques, à Lord Rothschild, par lequel il « déclare sa sympathie à l'idée sioniste » et annonce que « le gouvernement britannique est favorable à l'établissement d'un foyer national juif en Palestine » et s'engagera pour que celui-ci voie le jour. Il ajoute également que rien ne doit être fait qui puisse porter préjudice aux statuts et aux droits politiques des Juifs hors de Palestine et qu'il doit en être de même pour les « populations non juives de Palestine ». À cette époque, les Arabes palestiniens représentaient 90 % de la population de Palestine. Leur existence n'était pourtant pas reconnue.

Churchill livra une explication à la décision britannique : « L'année 1917 marqua peut-être la période la plus maussade et la plus sombre de la guerre. […] C'était l'époque où les éléments les plus résolus du gouvernement britannique cherchaient à enrôler toute influence capable de garder unies à la tâche les nations alliées. Le mouvement sioniste, dans le monde entier, était activement pro-allié et, en particulier, pro-britannique. Ce mouvement n'était nulle part plus visible qu'aux États-Unis et nos espoirs reposaient dans une large mesure sur la part active que prendraient les États-Unis dans la lutte sanglante qui s'annonçait. […] La déclaration Balfour ne doit donc pas être regardée comme une promesse faite pour des motifs sentimentaux, c'était une mesure pratique prise dans l'intérêt d'une cause commune à un moment où cette cause ne pouvait se permettre de négliger aucun facteur d'assistance matérielle ou morale[7]. » En bref, les Britanniques ont voulu profiter de l'influence supposée des Juifs américains sur leur gouvernement pour qu'ils l'encouragent à entrer en guerre. Ils étaient par ailleurs reconnaissants à Chaïm Weizmann, chimiste de génie, d'avoir trouvé au profit de l'Angleterre un procédé pour synthétiser l'acétone nécessaire à la fabrication d'une dynamite très bon marché. Lloyd George, Premier ministre britannique depuis décembre 1916, résumait dans ses mémoires l'origine de la déclaration Balfour : « Quand nos difficultés prirent fin grâce au génie

du Dr Weizmann, je lui dis : “Vous avez rendu un grand service à l’État et je dois vous recommander à sa majesté pour un honneur.” Il répondit : “Je ne veux rien pour moi-même [mais] je voudrais que vous fassiez quelque chose pour mon peuple[8].” »

Cette politique fut internationalisée en 1922 quand la Société des Nations donna mandat au Royaume-Uni pour gérer la Palestine. La déclaration Balfour fut reprise telle quelle et il fut précisé que « cette déclaration comporte la reconnaissance des liens historiques du peuple juif avec la Palestine et des raisons de la reconstitution de son foyer national en ce pays ». Alors que les autres mandats de la Société des Nations étaient attribués pour accompagner l’accession à l’indépendance des peuples placés sous mandat, seule une partie très minoritaire de la population était évoquée dans le cas palestinien.

Cette situation fut confirmée en février 1947, lorsque le Royaume-Uni transmit officiellement à l’ONU la responsabilité de décider du sort de la Palestine. En juin 1947, David Ben Gourion s’était engagé à ce que l’égalité des droits soit pleinement garantie à la minorité arabe dans un futur État juif, ces droits étant limités au domaine civil et religieux avec une juridiction propre à chaque communauté, comme cela se pratiquait dans l’Empire ottoman… ou dans les colonies françaises. Personne en effet à l’époque ne parlait de « peuple algérien » ou de « nation tunisienne ». Les Palestiniens étaient ainsi traités comme les peuples colonisés.

… ni pour les sionistes juifs et les Israéliens

Mais les relations ne furent pas mauvaises au début. Trente ans après la première *alya*, quand en 1913 se réunit à Paris le premier Congrès national arabe, la revendication principale portait sur la place des Arabes dans l’Empire ottoman et leur association au pouvoir là où ils vivaient. L’ennemi – ou l’adversaire –, c’était le Turc et certains intellectuels arabes se félicitaient alors de l’arrivée des Juifs, pensant qu’ils apporteraient la main-d’œuvre, les techniques et le capital nécessaires au développement de la Palestine, voire un appui contre le pouvoir turc honni. Daoud Barakat, rédacteur du journal égyptien *Al-Ahram*, écrivait : « Il est absolument nécessaire qu’une entente soit réalisée entre les sionistes et les Arabes, car la guerre des mots ne peut

faire que du mal. Le pays a besoin des sionistes : l'argent qu'ils apporteront, leurs connaissances et leur intelligence, ainsi que l'ardeur au travail qui les caractérise contribueront sans aucun doute à la renaissance du pays[9]. » Envoyé par le mouvement sioniste pour mener des négociations notamment avec des acteurs du Congrès général arabe, Sami Hochberg rapporta que sur une vingtaine de personnalités arabes rencontrées, deux seulement se déclaraient opposées à toute immigration juive. Durant la Première Guerre mondiale, Haïm Margaliot-Kalvarisky, agronome polonais, immigré en Palestine en 1895, témoigne de l'entraide fréquente entre Juifs et Arabes, qui n'étaient guère mieux traités par les Turcs.

Après la déclaration Balfour, le chérif de La Mecque Hussein écrivit dans un journal local que « ceux qui [étaient] assez profonds […] savaient que le pays [la Palestine] était pour ses premiers fils, en dépit de leurs différences, une patrie aimée et sacrée. Le retour de ces exilés dans leur pays s'avérer[ait], matériellement et spirituellement, une école pratique pour leurs voisins qui [étaient] avec eux dans les champs, les fabriques, les commerces, et en toute chose liée au travail et au labeur[10] ». À Jérusalem, le mufti Kamil al-Husseini participa à la pose de la première pierre de l'université hébraïque au mont Scopus.

Ensuite, le sionisme ne peut être assimilé à la colonisation telle que l'ont pratiquée les grands pays européens. Les pionniers, note Hannah Arendt, refusaient d'employer la main-d'œuvre arabe, moins onéreuse, par choix politique : influencés par les idéaux socialistes, ils craignaient que leur projet ne « dégénère en une entreprise coloniale de l'homme blanc prenant appui sur le travail des autochtones et s'exerçant à leurs dépens ». Conséquence : « Pas une seule institution commune, pas un seul corps politique commun n'avait été édifié au cours de la période du mandat britannique. » Ainsi, toute l'entreprise d'édification d'un foyer national juif en Palestine était, d'un point de vue économique, une affaire qui « n'a jamais dépendu de la coopération judéo-arabe », mais bien davantage de la migration et des flux financiers de la communauté juive mondiale. Le foyer juif s'est développé « complètement isolé de ses voisins », comme une « plante en serre ». Comme le dit encore Hannah Arendt, « trente années de voisinage intime n'ont que peu modifié le sentiment initial de complète étrangeté entre les Arabes et les Juifs ». Il est vrai que les

Britanniques ont tout fait pour être les intermédiaires obligés des deux communautés. Arendt s'arrête tout particulièrement sur le cas des Juifs : « Les Juifs ont oublié que c'étaient les Arabes et non les Anglais qui constituaient la réalité permanente de la politique au Proche-Orient. […] Pour les Juifs qui les ont fréquentés pendant tant d'années dans chaque ville, village ou commune, auxquels ils ont eu constamment affaire […], les Arabes sont restés des fantômes, des êtres qu'ils n'ont pas pris en considération[11]. »

Pour Herzl, le sujet n'était pas fondamental : il n'est venu qu'une fois dans la région, en 1898, et s'est peu préoccupé de ce côté pratique du projet. Il est mort très tôt, en 1904, au moment du lancement de la deuxième *alya*, sept ans seulement après le premier Congrès sioniste de Bâle. Pour d'autres, les habitants de Palestine avaient des liens avec les tribus juives. David Ben Gourion et Yitzhak Ben Zvi (futur président de l'État) affirmaient dès 1918 : « Les paysans ne sont pas issus des envahisseurs arabes, qui ont conquis la terre d'Israël (*Eretz Israël*) et la Syrie au VIIe siècle. Les Arabes vainqueurs n'ont pas exterminé la population rurale qu'ils y ont trouvée. Ils ont uniquement chassé les chefs byzantins étrangers ; ils ne s'en sont pas pris à la population locale. » Israël Belkind (1861-1929), l'une des figures pionnières du sionisme en Palestine, fondateur du mouvement Bilu en 1882 et promoteur de la première *alya* cette même année, a joué un rôle central dans la première vague d'immigration juive en Palestine ottomane. Sa vie durant, il a été persuadé que les autochtones constituaient « une part notable [du peuple israélien] […], os de [ses] os et chair de [sa] chair ».

Quand survinrent en 1920 les premiers heurts, suivis de nombreux autres au cours de la décennie et de celle qui suivit, causant plusieurs dizaines puis plusieurs centaines de morts, à la figure des Arabes de Palestine se superposa progressivement celle de l'ennemi. Ze'ev Jabotinsky, héraut des sionistes révisionnistes, partisan de la manière forte, défendait, on l'a dit, l'implantation de quarante mille immigrants juifs par an, durant vingt-cinq ans, pour la seule Palestine, voire de cinquante à soixante mille en incluant la Transjordanie. Son obsession était en effet de submerger démographiquement la majorité arabe de la population et de la refouler méthodiquement au-delà d'un « mur de fer » garant de la sécurité d'un État désormais incontestablement juif.

Du côté de la diaspora juive, les Palestiniens étaient absents et invisibles. C'est une contingence avec laquelle il fallait s'accommoder, par la force. Mais l'idée qu'un peuple, une langue, une histoire existent en Palestine n'était pas centrale : on parlait souvent avec mépris dans la diaspora des Arabes qui n'avaient pas su mettre en valeur la terre, de leur retard en matière de technique, de leurs divisions entre grandes familles. Cette vision a longtemps perduré.

En 1969, Golda Meir affirmait encore : « Il n'y a jamais eu rien de tel que les Palestiniens [car] ce n'est pas comme s'il y avait eu un peuple palestinien en Palestine se considérant comme un peuple palestinien, et nous serions arrivés pour les expulser et leur prendre leur pays. Ils n'existaient pas[12]. » Entre-temps, la période 1948-1967 avait été celle d'une relative séparation, le conflit confrontant Israël et les pays arabes de la coalition de 1948. En 1991, Yitzhak Shamir, Premier ministre d'Israël, affirmait pendant la conférence de Madrid « le lien indissoluble » du peuple juif « avec la terre d'Israël depuis près de quatre mille ans ». Il n'évoqua en revanche les Palestiniens que trois fois, une fois pour le « terrorisme palestinien » et deux fois pour les « Arabes palestiniens », à qui l'autonomie était offerte. Dans son esprit, les « Palestiniens » n'existaient toujours pas.

Des Palestiniens qui n'existent même pas pour ceux qui les défendent

Il est vrai que les Palestiniens n'existaient pas non plus en tant que tels pour les Arabes et que l'idée de Palestine a souffert de leur division interne.

Après la Première Guerre mondiale, durant la conférence de la paix de Paris, une négociation directe sous l'égide de T. E. Lawrence eut lieu entre Chaïm Weizmann, président du Comité sioniste, et Fayçal, fils du chérif Hussein et délégué arabe à la conférence. Lawrence parvint à convaincre ce dernier que les sionistes pouvaient seuls gagner le soutien des États-Unis au projet d'une monarchie constitutionnelle à Damas. Cette négociation aboutit à la signature de l'accord Fayçal-Weizmann de 1919 qui désigna l'État arabe et la Palestine comme deux territoires destinés à l'une et l'autre

parties, leurs frontières devant être rapidement définies par une commission bipartite. Les promesses de la déclaration Balfour devaient être mises en œuvre en Palestine, y compris une immigration juive sur une grande échelle, les sanctuaires musulmans demeurant sous contrôle musulman[13]. Fayçal y ajouta une réserve en arabe conditionnant l'accord à la pleine indépendance du Royaume arabe, subordonnant ainsi les droits des Arabes de Palestine à ses propres visées régionales. Un mois plus tard, il déclara devant la conférence de paix de Paris « laisser de côté la Palestine en raison de son caractère international ». Comme le rappelle Jean-Pierre Filiu, « c'est la deuxième fois, moins de six ans après le Congrès arabe de Paris, que les aspirations de la population palestinienne [étaient] niées[14] ».

Cet accord ne fut jamais appliqué, le Royaume arabe ayant disparu, annihilé par les accords Sykes-Picot négociés en secret par les Français et les Anglais, dans le dos des sionistes et des Arabes, qui prévoyaient la mise sous tutelle des possessions turques au Moyen-Orient divisées en États séparés, ce que la conférence de San Remo (1920) institutionnalisa : le mandat de la Société des Nations fut confié aux Britanniques en Irak et en Palestine et aux Français en Syrie et au Liban.

Côté palestinien, le front n'était pas plus unifié. D'abord parce que ceux-ci étaient organisés selon un système féodal dominé par des grandes familles, en compétition les unes avec les autres, pour le contrôle de leurs fiefs d'abord, mais aussi, plus tard, après l'arrivée des sionistes, pour la vente des terres.

Comme l'écrit Shlomo Sand, « jusqu'en 1858, dans l'Empire ottoman, les sols appartenaient à des clans (*muşah*), autrement dit à toute une communauté villageoise. À compter de cette date s'est engagé un processus de "modernisation". Les riches propriétaires (les *effendis*) ont convaincu les cultivateurs indigents de leur céder leur titre de propriété. Beaucoup parmi ces derniers craignaient en outre que la transmission de leur nom aux autorités ottomanes ne rende obligatoire leur enrôlement dans l'armée. Le changement du titre de propriété formelle n'avait en outre aucune incidence forte pour les paysans, qui continuaient de cultiver tranquillement leurs terres comme auparavant. L'arrivée des colons sionistes a totalement modifié la situation. Les riches propriétaires ont vendu cher leurs sols aux nouveaux immigrés, tandis que les paysans se trouvaient dans

l'obligation de renoncer à ce qui constituait leurs ressources vitales[15] ».

Par la suite, les grandes familles palestiniennes, notamment les Husseini et les Nashashibi, se sont divisées face aux Britanniques (comme elles l'étaient face aux Ottomans), les premiers suivant une stratégie d'opposition alors que les seconds se montraient plus conciliants. En 1920, à la suite d'émeutes opposant Juifs et Arabes, le gouverneur britannique démit le maire de Jérusalem Moussa Kazem al-Husseini. Les nationalistes palestiniens souhaitaient laisser la place de maire vacante en protestation, mais Ragheb Nashashibi accepta l'offre britannique de remplacer Kazem. Peu après, il réussit à faire désigner le jeune Amine al-Husseini (26 ans) au poste de mufti (dignitaire religieux) de Jérusalem à la suite de la mort de son demi-frère. Celui-ci accéda peu après, toujours avec la bénédiction britannique, à la présidence du Conseil suprême islamique (CSI) chargé de superviser les biens de mainmorte (*waqf*), assurant à son titulaire une influence considérable en Palestine. La scène politique palestinienne connut alors une islamisation et rompit le front uni qui regroupait musulmans et chrétiens tout en opposant les partisans des Husseini, victorieux des élections au CSI, et ceux des Nashashibi, cooptés à la mairie de Jérusalem. Plus tard, les Nashashibi pourraient compter sur l'appui d'Abdallah, l'émir de la toute nouvelle Transjordanie, et de son frère Fayçal, installé par Londres sur le trône d'Irak. Face aux deux souverains hachémites, les Husseini se tournèrent vers l'Égypte, devenue indépendante en février 1922, puis vers les wahhabites d'Ibn Saoud, qui s'emparèrent de La Mecque en octobre 1924. En 1936, au début de la « grande révolte arabe » qui durerait trois ans et se solderait par le gel de l'immigration juive en Palestine, un allié des Nashashibi venu d'Irak, Qawuqji, entra en conflit pour le leadership de la révolte avec Abdelkader al-Husseini, cousin d'Amine al-Husseini, grand mufti de Jérusalem.

Lors de cette même révolte, les dirigeants arabes parvinrent à convaincre les leaders palestiniens de cesser la grève générale qu'ils avaient entamée. Qawuqji suspendit ses opérations, réprima les opposants au cessez-le-feu dans la région de Naplouse et retourna en Irak. Les maquisards palestiniens virent dans la complaisance anglaise à son égard la confirmation de leurs soupçons et refusèrent de désarmer. Ils reprochèrent au Haut Comité arabe d'avoir concédé la fin de la grève sans contrepartie, puisqu'un nouveau contingent de

visas d'immigration fut, en novembre 1936, accordé à l'Agence juive. Husseini voulut alors boycotter la Commission britannique pour la Palestine présidée par Lord Peel qui aboutirait à une proposition d'accord de partage. Les souverains arabes firent pression pour que le Haut Comité arabe et Husseini y participent.

Ainsi, dès avant la création d'Israël, avant même la Seconde Guerre mondiale, le conflit entre les sionistes juifs, de Palestine et d'ailleurs, et les Arabes, de Palestine et d'ailleurs, est profondément inégal. Non par les moyens engagés (même si c'est le cas) mais par la dynamique d'un côté – porté par l'espoir de quelques-uns, rejoints par un nombre toujours plus important de partisans – et la désunion de l'autre. Avec – et c'est peut-être le pire pour les principaux concernés – une interrogation sur l'existence même des Palestiniens, de la part des Juifs mais aussi des Arabes et peut-être aussi des grandes familles locales, lesquelles ont fait passer leurs intérêts avant la défense de leur peuple, dont l'identité était en voie de formation dans le bruit et la fureur des révoltes contre l'immigration juive.

Comme l'écrit Gérard Araud, ancien ambassadeur de France à Tel-Aviv et à Washington, « ce qui se passe au Moyen-Orient était théoriquement prévisible : toute région qui connaît un déséquilibre sécuritaire est intrinsèquement instable dans la mesure où le fort n'a aucune raison de ne pas recourir tôt ou tard à la force si on lui en donne l'occasion ; le fort ne s'arrête que lorsqu'il rencontre une force égale ou supérieure à la sienne ou lorsque toute résistance est écrasée. » Et de conclure : « J'en déduis qu'au Moyen-Orient, il n'y a aucune raison aujourd'hui que le fort dépose les armes, en l'absence prévisible de ces deux conditions[16]. »

Gardons à l'esprit cette différence de dynamique entre les deux parties d'une part, la difficulté des Palestiniens à affirmer leur existence de l'autre. Ces deux phénomènes conjoints ont créé une sorte d'appel d'air, par une loi presque physique : la faiblesse appelant la force ; la force ayant toujours la tentation de profiter de la faiblesse de l'adversaire, surtout quand elle ne le voit pas.

Les graines du conflit étaient semées dès cette époque. Elles allaient se révéler fructueuses pour alimenter la « guerre de Cent Ans » qui commençait. Un siècle après, la question est toujours là : les Israéliens ne voient pas les Palestiniens, la séparation est totale. Or, il

n’y a pas de paix possible sans reconnaissance de l’existence de l’Autre.

1. Voir Hannah Arendt, *Écrits juifs*, *op. cit.*

2. Shlomo Sand, *Deux peuples pour un État ?*, *op. cit.*

3. Voir sur cette période Henry Laurens, *La Question de Palestine*, t. 2, *Une mission sacrée de civilisation*, Fayard, 2002, et Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue*, *op. cit.*

4. Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue*, *op. cit.*

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. « Churchill, Author of 1922 White Paper, Takes Issue with Passfield, Advises Take Palestine Dispute to », Jewish Telegraphic Agency ; https://www.jta.org/archive/churchill-author-of-1922-white-paper-takes-issue-with-passfield-advises-take-palestine-dispute-to

8. Lloyd George, *War Memoirs*, vol. 1. Accessibles en ligne : https://books.google.fr/books?id=Fy9BDwAAQBAJ&pg=PT618#v=onepage&q&f=false

9. Neville Mandel, « Attempts at an Arab-Zionist entente : 1913-1914 », *Middle Eastern Studies*, vol. 1, t. 3, 1965.

10. Dans Samuel M. Katz, *Battleground : Fact and Fantasy in Palestine*, Taylor, 1973.

11. Hannah Arendt, « La Paix ou l'armistice au Proche-Orient », dans *Écrits juifs*, *op. cit.*

12. Interview de Golda Meir au *Sunday Times*, 15 juin 1969.

13. Paul Giniewski, « Il y a soixante-dix ans, sionistes et Arabes signaient la paix », *Revue défense nationale*, mars 1989.

14. Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue*, *op. cit.*

15. Shlomo Sand, *Deux peuples pour un État ?*, *op. cit.*

16. Sur X, le 2 octobre 2024.

CONCLUSION

Passer par la souffrance de l'Autre

Alors que le retour de Donald Trump au pouvoir semble accélérer la marche de l'Histoire, la marche vers la guerre, la marche vers l'écrasement des faibles, le conflit israélo-palestinien reste au cœur des tensions mondiales. S'y joue l'opposition entre l'Occident et le monde arabe, entre le judaïsme et l'islam, entre un pays développé et un peuple en développement. La « guerre de cent ans » israélo-palestinienne préfigure peut-être le monde de demain : faute de résoudre les problèmes à la racine, on tente de les réduire par la guerre. Avec cette idée absurde, démontée par le raisonnement et les exemples historiques, que la guerre mènera un jour à la paix. C'est Hannah Arendt, encore elle, qui décrivait en 1952 l'impasse de cette stratégie : « La victoire, et l'armistice subséquent, n'est pas une paix authentique, un "compromis" produit d'une "négociation". C'est un pis-aller qui, sous couvert de faire cesser les hostilités, prépare de futurs affrontements. Les Juifs victorieux [vivront] environnés par une population arabe entièrement hostile, enfermés entre des frontières constamment menacées, occupés à leur autodéfense physique au point d'y perdre tous leurs autres intérêts et leurs autres activités. Le développement d'une culture juive cesserait d'être le souci du peuple entier ; l'expérimentation sociale serait écartée comme un luxe inutile ; la pensée politique serait centrée sur la stratégie militaire[1]. » La violence conduira à toujours plus de violence. Israël sera gouverné par des dirigeants de moins en moins démocrates et de plus en plus religieux.

L'armistice précaire « contraindrait, dit encore Arendt, le nouvel

État d'Israël à mobiliser potentiellement l'ensemble du peuple de façon permanente : la menace constante d'une intervention armée aurait nécessairement des répercussions sur tout le développement économique et social, et risquerait de déboucher sur une dictature militaire[2] ».

Saluons ici la prescience d'Hannah Arendt qui a décrit il y a plus de soixante-dix ans précisément ce qu'il se passe aujourd'hui. Point de dictature militaire à l'horizon mais un régime de plus en plus illibéral comme l'a démontré la très forte opposition au projet de réforme judiciaire mené par Benyamin Netanyahou et sa coalition d'extrême droite en 2022 et 2023. Les territoires palestiniens, eux, connaissent et connaîtront le même sort : la prise de contrôle du Hamas sur la bande de Gaza était prémonitoire. Et rien n'indique que des dirigeants palestiniens plus modérés vont pouvoir bientôt s'imposer. Des deux côtés, l'intention d'éliminer l'autre, réduit à un ennemi, s'est imposée.

Il reste pourtant un espoir, si les uns et les autres veulent conduire un chemin vers la paix. Un espoir qui passe par la réponse à quelques questions simples : reconnaissez-vous l'existence et la légitimité de l'autre ? Quel est votre projet pour votre adversaire : lui permettre une vie paisible, lui rendre la vie impossible, l'expulser ? Si vous aviez la garantie que l'autre est pacifique, qu'il est désarmé, accepteriez-vous de vivre à ses côtés si votre identité est protégée ?

J'ai tenté dans cet ouvrage de répondre à ces questions en en posant moi-même une : si Israéliens et Palestiniens devaient un jour faire la paix, comment s'y prendraient-ils ? Quel compromis leur permettrait de dépasser un siècle de guerre et de haine ? Tout au long du livre, au-delà des questions de frontières, de guerre, de tentatives de paix ratées, deux évidences apparaissent : les uns et les autres n'ont pas répondu clairement aux questions que pose la réalité de la présence, sur une même terre, de deux peuples également légitimes pour y vivre. « Que voulez-vous pour votre adversaire ? » C'est pour moi la question clé, qui doit être précédée par une autre, encore plus évidente : reconnaissez-vous l'existence des Juifs/des Arabes sur la terre que vous pensez être la vôtre ?

Écoutons Emmanuel Levinas élaborer, dans son grand œuvre *Totalité et Infini*[3], une philosophie éthique centrée sur le visage de l'Autre, une rencontre qui fonde la relation humaine sur une responsabilité inconditionnelle. Pour Levinas, le visage de l'Autre n'est

pas une réalité physique mais la manifestation de sa vulnérabilité, de sa singularité et de son irréductibilité. En se présentant à moi, l'Autre me rappelle, avant tout, que je ne saurais l'assimiler à mes propres catégories ou le réduire à une simple fonction. Cette rencontre appelle, selon Levinas, une responsabilité éthique radicale, où la paix naît du refus de subordonner l'Autre à mes propres intérêts ou à une logique de domination.

Si cette pensée était appliquée au conflit israélo-arabe, auquel le philosophe consacra de nombreux écrits, elle offrirait à mon sens une perspective novatrice pour analyser ses dynamiques et envisager une résolution. Dans le contexte de ce conflit, Levinas nous inviterait d'abord à repenser la façon dont Juifs et Arabes se perçoivent mutuellement. L'un des drames fondamentaux de ce conflit est précisément l'incapacité de chaque camp à reconnaître le visage de l'autre, non pas comme une menace ou un rival, mais comme un être vulnérable, porteur de droits et d'une dignité irréductible. Comment mieux illustrer cette réalité malheureuse que par les enquêtes d'opinion auprès des Israéliens juifs dont les écrans ne montraient pas les victimes des bombardements mais seulement des bâtiments. En octobre 2023, 83 % des Israéliens disaient qu'il ne fallait pas ou très peu prendre en compte la souffrance des Palestiniens lors des opérations militaires. En mai 2025, ils étaient encore 76 % à le penser[4]. En février 2024, 68 % des Israéliens juifs étaient opposés à la livraison d'aide humanitaire aux Gazaouis[5]. En termes levinassiens, le conflit repose sur une logique guerrière de totalité, qui élimine tout ce qui ferait obstacle à mes aspirations. Les Palestiniens deviennent pour les Israéliens une menace à leur sécurité et à leur identité nationale ; les Israéliens incarnent pour les Palestiniens le symbole d'une dépossession et d'une oppression. Dans cette vision réciproque, l'Autre est nié en tant que visage et ramené à une fonction politique ou militaire, ce qui justifie la violence et rend impossible toute véritable paix.

À chacune des parties d'adopter une posture de responsabilité. Levinas suggère que la paix ne peut naître que d'un dépassement de l'égocentrisme collectif, d'une reconnaissance que la liberté de l'individu ne peut exister au détriment de celle de l'Autre. Cette idée va à l'encontre de la dynamique actuelle du conflit, où chaque camp cherche à garantir sa sécurité, son autonomie et sa reconnaissance en

excluant l'autre. Pour Levinas, la paix véritable ne saurait être imposée par la force ou par des compromis qui ignorent l'altérité ; elle exige une relation éthique dans laquelle chaque camp porte la responsabilité de l'existence de l'autre. Contrairement à une négociation classique, guidée par des intérêts stratégiques ou politiques, un dialogue fondé sur l'éthique du Visage exigerait une ouverture radicale, une volonté d'écouter non pour mieux négocier, mais pour reconnaître sa souffrance, son histoire et son humanité. Cette approche, bien qu'utopique dans le contexte actuel, pourrait transformer la dynamique du conflit en plaçant la responsabilité éthique au cœur de la relation.

Le Visage de l'autre donc, la souffrance de l'autre. Mais aussi, les craintes concernant sa propre identité. Écoutons maintenant Hannah Arendt qui, dans ses réflexions incisives de 1948, mettait déjà en lumière le paradoxe tragique au cœur du conflit israélo-palestinien : deux peuples vivant côte à côte, partageant une terre et pourtant profondément étrangers l'un à l'autre. Ce qui aurait pu être un enrichissement devient un mur d'incompréhension. Cette méfiance réciproque a renforcé une conviction partagée par les deux camps : « Le dénominateur commun aux deux communautés [est] la ferme conviction que la force seule et non la raison trancherait leur conflit[6]. » Les deux peuples, aussi différents qu'ils se considèrent, se ressemblent tragiquement dans leur recours à la violence comme langage commun. Alors comment comprendre cette indifférence ? Pourquoi, après des décennies de voisinage, les Juifs et les Arabes ne se sont-ils pas reconnus comme des êtres humains à part entière, également porteurs de droits et de dignité ? Pour Arendt, l'explication réside dans une combinaison d'histoire, de peur et d'idéologie. Sur le plan historique, Arendt rappelle que l'arrivée des Juifs en Palestine au tournant du XXe siècle s'est faite dans un contexte colonial global, où les populations locales étaient systématiquement exclues des processus de décision. Cette dynamique a empêché l'émergence d'une relation de réciprocité. La peur, quant à elle, s'est installée des deux côtés : les Juifs, marqués par des siècles de persécutions en Europe et par l'expérience de la Shoah, ont vu dans la création d'un État une question de survie ; les Arabes palestiniens, confrontés à l'immigration juive et à la dépossession, ont perçu l'installation sioniste comme une menace existentielle. À cela s'est ajoutée l'idéologie : le nationalisme

juif comme le nationalisme arabe ont enfermé chaque camp dans des récits exclusifs, niant à l'autre sa légitimité historique et politique.

Les deux peuples, en revendiquant la même terre, se sont trouvés enfermés dans des récits exclusifs, où l'existence même de l'autre apparaissait comme une négation de leur propre identité. La question centrale de l'identité apparaît ainsi et elle est majeure, on l'a vu, quand il s'agit de trouver une solution qui traite le sujet fondamental : la préservation de la judéité, la garantie de la palestinité.

Ce qui est vrai en Palestine-Israël l'est plus encore dans le monde occidental, en France en particulier, où vivent d'autres Juifs et d'autres Arabes, qui ont en commun d'être des citoyens français à la culture plurielle. Entendre la souffrance de l'autre, ne pas avoir peur pour son identité, c'est aussi une nécessité en France, où depuis le 7 octobre 2023 il est devenu très difficile de se parler, de s'écouter, de se comprendre. D'où la nécessité de s'accorder, de tenter vaille que vaille de se mettre à la place de l'autre, d'entendre l'angoisse des Français juifs qui ont de la famille en Israël et probablement des enfants, des neveux, des amis dans l'armée, au front. Et d'entendre en retour sereinement tous ceux qui veulent exprimer de l'empathie pour la détresse des Palestiniens et leur horreur face au massacre du 7-Octobre et aux représailles israéliennes.

Il y a à l'évidence une forme non pas d'importation du conflit en France mais plus précisément une translation : les Français issus de l'immigration et de culture musulmane seraient les Palestiniens, les Français juifs, les Israéliens. C'est absurde si on regarde les faits mais n'est pas complètement hors sujet si on s'intéresse aux représentations. L'antisémitisme et les menaces qui pèsent sur l'intégrité physique des Juifs en France, la prévalence d'une forme d'islamisme agressif qui s'est traduit par des attentats terroristes, le discours de Benyamin Netanyahou qui explique qu'Israël mène un combat existentiel pour le bien de l'Occident, le sentiment des musulmans en France d'être maltraités et discriminés comme peuvent l'être (en bien pire) les Palestiniens des territoires occupés… la tentation est grande de dresser des parallèles symboliques.

Aux acteurs ici en France de garder raison : personne n'est en conflit pour une terre, personne ne menace l'identité de l'autre. Et si une leçon peut être tirée du conflit israélo-palestinien pour notre éthique démocratique, c'est qu'il est fondamental, dans toute

délibération, de passer par le visage de l'autre. Celui des jeunes Israéliens qui dansaient la nuit du 6 au 7 octobre 2023, non loin de la bande de Gaza ; celui des orphelins, amputés du camp de Jabaliyah pour qui l'avenir n'existe plus ; celui des enfants Ariel et Kfir Bibas sauvagement assassinés par le Hamas ; celui des seize mille enfants de Gaza qui ont payé de leur vie les représailles au massacre du 7-Octobre. Celui aussi, parce qu'il faut y croire, de l'enfant qui aurait pu naître des amours du poète palestinien Mahmoud Darwich et de sa bien-aimée israélienne Rita et de tous ceux, nés d'un amour qui subsume la guerre, qui lui succéderont.

Que leur sourire à venir nous illumine…

1. Hannah Arendt, « Pour sauver le foyer national juif », dans *Écrits juifs*, *op. cit.*

2. *Ibid.*

3. Emmanuel Levinas, *Totalité et Infini*, Le Livre de poche, 1990.

4. Neri Zilber, « Israelis slowly confront morality of Gaza war », *Financial Times*, 10 juin 2025.

5. Tamar Hermann, Yaron Kaplan, « Most Israelis : an “Absolute Victory” to the War is Unlikely », The Israel Democracy Institute, 20 février 2024.

6. Hannah Arendt, « L’échec de la raison, la mission de Bernadotte », dans *Écrits juifs*, *op. cit.*

TABLE DES MATIÈRES

Introduction - Penser la paix en géographe

Continuer à chercher une solution : la spécificité du conflit israélo-palestinien

Pourquoi cela nous concerne

1 - La guerre comme chemin vers la paix ?

Gagner la guerre pour avoir la paix

La guerre comme déni d'Israël

La déification de la guerre par les religieux des deux camps

Le « choricide » de Gaza et le rêve d'expulsion des Palestiniens

La guerre mène à la guerre, pas à la paix

2 - Dix cas de résolution de conflits

Éradiquer un mouvement terroriste ? Le cas du Sentier lumineux au Pérou

Les protectorats ne durent jamais longtemps : le cas de l'Afghanistan

Réconciliation ou conciliation

Expulser l'occupant ? Le cas du Timor oriental

Séparation ou partition

Quelles leçons tirer de ces cas ?

3 - Un siècle de tentatives de paix

Le rêve binational

La bombe oui, mais pas la dissuasion

Partition géographique puis partage du territoire

La terre contre la paix, la parenthèse refermée d'Oslo

Les idées alternatives à « la paix contre la terre »

Les idées d'État fédéral ou confédéral

4 - La solution « One land, two states », une utopie réaliste

L'identité ne se partage pas

Une piste d'action alternative : dissocier la souveraineté sur le peuple de la souveraineté sur le territoire

Les avantages de cette solution

Comment lever l'objection sécuritaire ? Par une longue période de transition et le choc de la paix

Une Haute Autorité pour régler les conflits

Une utopie concrète ou une possibilité politique ?

5 - Exister dans le regard de l'autre

Une promesse sioniste aveugle aux Palestiniens

Des Palestiniens qui n'ont pas d'existence politique et symbolique…

Des Palestiniens qui n'existent même pas pour ceux qui les défendent

Conclusion - Passer par la souffrance de l'Autre

Éditions de L'Observatoire

www.editions-observatoire.com

Suivez les Éditions de l'Observatoire sur les réseaux sociaux